

Les profils politiques
à l'élection présidentielle de 2022 :

La tentation radicale de modérés en quête d'une économie mieux régulée

Analyse réalisée à partir des réponses d'un échantillon représentatif
de 1648 personnes aux questions du test de positionnement politique Politest

Laurent Cald, février 2023

laurent.cald@politest.fr

Table des matières

Présentation de l'étude	3
La grille d'analyse	6
Une analyse tridimensionnelle.....	6
Caractérisation des trois axes	7
1. L'économique et le social	7
2. Les manières de vivre	8
3. L'identité et la responsabilité	9
Le profil politique	14
1. La combinaison des trois axes gauche-droite	14
2. Se positionner sur les axes	18
3. Méthodologie pour déterminer un profil politique	20
Constitution de l'échantillon	34
Un échantillon représentatif de 1648 personnes	34
Un échantillon élargi de 6349 personnes pour faire ressortir les profils des partis politiques et des candidats au premier tour.....	39
Les profils politiques	41
Profil politique des Français au moment de l'élection présidentielle.....	41
1. Ensemble des Français en âge de voter	41
2. Profils selon les tranches d'âges.....	44
Profils selon les positionnements déclarés.....	48
1. Les profils politiques selon les tendances gauche - droite.....	48
2. Les profils politiques selon la proximité avec les partis	60
« Ouverts » et « fermés » ?	69
1. Sur la mondialisation	69
2. Sur les étrangers.....	70
3. Catégorisation	73
4. Professions « ouvertes » et professions « fermées ».....	88
5. « Ouverts » et « fermés » selon les tendances politiques	90
6. Zoom sur les deux principales catégories : les « Ouverts critiques » et les « Modérés critiques »	97
Les profils au premier tour de l'élection présidentielle.....	102
1. Profils selon les préférences.....	102
2. Positionnement des sympathisants d'Emmanuel Macron.....	113
3. Positionnement des sympathisants de Marine Le Pen	122
4. Positionnement des sympathisant de J.-L. Mélenchon et des autres candidats de gauche.....	128
Les profils au second tour.....	140
1. Profils selon les préférences ou les rejets.....	140
2. Répartition au sein des catégories « Ouverts / Fermés »	149
3. Estimation de la composition des votes au second tour.....	152
Conclusions	158

Présentation de l'étude

Le Politest est un test de positionnement politique sur internet qui existe depuis 2005. C'est un test en douze questions – les mêmes depuis 2005 – qui portent sur trois grandes thématiques :

- l'économique et le social (les impôts, la mondialisation, la pauvreté et l'exclusion, les services publics, les entreprises),
- les manières de vivre (la religion, l'homosexualité, le droit à l'avortement, les drogues),
- l'identité et la responsabilité (la lutte contre la délinquance, le droit de vote et la nationalité, l'immigration).

Le principe de positionnement du test repose sur deux hypothèses :

- *rationalité partagée* : toutes les tendances, qu'elles soient d'extrême gauche, de gauche, du centre, de droite ou d'extrême droite, partagent un même niveau de rationalité ;
- *intentions positives* : toutes les tendances, qu'elles soient d'extrême gauche, de gauche, du centre, de droite ou d'extrême droite, sont motivées par des intentions positives (épanouissement des individus, construction d'une société plus harmonieuse...).

Les réponses proposées aux douze questions du test (entre 3 et 5 propositions selon les thèmes) visent ainsi à faire ressortir les valeurs positives sur lesquelles repose la cohérence des positionnements.

Ces valeurs permettent d'établir un « profil politique », qui peut être comparé au profil politique des différents partis afin de distinguer celui ou ceux qui s'en rapprochent le plus.

Plusieurs centaines de personnes viennent chaque jour faire le test, que ce soit pour déterminer ou conforter leur positionnement, ou pour évaluer la pertinence du test. La fréquentation augmente notablement en période électorale.

Selon un formulaire de satisfaction proposé à la fin du test, sur plusieurs centaines de milliers de formulaires reçus depuis 2005, le Politest recueille un taux de satisfaction supérieur à 80%.

Dès sa création, le formulaire proposé à la fin du test a inclus des questions sur la tendance gauche-droite et le parti dont la personne se sent proche (« *Vous aviez déjà une idée de votre positionnement ?* »). Ces informations, accompagnées des réponses données au test, ont été enregistrées dans une base de données entièrement anonyme. Cette base de données compte aujourd'hui plus de 300 000 enregistrements. Dans leur ensemble, ces enregistrements valident la méthode de positionnement du Politest.

Mais ces données souffrent (au moins) de deux défauts majeurs :

- Il n'y a pas d'indication sur l'âge des personnes qui répondent : il peut s'agir majoritairement de personnes de moins de 18 ans dont la conscience politique n'est pas encore affirmée ;
- Il est très possible que les personnes déclarent en fait la tendance et le parti politique que leur a donné le test.

Un formulaire a donc été proposé *avant* le test, avec les questions suivantes :

**SI VOUS AVEZ DEJA UNE IDEE DE VOTRE POSITIONNEMENT
vous pouvez nous aider à améliorer le Politest**

Vous vous situez :

Plutôt à gauche, plutôt à droite...

Un parti dont vous vous sentez proche ?

Et pour nos statistiques...

Votre tranche d'âge

Votre profession

Tendances proposées :

plutôt au centre

plutôt à gauche

au centre gauche

à gauche

à la gauche de la gauche

plutôt à droite

au centre droit

à droite

à la droite de la droite

sans (collégien, lycéen)

sans (étudiant)

Agent de maîtrise

Agriculteur

Artisan

Chef d'entreprise

Commerçant

Cadre du secteur privé

Cadre de la fonction publique

Employé

Enseignant

Ouvrier

Professionnel du secteur médico-social

Profession libérale

Technicien

Travailleur indépendant

Retraité

Sans profession

Liste des partis proposés :

Agir - la droite constructive, CPNT, Debout la France, Europe Ecologie - Les Verts, France Insoumise, Génération.s, La République en marche, Les Républicains, Lutte Ouvrière, MoDem, Mouvement radical, MRC, NPA, Parti Chrétien Démocrate, PCF, PS, Rassemblement national, Reconquête, UDI.

Tranches d'âge proposées :

Moins de 18 ans, 18-34 ans, 35-65 ans, plus de 65 ans.

A partir de mars 2022, une question sur le ou la candidat(e) préféré(e) à l'élection présidentielle a été ajoutée, avec la liste des candidats du premier tour jusqu'au 10 avril (date du 1^{er} tour), puis, à partir du 11 avril, uniquement Emmanuel Macron et Marine Le Pen ainsi que « aucun des deux ».

Entre mars et juillet 2022, 38 100 personnes ont renseigné le formulaire.

56% ont déclaré avoir moins de 18 ans, et 24% entre 18 et 34 ans. 1% ont déclaré avoir plus de 65 ans. Et parmi les plus de 18 ans, les étudiants et les cadres et professions intellectuelles supérieures étaient sur-représentés.

A partir de ces 38 100 réponses, un échantillon réduit à 1 648 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus en termes de tranches d'âges et de catégories socio-professionnelles, a donc été constitué par tris aléatoires.

Les réponses aux questions du Politest de cet échantillon représentatif des Français en âge de voter ont été analysées de manière à faire ressortir leurs valeurs politiques. Ce sont ces valeurs politiques qui ont permis de dresser le « profil politique » des Français à l'élection présidentielle de 2022.

Cette analyse a donc été réalisée à partir des orientations politiques souhaitées par les Français, et non pas selon leurs positionnements ou préférences partisans déclarés (ou non). Les résultats donnés par l'algorithme du Politest ne sont jamais utilisés dans l'analyse. Seules les réponses au questionnaire sont utilisées.

Cette analyse permet d'apporter un éclairage inédit sur des questions telles que :

- Qu'est-ce qui explique le niveau de l'abstention ?
- Pourquoi une partie des électeurs se décident-ils au dernier moment ?
- Quelle a été la part du vote de barrage anti-Le Pen dans le vote Macron ?
- Que recouvre le « macronisme » ?
- Qu'est-ce qui peut faire gagner la gauche ?
- Qu'est-ce qui peut sauver LR ?
- Qu'est-ce qui fait l'attrait du RN ?
- Comment les ouvriers ont-ils pu passer du PCF au RN ?
- Quel est le véritable carburant du populisme ?

A l'adresse www.politest.fr/analyses, sont disponibles :

- la présente étude au format pdf ;
- un diaporama des « profils politiques » permettant de mieux visualiser leurs différences et leurs similitudes.

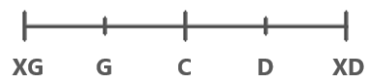
La grille d'analyse

Une analyse tridimensionnelle.

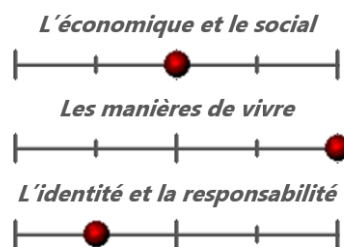
Les questions du Politest portent sur trois thématiques majeures :

- l'économique et le social,
- les manières de vivre,
- l'identité et la responsabilité.

Chacune de ces trois grandes thématiques permet de se situer sur un axe gauche-droite allant de l'extrême à gauche (« XG ») à l'extrême à droite (« XD ») en passant par la gauche (« G »), le centre (« C ») et la droite (« D ») :



C'est la combinaison de ces trois axes gauche-droite qui donne le profil politique et détermine un positionnement à gauche ou à droite.



Ces trois axes gauche-droite peuvent être indépendants les uns des autres.

Caractérisation des trois axes

1. L'économique et le social

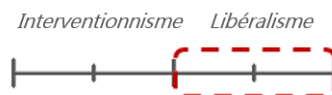
À gauche : *l'interventionnisme*.

⇒ Politiques favorables à l'intervention de l'Etat dans l'économie.

À droite : *le libéralisme*.

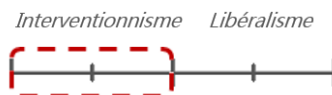
⇒ Politiques favorables au désengagement de l'Etat.

Les valeurs des tenants du libéralisme économique :



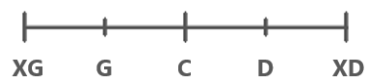
- la propriété privée
- la libre concurrence
- l'initiative individuelle
- le libre-échange
- la lutte contre l'inflation
- l'investissement (l'offre) comme principal moteur de l'économie

Les valeurs des tenants de l'interventionnisme de l'Etat :



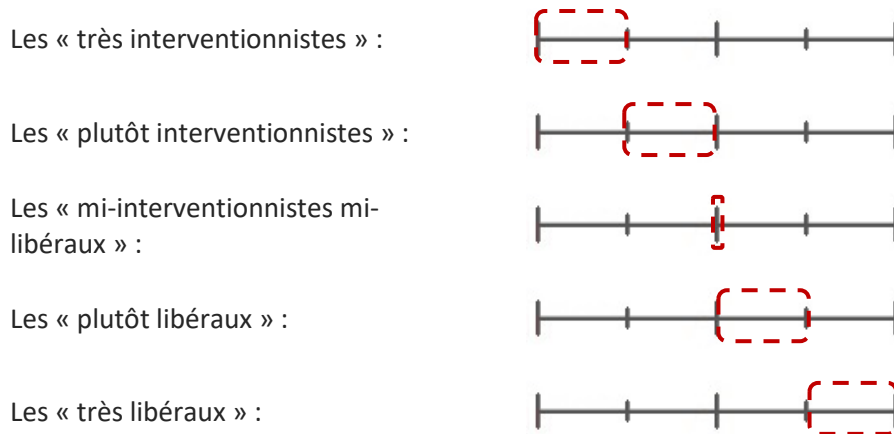
- État stratège en matière de développement économique
- renforcement des services publics
- investissement public
- impôt redistributif
- aide aux plus défavorisés
- protection des salariés
- la consommation (la demande) comme principal moteur de l'économie

L'importance respective des valeurs de l'interventionnisme et du libéralisme varie le long de l'axe *L'économique et le social* :



- Position XG : ultra-interventionnisme.
- Position G : prépondérance de l'interventionnisme
- Position C : importance égale accordée aux deux familles de valeurs
- Position D : prépondérance du libéralisme
- Position XD : ultra-libéralisme

Cinq catégories peuvent ainsi être distinguées le long de cet axe :



2. Les manières de vivre

À droite : *le conservatisme*.

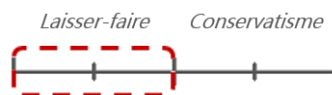
⇒ Respect des valeurs léguées par les générations précédentes.

⇒ Respect des « normes » établies.

À gauche : *le « laisser-faire »*.

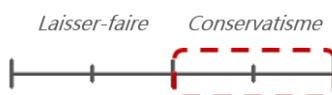
⇒ Liberté de ne pas tenir compte de ces normes.

Les valeurs défendues par les adeptes du laisser-faire :



- la libre-pensée, contre la religion
- la priorité de la liberté individuelle sur les traditions et les normes établies
- la libre disposition de son corps

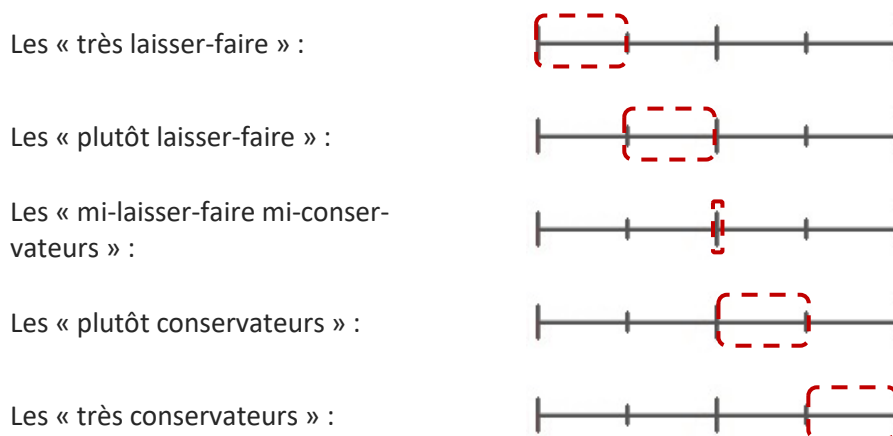
Les valeurs défendues par les conservateurs :



- la morale religieuse
- la tradition
- la famille, pour transmettre les valeurs
- le couple hétérosexuel
- le respect de la vie, de la conception à la mort naturelle
- la « bienséance », le respect des règles de savoir-vivre en société

L'importance respective des valeurs du laisser-faire et du conservatisme varie le long de l'axe *Les manières de vivre*, depuis l'ultra-laisser-faire (position XG) jusqu'à l'ultra-conservatisme (position XD).

Les catégories qui peuvent être distinguées le long de cet axe :



3. L'identité et la responsabilité

Pourquoi cet axe ?

- A la Révolution française : pour ou contre le droit de véto du roi ?
⇒ Préférence pour un ordre fondé sur la naissance d'un côté, revendication de l'égalité de tous les citoyens de l'autre.
- Au moment de l'affaire Dreyfus : défense, à travers l'armée, de la nation homogène et chrétienne d'un côté, défense de l'universalisme des droits de l'homme de l'autre.
- Aujourd'hui : volonté de définir l'identité nationale d'un côté, refus de figer l'identité de l'autre.
- Mise en cause de la volonté d'intégration des immigrés d'un côté, mise en avant du contexte (économique, social...) de l'autre.
- Lutte contre l'insécurité : accent mis sur la sanction dissuasive d'un côté, préférence pour la prévention de l'autre.
- Lutte contre les injustices : réussite des plus méritants d'un côté, amélioration des conditions de vie pour tous de l'autre.

La source de ces oppositions : la conception que chacun peut se faire de l'être humain.

- Dans quelle mesure les individus sont-ils influencés par leurs racines, ou par ce qu'ils portent en eux dès la naissance ?
- A l'inverse, dans quelle mesure le contexte dans lequel ils évoluent influe-t-il sur ce qu'ils sont et ce qu'ils font ?

⇒ Quelle est la part de la naissance, quelle est la part du contexte pour expliquer qui nous sommes (*l'identité*) et comment nous nous comportons (*la responsabilité*) ?

Prépondérance de la naissance :

- Si la naissance est le seul déterminant, alors c'est aux gens « bien nés », comme les aristocrates sous l'Ancien Régime, qu'il revient d'occuper les plus hautes fonctions.
- Si la naissance est ce qui est le plus déterminant, alors il existe des « hommes providentiels » destinés à diriger les autres.
- Si les origines sont déterminantes, alors celui dont la famille vient d'ailleurs fait moins vite partie de la communauté nationale.
- Si le contexte dans lequel on évolue compte moins que les ressources qu'on a en soi, alors chacun peut s'en sortir s'il s'en donne les moyens.

Prépondérance du contexte :

- C'est dans les problèmes sociaux (la misère, les inégalités, les discriminations...) qu'il faut chercher l'origine de la délinquance.
- L'intégration des immigrés dépend moins de leurs origines que des conditions de vie plus ou moins favorables qui leur sont offertes.
- Le sort des individus dépend moins de leur bonne volonté que des situations auxquelles ils sont confrontés.

L'axe « L'identité et la responsabilité » :

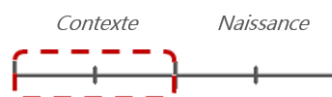
À gauche : prépondérance du *contexte*.

⇒ Entre la naissance et le contexte, c'est le contexte qui est le plus déterminant pour comprendre qui nous sommes et comment nous nous comportons.

À droite : prépondérance de la *naissance*.

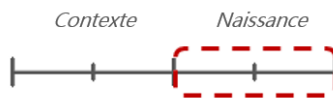
⇒ Plutôt que le contexte, c'est la naissance qui est le facteur déterminant.

Les valeurs relatives à la prépondérance du contexte :



- la volonté de vivre ensemble comme critère d'appartenance à la communauté nationale
- le respect des droits comme facteur d'intégration
- l'amélioration du contexte (économique, social, culturel...) pour combattre la délinquance à la racine
- la lutte contre les inégalités
- la responsabilité collective

Les valeurs relatives à la prépondérance de la naissance :



- la nation, son histoire, sa culture
- l'enracinement comme condition d'appartenance à la communauté nationale
- le respect des devoirs comme préalable à l'attribution des droits
- la sanction dissuasive en matière de lutte contre l'insécurité
- le mérite
- la responsabilité individuelle

Exemple 1 : propositions de réponses à la question du Politest sur le droit de vote et la nationalité

1. Tous les étrangers résidant en France doivent avoir le droit de vote, quelle que soit leur nationalité.

⇒ **Seul le contexte compte**

2. Tous les étrangers, d'où qu'ils viennent, qui sont installés depuis longtemps en France, doivent pouvoir voter au moins aux élections locales ; et il faut leur faciliter l'acquisition de la nationalité française.

⇒ **Prépondérance du contexte**

3. Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et tous les gens qui sont nés et qui vivent en France, quelle que soit leur origine, doivent avoir la nationalité française.

⇒ **Position « Mi-contexte mi-naissance »**

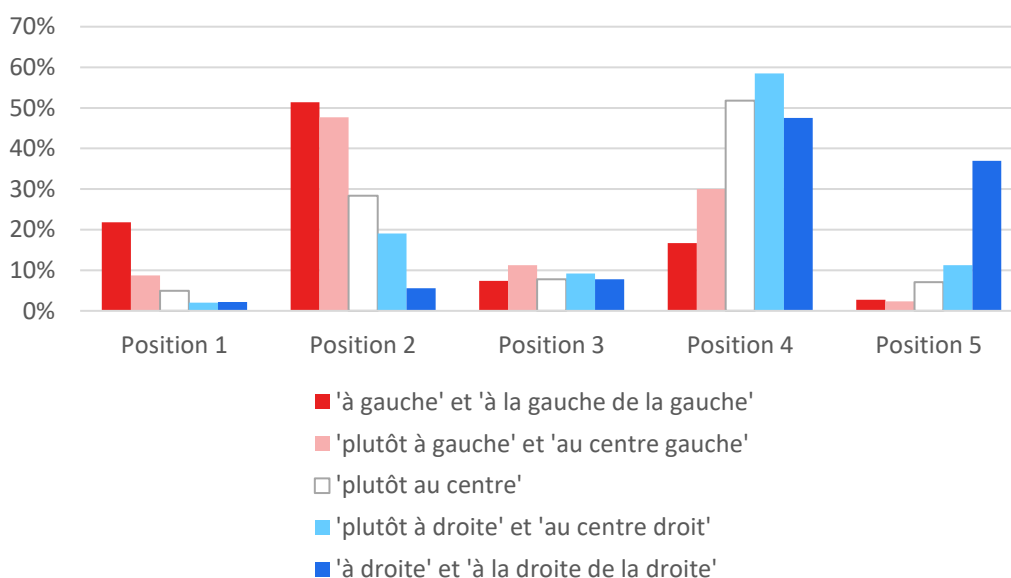
4. Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et ne doivent pouvoir devenir français que les immigrés qui montrent leur attachement à la France, en faisant des efforts pour s'intégrer, et en faisant une démarche volontaire pour obtenir la nationalité.

⇒ **Prépondérance de la naissance**

5. Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et, sauf exception, on ne peut pas être français sans avoir des parents français : il faut appliquer le « droit du sang », et non le « droit du sol ».

⇒ **Seule la naissance compte**

Répartition des réponses selon la tendance déclarée par les répondants :



Comment lire ce graphique :

Les personnes s'étant déclarées « à gauche » ou « à la gauche de la gauche » sont :

22% à avoir choisi la position 1 ;

51% la position 2 ;

7% la position 3 ;

17% la position 4 ;

3% la position 5.

Exemple 2 : propositions de réponses à la question du Politest sur la lutte contre la délinquance

- 1-2. La délinquance est d'abord le fruit de contextes difficiles (chômage, ghettos, problèmes familiaux, difficultés d'intégration...) ; pour obtenir des résultats durables en matière de lutte contre la délinquance, c'est donc à ces contextes qu'il faut, en priorité, s'attaquer.

⇒ **Prépondérance du contexte**

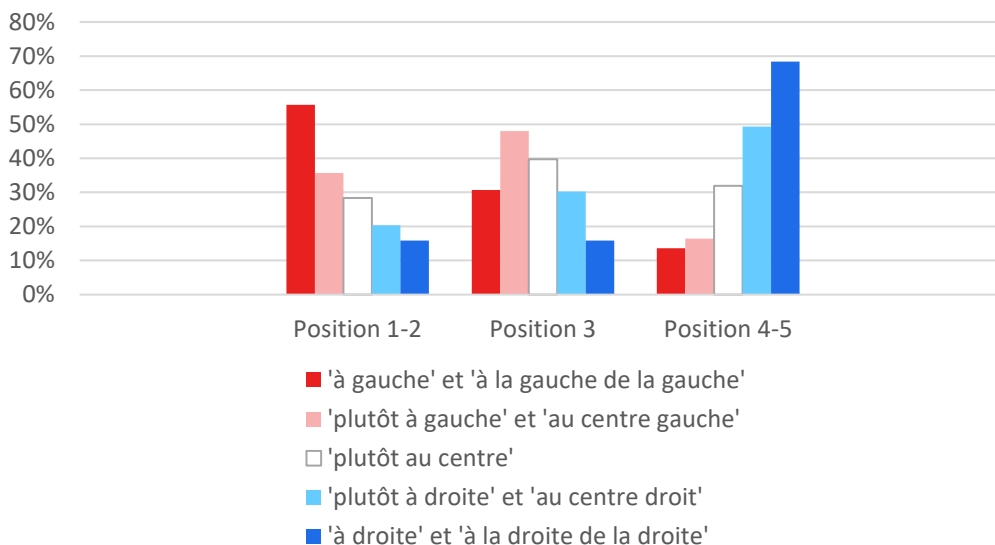
3. C'est souvent dans des contextes difficiles que se développe la délinquance (chômage, ghettos, problèmes familiaux, difficultés d'intégration...), mais le contexte n'explique pas tout ; c'est un juste équilibre entre prévention et sanctions dissuasives qu'il faut trouver pour lutter efficacement contre la délinquance.

⇒ **Mi-contexte mi-naissance**

4-5. Chacun est responsable de ses actes : on peut toujours décider de ne pas tomber dans la délinquance ; aussi, pour dissuader les délinquants de passer à l'acte, il faut que les sanctions encourues soient vraiment dissuasives.

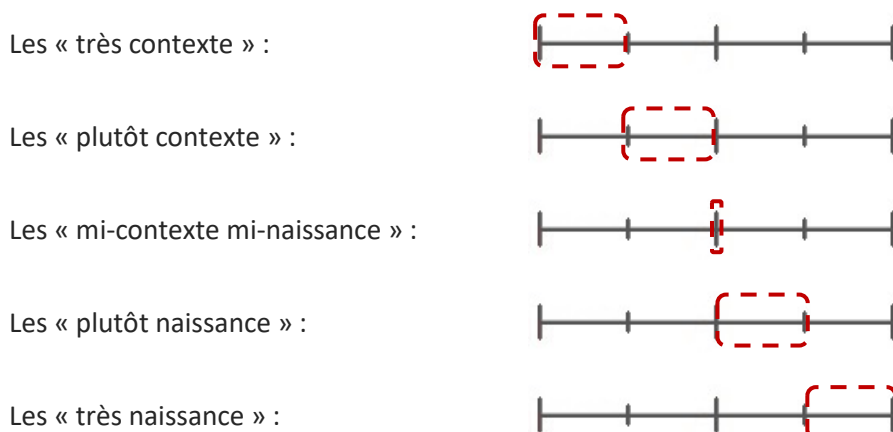
⇒ **Prépondérance de la naissance**

Répartition des réponses selon la tendance déclarée par les répondants :



L'importance respective des valeurs liées à la prépondérance du « contexte » et à la prépondérance de la « naissance » varie le long de l'axe *L'identité et la responsabilité*, depuis l'ultra-contexte (position XG) jusqu'à l'ultra-naissance (position XD).

Les catégories qui peuvent être distinguées le long de l'axe « L'identité et la responsabilité » :

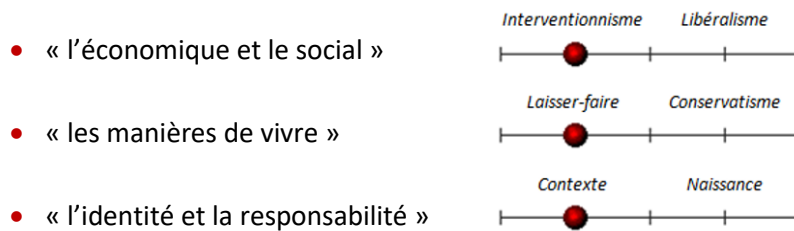


Le profil politique

1. La combinaison des trois axes gauche-droite

Le « profil politique » est la combinaison des axes « L'économique et le social », « les manières de vivre », et « l'identité et la responsabilité ».

Exemple de « profil politique » de gauche :

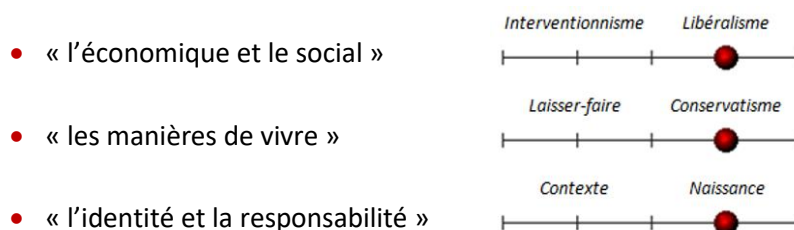


⇒ Favorable à l'intervention de l'Etat dans l'économie, au « laisser-faire » en matière de mœurs, et privilégiant « le contexte » dans ce qui fait que les gens sont ce qu'ils sont.

Une personne qui aurait ce profil serait probablement d'accord pour :

- qu'on augmente les impôts des plus riches ;
- que les homosexuels puissent adopter des enfants ;
- qu'on régularise les étrangers sans papiers.

Exemple de « profil politique » de droite :

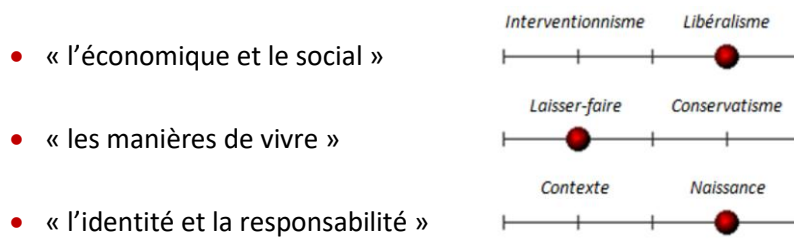


⇒ Favorable au désengagement de l'Etat en matière d'économie, « conservateur » sur les mœurs, et privilégiant la « naissance » pour expliquer que les gens sont ce qu'ils sont.

Une personne qui aurait ce profil souhaiterait probablement :

- qu'on baisse les impôts pour tous ;
- que l'adoption reste réservée aux couples hétérosexuels ;
- qu'on lutte davantage contre l'immigration clandestine.

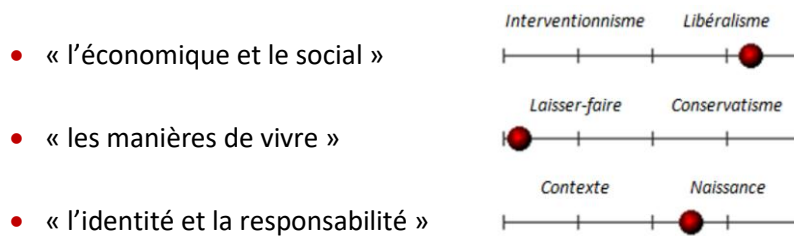
Autre exemple de « profil politique » de droite :



On peut être de droite (ou de gauche) sans être à droite (ou à gauche) sur tous les sujets.

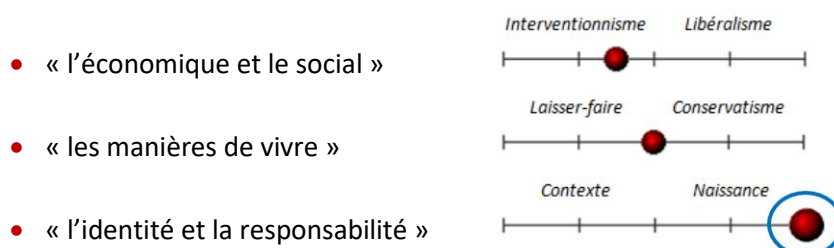
Les positions sur les axes reflètent les positions moyennes sur les thématiques qui s'y rapportent, elles peuvent donc se situer n'importe où depuis la position extrême à gauche jusqu'à la position extrême à droite.

Exemple :



Enfin, il est possible qu'un des axes revête plus d'importance que les autres : il sera figuré par un point plus gros.

Exemple :



En cas de profil non homogène, cet axe principal peut donner la tendance.

⇒ Ici : profil d'extrême droite.

Question du Politest pour déterminer un axe principal :

Pour vous, le plus important pour se sentir proche d'un parti ou d'une personnalité politique, c'est de partager les mêmes convictions sur :

- *la façon d'envisager les problèmes économiques et sociaux*

⇒ Axe « L'économique et le social »

- *les questions de société, l'évolution des mœurs*
⇒ Axe « Les manières de vivre »
- *l'idée qu'on se fait de la France, ou de l'Europe, ou du monde*
⇒ Axe « L'identité et la responsabilité »
- *aucun de ces points en particulier*

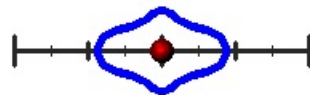
Profil politique d'un parti :

Pour rendre compte de la variété des positionnements qu'on rencontre en général au sein d'un parti politique :

- Un point représente le positionnement moyen du parti sur un axe :



- Une zone plus ou moins évasée représente l'éventail et la fréquence des positionnements observés dans le parti :

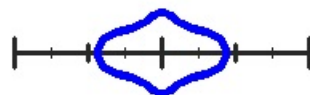


Les positionnements d'un parti sont établis à partir :



- de ses programmes aux différentes élections,
- des prises de positions publiques de ses membres,
- des politiques qu'il a menées quand il a été au pouvoir,
- de son histoire.

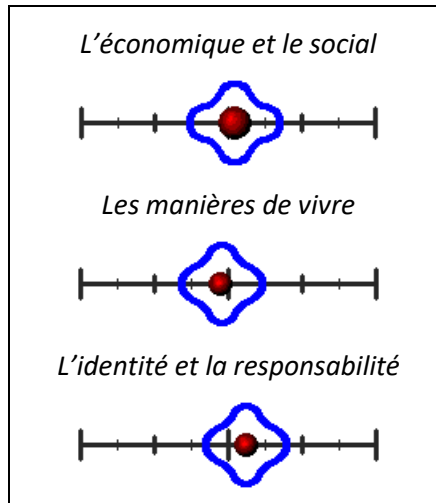
Les profils élargis sont définis à partir :



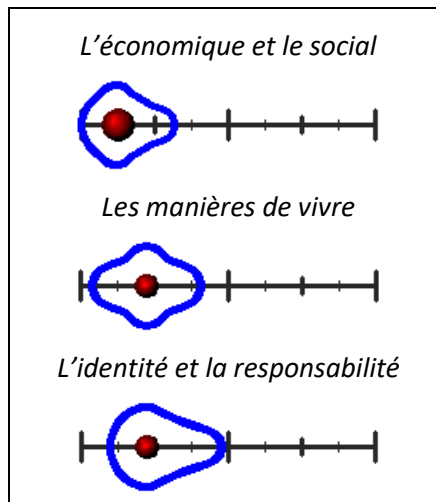
- des positions les plus « à gauche » et les plus « à droite » observées au sein du parti sur les questions clés retenues dans le Politest ;
- de la répartition des réponses au Politest des personnes se déclarant proches du parti.

Exemples :

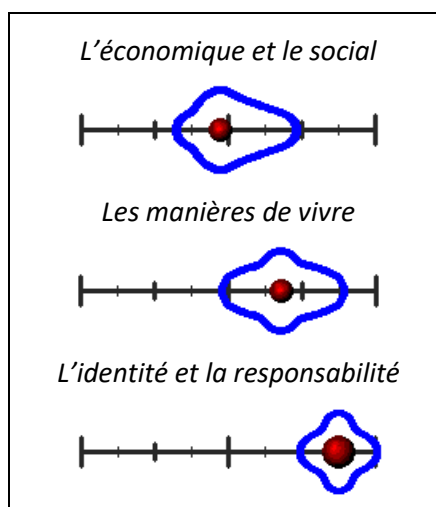
- La République en Marche



- La France Insoumise



- Le Rassemblement National



2. Se positionner sur les axes

Le positionnement sur les axes dépend des positions qu'on a, en moyenne, sur les thématiques qui s'y rapportent.

Repérer les thématiques transverses.

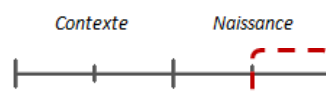
Pour situer une position sur un axe, il faut d'abord s'assurer que la position ne concerne qu'un seul des trois axes :

- L'Europe : quels contours ? Quels pouvoirs ? Pour quelle politique économique ?...
⇒ Axes concernés : L'identité et la responsabilité et L'économique et le social.
- La laïcité : défense de la liberté de croire ou de ne pas croire ? Ou défense d'une certaine idée de la France ?
⇒ Axes Les manières de vivre et L'identité et la responsabilité.
- L'éducation : service public ou mission transférable au privé ? Ecole laïque ou religieuse ? Collège unique ou parcours différenciés ?...
⇒ Axes L'économique et le social, Les manières de vivre, L'identité et la responsabilité.

De telles thématiques, qui portent sur au moins deux des trois axes, sont difficiles à utiliser pour se positionner sur un axe donné. C'est la raison pour laquelle elles ne sont pas abordées dans le Politest.

Il y a cependant dans le test deux thèmes qui ne relèvent pas que d'un seul axe :

- La pauvreté et l'exclusion : cette thématique relève dans le test la fois de la politique économique et sociale (interventionnisme/libéralisme), et de l'identité et la responsabilité (contexte/naissance). Les positions proposées ont été libellées de manière à faire ressortir les valeurs propres aux deux axes (la place de l'Etat dans l'économie, l'importance de la responsabilité individuelle). Cette thématique est donc prise en compte dans les positionnements sur chacun de ces deux axes. Elle pèse ainsi deux fois plus que les autres questions dans la détermination du profil politique.
- La mondialisation : les positions sur la mondialisation et ses effets sur l'économie devraient découler du positionnement sur l'axe L'économique et le social (interventionnisme/libéralisme). Il arrive pourtant qu'elles soient en décalage avec les autres positions de cet axe, ce qui laisse penser que d'autres valeurs sont en jeu. Et de fait, ce décalage s'observe en particulier chez les personnes qui se situent très à droite sur le troisième axe, L'identité et la responsabilité.



Pour ces personnes, c'est donc « la naissance » qui détermine, pour l'essentiel, ce que sont les individus et comment ils se comportent. Il en découle une conception « fermée » de la communauté nationale, qui peut se traduire par une volonté de protection par des barrières aux frontières. Ces personnes ont ainsi tendance à privilégier une position interventionniste sur la mondialisation (demande d'une plus grande régulation) même

lorsqu'elles sont libérales sur les autres questions économiques et sociales. Pour établir si ces personnes sont plutôt interventionnistes ou libérales sur l'économie et le social, il ne faut donc pas tenir compte de leur position sur la mondialisation.

Déterminer les différentes positions sur un axe.

Pour déterminer les différentes positions relatives à une thématique se rapportant à un axe donné (les impôts, la religion, l'immigration...), il faut :

- Déterminer les positions extrêmes à gauche et à droite : absence totale des valeurs de la famille de valeurs du bord opposé ;
- Rechercher la position « centriste » : celle qui accorde autant d'importance aux valeurs « de gauche » qu'aux valeurs « de droite » ;
- Les positions intermédiaires viennent s'intercaler entre la position centriste et la position extrême.

Exemple : Droit de vote et nationalité

- Position extrême à gauche : 100% contexte, 0% naissance.

Tous les étrangers résidant en France doivent avoir le droit de vote, quelle que soit leur nationalité.



- Position extrême à droite : 100% naissance, 0% contexte.

Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et, sauf exception, on ne peut pas être français sans avoir des parents français : il faut appliquer le « droit du sang », et non le « droit du sol ».



- Position « centriste » : 50% naissance, 50% contexte

Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et tous les gens qui sont nés et qui vivent en France, quelle que soit leur origine, doivent avoir la nationalité française.



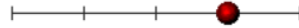
- Position de gauche non radicale : plus le contexte que la naissance.

Tous les étrangers, d'où qu'ils viennent, qui sont installés depuis longtemps en France, doivent pouvoir voter au moins aux élections locales ; et il faut leur faciliter l'acquisition de la nationalité française.



- Position de droite non radicale : plus la naissance que le contexte.

Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et ne doivent pouvoir devenir français que les immigrés qui montrent leur attachement à la France, en faisant des efforts pour s'intégrer, et en faisant une démarche volontaire pour obtenir la nationalité.



3. Méthodologie pour déterminer un profil politique

Les positions proposées dans le test sont affectées d'un coefficient allant de 1 à 5 :



Quand une seule position « de gauche » est proposée, son coefficient est de 1,5 et quand une seule position « de droite » est proposée, son coefficient est de 4,5.

Le positionnement sur un axe est établi en faisant la moyenne des réponses qui s'y rapportent.

Questions du Politest rattachées à l'axe « L'économique et le social » :

- Les impôts
- La mondialisation
- La pauvreté et l'exclusion
- Les services publics et la place de l'Etat
- Les entreprises

Les impôts

Position 1-2 (coefficient 1,5)

Il faut baisser les impôts qui pèsent sur les personnes les moins riches, et les augmenter sur les personnes ou les entreprises les plus riches pour faire jouer la solidarité, et donner à l'Etat les moyens de financer les services publics.

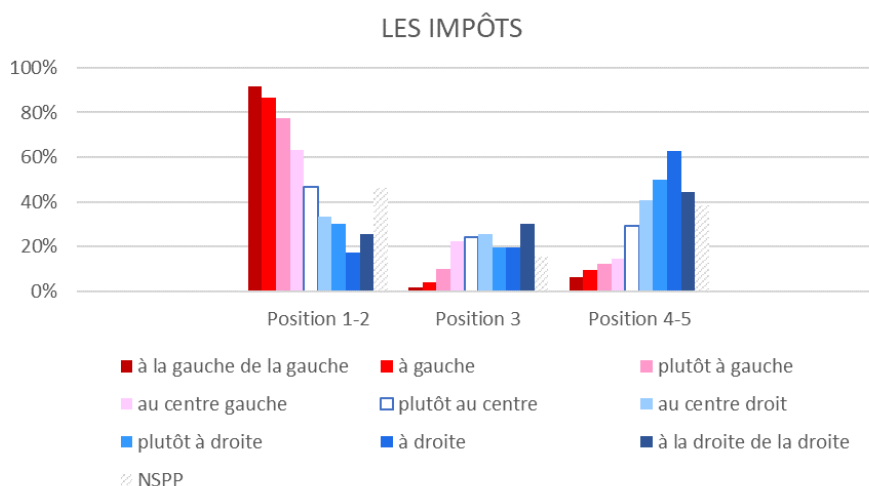
Position 3 (coefficient 3)

Il faut baisser les impôts pour tous quand l'Etat en a les moyens, et les augmenter pour tous quand c'est nécessaire.

Position 4-5 (coefficient 4,5)

Il faut une baisse générale des impôts pour permettre aux entreprises et aux particuliers d'investir plus d'argent dans l'économie, afin de créer davantage d'emplois.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :

*La mondialisation*

Position 1 (coefficient 1)

La mondialisation de l'économie aggrave l'exploitation et la pollution des pays pauvres, et détruit des emplois dans les pays riches : il faut que des institutions internationales réellement démocratiques protègent les droits des populations, et non plus ceux des multinationales.

Position 2 (coefficient 2)

La mondialisation engendre une concurrence qui doit être encadrée : il faut que les Etats imposent des règles pour mieux protéger les droits des salariés, l'environnement, et les secteurs sensibles des économies de chaque pays.

Position 3 (coefficient 3)

La mondialisation peut être une chance : elle permet aux entreprises de trouver de nouveaux marchés, et les emplois délocalisés sont en général compensés par d'autres qui sont plus qualifiés, et qui font progresser le niveau de vie ; mais il faut aussi que les gouvernements aident leurs populations lorsqu'elles ne trouvent pas leur place dans la mondialisation.

Position 4 (coefficient 4)

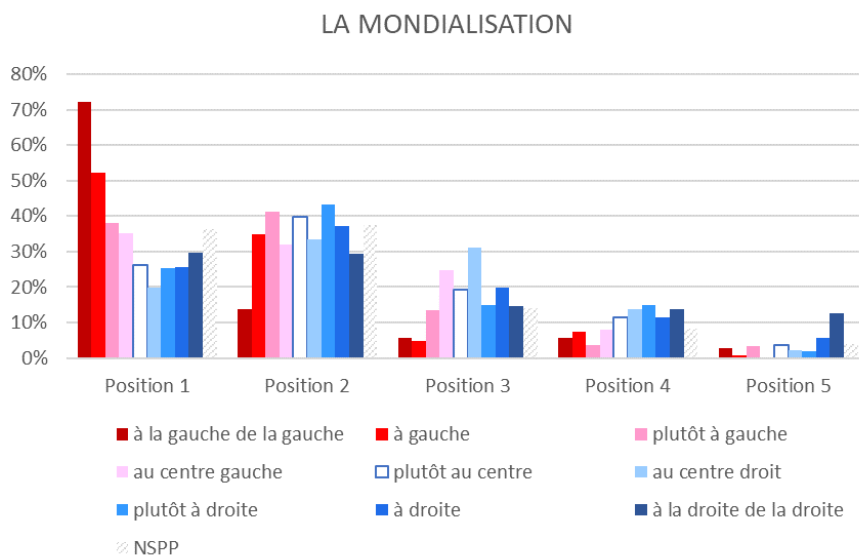
La mondialisation est une chance, car l'ouverture des frontières donne accès à des marchés nouveaux, ce qui crée des emplois : il faut donc faire tomber les "barrières" qui empêchent les produits et les services de circuler librement ; mais pour que les entreprises en profitent, il faut les libérer le plus possible des contraintes réglementaires qui les désavantagent par rapport à leurs concurrentes étrangères.

Position 5 (coefficient 5)

Il faut supprimer toutes les barrières douanières, en même temps que les subventions ou les réglementations nationales qui faussent la concurrence, pour que la concurrence entre

les entreprises du monde entier puisse se faire sans entrave : c'est de cette façon qu'on obtiendra le plus d'efficacité économique et de croissance.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :



La pauvreté et l'exclusion

Position 1-2 (coefficient 1,5)

L'Etat doit faire en sorte que chacun reçoive de quoi vivre décemment.

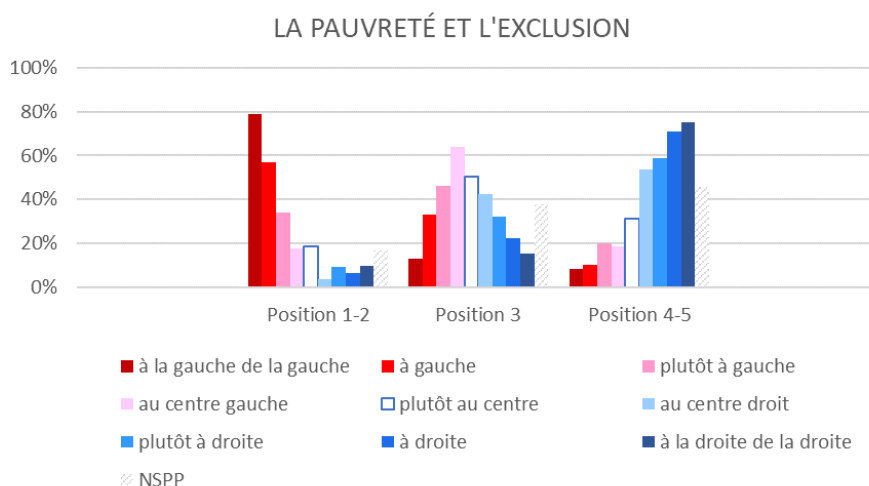
Position 3 (coefficient 3)

L'Etat doit venir en aide aux plus démunis, mais il ne faut pas tout attendre de l'Etat.

Position 4-5 (coefficient 4,5)

Plutôt que de trop assister les gens (ou de les inciter à profiter du système), il faut les responsabiliser afin qu'ils comptent plus sur eux-mêmes et moins sur l'Etat pour s'en sortir.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :

*Les services publics et la place de l'Etat*

Position 1 (coefficient 1)

Il faut augmenter le nombre d'emplois publics, et consacrer beaucoup plus d'argent aux services publics afin que chaque usager, quels que soient ses moyens, ait accès à des services publics de qualité (pour la santé, l'éducation, la culture, l'eau, l'énergie, les communications, les transports collectifs...); les services publics ont une mission sociale, ils ne doivent pas chercher à être rentables.

Position 2 (coefficient 2)

Tous les services publics ont une mission sociale - ne laisser personne à l'écart - que des entreprises privées ne pourraient pas assumer; ils doivent disposer des moyens suffisants pour servir la collectivité, mais l'Etat doit aussi chercher à les rendre plus efficaces.

Position 3 (coefficient 3)

Pour assurer leur mission sans représenter une trop lourde charge pour l'Etat, les services publics doivent devenir à la fois plus efficaces et moins coûteux; quelques-uns (comme, par exemple, la poste ou le transport ferroviaire) peuvent être mis en concurrence avec des entreprises privées, et même être en partie privatisés - dès lors que l'Etat en garde le contrôle - ce qui les incitera à s'améliorer.

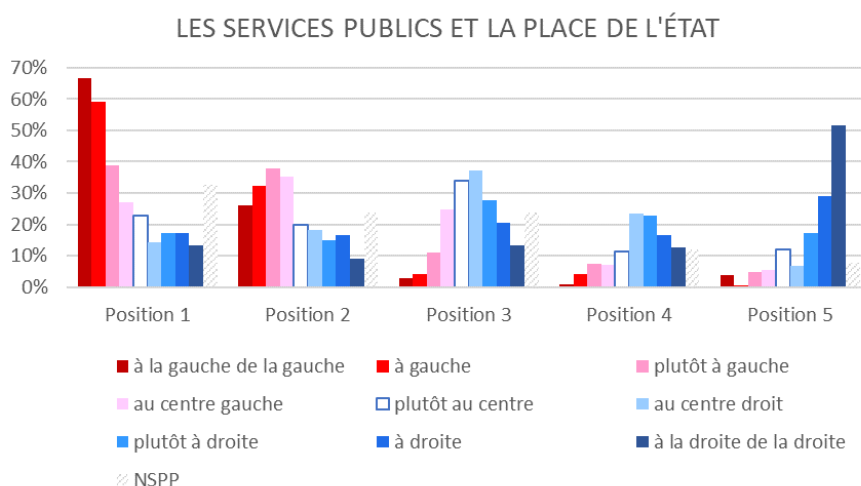
Position 4 (coefficient 4)

L'Etat doit concentrer ses efforts sur ses principales missions de service public, et partager ses autres missions avec le privé (pour la sécurité sociale, la poste, les universités...) afin de faire baisser ses coûts de fonctionnement et de gagner en efficacité.

Position 5 (coefficient 5)

L'Etat doit se recentrer sur ses trois véritables missions que sont la police, la justice et la défense nationale; tout le reste peut être confié au privé, dont les méthodes de gestion sont bien plus efficaces.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :

*Les entreprises*

Position 1 (coefficient 1)

Il faut que les profits des entreprises aillent en priorité aux salariés, et non plus aux actionnaires ; et il faut interdire les licenciements collectifs aux entreprises qui font des bénéfices, sous peine que ces entreprises soient réquisitionnées par l'Etat au profit de leurs salariés.

Position 2 (coefficient 2)

Il faut imposer par la loi des avancées sociales dans les entreprises ; et il faut renchérir le coût des licenciements pour les entreprises qui font des bénéfices.

Position 3 (coefficient 3)

Il faut aider en priorité les petites et moyennes entreprises en allégeant leurs charges et leurs contraintes administratives, et laisser patrons et syndicats négocier les modes de fonctionnement les mieux adaptés à chaque branche d'activité.

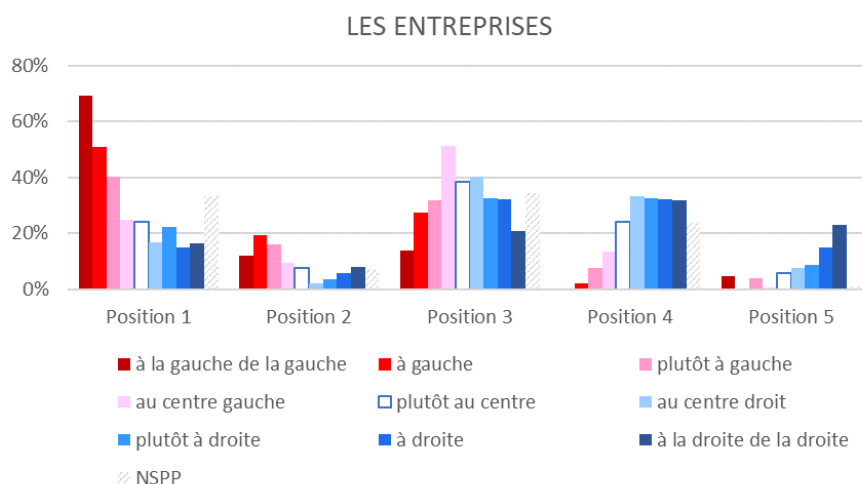
Position 4 (coefficient 4)

Il faut que les entreprises supportent moins de charges sociales et moins de réglementations, pour qu'elles hésitent moins à embaucher et puissent être plus compétitives.

Position 5 (coefficient 5)

L'Etat doit redonner aux entreprises toute leur liberté, en supprimant les prélèvements et les réglementations qui leur sont imposés et qui les handicapent dans leur développement.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :

**Questions du Politest rattachées à l'axe « Les manières de vivre » :**

- La religion
- Les droits des LGBT
- Le droit à l'avortement
- Les drogues

La religion

Position 1 (coefficient 1)

On doit accepter tous types de pratiques religieuses dès lors qu'elles sont librement consenties, même lorsqu'elles paraissent choquantes aux yeux de certains.

Position 2 (coefficient 2)

Il faut combattre la morale religieuse, car elle empêche les gens de vivre et de penser librement.

Position 3 (coefficient 3)

La religion peut parfois être un frein aux libertés individuelles, mais elle apporte aussi des réponses aux grandes questions de l'existence.

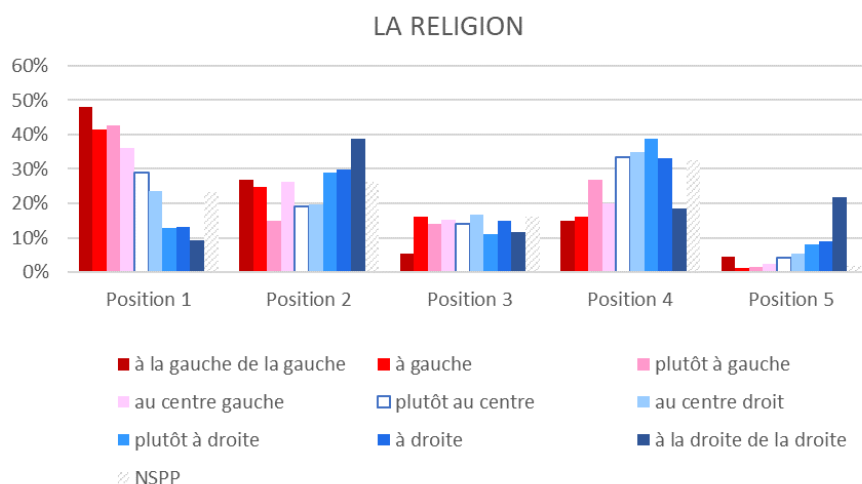
Position 4 (coefficient 4)

Qu'on soit croyant ou non, on ne doit pas négliger les valeurs morales portées par la religion.

Position 5 (coefficient 5)

Le message de la religion est primordial, car il nous guide dans notre vie en nous aidant à distinguer le bien du mal.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :

*Les droits des LGBT*

Position 1 (coefficient 1)

Il faut une égalité totale des droits pour les personnes LGBT, qui doivent pouvoir avoir des enfants si elles le souhaitent : il faut autoriser non seulement la PMA pour toutes, mais aussi la GPA, la gestation pour autrui (le recours à une mère porteuse), dès lors que son usage est strictement encadré pour éviter tout risque de marchandisation du corps des femmes.

Position 2 (coefficient 2)

Il faut l'égalité des droits pour les personnes LGBT, et il faut laisser à chacun la possibilité de choisir son identité sexuelle, en facilitant le changement d'état-civil, et en sensibilisant les jeunes au respect des choix et des orientations sexuelles de chacun.

Position 3 (coefficient 3)

Il faut reconnaître l'homoparentalité et tendre vers l'égalité des droits pour les couples homosexuels, en autorisant la procréation médicalement assistée (la PMA) pour toutes les femmes.

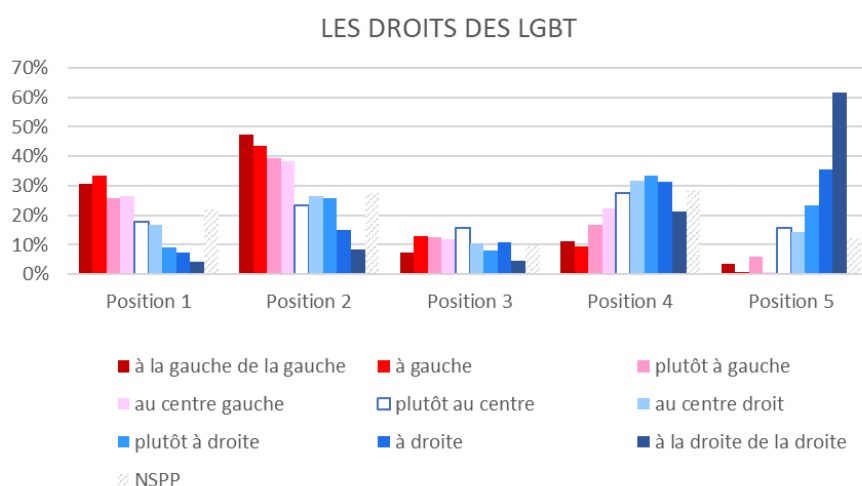
Position 4 (coefficient 4)

S'il faut lutter contre les discriminations dont les personnes LGBT peuvent être victimes, il faut aussi défendre le modèle du couple hétérosexuel.

Position 5 (coefficient 5)

La priorité ne devrait pas être de donner de nouveaux droits aux personnes LGBT, mais plutôt de défendre la famille traditionnelle, qui est un pilier de notre société, avec un père et une mère pour élever des enfants.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :

*Le droit à l'avortement*

Position 1-2 (coefficient 1,5)

Toutes les femmes doivent avoir la possibilité d'avorter : il faut allonger le délai légal pendant lequel un avortement peut être réalisé et il faut supprimer la "clause de conscience" qui permet à des médecins de refuser de pratiquer des avortements.

Position 3 (coefficient 3)

Il faut défendre le droit des femmes à avorter librement et gratuitement.

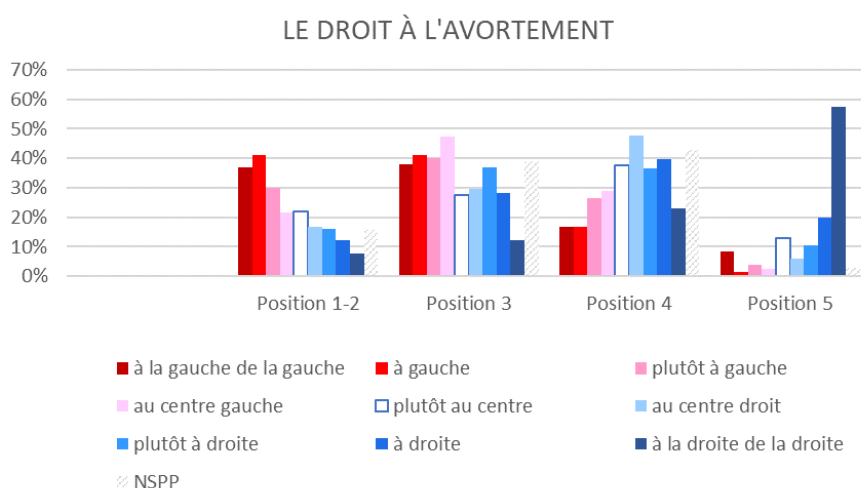
Position 4 (coefficient 4)

S'il faut garantir le droit à l'avortement, il faut aussi sensibiliser les femmes au fait qu'un avortement n'est pas un acte anodin.

Position 5 (coefficient 5)

Les femmes ne devraient pouvoir avorter que quand leur santé est en danger, ou lors de grossesses consécutives à un viol.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :



Les drogues

Position 1 (coefficient 1)

Il faut légaliser les drogues douces, et dépénaliser l'usage des drogues dures.

Position 2 (coefficient 2)

Il faut légaliser le cannabis, en prônant, comme pour l'alcool, un usage modéré.

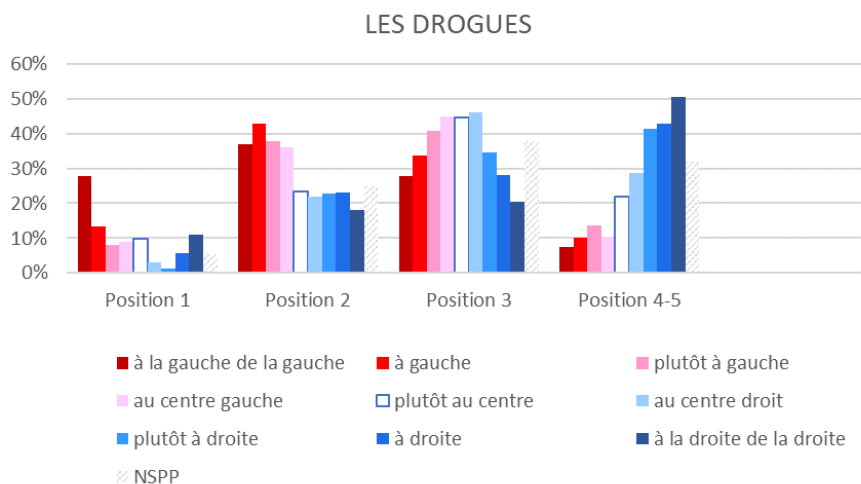
Position 3 (coefficient 3)

La question des drogues est complexe : il faut avant tout tenir compte de l'avis des spécialistes.

Position 4-5 (coefficient 4,5)

La légalisation du cannabis serait une grave erreur : il faut plutôt lutter contre l'usage de toutes les drogues.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :



Questions du Politest rattachées à l'axe « L'identité et la responsabilité » :

- La lutte contre la délinquance
- Droit de vote et nationalité
- L'immigration
- La pauvreté et l'exclusion
(ce thème concerne deux axes à la fois)

La lutte contre la délinquance

Position 1-2 (coefficient 1,5)

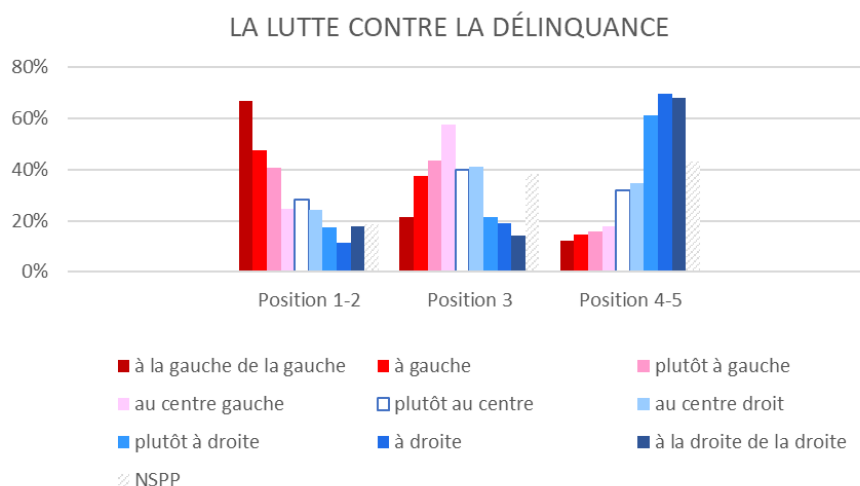
La délinquance est d'abord le fruit de contextes difficiles (chômage, ghettos, problèmes familiaux, difficultés d'intégration...) ; pour obtenir des résultats durables en matière de lutte contre la délinquance, c'est donc à ces contextes qu'il faut, en priorité, s'attaquer.

Position 3 (coefficient 3)

C'est souvent dans des contextes difficiles que se développe la délinquance (chômage, ghettos, problèmes familiaux, difficultés d'intégration...), mais le contexte n'explique pas tout ; c'est un juste équilibre entre prévention et sanctions dissuasives qu'il faut trouver pour lutter efficacement contre la délinquance.

Position 4-5 (coefficient 4,5)

Chacun est responsable de ses actes : on peut toujours décider de ne pas tomber dans la délinquance ; aussi, pour dissuader les délinquants de passer à l'acte, il faut que les sanctions encourues soient vraiment dissuasives.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :

Droit de vote et nationalité

Position 1 (coefficient 1)

Tous les étrangers résidant en France doivent avoir le droit de vote, quelle que soit leur nationalité.

Position 2 (coefficient 2)

Tous les étrangers, d'où qu'ils viennent, qui sont installés depuis longtemps en France, doivent pouvoir voter au moins aux élections locales ; et il faut leur faciliter l'acquisition de la nationalité française.

Position 3 (coefficient 3)

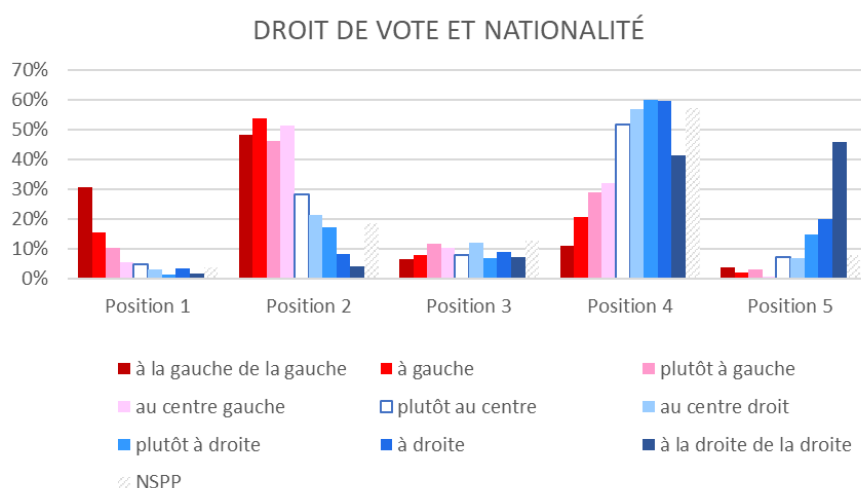
Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et tous les gens qui sont nés et qui vivent en France, quelle que soit leur origine, doivent avoir la nationalité française.

Position 4 (coefficient 4)

Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et ne doivent pouvoir devenir français que les immigrés qui montrent leur attachement à la France, en faisant des efforts pour s'intégrer, et en faisant une démarche volontaire pour obtenir la nationalité.

Position 5 (coefficient 5)

Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et, sauf exception, on ne peut pas être français sans avoir des parents français : il faut appliquer le « droit du sang », et non le « droit du sol ».

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :

L'immigration

Position 1 (coefficient 1)

Les problèmes liés à l'immigration ne proviennent pas des immigrés, mais du contexte (économique, social, historique...) dans lequel l'immigration se produit, et la première urgence est de faire respecter les droits des immigrés, qu'ils soient en situation régulière ou non.

Position 2 (coefficient 2)

Pour faciliter l'intégration des immigrés, il faut lutter contre le chômage, qui incite au repli sur soi, et faire respecter les droits des immigrés en luttant contre les discriminations dont ils peuvent être victimes.

Position 3 (coefficient 3)

Pour que l'intégration soit réussie, il faut, à la fois, que les immigrés soient moins discriminés, et qu'ils respectent les valeurs du pays d'accueil.

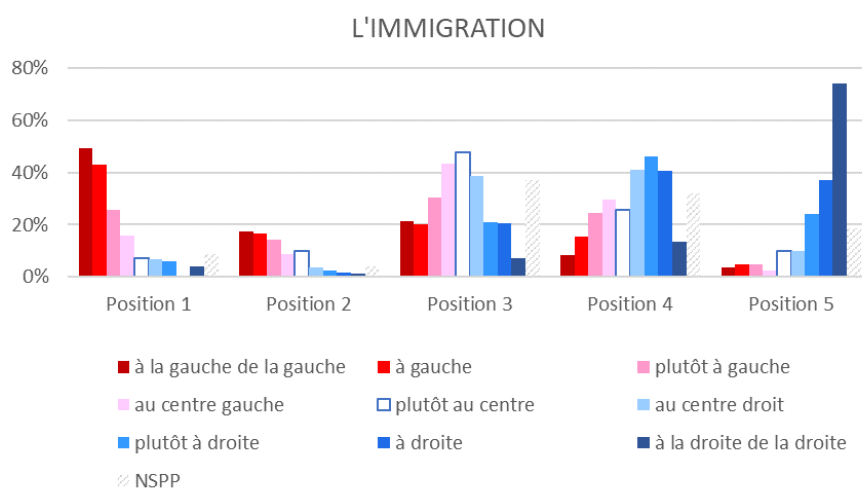
Position 4 (coefficient 4)

L'intégration fonctionne quand les immigrés sentent qu'ils ont non seulement des droits, mais aussi des devoirs ; et il est important de lutter contre l'immigration clandestine.

Position 5 (coefficient 5)

Certains immigrés resteront toujours des étrangers : leur place serait plutôt dans leur pays, pour notre bien et pour le leur.

Choix des répondants, selon les tendances déclarées :



Exemple de calcul d'un positionnement sur l'axe « L'identité et la responsabilité » :

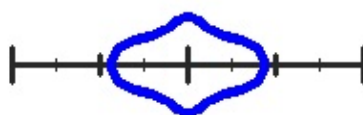
- La lutte contre la délinquance : choix de la position « 1-2 » => coef. 1,5
- Droit de vote et nationalité : choix de la position « 2 » => coef. 2
- L'immigration : choix de la position « 1 » => coef. 1
- La pauvreté et l'exclusion : choix de la position « 3 » => coef. 3

⇒ Moyenne : $(1,5 + 2 + 1 + 3) / 4 = 1,875$



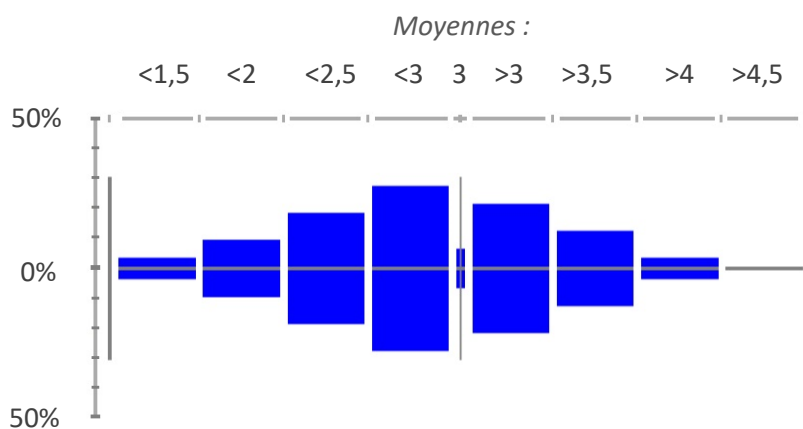
Représentation du profil politique d'un ensemble de répondants :

La répartition des positionnements sur les axes est présentée sur le modèle des profils politiques des partis :



Les axes sont divisés en 9 segments : 4 côté gauche, 4 côté droit, et un (plus étroit) pour le centre.

Les pourcentages sont arrondis aux 3% les plus proches pour lisser les résultats et tenir compte, dans une certaine mesure, de la marge d'erreur liée à la taille des échantillons.

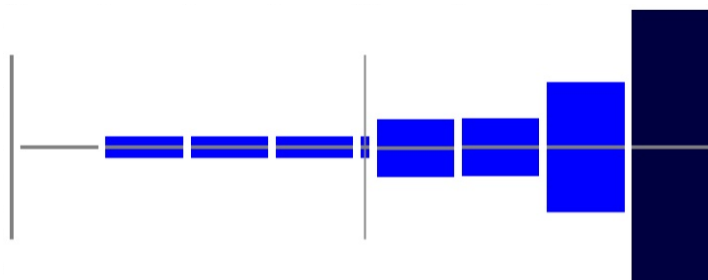


Ce graphique illustre par exemple la répartition suivante :

< 1,5	>= 1,5 et < 2	>= 2 et < 2,5	>= 2,5 et < 3	= 3	> 3 et <= 3,5	> 3,5 et <= 4	> 4 et <= 4,5	> 4,5
2%	8%	18%	28%	7%	22%	11%	3%	1%

Le total des blocs peut faire légèrement plus ou légèrement moins que 100% du fait des arrondis à 3% près.

Quand l'arrondi d'une valeur est supérieur à 45%, il est représenté par un bloc de couleur plus foncée.



Ce graphique illustre la répartition suivante :

< 1,5	>= 1,5 et < 2	>= 2 et < 2,5	>= 2,5 et < 3	= 3	> 3 et <= 3,5	> 3,5 et <= 4	> 4 et <= 4,5	> 4,5
1%	2%	2%	3%	4%	8%	9%	20%	51%

Les profils sont complétés des réponses aux questions facultatives qui figurent à la fin du test :

- la question permettant de distinguer un axe principal (« *Pour vous, le plus important pour se sentir proche d'un parti ou d'une personnalité politique, c'est de partager les mêmes convictions sur...* ») ;
- une question permettant de préciser un autre point prioritaire :
 - *La défense de l'environnement, notamment par l'arrêt du nucléaire.*
 - *La défense du mode de vie rural.*
 - *La défense de l'égalité républicaine (le refus de règles différenciées selon les spécificités des régions ou des individus : la Corse, les homosexuels, les pratiquants de telle religion, etc.).*

(Cette question permet d'établir la proximité avec des partis tels que Europe Ecologie - les Verts, Chasse Pêche Nature Traditions et le Mouvement Républicain et Citoyen.)

Constitution de l'échantillon

Un échantillon représentatif de 1648 personnes

Entre mars et juillet 2022, 38 100 personnes ont renseigné le formulaire proposé avant le test, dont :

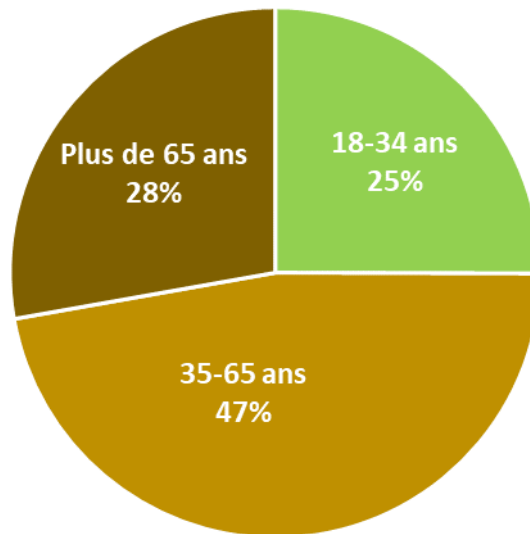
- 56% de moins de 18 ans,
- 24% de 18-34 ans,
- 13% de 35-65 ans,
- 1% de plus de 65 ans,
- 5% de sans réponse.

Sur les 14 600 formulaires renvoyés par des personnes de 18 ans et plus, la répartition par CSP était la suivante :

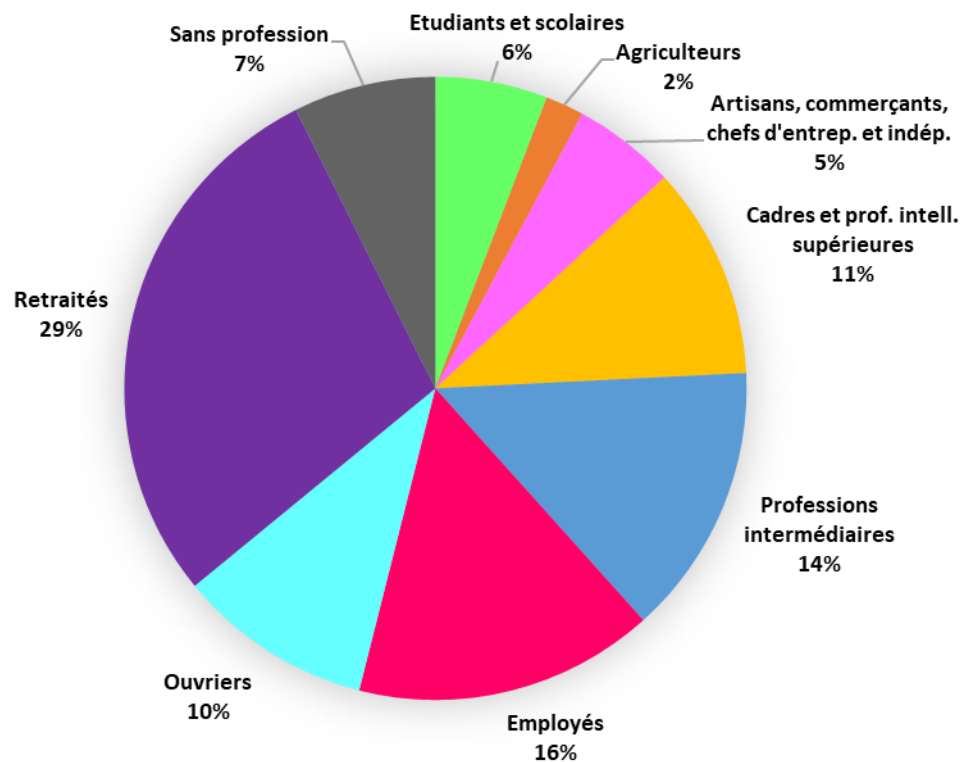
- Etudiants et élèves : 36%
- Cadres et professions intellectuelles supérieures : 20%
- Professions intermédiaires : 15% (dont enseignants : 9%)
- Employés : 12%
- Artisans, commerçants, chefs d'entreprises et indépendants : 6%
- Retraités : 5%
- Sans profession : 3%
- Ouvriers : 2%
- Agriculteurs : 1%

Parmi ces 14 600 formulaires, 1648 ont été retenus, par tris aléatoires, pour obtenir une répartition représentative de la population des plus de 18 ans :

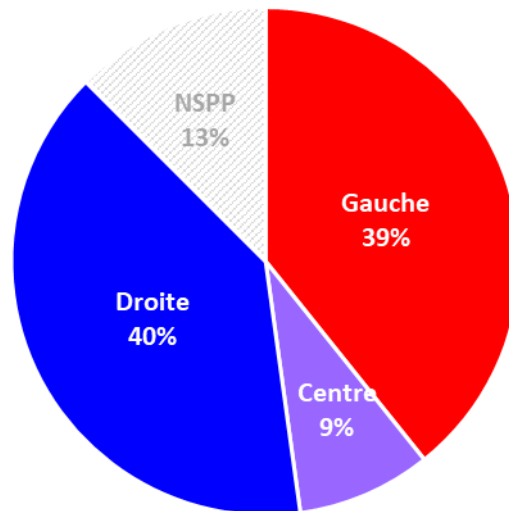
- En termes de tranches d'âges :



- En termes de CSP :



- Tendances gauche-droite déclarées dans l'échantillon :

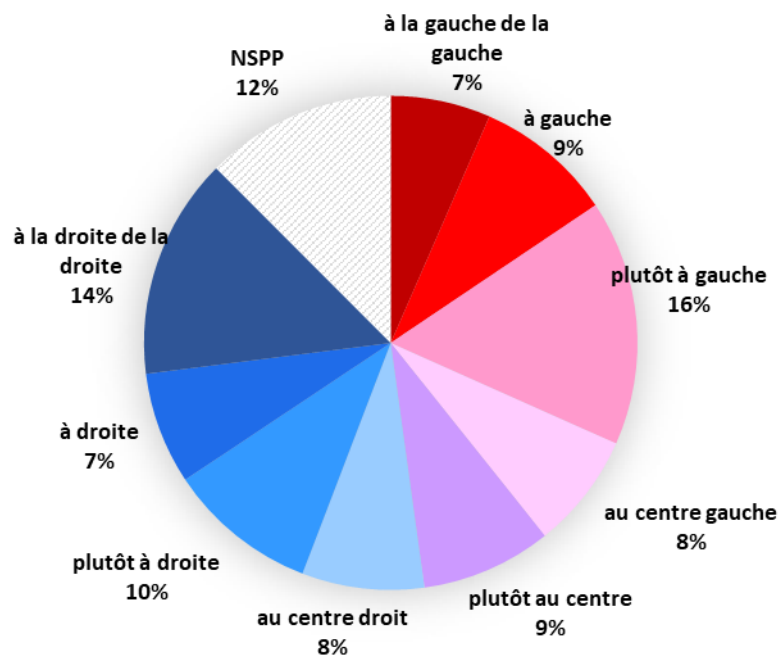


Gauche : réponses « au centre gauche », « plutôt à gauche », « à gauche », « à la gauche de la gauche ».

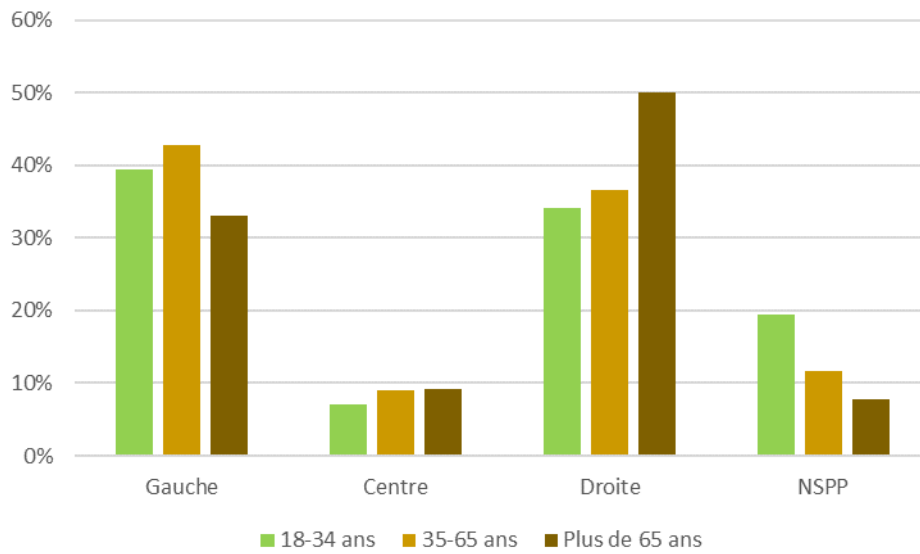
Droite : réponses « au centre droit », « plutôt à droite », « à droite », « à la droite de la droite ».

Centre : réponse « plutôt au centre ».

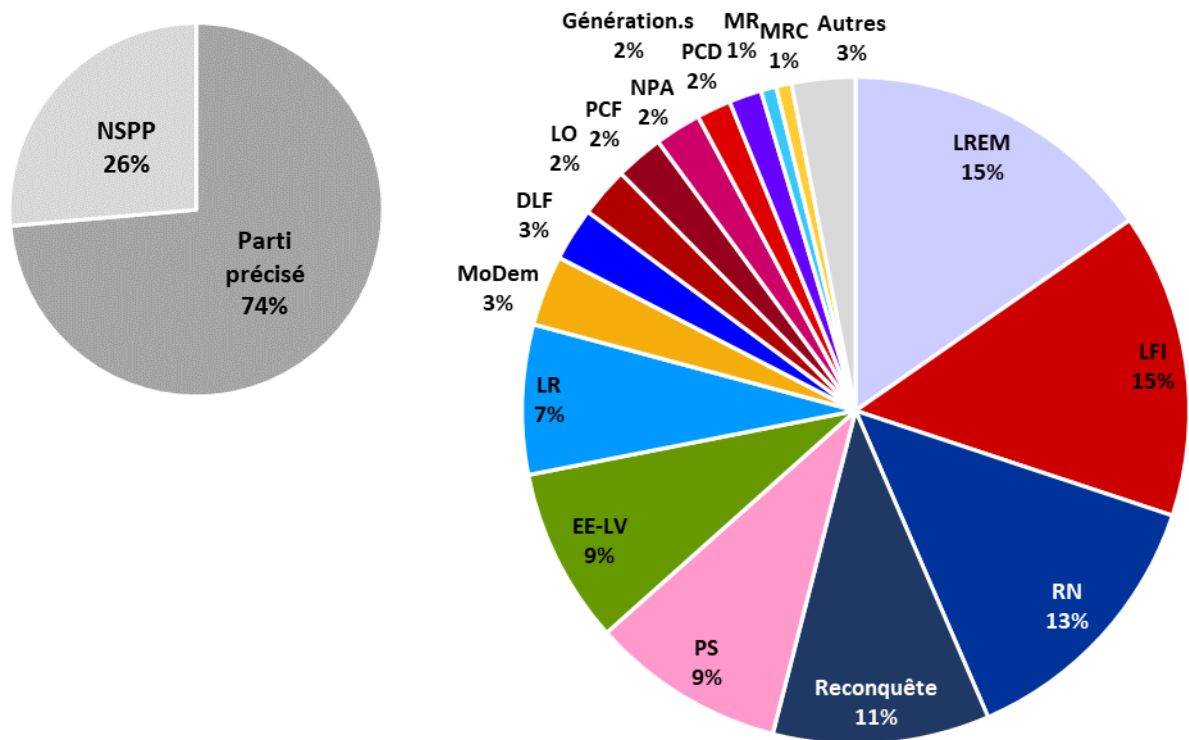
Dans le détail :



Répartition selon les tranches d'âges :



• Proximités avec les partis :



- Préférences pour le 1er tour (réponses antérieures au 11 avril 2022) : **échantillon de 880 personnes**

Les réponses correspondent au « candidat préféré », et elles couvrent la période 15 mars – 10 avril 2022. Ce ne sont donc pas forcément des intentions de vote, et encore moins une photographie au moment du vote.

Poutou	4%
Arthaud	1%
Mélenchon	14%
Roussel	6%
Jadot	8%
Hidalgo	3%
Macron	25%
Lassalle	3%
Pécresse	3%
Dupont-Aignan	3%
Le Pen	12%
Zemmour	18%
Total	100%
NSPP	30%

	Echantillon	Résultats au 1er tour
Total Gauche	36%	32%
E. Macron	25%	28%
M. Le Pen, E. Zemmour, N. Dupond-Aignan	33%	32%
Droite autre	6%	8%

- Préférences pour le 2nd tour (réponses postérieures au 10 avril 2022) : **échantillon de 768 personnes**

E. Macron	22%
M. Le Pen	22%
Aucun des deux	40%
NSPP	17%

Un échantillon élargi de 6349 personnes pour faire ressortir les profils des partis politiques et des candidats au premier tour

L'échantillon représentatif en termes de tranches d'âges et de CSP ne contient pas suffisamment de réponses pour faire ressortir les profils politiques de l'ensemble des partis (les sympathisants d'Horizons, du Parti Chrétien-Démocrate, du MRC, du PRG...), ceux de tous les candidats au 1^{er} tour de l'élection ou encore les profils par professions.

Un échantillon élargi de 6349 personnes a donc été constitué de manière à maximiser les effectifs en limitant autant que possible la proportion des 18-34 ans, surreprésentés au départ. La sélection des répondants au sein de chaque catégorie a été faite par tri aléatoire.

Effectifs par professions :

	Effectif	Répartition		
		18-34	35-65	Plus de 65
Etudiants et scolaires	491	98%	2%	0%
Agriculteurs	124	44%	40%	16%
Artisans	113	42%	56%	2%
Chefs d'entreprise	316	23%	71%	7%
Commerçants	125	58%	42%	0%
Indépendants	246	38%	60%	2%
Cadres du secteur privé	766	29%	70%	1%
Cadres du public	676	32%	66%	1%
Professions libérales	284	32%	63%	5%
Agents de maîtrise	198	38%	60%	2%
Enseignants	738	29%	70%	1%
Médico-social	313	26%	73%	1%
Techniciens	244	37%	61%	2%
Employés	767	28%	71%	0%
Ouvriers	227	44%	49%	7%
Retraités	470	0%	33%	67%
Sans profession	251	25%	65%	10%
Total	6349	35%	58%	7%

Effectifs selon la proximité avec un parti :

	Effectif	Répartition		
		18-34	35-65	Plus de 65
ADC	79	62%	23%	15%
CPNT	21	62%	33%	5%
DLF	210	62%	31%	6%
EE-LV	417	21%	72%	7%
France Insoumise	587	32%	63%	5%
Génération.s	146	46%	47%	7%
Horizons	34	53%	29%	18%
LO	142	57%	39%	4%
LR	313	23%	70%	7%
LREM	645	25%	66%	9%
MoDem	221	24%	70%	6%
MR	59	49%	42%	8%
MRC	47	55%	38%	6%
NPA	250	66%	32%	2%
Parti Chrétien Démocrate	84	46%	40%	13%
PCF	217	63%	33%	5%
PRG	58	66%	29%	5%
PS	433	16%	76%	8%
RN	352	32%	53%	14%
Reconquête	229	35%	35%	29%
UDI	104	32%	67%	1%
NSPP	1701	32%	64%	4%
Total	6349	35%	58%	7%

Effectifs selon la proximité avec un candidat au premier tour :

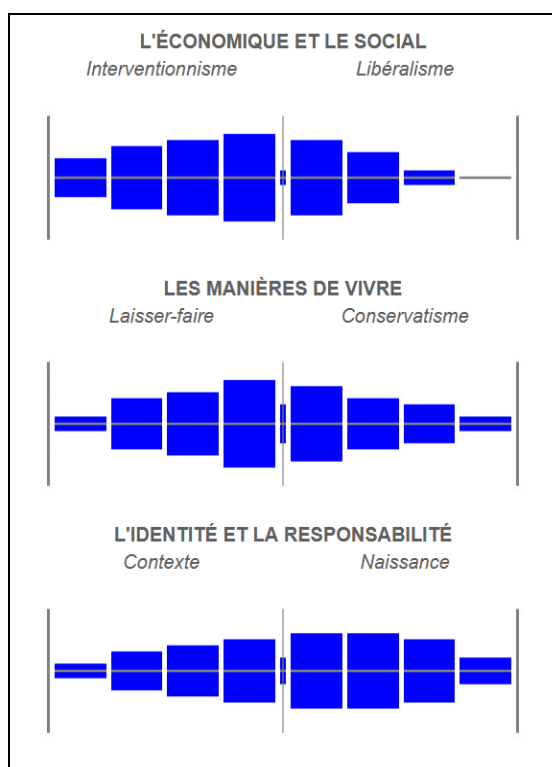
	Effectif	Répartition		
		18-34	35-65	Plus de 65
Poutou	193	59%	37%	4%
Arthaud	45	42%	49%	9%
Mélenchon	589	35%	62%	3%
Roussel	175	35%	55%	9%
Jadot	240	20%	72%	8%
Hidalgo	100	24%	67%	9%
Macron	742	25%	68%	8%
Lassalle	98	31%	58%	11%
Pécresse	118	22%	68%	10%
Dupont-Aignan	98	43%	53%	4%
Le Pen	257	37%	58%	5%
Zemmour	294	37%	34%	28%

Les profils politiques

Profil politique des Français au moment de l'élection présidentielle

Données tirées de l'échantillon représentatif de 1648 personnes.

1. Ensemble des Français en âge de voter



Axe principal :

- E&S : 37%
- MV : 15%
- I&R : 22%

Autre priorité :

- Environnement* : 18%
- Ruralité : 13%
- Egalité républicaine : 23%

* « La défense de l'environnement, notamment par l'arrêt du nucléaire »

Un diaporama des profils politiques permettant de mieux visualiser leurs différences et leurs similitudes est disponible à l'adresse www.politest.fr/analyses.

< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social								
9%	15%	19%	21%	4%	17%	11%	4%	1%
Les manières de vivre								
3%	12%	15%	20%	9%	18%	12%	8%	4%
L'identité et la responsabilité								
2%	10%	11%	14%	6%	18%	19%	16%	6%

Dans le domaine économique et social, 63% sont « interventionnistes » (24% de « très interventionnistes » et 39% de « plutôt interventionnistes »), et 33% sont « libéraux ».

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

« Il faut baisser les impôts qui pèsent sur les personnes les moins riches, et les augmenter sur les personnes ou les entreprises les plus riches pour faire jouer la solidarité, et donner à l'Etat les moyens de financer les services publics. » (Position choisie à 51%).

Sur les manières de vivre, 49% sont « laisser-faire », et 42% sont « conservateurs ».

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

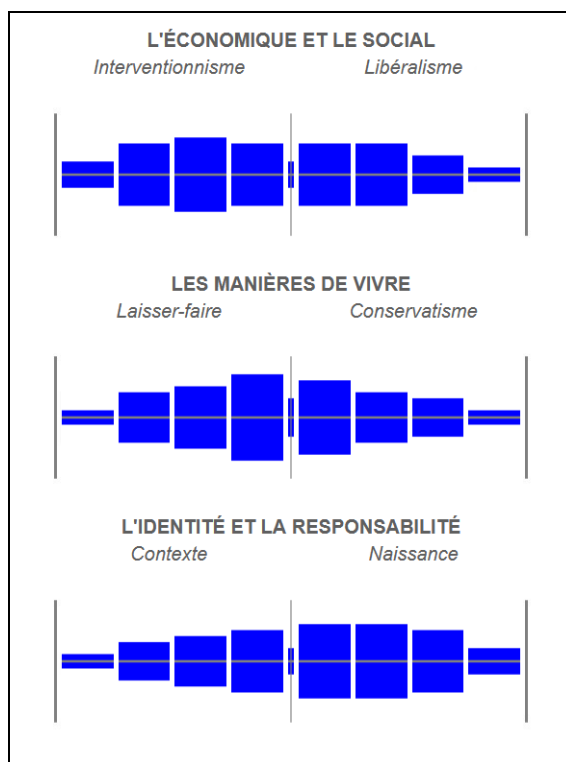
« Il faut défendre le droit des femmes à avorter librement et gratuitement. » (Position choisie à 33%).

Et sur l'identité et la responsabilité, 58% privilégient « la naissance » (36% de « plutôt naissance », 22% de « très naissance »), contre 37% qui privilégient « le contexte ».

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

« Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et ne doivent pouvoir devenir français que les immigrés qui montrent leur attachement à la France, en faisant des efforts pour s'intégrer, et en faisant une démarche volontaire pour obtenir la nationalité. » (Position choisie à 42%).

Profils sans la position sur la mondialisation dans le calcul du positionnement sur l'économique et le social :



< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social hors mondialisation								
7%	14%	18%	16%	6%	16%	14%	8%	2%

Si on ne tient pas compte des positions sur la mondialisation dans le calcul des positionnements sur l'économique et le social, 55% sont « interventionnistes » et 39% sont « libéraux ».

A la question : *Pour vous, le plus important pour se sentir proche d'un parti ou d'une personnalité politique, c'est de partager les mêmes convictions sur :*

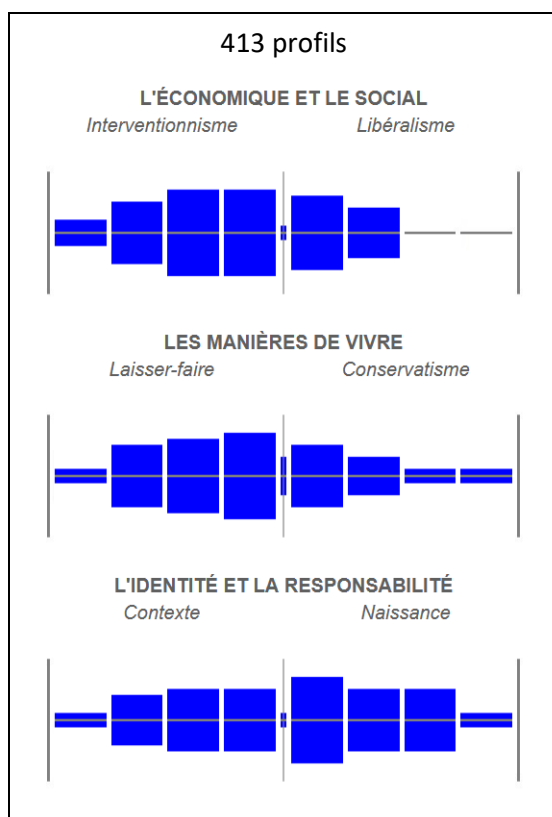
- *la façon d'envisager les problèmes économiques et sociaux*
- *les questions de société, l'évolution des mœurs*
- *l'idée qu'on se fait de la France, ou de l'Europe, ou du monde*

37% choisissent « la façon d'envisager les problèmes économiques et sociaux », 22% « l'idée qu'on se fait de la France, ou de l'Europe, ou du monde », et 15% « les questions de société, l'évolution des mœurs ».

Comme autre point prioritaire, ils choisissent « La défense de l'égalité républicaine » à 23%, « La défense de l'environnement, notamment par l'arrêt du nucléaire » à 18%, et « la défense du mode de vie rural » à 13%

2. Profils selon les tranches d'âges

2.1. Les 18-34 ans



Axe principal :

- E&S : 41%
- MV : 20%
- I&R : 20%

Autre priorité :

- Environnement : 23%
- Ruralité : 13%
- Égalité républicaine : 23%

< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social								
7%	15%	21%	21%	4%	19%	12%	1%	0%
Les manières de vivre								
4%	16%	17%	20%	10%	16%	8%	4%	4%
L'identité et la responsabilité								
2%	12%	15%	15%	3%	21%	15%	15%	3%

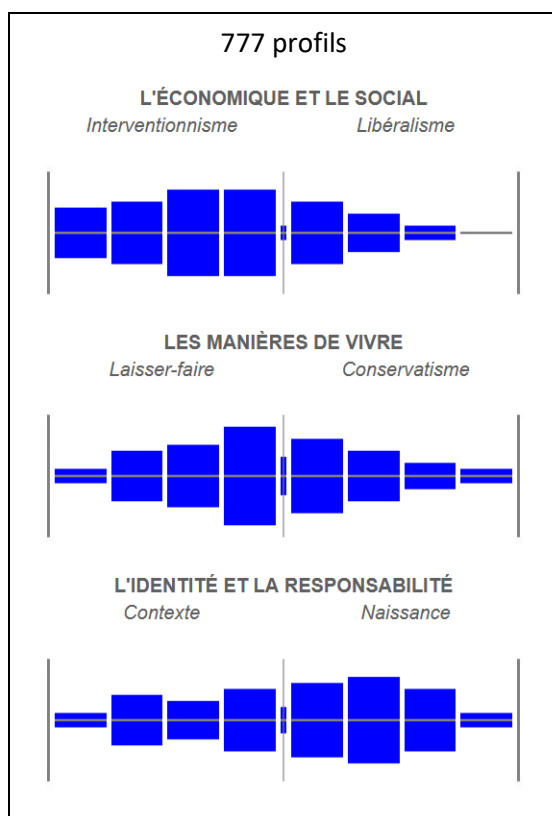
Dans le domaine économique et social, 64% sont « interventionnistes », et 33% sont « libéraux ».

Sur les manières de vivre, 57% sont « laisser-faire », et 33% sont « conservateurs ».

Et sur l'identité et la responsabilité, 54% privilégient « la naissance », contre 43% qui privilégient « le contexte ».

Ils sont autant à mettre la priorité sur l'environnement sans le nucléaire que sur la défense de l'égalité républicaine (23%).

2.2. Les 35-65 ans



Axe principal :

- E&S : 41%
- MV : 14%
- I&R : 19%

Autre priorité :

- Environnement : 20%
- Ruralité : 13%
- Égalité républicaine : 22%

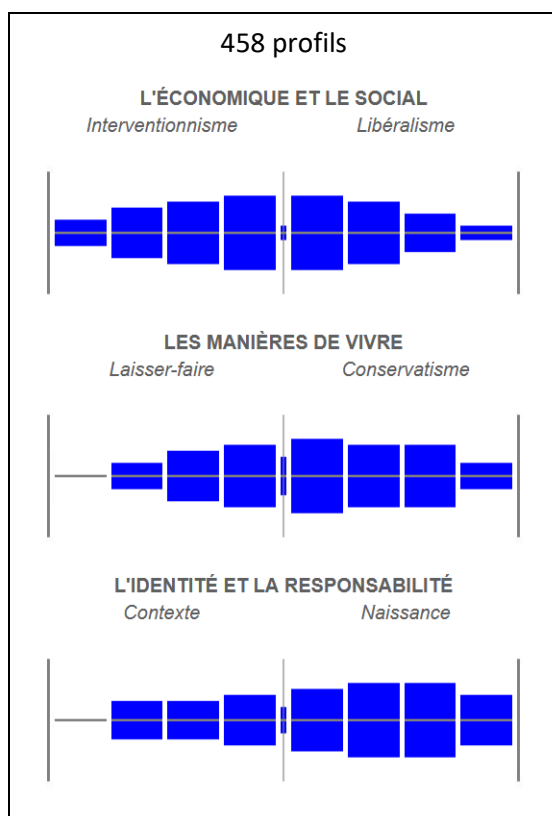
< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social								
12%	16%	20%	21%	4%	15%	9%	2%	1%
Les manières de vivre								
2%	12%	15%	23%	9%	18%	12%	6%	2%
L'identité et la responsabilité								
3%	11%	10%	15%	6%	17%	20%	15%	4%

Dans le domaine économique et social, 69% sont « interventionnistes », et 27% sont « libéraux ».

Sur les manières de vivre, 53% sont « laisser-faire », et 38% sont « conservateurs ».

Et sur l'identité et la responsabilité, 56% privilégient « la naissance », contre 38% qui privilégient « le contexte ».

2.3. Les plus de 65 ans



Axe principal :

- E&S : 27%
- MV : 13%
- I&R : 29%

Autre priorité :

- Environnement : 10%
- Ruralité : 14%
- Égalité républicaine : 27%

< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social								
6%	11%	15%	19%	3%	17%	14%	10%	3%
Les manières de vivre								
1%	7%	12%	15%	8%	19%	16%	16%	7%
L'identité et la responsabilité								
1%	9%	9%	11%	7%	15%	19%	18%	12%

Dans le domaine économique et social, 52% sont « interventionnistes », et 45% sont « libéraux ».

Sur les manières de vivre, 58% sont « conservateurs » et 35% sont « laisser-faire ».

Et sur l'identité et la responsabilité, 64% privilégient « la naissance », contre 29% qui privilégient « le contexte ».

Au vu de leur profil politique, les Français sont :

- **Majoritairement interventionnistes dans le domaine économique et social ;**
- **Plutôt « laisser-faire » pour ce qui est des manières de vivre ;**
- **Ont tendance à privilégier « la naissance » comme facteur déterminant de l'identité et de la responsabilité.**

Les moins de 35 ans sont plus « laisser-faire » et accordent davantage d'importance au « contexte » ; les plus de 65 ans sont moins « interventionnistes », plus « conservateurs » et accordent davantage d'importance à « la naissance ».

Les plus de 65 ans accordent aussi plus d'importance aux problématiques liées à l'identité et à la responsabilité, tandis que les moins de 65 ans sont plus sensibles aux questions économiques et sociales.

Les 18-35 ans sont plus nombreux à considérer comme prioritaire la défense de l'environnement sans le nucléaire ; les plus de 35 ans mettent davantage l'accent sur la défense de l'égalité républicaine.

Profils selon les positionnements déclarés.

1. Les profils politiques selon les tendances gauche - droite

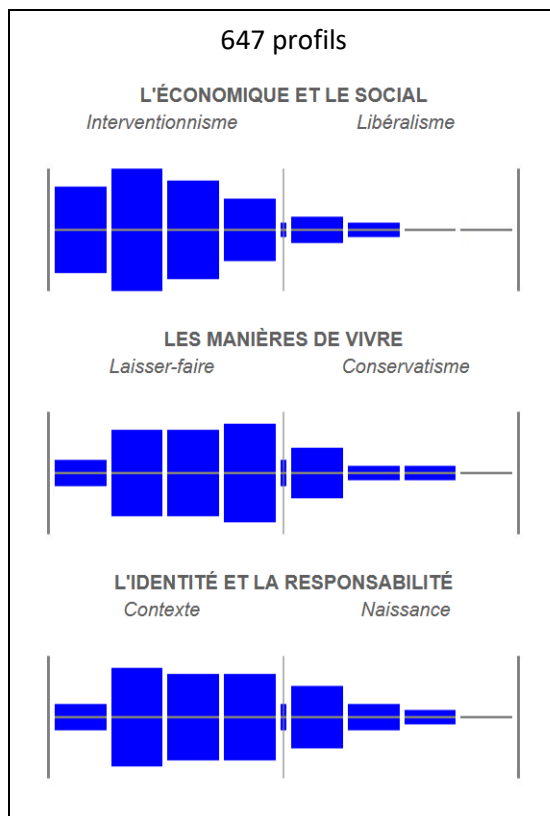
Données tirées de l'échantillon représentatif de 1648 personnes.

1.1. Profils de gauche, du centre et de droite

Regroupements selon la tendance déclarée par les répondants :

- Profils de gauche : personnes ayant répondu « au centre gauche », « plutôt à gauche », « à gauche », « à la gauche de la gauche ».
- Profils du centre : personnes ayant répondu « plutôt au centre ».
- Profils de droite : personnes ayant répondu « au centre droit », « plutôt à droite », « à droite », « à la droite de la droite ».

Personnes se positionnant à gauche :



Axe principal :

- E&S : 48%
- MV : 17%
- I&R : 14%

Autre priorité :

- Environnement : 29%
- Ruralité : 7%
- Égalité républicaine : 27%

< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social								
21%	29%	24%	16%	2%	6%	2%	0%	0%
Les manières de vivre								
6%	22%	22%	24%	7%	13%	4%	2%	0%
L'identité et la responsabilité								
5%	23%	20%	20%	7%	15%	7%	3%	0%

Dans le domaine économique et social, 90% des personnes se positionnant à gauche sont « interventionnistes », 50% étant « très interventionnistes », et seuls 9% sont « libéraux ».

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

« La mondialisation de l'économie aggrave l'exploitation et la pollution des pays pauvres, et détruit des emplois dans les pays riches : il faut que des institutions internationales réellement démocratiques protègent les droits des populations, et non plus ceux des multinationales. » (Position choisie à 47%).

Sur les manières de vivre, 74% sont « laisser-faire », 46% étant « plutôt laisser-faire ».

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

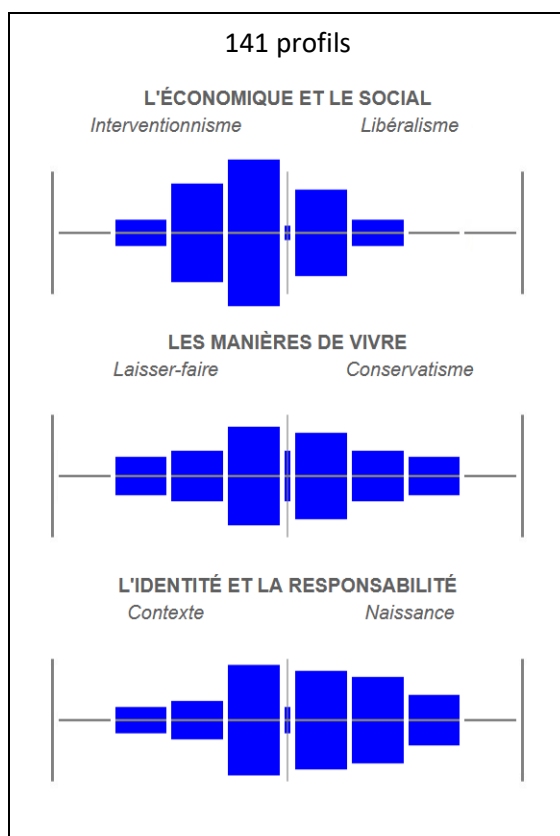
« On doit accepter tous types de pratiques religieuses dès lors qu'elles sont librement consenties, même lorsqu'elles paraissent choquantes aux yeux de certains. » (Position choisie à 42%).

Et 67% privilégient « le contexte » pour l'identité et la responsabilité, quand 26% privilégient « la naissance ».

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

« Tous les étrangers, d'où qu'ils viennent, qui sont installés depuis longtemps en France, doivent pouvoir voter au moins aux élections locales ; et il faut leur faciliter l'acquisition de la nationalité française. » (Position choisie à 49%).

Personnes se positionnant au centre :



Axe principal :

- E&S : 33%
- MV : 13%
- I&R : 24%

Autre priorité :

- Environnement : 18%
- Ruralité : 7%
- **Egalité républicaine : 19%**

< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social								
1%	6%	24%	36%	4%	21%	6%	1%	0%
Les manières de vivre								
1%	9%	13%	24%	11%	21%	11%	8%	1%
L'identité et la responsabilité								
0%	5%	9%	26%	5%	23%	21%	11%	1%

60% des personnes se positionnant au centre sont « plutôt interventionnistes » et 26% sont « plutôt libéraux » dans le domaine économique et social.

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

« L'Etat doit venir en aide aux plus démunis, mais il ne faut pas tout attendre de l'Etat. » (Position choisie à 50%).

47% sont « laisser-faire » sur les manières de vivre, 42% étant « conservateurs »

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

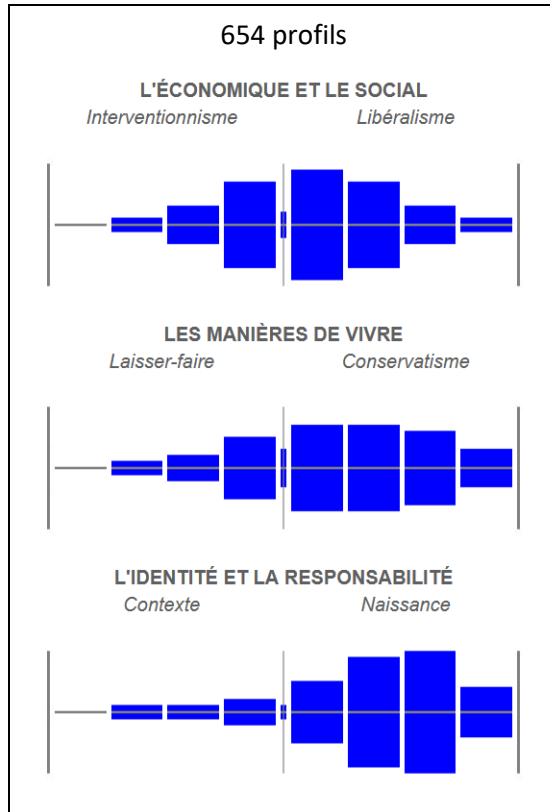
« S'il faut garantir le droit à l'avortement, il faut aussi sensibiliser les femmes au fait qu'un avortement n'est pas un acte anodin. » (Position choisie à 38%).

Et sur l'identité et la responsabilité, 44% sont « plutôt naissance » et 35% sont « plutôt contexte ».

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

« Pour que l'intégration soit réussie, il faut, à la fois, que les immigrés soient moins discriminés, et qu'ils respectent les valeurs du pays d'accueil. » (Position choisie à 48%).

Personnes se positionnant à droite :



Axe principal :

- E&S : 28%
- MV : 14%
- I&R : 31%

Autre priorité :

- Environnement : 8%
- Ruralité : 21%
- Egalité républicaine : 22%

< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social								
1%	3%	10%	21%	5%	27%	22%	9%	4%
Les manières de vivre								
0%	3%	7%	15%	10%	20%	20%	17%	8%
L'identité et la responsabilité								
0%	2%	3%	6%	3%	16%	27%	30%	13%

61% des répondants se positionnant à droite sont « libéraux », 48% étant « plutôt libéraux », et 34% sont « interventionnistes » dans le domaine économique et social.

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

« Plutôt que de trop assister les gens (ou de les inciter à profiter du système), il faut les responsabiliser afin qu'ils comptent plus sur eux-mêmes et moins sur l'Etat pour s'en sortir. » (Position choisie à 66%).

65% sont « conservateurs » et 25% sont « laisser-faire » sur les manières de vivre.

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

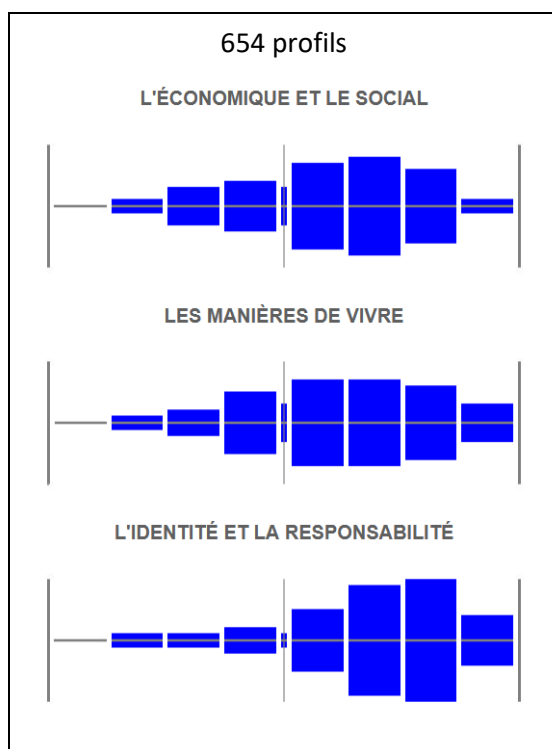
« La légalisation du cannabis serait une grave erreur : il faut plutôt lutter contre l'usage de toutes les drogues. » (Position choisie à 43%).

Et 86% privilégient « la naissance » sur l'identité et la responsabilité.

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

« Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et ne doivent pouvoir devenir français que les immigrés qui montrent leur attachement à la France, en faisant des efforts pour s'intégrer, et en faisant une démarche volontaire pour obtenir la nationalité. » (Position choisie à 52%).

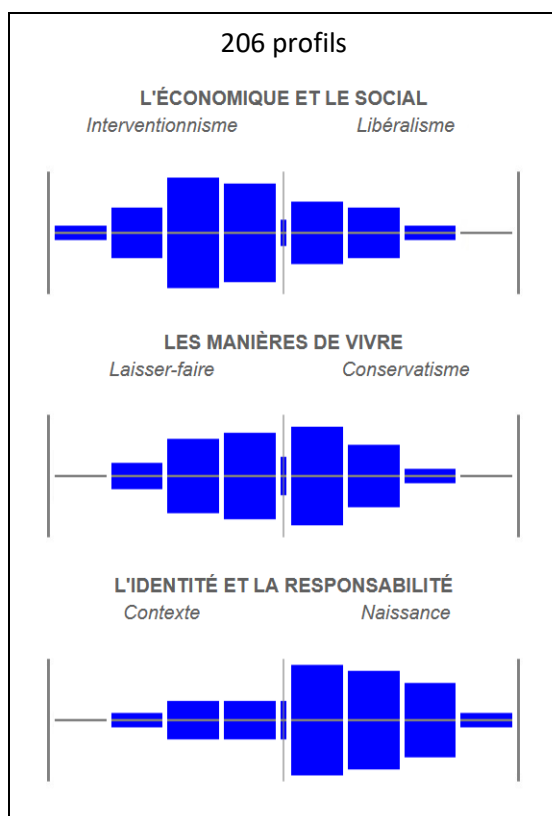
Profils sans la position sur la mondialisation dans le calcul du positionnement sur l'économique et le social :



< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social hors mondialisation								
1%	2%	9%	13%	8%	22%	24%	17%	4%

Hors mondialisation, 68% des répondants se positionnant à droite sont « libéraux », 46% étant « plutôt libéraux », et 24% sont « interventionnistes ».

Personnes n'ayant pas indiqué de tendance gauche-droite :



Axe principal :

- E&S : 35%
- MV : 15%
- I&R : 15%

Autre priorité :

- Environnement : 15%
- Ruralité : 14%
- Egalité républicaine : 20%

< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social								
2%	12%	27%	24%	6%	15%	11%	2%	0%
Les manières de vivre								
1%	6%	17%	22%	9%	25%	15%	4%	2%
L'identité et la responsabilité								
0%	3%	8%	10%	8%	26%	24%	18%	4%

66% sont « interventionnistes » dans le domaine économique et social, 28% étant « libéraux ».

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

« Il faut baisser les impôts qui pèsent sur les personnes les moins riches, et les augmenter sur les personnes ou les entreprises les plus riches pour faire jouer la solidarité, et donner à l'Etat les moyens de financer les services publics. » (Position choisie à 46%).

46% sont favorables au « laisser-faire » pour ce qui est des manières de vivre, 45% étant « conservateurs ».

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

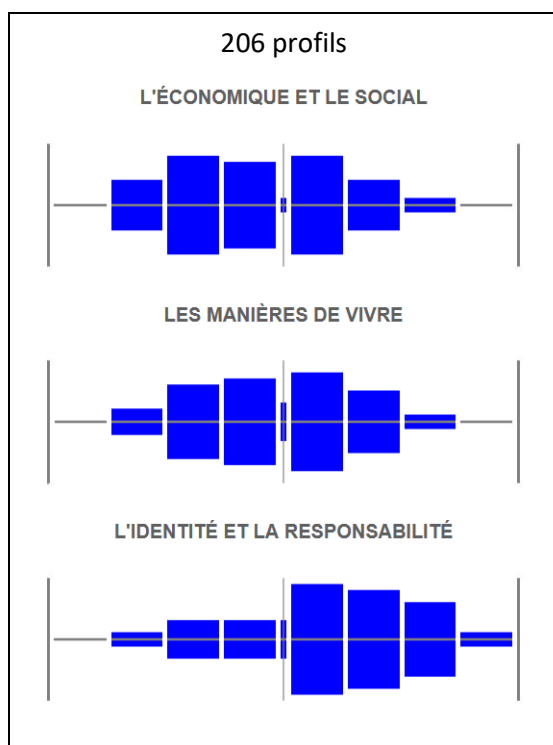
« S'il faut garantir le droit à l'avortement, il faut aussi sensibiliser les femmes au fait qu'un avortement n'est pas un acte anodin. » (Position choisie à 43%).

Et sur l'identité et la responsabilité, 71% privilégient « la naissance », contre 21% qui privilégient « le contexte ».

Exemple de position privilégiée sur cette thématique :

« Chacun est responsable de ses actes : on peut toujours décider de ne pas tomber dans la délinquance ; aussi, pour dissuader les délinquants de passer à l'acte, il faut que les sanctions encourues soient vraiment dissuasives. » (Position choisie à 43%).

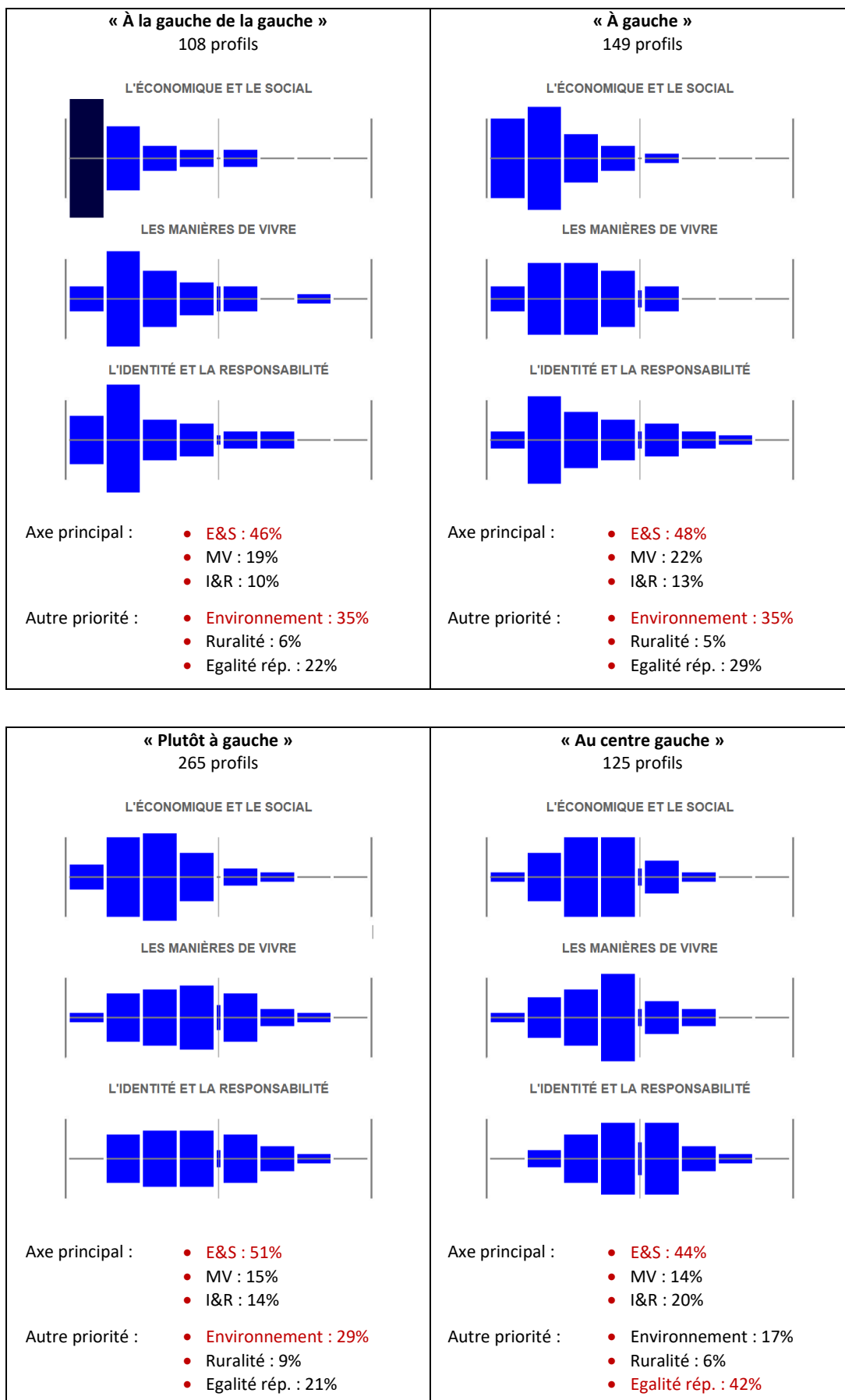
Profils sans la position sur la mondialisation dans le calcul du positionnement sur l'économique et le social :



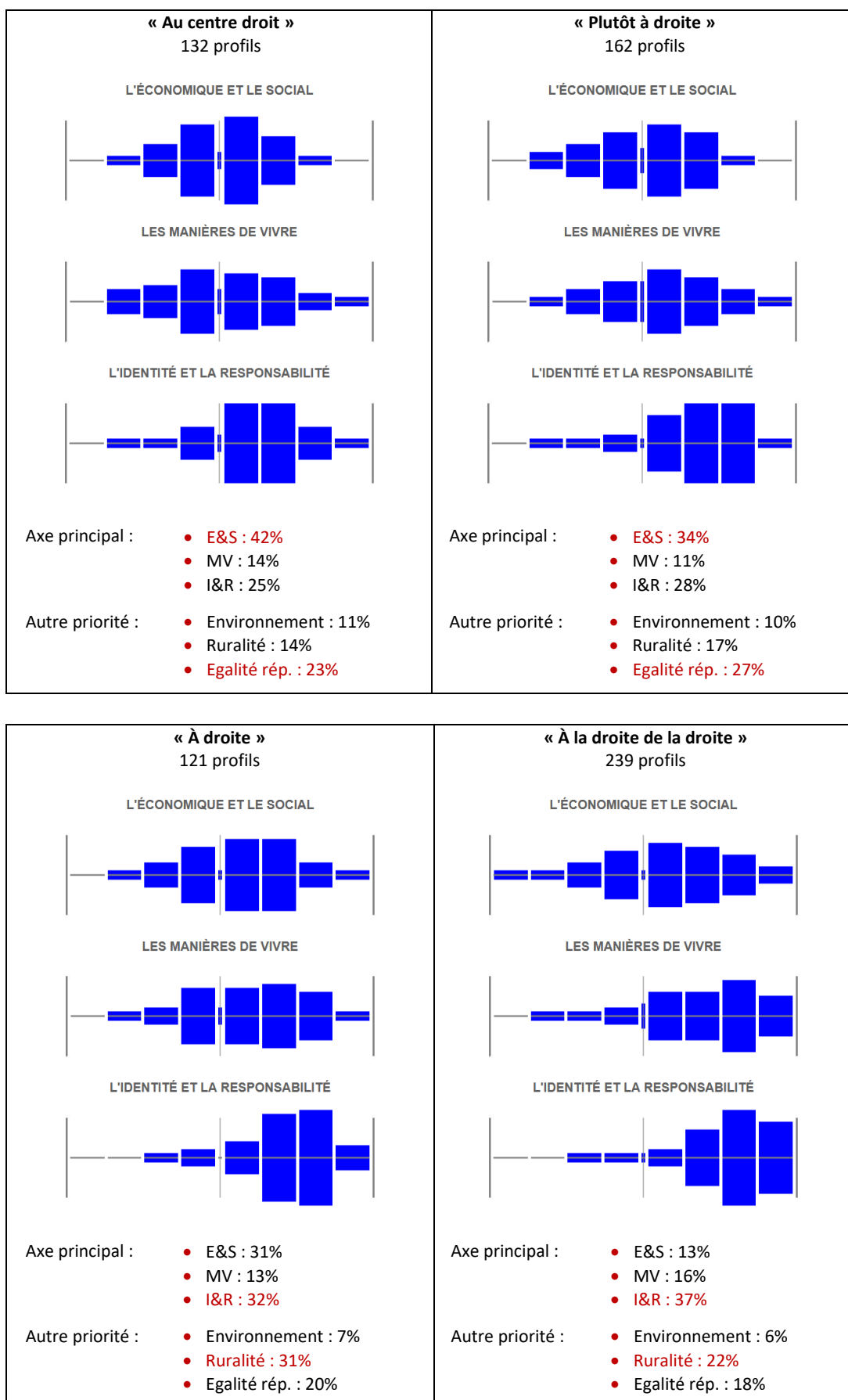
< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
L'économique et le social								
2%	11%	24%	21%	2%	23%	13%	4%	0%

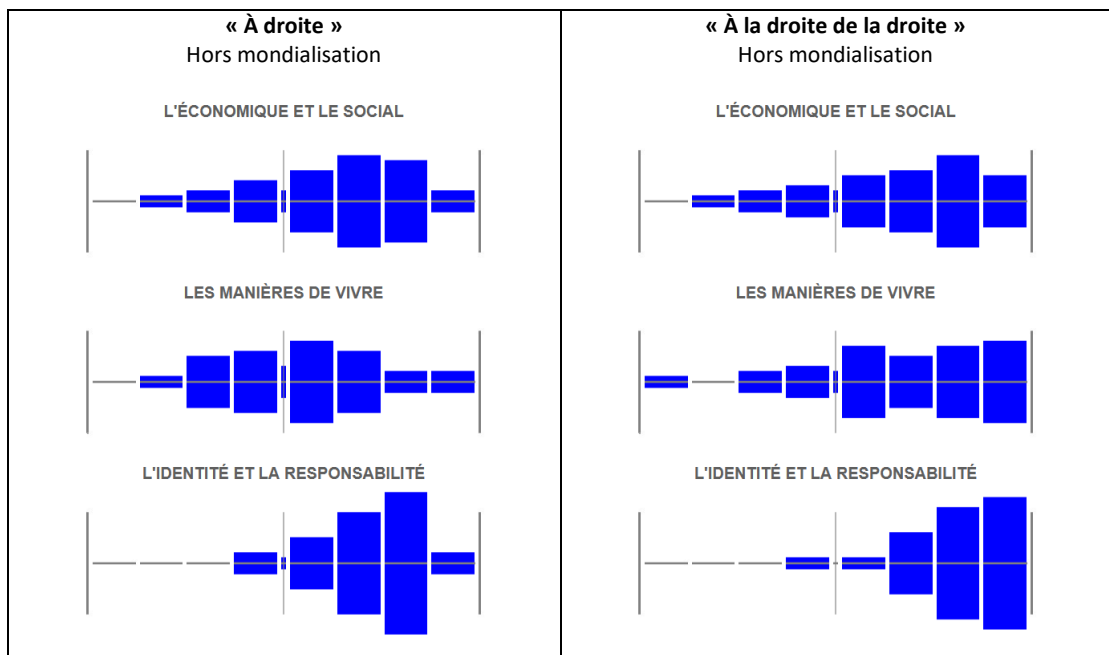
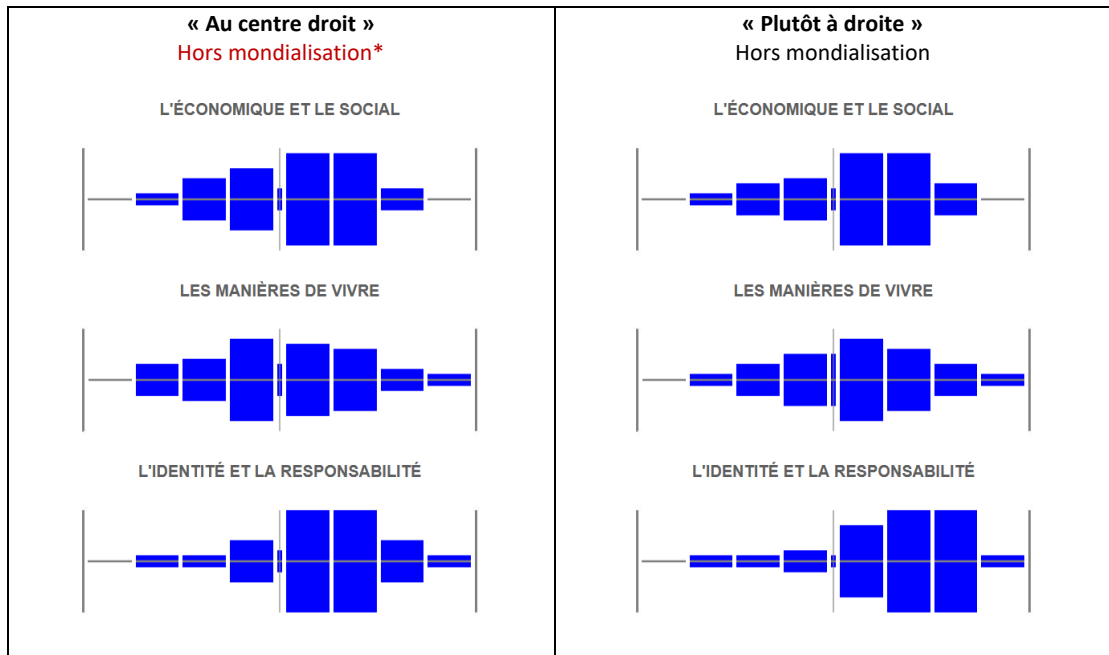
57% des personnes n'ayant pas indiqué de tendance gauche-droite sont « interventionnistes » et 40% sont « libéraux ».

1.2. Profils au sein de la gauche



1.3. Profils au sein de la droite

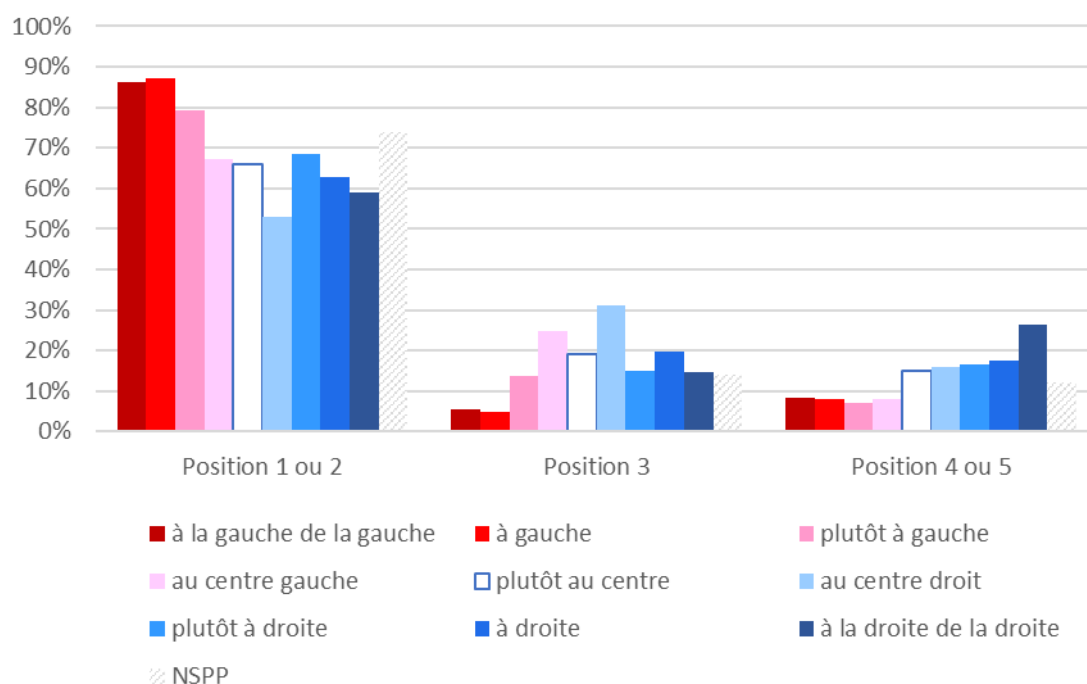




* Sans la position sur la mondialisation dans le calcul du positionnement sur l'économie et le social.

1.4. Positionnements sur la mondialisation

Toutes les tendances choisissent majoritairement une des deux positions interventionnistes (positions 1 et 2) sur la mondialisation :



Plus on se déclare « à gauche » (depuis le centre-gauche jusqu'à la gauche de la gauche), plus on se situe à gauche sur chacun des trois axes : on est plus « interventionniste », plus « laisser-faire », et on privilégie davantage « le contexte ». Plus on se déclare « à droite » (depuis le centre-droit jusqu'à la droite de la droite), plus on se situe à droite sur chacun des trois axes : on est plus « libéral », plus « conservateur », et on privilégie davantage « la naissance ».

Parmi ceux qui se déclarent « à gauche », moins de 10% sont « libéraux », moins de 20% sont « conservateurs », et un quart privilégient « la naissance » pour l'identité et la responsabilité. Parmi les personnes qui se déclarent « plutôt à gauche » ou « au centre-gauche », un tiers se situent au centre-droit sur l'identité et la responsabilité, alors qu'elles sont moins de 20% parmi celles qui se situent plus à gauche.

Parmi ceux qui se déclarent « à droite », un tiers sont « interventionnistes », un quart sont « laisser-faire » sur les manières de vivre, et un peu plus de 10% privilégient « le contexte » pour l'identité et la responsabilité. Il y a 40% d'« interventionnistes » parmi les personnes qui se déclarent « au centre-droit » ou « plutôt à droite », 30% parmi celles qui se déclarent plus à droite. Au centre-droit, on est presque autant « laisser-faire » que « conservateur » sur les manières de vivre.

Quand on se déclare « plutôt au centre », on se situe majoritairement au centre-gauche sur l'économie et le social, au centre sur les manières de vivre, et au centre ou à droite

sur l'identité et la responsabilité : ainsi, si en France le centre « est de droite », c'est du fait de ses valeurs sur l'identité et la responsabilité.

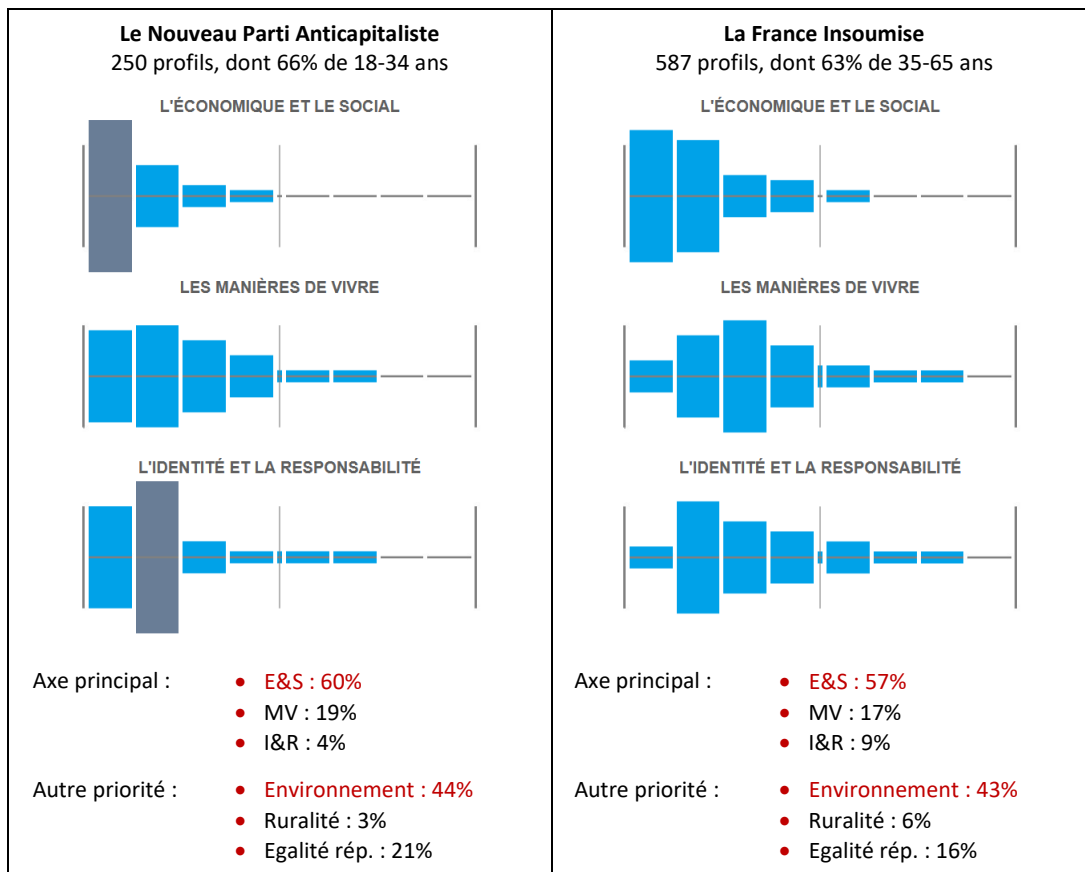
Les personnes qui ne déclarent pas de positionnement gauche-droite se positionnent plutôt à gauche sur l'économie et le social, au centre sur les manières de vivre et plutôt à droite sur l'identité et la responsabilité : leur positionnement reflète celui de la population dans son ensemble.

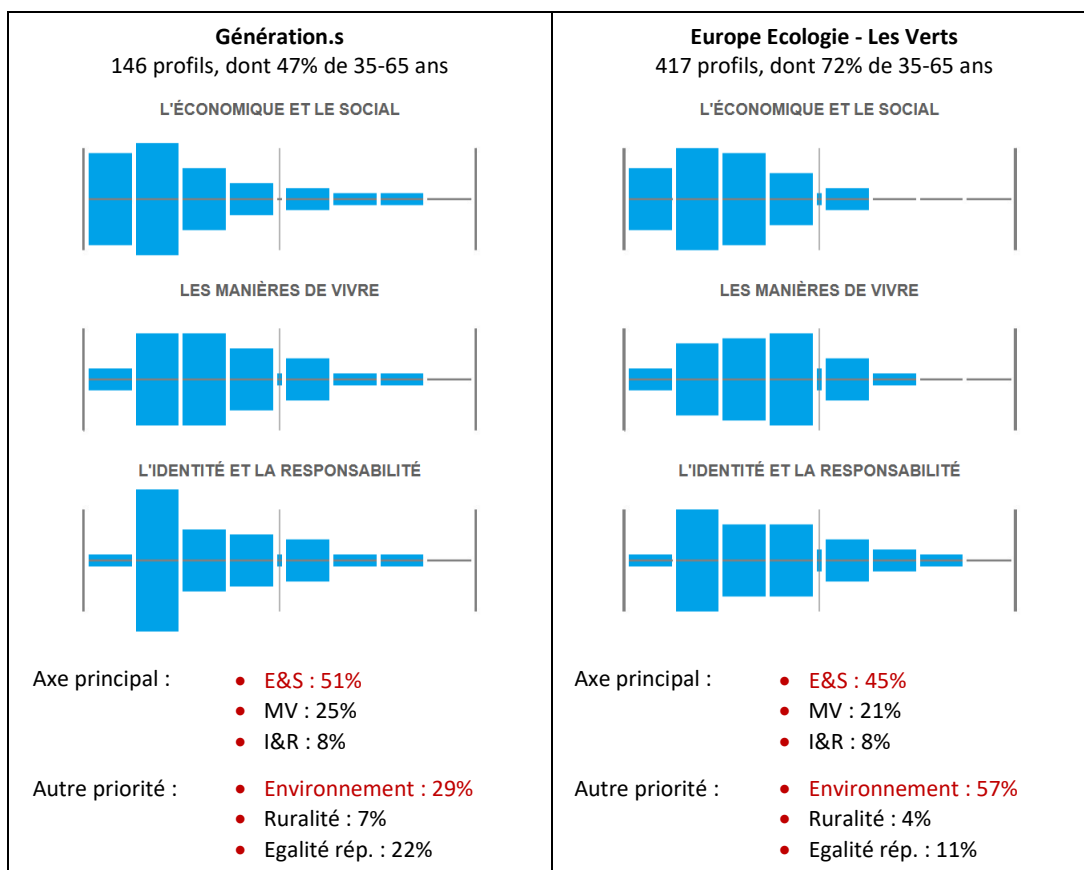
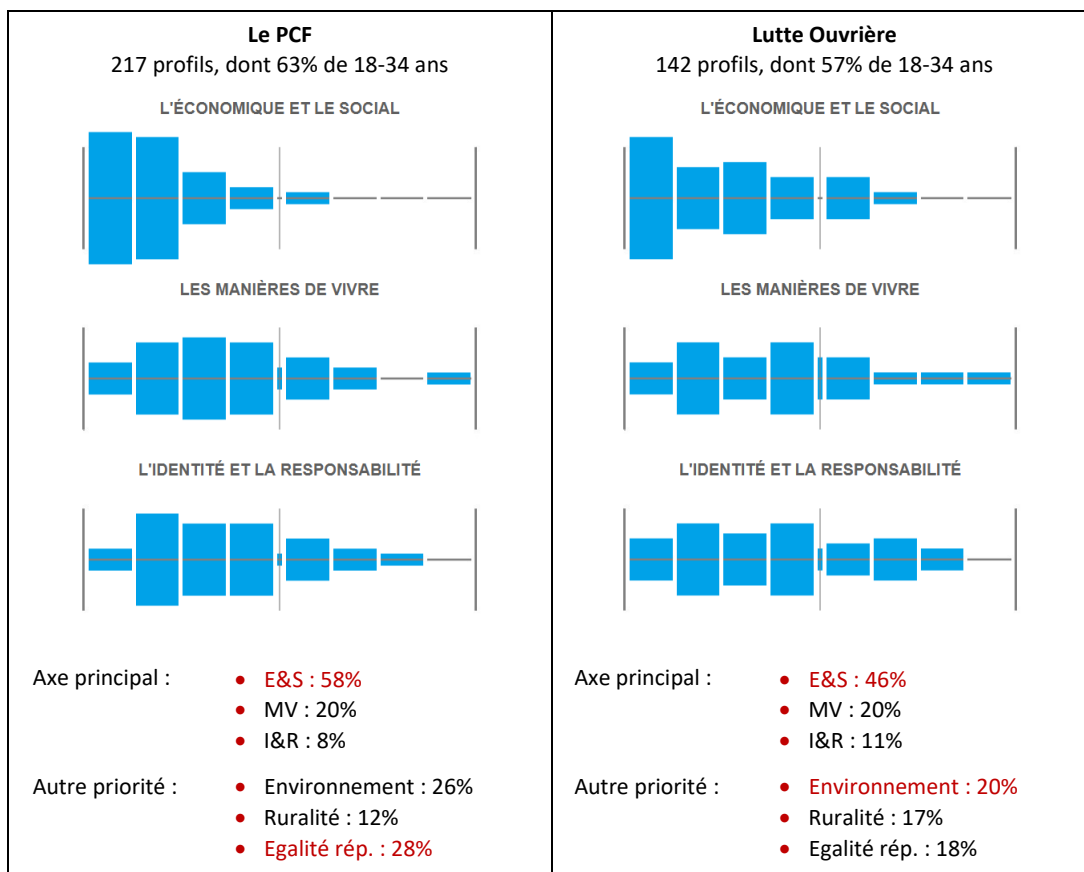
Les positions sur la mondialisation, majoritairement interventionnistes quelle que soit la tendance déclarée, tendent à tirer vers la gauche les positionnements sur l'économie et le social des personnes qui se déclarent « à droite », qui, dès lors qu'il n'est pas question de mondialisation, sont en fait beaucoup plus libérales.

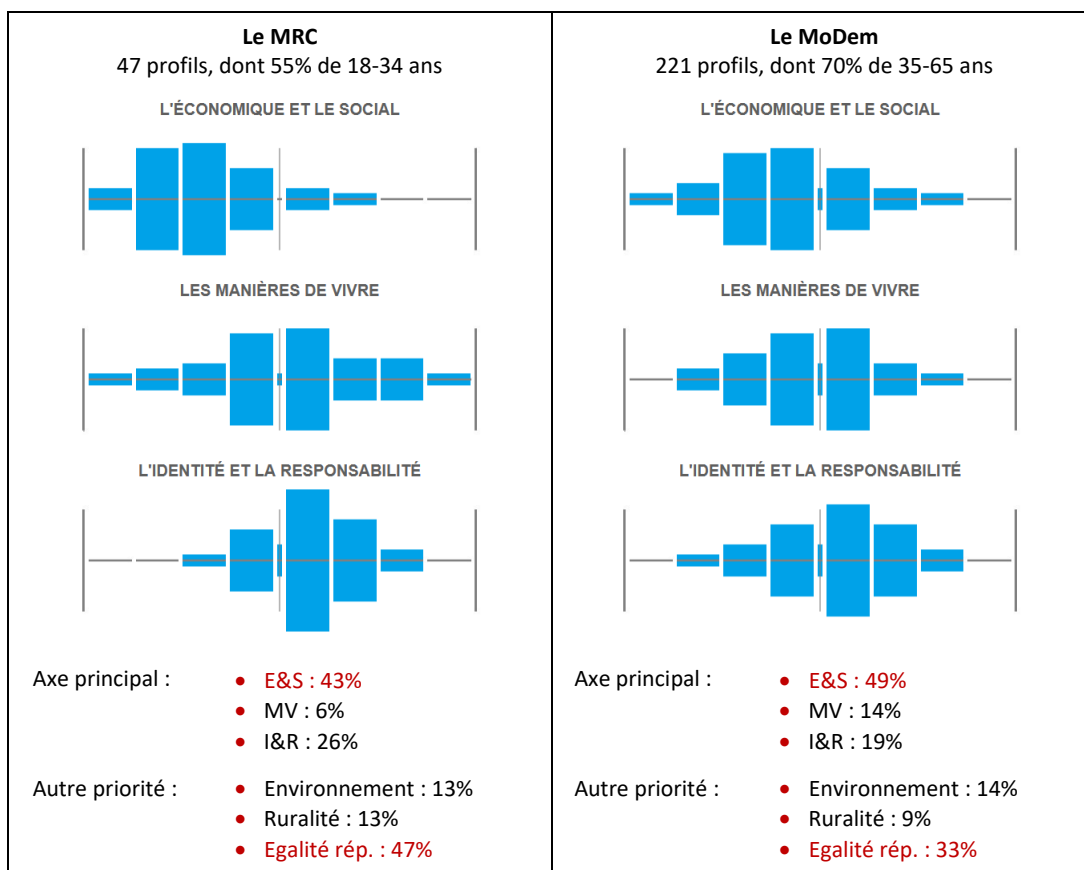
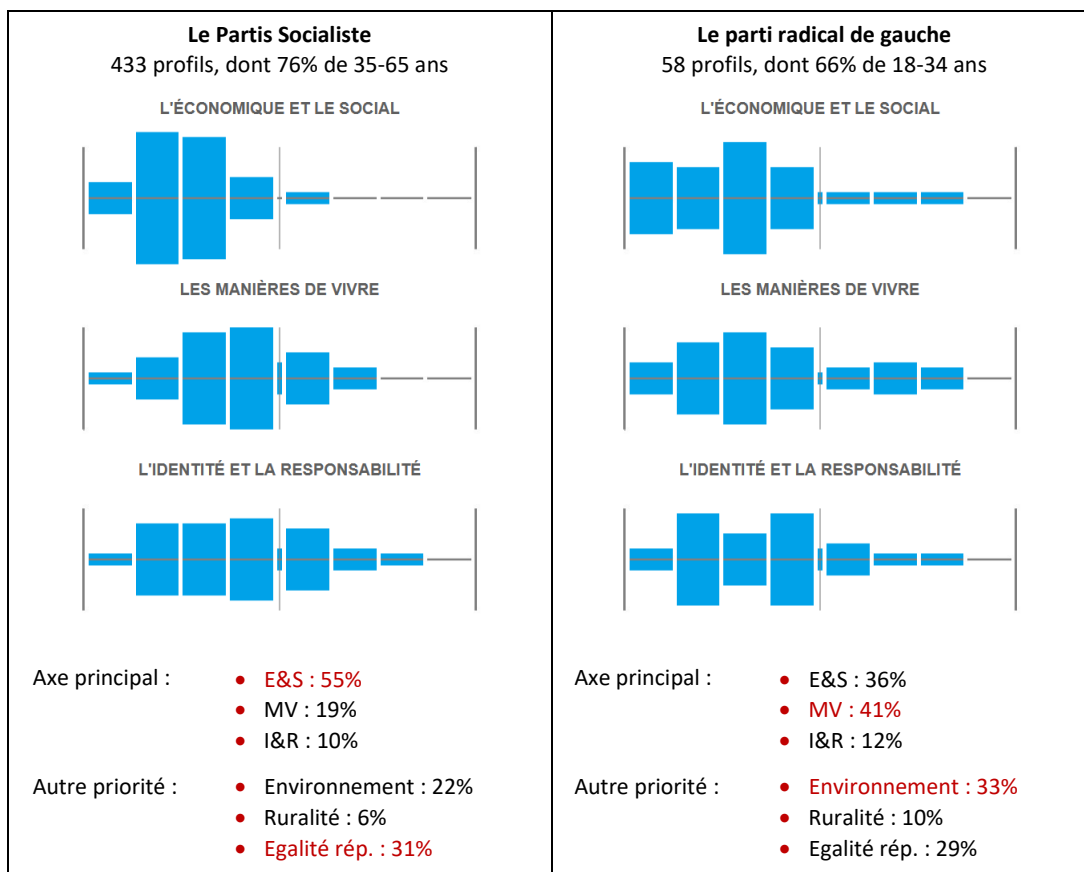
2. Les profils politiques selon la proximité avec les partis

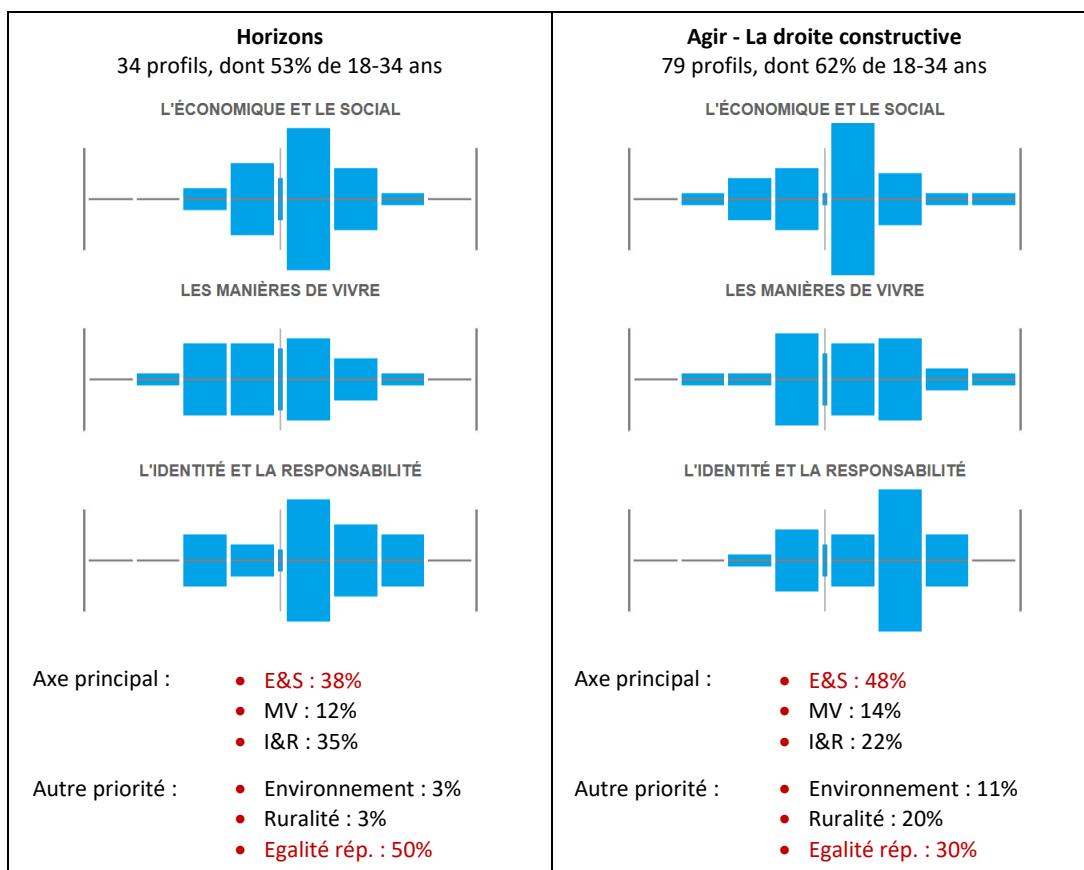
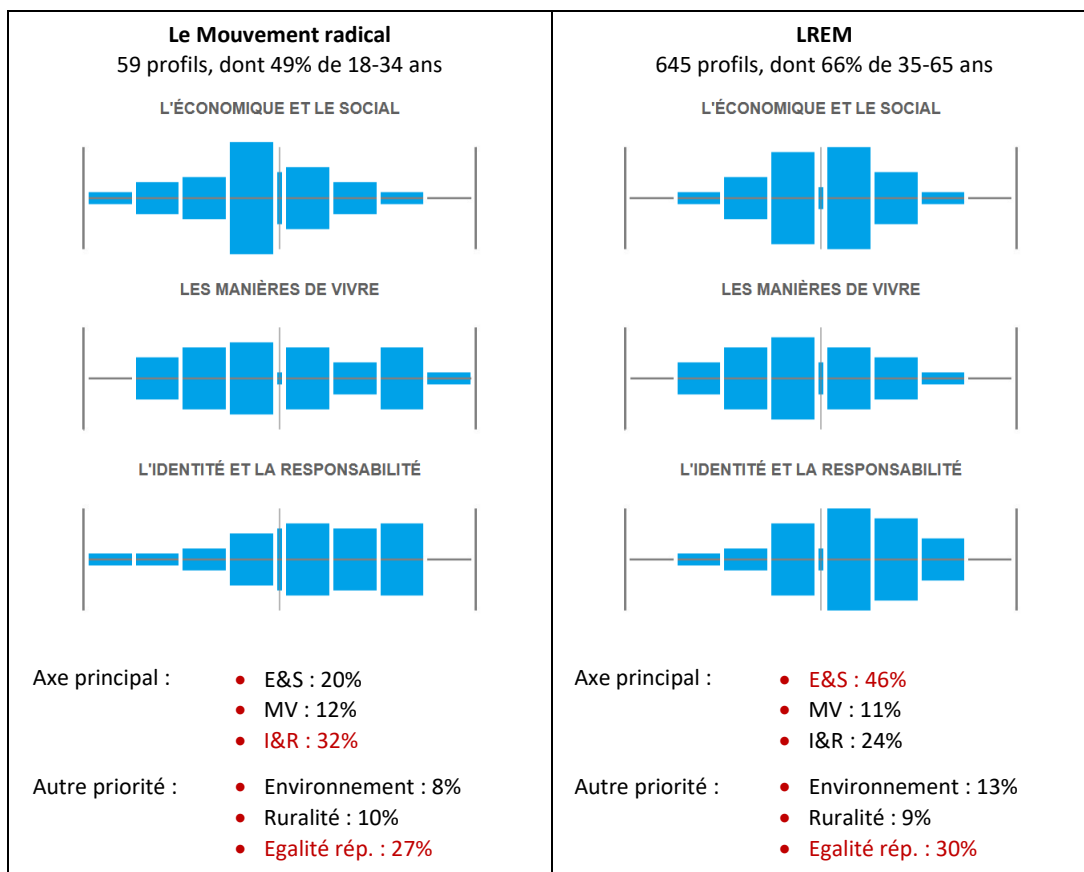
Regroupements selon le parti déclaré par les répondants.

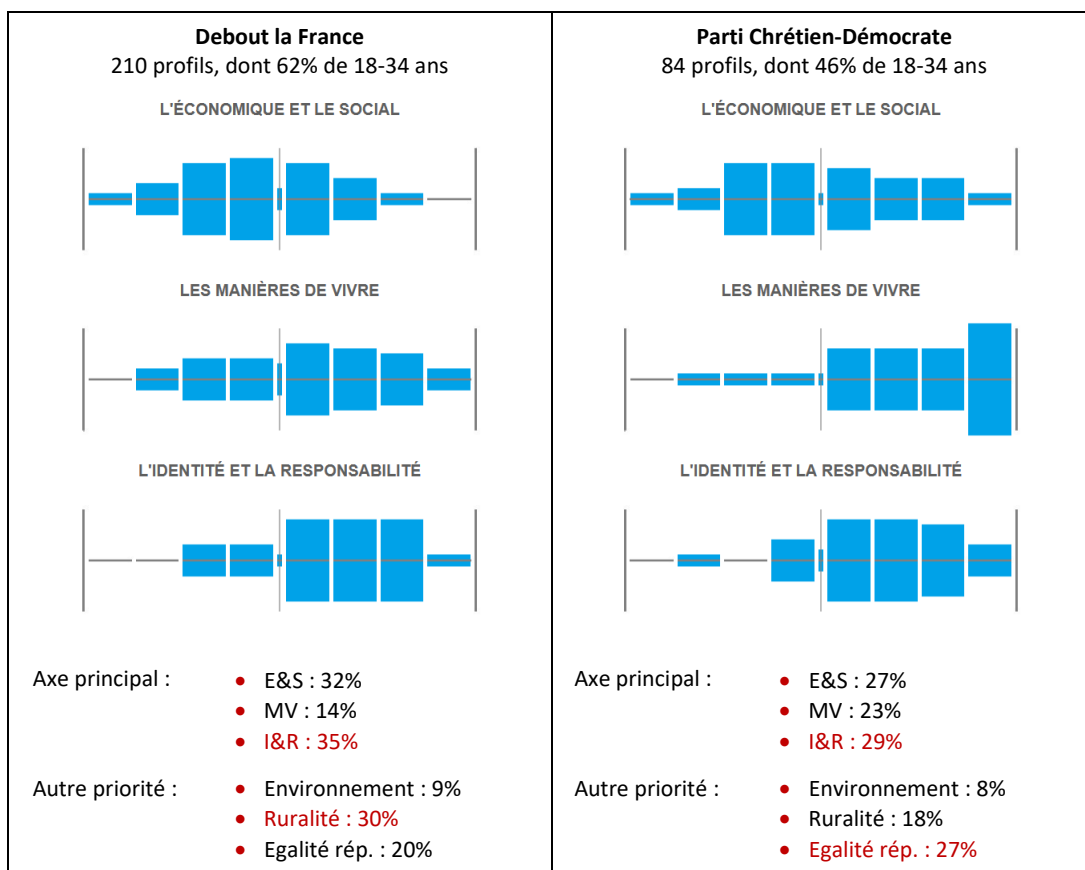
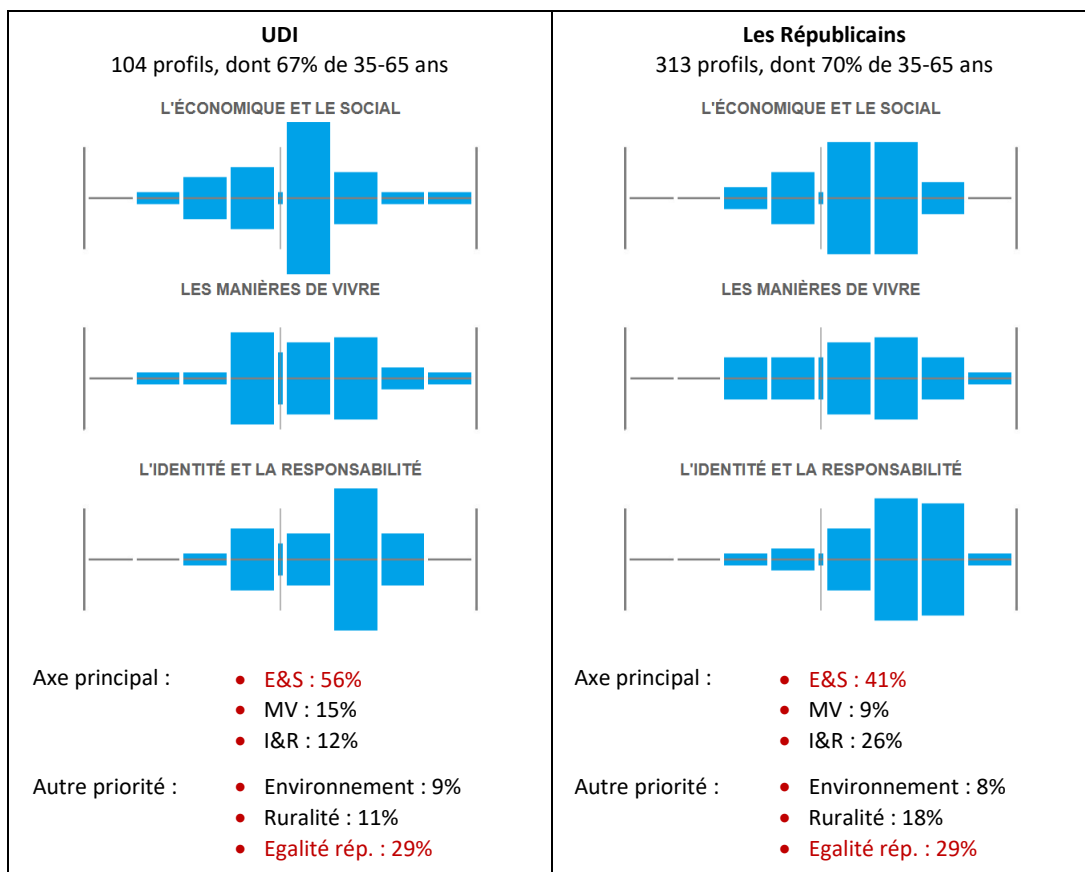
Données tirées de l'échantillon élargi de 6349 personnes. (Les graphiques réalisés à partir des données de cet échantillon se distinguent par leur couleur de ceux faits à partir des données de l'échantillon représentatif de 1648 personnes.)

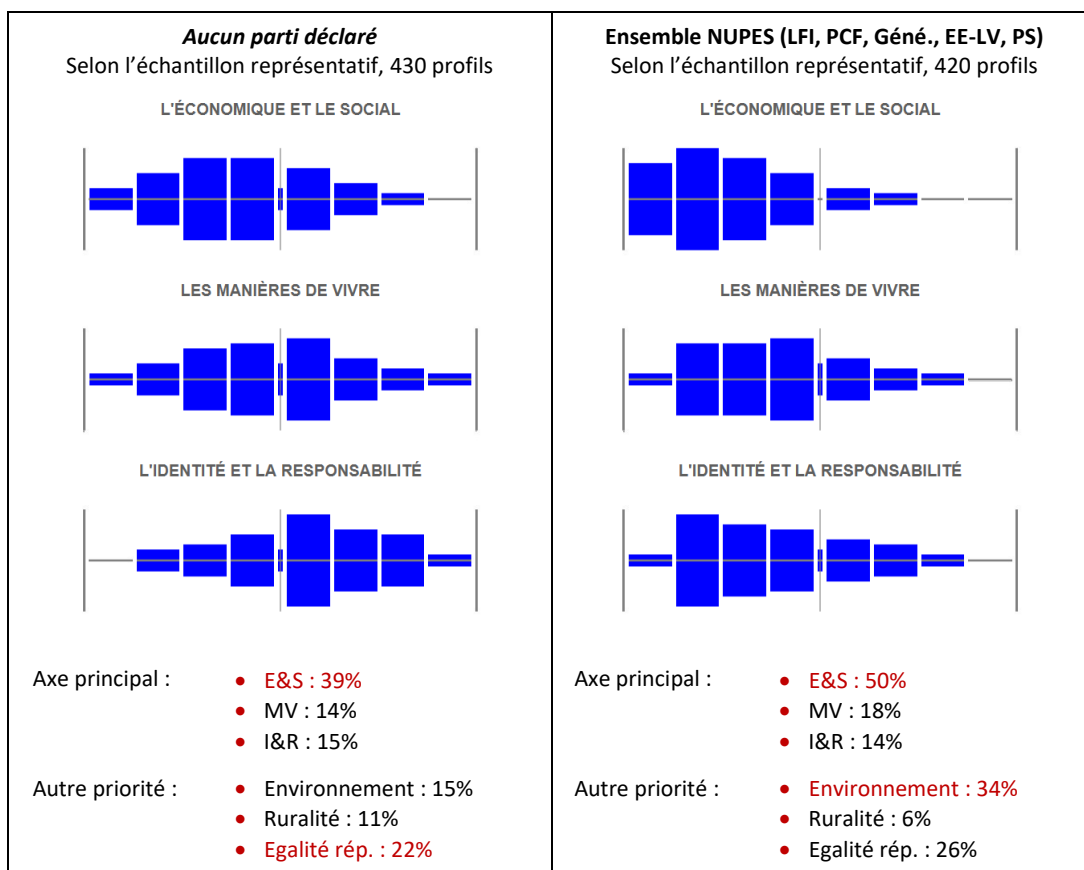
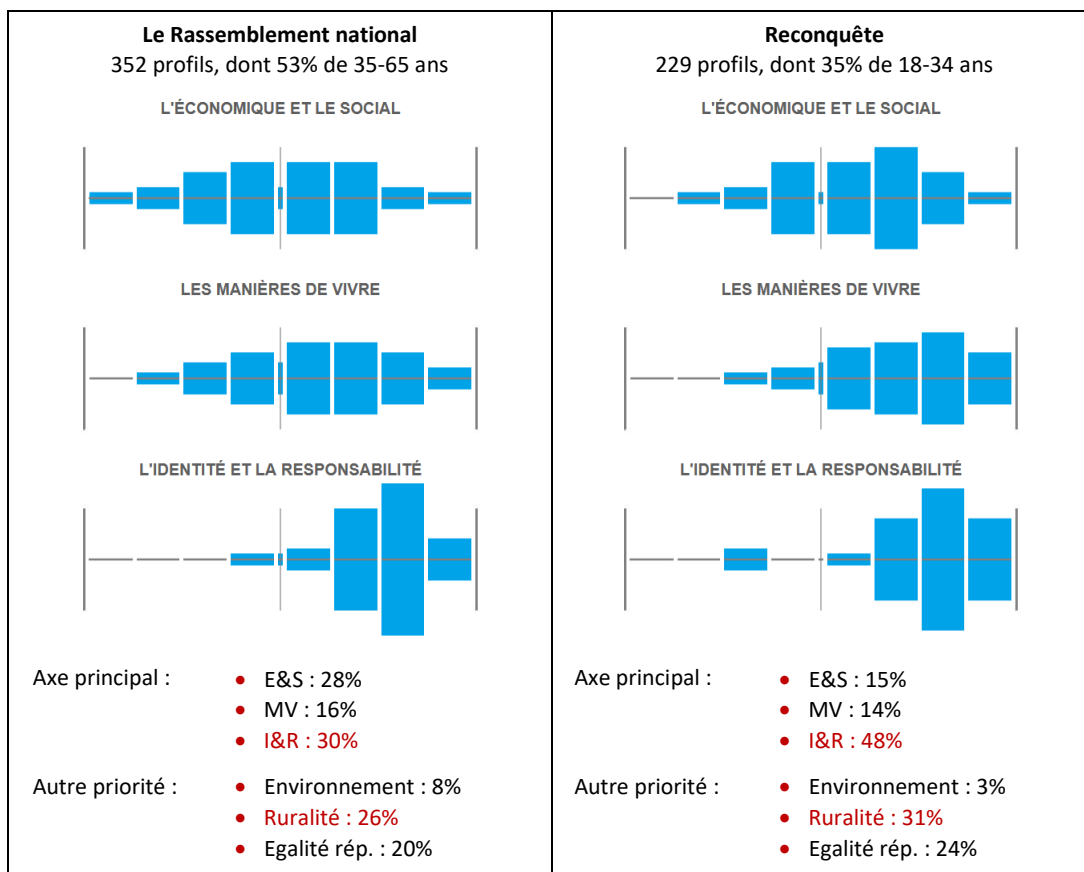












Similitudes et différences entre partis de même « bord » :

- Sympathisants des partis de la gauche de la gauche : NPA, LO, PCF, LFI.

Les sympathisants de ces partis sont, d'abord, majoritairement « très interventionnistes » sur l'économique et le social, « laisser-faire » sur les manières de vivre, et privilégient « le contexte » pour l'identité et la responsabilité.

Les sympathisants du NPA se distinguent par leur radicalité : 91% de « très interventionnistes » dans le domaine économique et social, mais aussi 81% de « très contexte » sur l'identité et la responsabilité, et 58% de « très laisser-faire » pour ce qui est des manières de vivre.

Les sympathisants LO, PCF et LFI sont radicaux essentiellement sur l'économique et le social, avec respectivement 54%, 74% et 73% de « très interventionnistes ». Pour le reste, ils sont très majoritairement « plutôt laisser-faire » et privilégient « le contexte », avec en particulier 40% de « très contexte » chez LFI. A noter que 25% des sympathisants PCF et 30% des sympathisants LO privilégient au contraire « la naissance ».

Près de la moitié des sympathisants du NPA (44%) et de LFI (43%) mettent la priorité sur la défense de l'environnement sans le nucléaire.

- Sympathisants des partis de la gauche non radicale : Génération.s, EE-LV, PS, PRG, MRC.

Les sympathisants de ces partis sont très majoritairement « interventionnistes » sur l'économique et le social, le plus souvent « laisser-faire » sur les manières de vivre, et privilégient « le contexte » pour l'identité et la responsabilité.

A la gauche de la gauche non radicale, les sympathisants de Génération.s sont majoritairement « très interventionnistes » (61%) et souvent « très contexte » (44%), ce qui les rapproche des sympathisants de LFI (respectivement 73% et 40%). Les sympathisants EE-LV, eux aussi, sont majoritairement « très interventionnistes » (51%), mais sont davantage « plutôt » (41%) que « très contexte » (33%). Et ils sont une majorité à mettre la priorité sur la défense de l'environnement sans le nucléaire (57%), quand les sympathisants de Génération.s ne sont que 29% – ce qui rapproche les sympathisants de EE-LV de ceux de LFI.

Côté PS, sur l'économique et le social les sympathisants sont partagés presque à égalité entre « plutôt interventionnistes » (47%) et « très interventionnistes » (46%). Comme chez EE-LV et Génération.s (et LFI), ils privilégient très majoritairement « le contexte » pour l'identité et la responsabilité, mais dans une moindre proportion (67% contre 74% et 78%), et avec 26% qui privilégient « la naissance ». Sur ce plan ils sont plus proches des sympathisants du PCF (25% de « naissance »).

Les nombreuses similitudes entre les électors de Générations.s, de EE-LV, du PS mais aussi du PCF et de LFI, justifient en grande partie la constitution de la NUPES. L'ensemble de ces électeurs sont en effet majoritairement « très interventionnistes », « plutôt laisser-faire », et privilégient plutôt « le contexte ». Et un tiers met l'accent sur la défense de l'environnement sans le nucléaire.

Plus au centre : au PRG, si on reste majoritairement « interventionniste » (66%), on est aussi « libéral » à 27%, bien plus que dans tous les autres partis de gauche. Et si une majorité privilégie « le contexte », c'est là aussi dans des proportions moindres (54%),

hormis chez les sympathisants du MRC. Ceux-ci sont majoritairement « naissance » (à 72%), mais aussi « interventionnistes » (à 89%). Ils pourraient être totalement en phase avec l'ensemble de la population s'ils étaient également « laisser-faire » sur les manières de vivre, mais ils sont majoritairement « conservateurs » (à 53%).

Hormis du côté du MRC, tous les sympathisants des partis de la gauche non radicale sont très majoritairement « laisser-faire » sur les manières de vivre (entre 71% et 82%, essentiellement « plutôt laisser-faire »), les sympathisants PRG (82%) étant le plus souvent « très laisser-faire » (à 43%), sur un axe qu'ils sont 41% à juger prioritaire, contrairement aux sympathisants des autres partis qui mettent comme priorité l'économique et le social.

- Sympathisants des partis du centre et du centre-droit : MoDem, Mouvement radical, LREM, Horizons, Agir, UDI.

Les sympathisants de ces partis sont majoritairement « plutôt naissance » (centre-droit) sur l'identité et la responsabilité, et le plus souvent « plutôt libéraux » (centre droit) sur l'économique et le social et « plutôt laisser-faire » (centre-gauche) sur les manières de vivre.

C'est en particulier le cas des sympathisants LREM : 46% de « plutôt libéraux » sur un total de 50% de libéraux (et 43% d'« interventionnistes ») ; 44% de « plutôt laisser-faire » sur un total de 55% de « laisser-faire » ; 53% de « plutôt naissance » sur un total de 65% de « naissance ».

Les sympathisants du MoDem et du Mouvement radical se distinguent sur l'économique et le social, en étant majoritairement « interventionnistes » (respectivement 67% et 56%). Ceux d'Agir quant à eux sont majoritairement « conservateurs » sur les manières de vivre (51%). Ils sont aussi plus « libéraux » qu'à LREM, tout comme ceux d'Horizons (resp. 66% et 62%, contre 50% à LREM).

- Sympathisants des partis de la droite et de la droite de la droite : LR, Parti chrétien démocrate, Debout la France, Rassemblement national, Reconquête.

Les sympathisants de ces partis privilégient « la naissance » sur l'identité et la responsabilité, sont « conservateurs » sur les manières de vivre, et le plus souvent « libéraux » sur l'économique et le social.

Les sympathisants de LR sont libéraux à 76% (« plutôt libéraux » à 67%, comme l'aile « droite » de LREM), conservateurs à 63% (« plutôt conservateurs » à 45%) et privilégient la « naissance » à 90% (« plutôt naissance » à 55%, quasiment comme à Horizons, 56%).

Seuls les sympathisants de DLF et du PCD sont « interventionnistes » (respectivement 59% et 51%). Côté RN, même s'il y a 42% d'« interventionnistes », on est d'abord, comme à LR, « libéral », à 53%, et on l'est à 69% à Reconquête.

Sympathisants du RN et de Reconquête se distinguent en revanche par leur proportion de « très naissance », majoritaire, sur l'identité et la responsabilité : respectivement 56% et 67% ; ils sont 35% à LR, 29% au PCD, et 27% à DLF. Ceux de Reconquête, comme ceux du PCD, sont aussi « très conservateurs » (resp. 44% et 51%), quand ceux de LR, de DLF et du RN sont davantage « plutôt conservateurs ».

Enfin, sympathisants de DLF, du RN et de Reconquête sont ceux qui accordent le plus d'importance aux questions d'identité et de responsabilité (de 30% au RN jusqu'à 48% à Reconquête), et à la défense de la ruralité (de 26% au RN à 31% à Reconquête).

La méthodologie utilisée pour définir les profils politiques permet de distinguer les positionnements des électors de chacun des partis, que ce soit à gauche, au centre ou à droite. Elle permet aussi d'identifier ce qu'ils peuvent avoir en commun.

A gauche, les profils des sympathisants de LFI, du PCF, de Génération.s, de EE-LV et du PS valident plutôt le principe de la NUPES : très majoritairement « interventionnistes » sur l'économie et le social, et souvent « très interventionnistes » (sans pour autant atteindre le niveau constaté au NPA), ils sont généralement « plutôt laisser-faire » sur les manières de vivre, et ils privilégient « le contexte » pour l'identité et la responsabilité (mais beaucoup moins qu'au NPA là encore). Il y a bien sûr des différences entre eux : sur la priorité à l'environnement sans le nucléaire, la proportion de « très interventionnistes » ou celle des personnes privilégiant la « naissance ». Mais il y a aussi une chaîne de similitudes qui rapprochent le PCF et LFI (sur l'économie et le social), LFI et Génération.s (l'économie et le social, l'identité et la responsabilité), LFI et EE-LV (l'économie et le social, l'environnement sans le nucléaire), EE-LV et le PS (l'économie et le social), le PS et le PCF (l'identité et la responsabilité).

Au centre et au centre-droit, LREM apparaît comme le centre de gravité d'un ensemble partageant les mêmes valeurs sur l'identité et la responsabilité (« plutôt naissance », centre-droit) et, le plus souvent, sur les manières de vivre (« plutôt laisser-faire », centre-gauche). Si les sympathisants de LREM sont majoritairement « libéraux » sur l'économie et le social, une proportion importante d'entre eux sont « interventionnistes ». Sur ces questions économiques et sociales, les sympathisants de LREM trouvent à leur gauche ceux du MoDem, majoritairement « interventionnistes », et à leur droite, ceux d'Horizons, majoritairement « libéraux ».

A droite, LR apparaît tant sur l'économie et le social que sur les manières de vivre ou l'identité et la responsabilité, comme central : ses sympathisants sont libéraux, conservateurs, et privilégient « la naissance ». Une partie d'entre eux partagent les valeurs de partis centristes comme Horizons et LREM (sur l'identité et la responsabilité, mais aussi sur l'économie et le social), d'autres partagent celles du RN ou Reconquête (tant sur l'identité et la responsabilité que sur l'économie et le social ou les manières de vivre).

Comme ceux de LR, les sympathisants du RN sont majoritairement « libéraux », mais dans une moindre proportion, et ils privilégient davantage « la naissance ». Ceux de Reconquête sont en revanche presque aussi libéraux que ceux de LR, mais ils sont plus « conservateurs », et privilégient beaucoup plus « la naissance ». Reconquête représente ainsi davantage que le RN les valeurs de la droite « identitaire ». Les sympathisants de Debout la France et du PCD partagent davantage les valeurs de LR sur l'identité et la responsabilité que celles du RN ou de Reconquête, mais ils sont « interventionnistes » comme une part importante des RN, et, pour le PCD, « conservateurs » comme à Reconquête.

« Ouverts » et « fermés » ?

De nombreux politologues considèrent que le principal clivage réside aujourd'hui entre partisans d'une « société ouverte » et partisans d'une « société fermée ». Mais qu'est-ce qu'être « ouvert » ? Qu'est-ce qu'être « fermé » ?

« Ouverts » et « fermés » se distinguent par leur rapport :

- à la mondialisation : cette thématique relève d'abord de l'axe économique et social ;
- aux étrangers : cette thématique relève de l'identité et de la responsabilité.

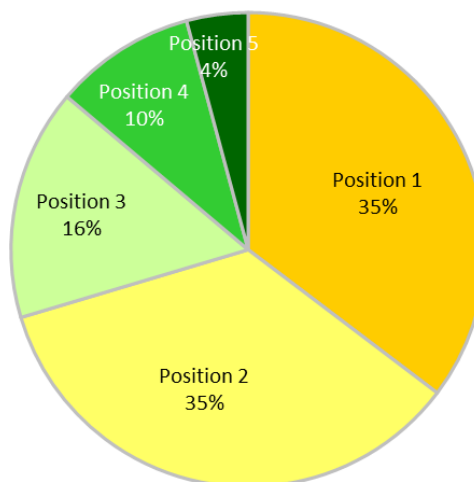
1. Sur la mondialisation

Positions proposées dans le test, de la plus « interventionniste » à la plus « libérale » :

- Position 1 :
La mondialisation de l'économie aggrave l'exploitation et la pollution des pays pauvres, et détruit des emplois dans les pays riches : il faut que des institutions internationales réellement démocratiques protègent les droits des populations, et non plus ceux des multinationales.
- Position 2 :
La mondialisation engendre une concurrence qui doit être encadrée : il faut que les Etats imposent des règles pour mieux protéger les droits des salariés, l'environnement, et les secteurs sensibles des économies de chaque pays.
- Position 3 :
La mondialisation peut être une chance : elle permet aux entreprises de trouver de nouveaux marchés, et les emplois délocalisés sont en général compensés par d'autres qui sont plus qualifiés, et qui font progresser le niveau de vie ; mais il faut aussi que les gouvernements aident leurs populations lorsqu'elles ne trouvent pas leur place dans la mondialisation.
- Position 4 :
La mondialisation est une chance, car l'ouverture des frontières donne accès à des marchés nouveaux, ce qui crée des emplois : il faut donc faire tomber les "barrières" qui empêchent les produits et les services de circuler librement ; mais pour que les entreprises en profitent, il faut les libérer le plus possible des contraintes réglementaires qui les désavantagent par rapport à leurs concurrentes étrangères.
- Position 5 :
Il faut supprimer toutes les barrières douanières, en même temps que les subventions ou les réglementations nationales qui faussent la concurrence, pour que la concurrence entre les entreprises du monde entier puisse se faire sans entrave : c'est de cette façon qu'on obtiendra le plus d'efficacité économique et de croissance.

A noter : les positions proposées ne concernent que les effets de la mondialisation sur l'économie (l'emploi, la concurrence internationale), il n'est jamais question de son impact sur l'ouverture des frontières pour les individus (l'immigration).

Répartition des réponses sur la mondialisation (échantillon représentatif de 1648 personnes) :



Peuvent être considérés comme « fermés » les répondants qui estiment que la mondialisation n'est pas « une chance », soit les positions 1 et 2 : ils représentent 70% de l'échantillon.

Par défaut, tous les autres répondants peuvent être considérés comme « ouverts » : 30% de l'échantillon.

2. Sur les étrangers

Les valeurs liées respectivement à la prépondérance du « contexte » et à la prépondérance de la « naissance » sur l'identité et la responsabilité déterminent le rapport à l'étranger :

- Plus la « naissance » est prépondérante, plus l'autre est considéré selon ses racines ou ses origines. Exemple : *Certains immigrés resteront toujours des étrangers : leur place serait plutôt dans leur pays, pour notre bien et pour le leur.* (Position 5 « ultra-naissance » sur l'immigration.)
- A l'inverse, plus « le contexte » est prépondérant, moins les origines ont d'importance. Exemple : *Tous les étrangers résidant en France doivent avoir le droit de vote, quelle que soit leur nationalité.* (Position 1 « ultra-contexte » sur le droit de vote et la nationalité.)
- Si la « naissance » est prépondérante, l'appartenance à la communauté nationale est réservée aux natifs du pays et à ceux qui démontrent – selon des critères plus ou moins exigeants – leur attachement au pays. Exemples, sur le droit de vote et la nationalité :

Position 4 « plutôt naissance » : *Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et ne doivent pouvoir devenir français que les immigrés qui montrent leur*

attachement à la France, en faisant des efforts pour s'intégrer, et en faisant une démarche volontaire pour obtenir la nationalité.

Position 5 « ultra-naissance » : *Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et, sauf exception, on ne peut pas être français sans avoir des parents français : il faut appliquer le « droit du sang », et non le « droit du sol ».*

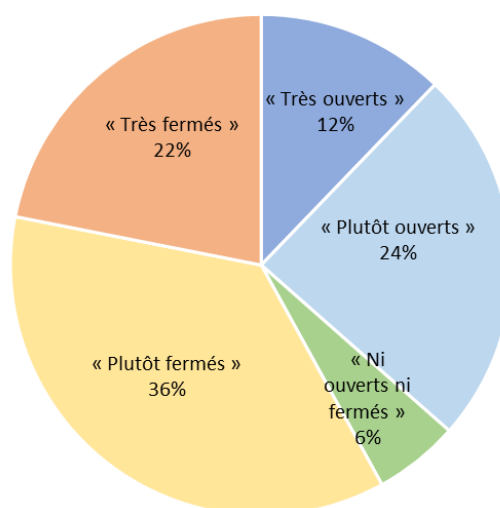
- A l'inverse, si « le contexte » est prépondérant, le principal critère d'appartenance à la communauté nationale est la volonté de vivre dans le pays. Exemple : position 2 « plutôt contexte » sur le droit de vote et la nationalité :

Tous les étrangers, d'où qu'ils viennent, qui sont installés depuis longtemps en France, doivent pouvoir voter au moins aux élections locales ; et il faut leur faciliter l'acquisition de la nationalité française.

Ainsi, la conception de la communauté nationale est d'autant plus « ouverte » que « le contexte » est prépondérant, et d'autant plus « fermée » que la « naissance » est prépondérante.

Répartition des répondants sur l'axe « L'identité et la responsabilité »* :

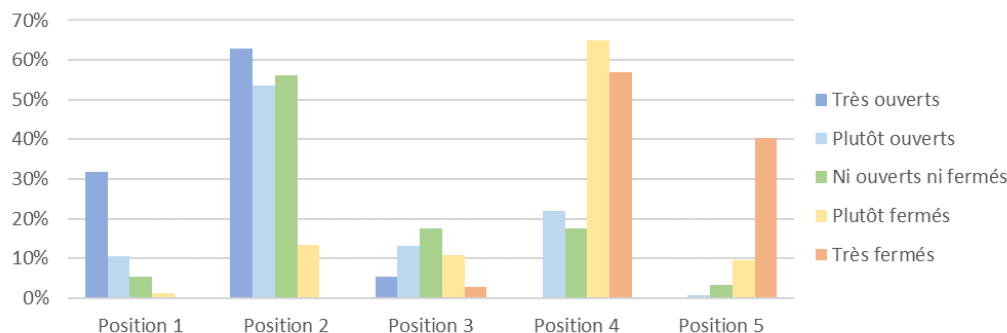
< 1,5	>= 1,5 et <2	>= 2 et <2,5	>= 2,5 et <3	= 3	> 3 et <=3,5	> 3,5 et <=4	> 4 et <=4,5	> 4,5
« Très ouverts »		« Plutôt ouverts »		« Ni ouverts ni fermés »	« Plutôt fermés »		« Très fermés »	
2%	10%	11%	14%	6%	18%	19%	16%	6%
12%		24%		6%	36%		22%	



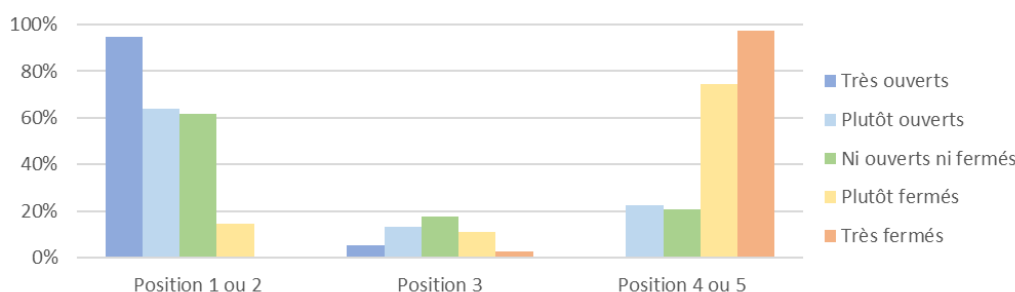
* Le positionnement sur l'axe « L'identité et la responsabilité » est établi à partir des positions sur les thématiques de la lutte contre la délinquance, le droit de vote et la nationalité, l'immigration, et la pauvreté et l'exclusion.

Choix des positions sur :

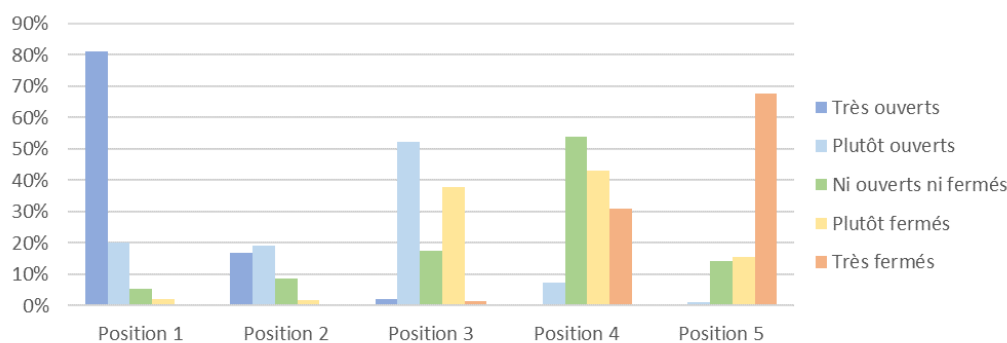
- Le droit de vote et la nationalité :



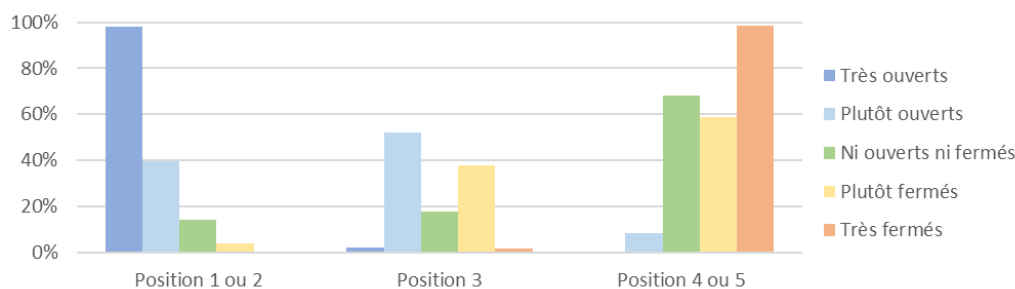
Choix des positions privilégiant « le contexte » (positions 1 et 2) et « la naissance » (positions 4 et 5) :



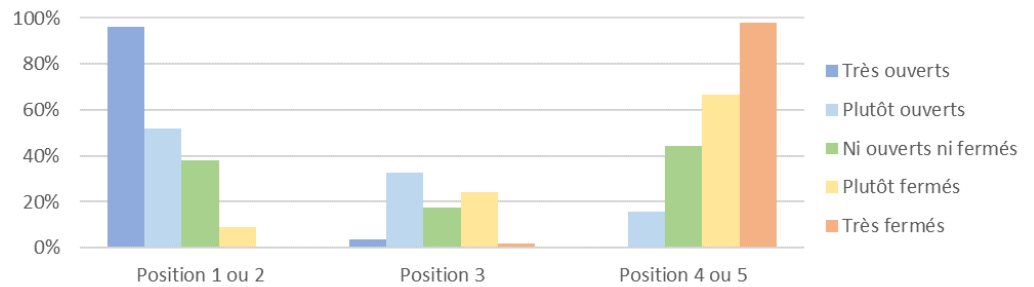
- L'immigration :



Choix des positions privilégiant « le contexte » (positions 1 et 2) et « la naissance » (positions 4 et 5) :



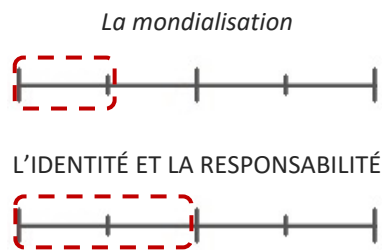
- Choix des positions privilégiant « le contexte » (positions 1 et 2) et « la naissance » (positions 4 et 5) sur l'immigration et le droit de vote et la nationalité :



Les « Ouverts » selon le critère de l'identité et la responsabilité constituent 37% de l'échantillon, et les « Fermés » 58%.

3. Catégorisation

Cas 1 : « Ouverts » sur l'identité et interventionnistes sur la mondialisation.

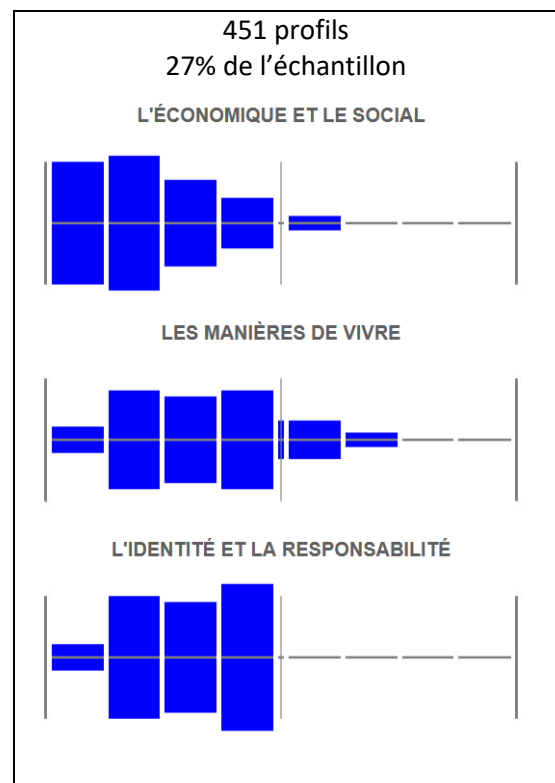


Axe principal :

- E&S : 46%
- MV : 18%
- I&R : 11%

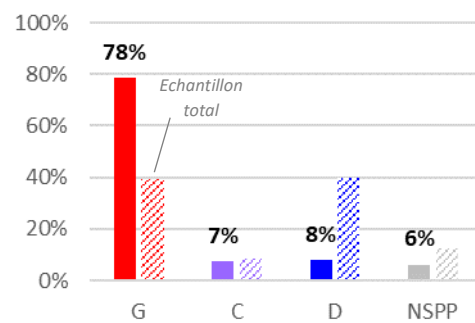
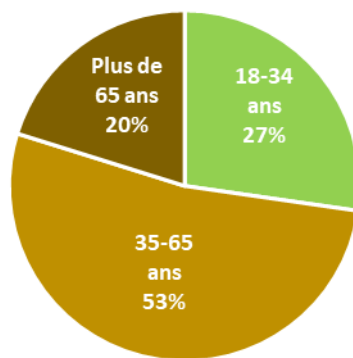
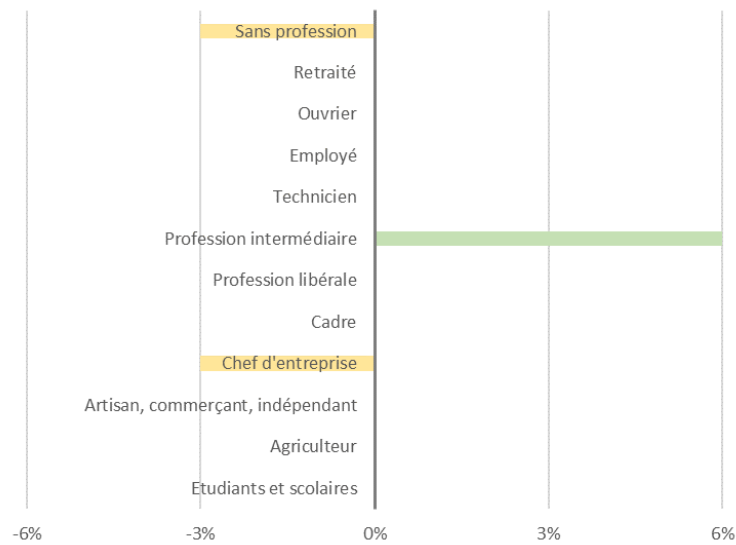
Autre priorité :

- Environnement : 37%
- Ruralité : 6%
- Egalité républicaine : 18%



Répartition par catégories socio-professionnelles :

Ecarts par rapport au poids dans la population totale (arrondis aux 3% les plus proches)



Les « Ouverts » interventionnistes sur la mondialisation sont plus souvent issus des professions intermédiaires (métiers du secteur médico-social, enseignants, agents de maîtrise...) et sont moins souvent chefs d'entreprises ou sans profession.

78% déclarent se situer à gauche.

97% sont « interventionnistes », 62% étant « très interventionnistes », dont 30% d'« ultra-interventionnistes ». 76% sont « laisser-faire » sur les manières de vivre. 62% sont « plutôt contexte » et 38% sont « très contexte ».

Exemples de positions choisies par les personnes de cette catégorie :

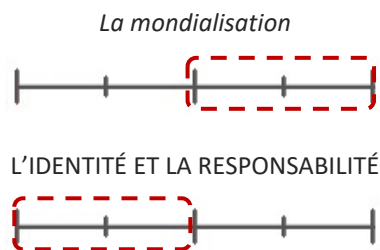
- *Il faut baisser les impôts qui pèsent sur les personnes les moins riches, et les augmenter sur les personnes ou les entreprises les plus riches [...]* (Position choisie à 82%)
- *L'Etat doit faire en sorte que chacun reçoive de quoi vivre décemment.* (Position choisie à 55%)
- *La mondialisation de l'économie aggrave l'exploitation et la pollution des pays pauvres, et détruit des emplois dans les pays riches [...].* (Position choisie à 60%)

- On doit accepter tous types de pratiques religieuses dès lors qu'elles sont librement consenties, même lorsqu'elles paraissent choquantes aux yeux de certains. (Position choisie à 45%)
- Tous les étrangers, d'où qu'ils viennent, qui sont installés depuis longtemps en France, doivent pouvoir voter au moins aux élections locales [...]. (Position choisie à 58%)
- Tous les étrangers résidant en France doivent avoir le droit de vote, quelle que soit leur nationalité. (Position choisie à 17%)

⇒ Les « Ouverts critiques » :

- Très majoritairement de gauche.
- Critiques d'une mondialisation qui nécessiterait d'être bien plus régulée.
- Majoritairement « très interventionnistes » sur l'économie et le social.
- « Laisser-faire » sur les manières de vivre.
- A gauche sur l'identité et la responsabilité, « ouverts » sur l'immigration.
- « La défense de l'environnement, notamment par l'arrêt du nucléaire », priorité pour 37% d'entre eux.
- Plus souvent issus des professions intermédiaires (enseignants par exemple).

Cas 2 : « Ouverts » sur l'identité et non interventionnistes sur la mondialisation.

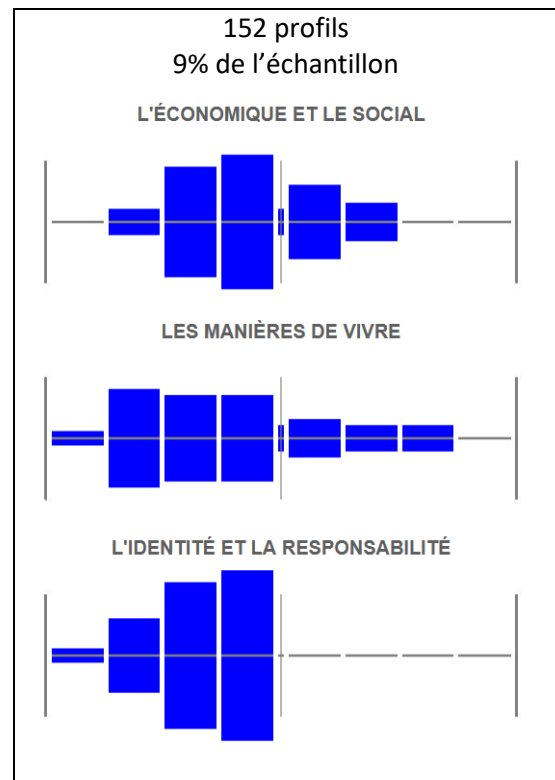


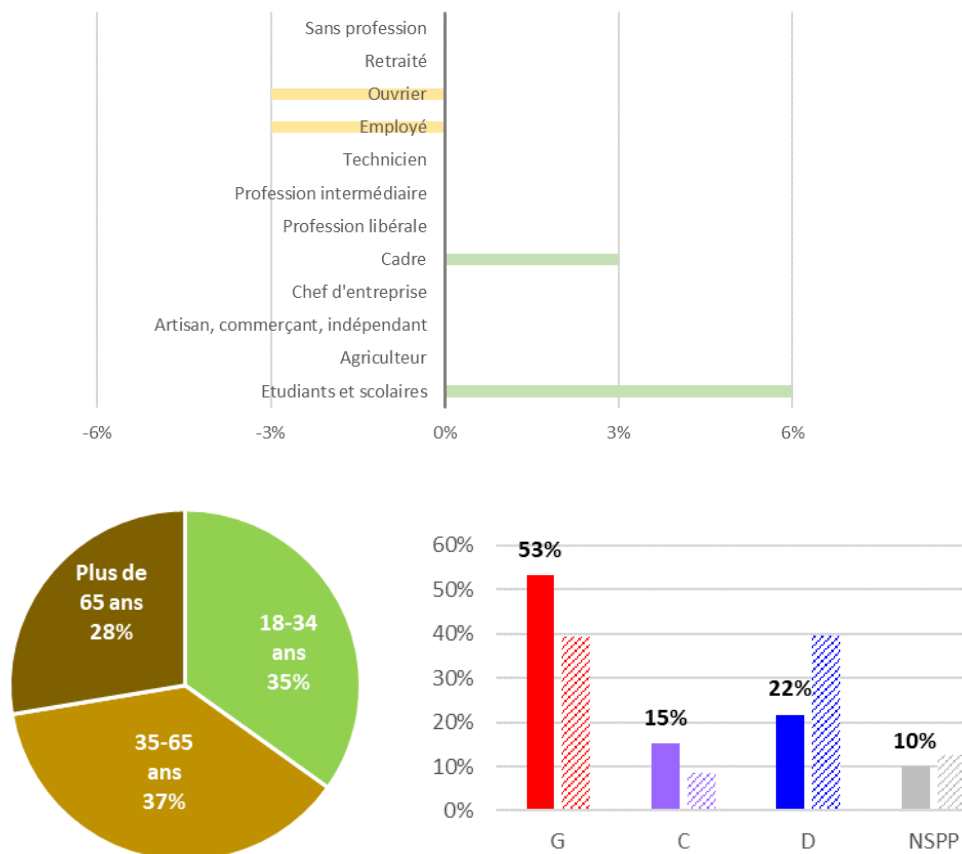
Axe principal :

- E&S : 38%
- MV : 25%
- I&R : 15%

Autre priorité :

- Environnement : 16%
- Ruralité : 8%
- Egalité républicaine : 34%





Les « Ouverts » non interventionnistes sur la mondialisation sont plus souvent cadres ou étudiants, et moins souvent ouvriers ou employés.

53% déclarent se situer à gauche, 22% à droite.

65% sont « interventionnistes » (globalement sur l'économique et le social), 59% étant « plutôt interventionnistes » ; 28% sont « libéraux », 27% étant « plutôt libéraux ». 70% sont « laisser-faire » sur les manières de vivre. 79% sont « plutôt contexte ».

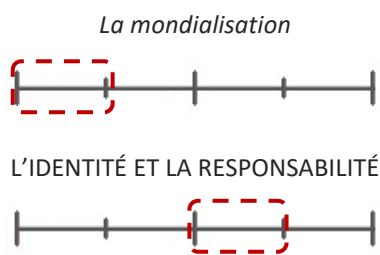
Exemples de positions choisies par les personnes de cette catégorie :

- *Il faut baisser les impôts qui pèsent sur les personnes les moins riches [...].* (Position choisie à 57%)
- *L'Etat doit venir en aide aux plus démunis, mais il ne faut pas tout attendre de l'Etat.* (Position choisie à 53%)
- *La mondialisation peut être une chance [...].* (Position choisie à 66%)
- *On doit accepter tous types de pratiques religieuses [...].* (Position choisie à 46%)
- *Tous les étrangers, d'où qu'ils viennent, qui sont installés depuis longtemps en France, doivent pouvoir voter au moins aux élections locales [...].* (Position choisie à 53%)
- *Tous les étrangers résidant en France doivent avoir le droit de vote, quelle que soit leur nationalité.* (Position choisie à 18%)

⇒ Les « Ouverts sociaux-libéraux » :

- Considèrent que la mondialisation peut être une chance si on permet aux populations et aux entreprises d'y trouver leur place.
- Majoritairement « interventionnistes », mais avec près de 30% de « libéraux ».
- « Laisser-faire » sur les manières de vivre.
- Au centre-gauche sur l'identité et la responsabilité, « ouverts » sur l'immigration.
- Plus souvent cadres ou étudiants.

Cas 3 : « Ni ouverts ni fermés » ou « Plutôt fermés », interventionnistes sur la mondialisation.

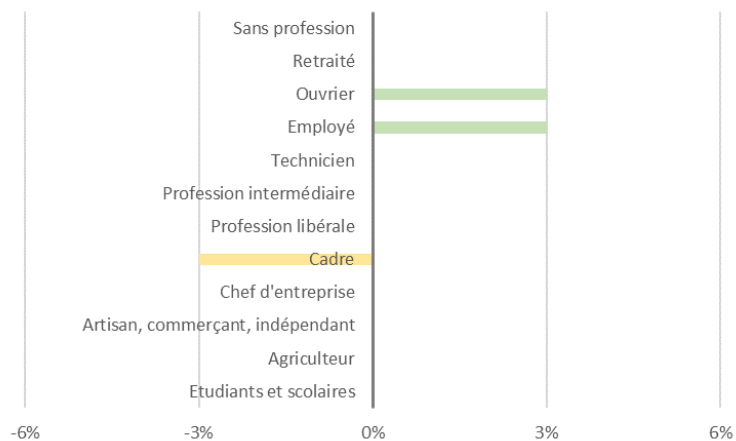
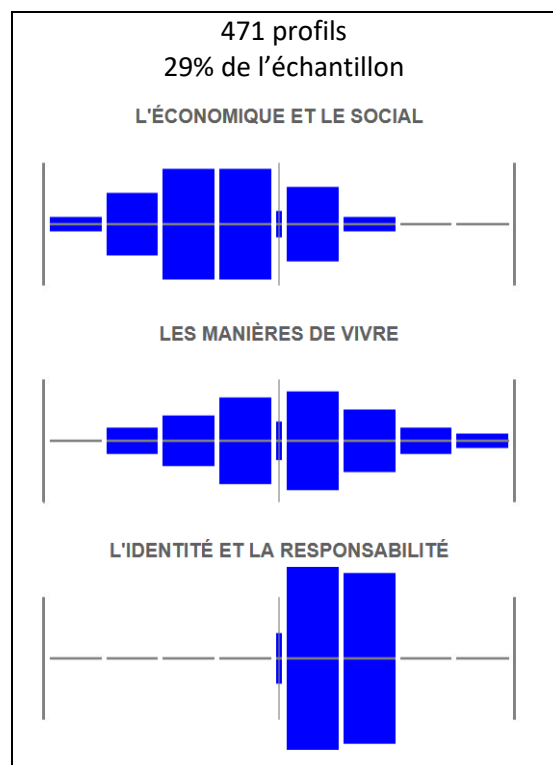


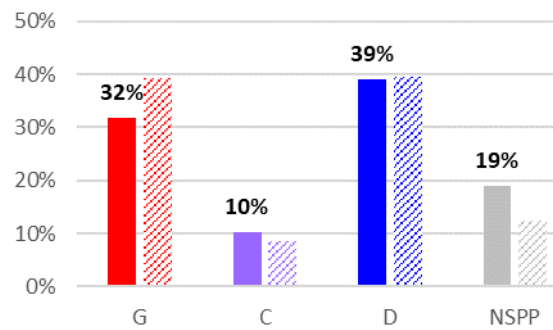
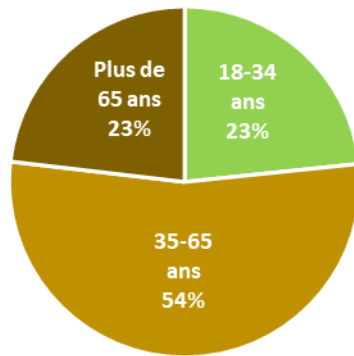
Axe principal :

- E&S : 41%
- MV : 13%
- I&R : 21%

Autre priorité :

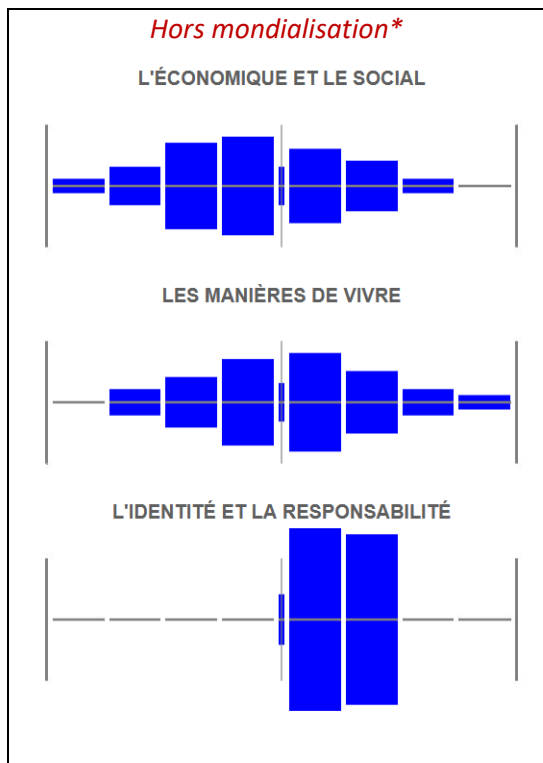
- Environnement : 14%
- Ruralité : 15%
- Egalité républicaine : 25%





Les « Ni ouverts ni fermés » ou « Plutôt fermés » interventionnistes sur la mondialisation sont plus souvent employés ou ouvriers, et moins souvent cadres.

39% déclarent se situer à droite, 32% à gauche, 19% ne se prononçant pas.



Hors mondialisation, les « Ni ouverts ni fermés » ou « Plutôt fermés » interventionnistes sur la mondialisation, sont « interventionnistes » à 58% et « libéraux » (essentiellement « plutôt libéraux ») à 34%.

Sur les manières de vivre, ils sont « conservateurs » à 49% et « laisser-faire » à 41%.

Exemples de positions choisies par les personnes de cette catégorie :

- *La mondialisation engendre une concurrence qui doit être encadrée : il faut que les Etats imposent des règles pour mieux protéger les droits des salariés, l'environnement, et les secteurs sensibles des économies de chaque pays. (Position choisie à 55%)*

* Sans la position sur la mondialisation dans le calcul du positionnement sur l'économique et le social.

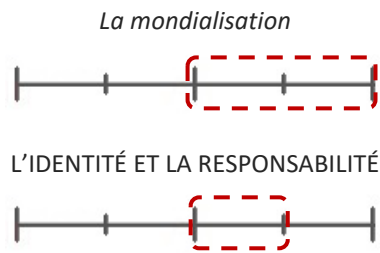
- *Il faut baisser les impôts qui pèsent sur les personnes les moins riches, et les augmenter sur les personnes ou les entreprises les plus riches pour faire jouer la solidarité, et donner à l'Etat les moyens de financer les services publics. (Position choisie à 50%)*
- *Plutôt que de trop assister les gens (ou de les inciter à profiter du système), il faut les responsabiliser afin qu'ils comptent plus sur eux-mêmes et moins sur l'Etat pour s'en sortir. (Position choisie à 45%)*

- *Il faut aider en priorité les petites et moyennes entreprises en allégeant leurs charges et leurs contraintes administratives, et laisser patrons et syndicats négocier les modes de fonctionnement les mieux adaptés à chaque branche d'activité. (Position choisie à 37%)*
- *Il faut augmenter le nombre d'emplois publics, et consacrer beaucoup plus d'argent aux services publics afin que chaque usager, quels que soient ses moyens, ait accès à des services publics de qualité (pour la santé, l'éducation, la culture, l'eau, l'énergie, les communications, les transports collectifs...) ; les services publics ont une mission sociale, ils ne doivent pas chercher à être rentables. (Position choisie à 28%)*
- *S'il faut garantir le droit à l'avortement, il faut aussi sensibiliser les femmes au fait qu'un avortement n'est pas un acte anodin. (Position choisie à 42%)*
- *Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et ne doivent pouvoir devenir français que les immigrés qui montrent leur attachement à la France [...]. (Position choisie à 62%)*

⇒ **Les « Modérés critiques » :**

- Représentatifs de l'ensemble de la population pour leurs positionnements à gauche ou à droite : majoritairement à droite ou au centre, à gauche pour un tiers d'entre eux.
- Demandeurs de davantage de protection face aux conséquences de la mondialisation sur certains secteurs de l'économie et sur l'emploi.
- Hors mondialisation, majoritairement « interventionnistes », mais avec une forte minorité de libéraux.
- Majoritairement « conservateurs ».
- Au centre et à droite (droite non radicale) sur l'identité et la responsabilité (même positionnement que les personnes qui se déclarent « au centre-droit »).
- Plus souvent employés ou ouvriers.

Cas 4 : « Ni ouverts ni fermés » ou « Plutôt fermés » sur l'identité, non interventionnistes sur la mondialisation.

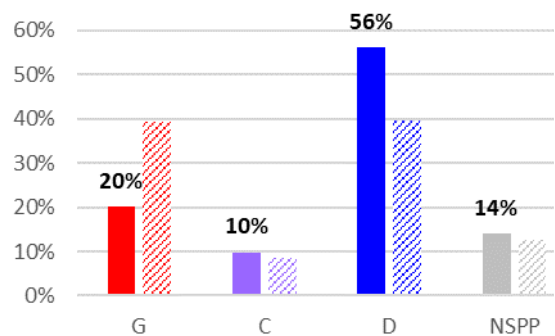
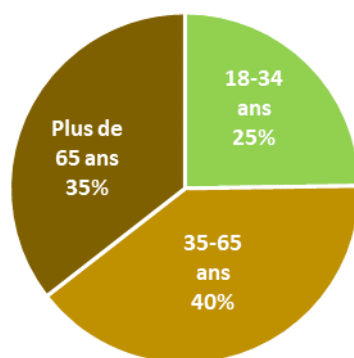
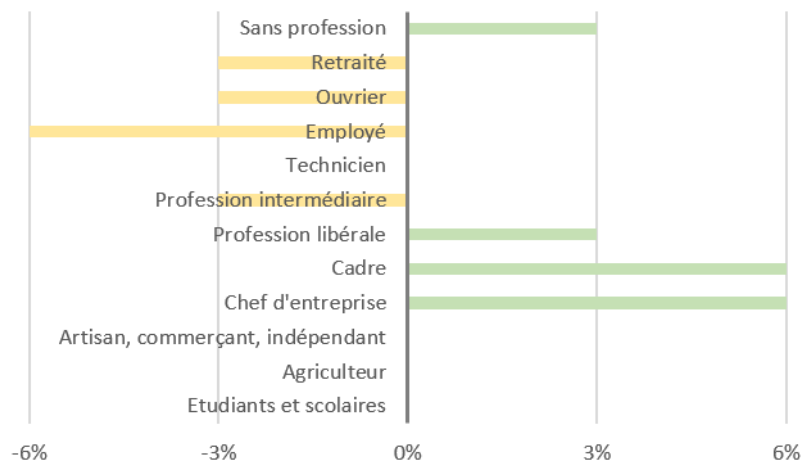
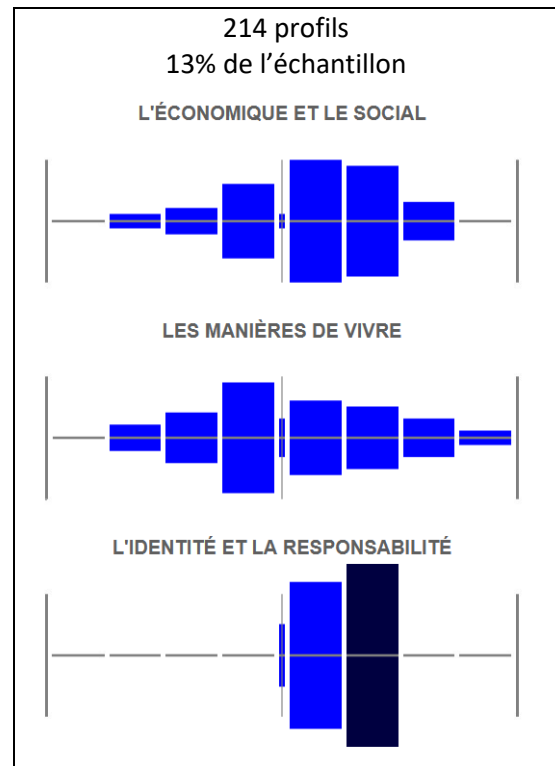


Axe principal :

- E&S : 31%
- MV : 10%
- I&R : 26%

Autre priorité :

- Environnement : 10%
- Ruralité : 12%
- Egalité républicaine : 24%



Les « Ni ouverts ni fermés » ou « Plutôt fermés », non interventionnistes sur la mondialisation, sont plus souvent chefs d'entreprises, cadres, ou professions libérales, et moins souvent employés, ouvriers, professions intermédiaires ou retraités.

56% déclarent se situer à droite, 20% à gauche.

69% sont « libéraux », 58% étant « plutôt libéraux », et 28% sont « interventionnistes ». 46% sont « laisser-faire » sur les manières de vivre, 44% sont « conservateurs ».

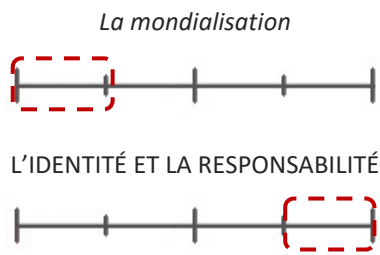
Exemples de positions choisies par les personnes de cette catégorie :

- *Il faut une baisse générale des impôts pour permettre aux entreprises et aux particuliers d'investir plus d'argent dans l'économie, afin de créer davantage d'emplois.* (Position choisie à 47%)
- *La mondialisation peut être une chance [...].* (Position choisie à 53%)
- *Plutôt que de trop assister les gens (ou de les inciter à profiter du système), il faut les responsabiliser afin qu'ils comptent plus sur eux-mêmes et moins sur l'Etat pour s'en sortir.* (Position choisie à 52%)
- *S'il faut garantir le droit à l'avortement, il faut aussi sensibiliser les femmes au fait qu'un avortement n'est pas un acte anodin.* (Position choisie à 33%)
- *Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et ne doivent pouvoir devenir français que les immigrés qui montrent leur attachement à la France [...].* (Position choisie à 51%)
- *L'intégration fonctionne quand les immigrés sentent qu'ils ont non seulement des droits, mais aussi des devoirs ; et il est important de lutter contre l'immigration clandestine.* (Position choisie à 43%)

⇒ **Les « Modérés libéraux » :**

- Considèrent que la mondialisation peut être une chance, et « libéraux » à près de 70%.
- Autant « laisser-faire » que « conservateurs » sur les manières de vivre.
- Au centre et à droite (droite non radicale) sur l'identité et la responsabilité.
- Plus souvent chefs d'entreprises, cadres ou professions libérales.

Cas 5 : « Très fermés » interventionnistes sur la mondialisation.

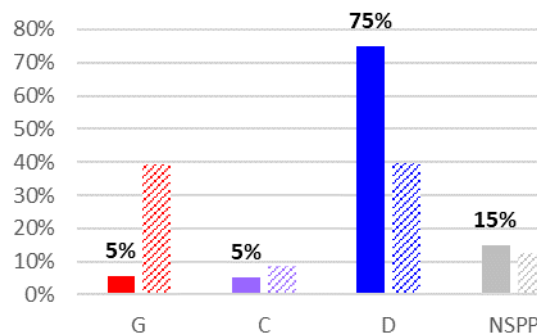
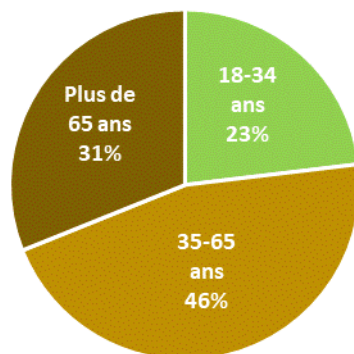
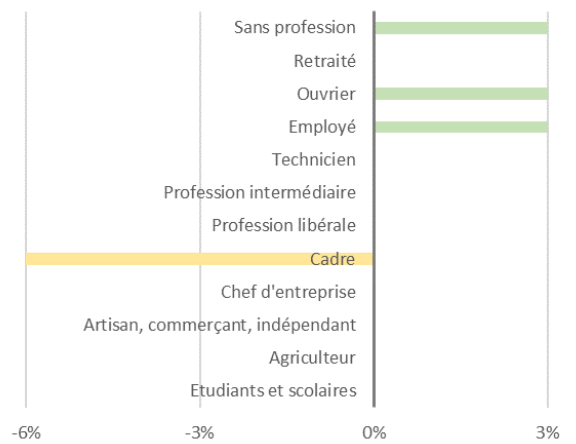
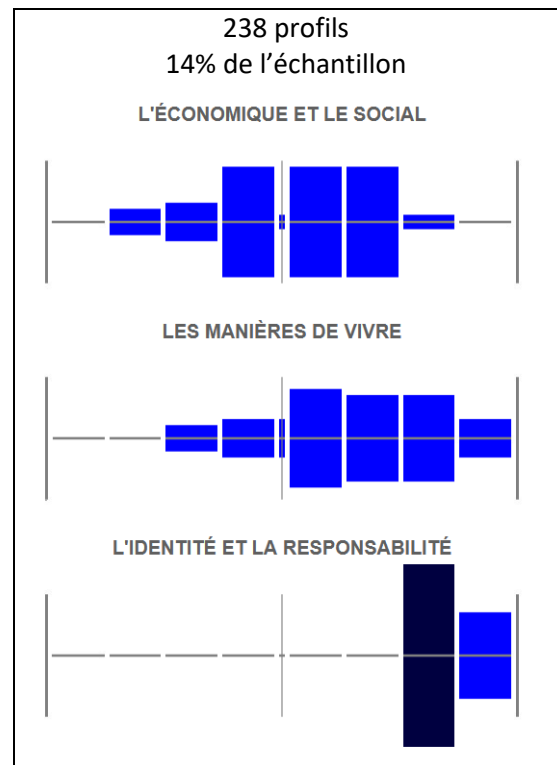


Axe principal :

- E&S : 26%
- MV : 12%
- I&R : 38%

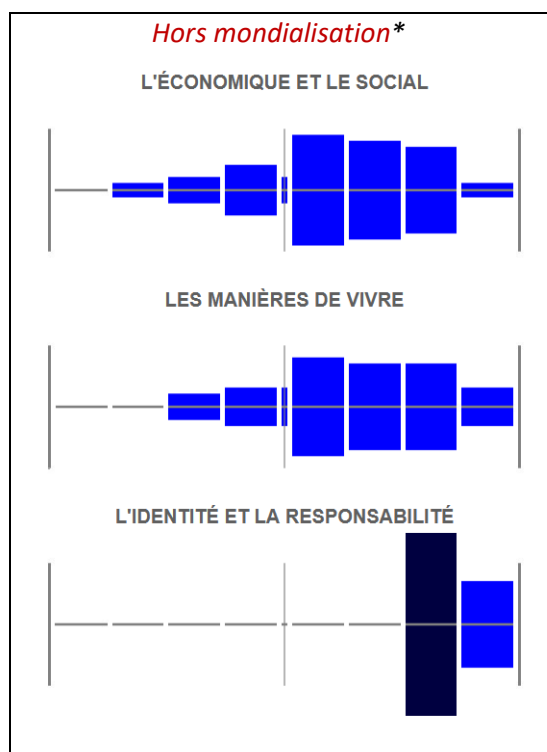
Autre priorité :

- Environnement : 6%
- Ruralité : 29%
- Egalité républicaine : 20%



Les « Très fermés » interventionnistes sur la mondialisation sont plus souvent ouvriers, employés ou sans professions, et moins souvent cadres.

75% se déclarent à droite.



Hors mondialisation, 75% sont « libéraux » dans le domaine économique et social.

74% sont « conservateurs ».

Exemples de positions choisies par les personnes de cette catégorie :

- *Plutôt que de trop assister les gens [...] il faut les responsabiliser [...]* (Position choisie à 85%)
- *Il faut une baisse générale des impôts [...]* (Position choisie à 48%)
- *L'Etat doit se recentrer sur ses trois véritables missions que sont la police, la justice et la défense nationale ; tout le reste peut être confié au privé, dont les méthodes de gestion sont bien plus efficaces.* (Position choisie à 35%)

* Sans la position sur la mondialisation dans le calcul du positionnement sur l'économique et le social.

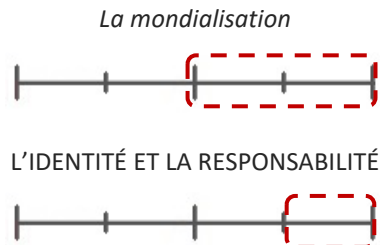
- *La priorité ne devrait pas être de donner de nouveaux droits aux personnes LGBT, mais plutôt de défendre la famille traditionnelle, qui est un pilier de notre société, avec un père et une mère pour élever des enfants.* (Position choisie à 45%)
- *Certains immigrants resteront toujours des étrangers : leur place serait plutôt dans leur pays, pour notre bien et pour le leur.* (Position choisie à 63%)
- *Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et ne doivent pouvoir devenir français que les immigrants qui montrent leur attachement à la France [...].* (Position choisie à 63%)

⇒ **Les « Protectionnistes » :**

- Très majoritairement de droite.
- Demandeurs de davantage de protection face aux conséquences de la mondialisation sur certains secteurs de l'économie et sur l'emploi.
- Hors mondialisation, très majoritairement « libéraux ».
- « Conservateurs » (à 74%).

- Très à droite sur l'identité et la responsabilité.
- « La défense du mode de vie rural », priorité pour 29% d'entre eux.
- Plus souvent ouvriers, employés ou sans professions.

Cas 6 : « Très fermés » non interventionnistes sur la mondialisation.

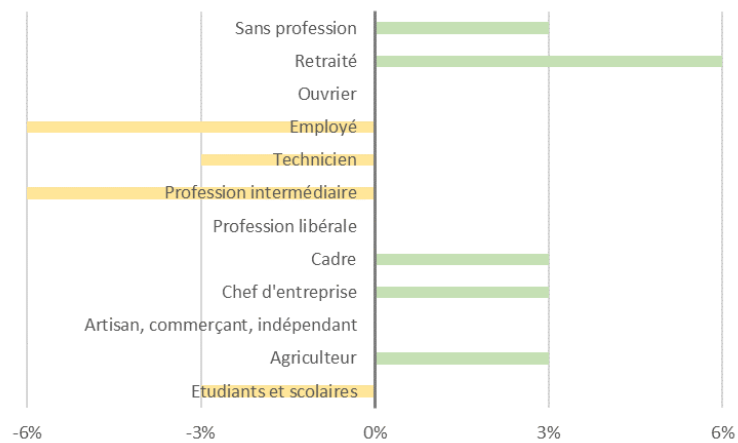
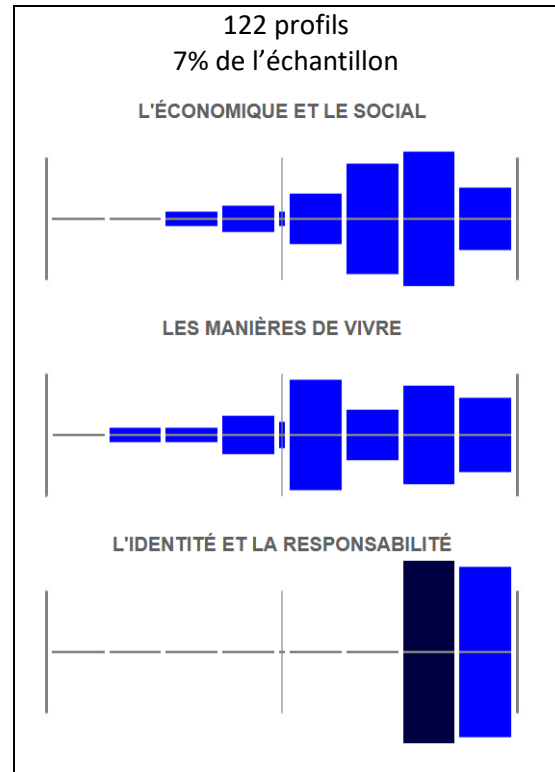


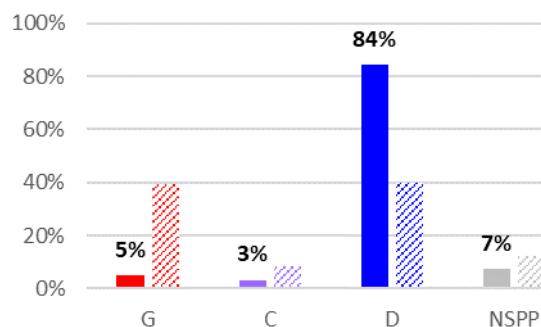
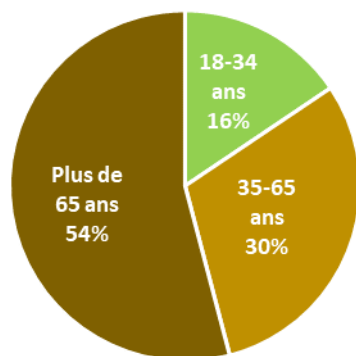
Axe principal :

- E&S : 23%
- MV : 15%
- I&R : 35%

Autre priorité :

- Environnement : 3%
- Ruralité : 14%
- **Egalité républicaine : 29%**





Les « Très fermés » non interventionnistes sur la mondialisation sont plus souvent retraités, cadres, chefs d'entreprises, agriculteurs ou sans profession, et moins souvent employés, techniciens, professions intermédiaires, enseignants ou étudiants.

84% déclarent se situer à droite.

89% sont « libéraux », 49% étant « très libéraux ».

80% sont « conservateurs ».



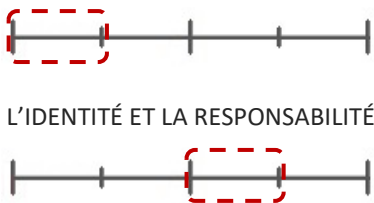



Exemples de positions choisies par les personnes de cette catégorie :

- *Plutôt que de trop assister les gens (ou de les inciter à profiter du système), il faut les responsabiliser afin qu'ils comptent plus sur eux-mêmes et moins sur l'Etat pour s'en sortir.* (Position choisie à 93%)
- *L'Etat doit se recentrer sur ses trois véritables missions que sont la police, la justice et la défense nationale [...]* (Position choisie à 53%)
- *La priorité ne devrait pas être de donner de nouveaux droits aux personnes LGBT [...].* (Position choisie à 55%)
- *Certains immigrants resteront toujours des étrangers : leur place serait plutôt dans leur pays, pour notre bien et pour le leur.* (Position choisie à 76%)
- *Seuls les Français doivent avoir le droit de vote ; et, sauf exception, on ne peut pas être français sans avoir des parents français : il faut appliquer le « droit du sang », et non le « droit du sol ».* (Position choisie à 52%)

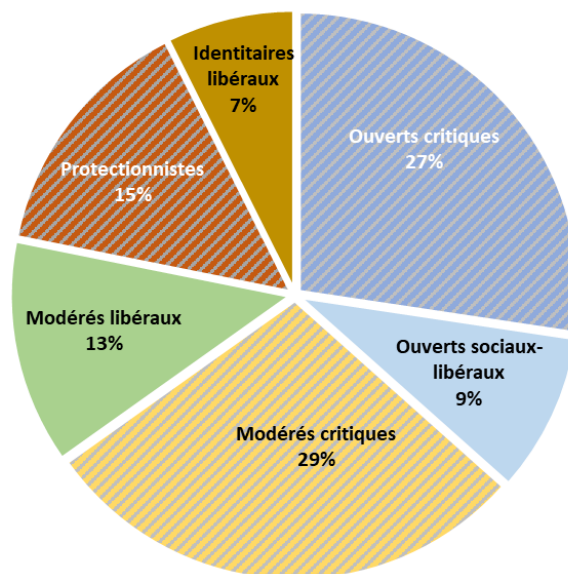
⇒ **Les « Identitaires libéraux » :**

- Essentiellement de droite.
- « Libéraux » (à près de 90%) dans le domaine économique et social.
- « Conservateurs » (à 80%).
- Très à droite sur l'identité et la responsabilité.
- Plus souvent retraités, cadres, chefs d'entreprises, agriculteurs.
- Majoritairement âgés de plus de 65 ans.

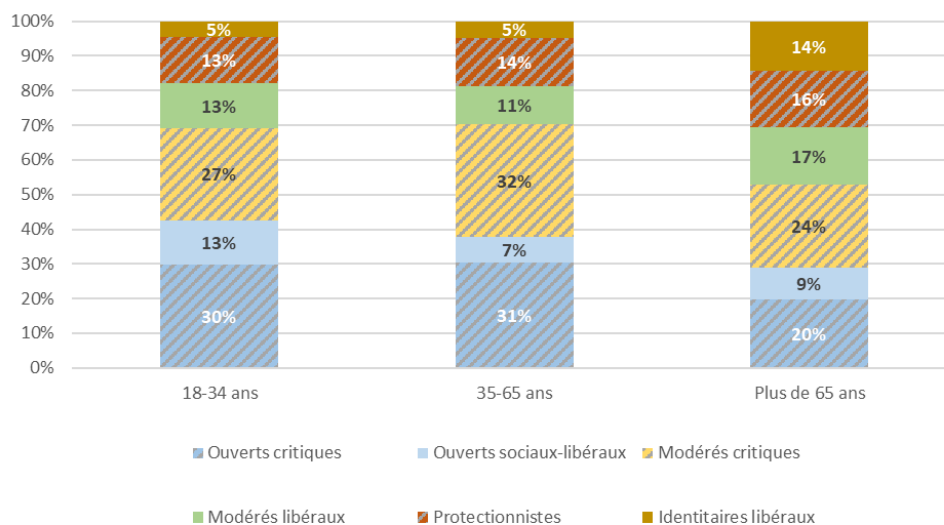
Six catégories peuvent ainsi être distinguées :

<p>Ouverts critiques</p> <p>(Plus souvent enseignants, professionnels du secteur médico-social...)</p>	<p><i>La mondialisation</i></p>  <p>L'IDENTITÉ ET LA RESPONSABILITÉ</p>	27%
<p>Ouverts sociaux-libéraux</p> <p>(Plus souvent cadres, étudiants)</p>	<p><i>La mondialisation</i></p>  <p>L'IDENTITÉ ET LA RESPONSABILITÉ</p>	9%
<p>Modérés critiques</p> <p>(Plus souvent employés, ouvriers)</p>	<p><i>La mondialisation</i></p>  <p>L'IDENTITÉ ET LA RESPONSABILITÉ</p>	29%
<p>Modérés libéraux</p> <p>(Plus souvent chefs d'entreprises, cadres, professions libérales)</p>	<p><i>La mondialisation</i></p>  <p>L'IDENTITÉ ET LA RESPONSABILITÉ</p>	13%
<p>Protectionnistes</p> <p>(Plus souvent employés, ouvriers)</p>	<p><i>La mondialisation</i></p>  <p>L'IDENTITÉ ET LA RESPONSABILITÉ</p>	15%
<p>Identitaires libéraux</p> <p>(Plus souvent retraités, cadres, chefs d'entreprises, agriculteurs)</p>	<p><i>La mondialisation</i></p>  <p>L'IDENTITÉ ET LA RESPONSABILITÉ</p>	7%

Répartition de l'échantillon (1648 personnes) par catégories « Ouverts » / « Fermés » :



Répartition selon les tranches d'âges :

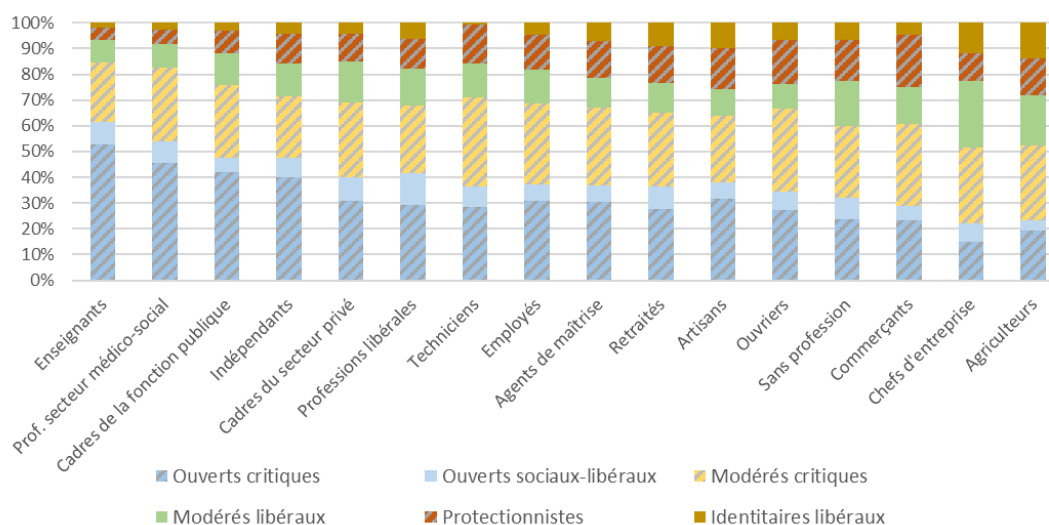


Si les répartitions des 18-34 ans et des 35-65 ans sont assez proches, celle des plus de 65 ans se distingue par une proportion plus importante d'« identitaires libéraux », et moins importante d'« ouverts critiques ».

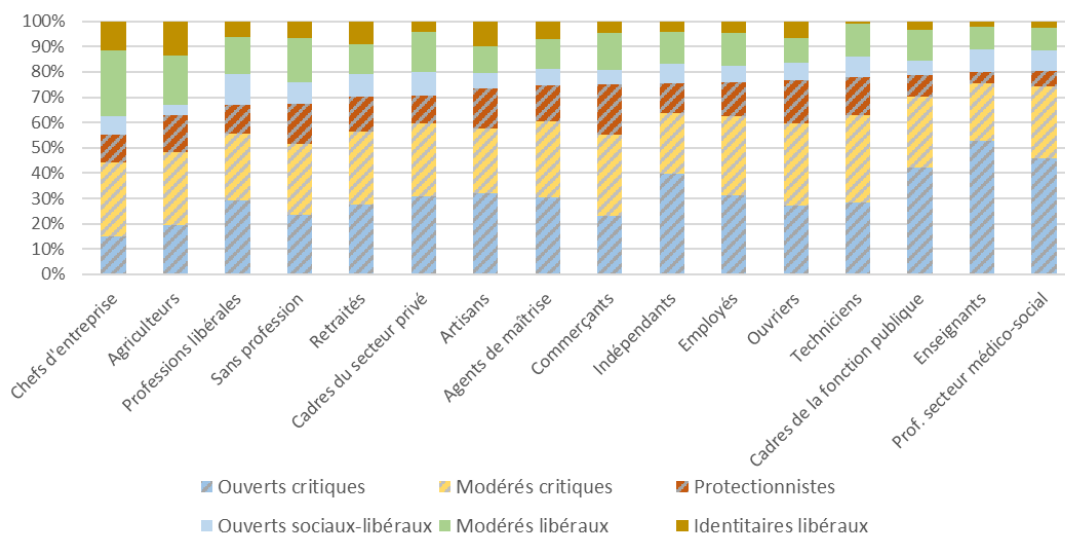
4. Professions « ouvertes » et professions « fermées »

	Ouverts critiques	Ouverts sociaux-libéraux	Modérés critiques	Modérés libéraux	Protectionnistes	Identitaires libéraux	Total
Agriculteurs	19%	4%	29%	19%	15%	14%	100%
Artisans	32%	6%	26%	11%	16%	10%	100%
Chefs d'entreprise	15%	7%	29%	26%	11%	12%	100%
Commerçants	23%	6%	32%	14%	20%	5%	100%
Indépendants	40%	8%	24%	13%	12%	4%	100%
Cadres du secteur privé	31%	9%	29%	16%	11%	4%	100%
Cadres du public	42%	6%	28%	12%	9%	3%	100%
Professions libérales	29%	12%	26%	14%	11%	6%	100%
Agents de maîtrise	30%	7%	30%	12%	14%	7%	100%
Enseignants	53%	9%	23%	9%	4%	2%	100%
Prof. secteur médico-social	46%	8%	29%	9%	6%	3%	100%
Techniciens	28%	8%	34%	13%	15%	1%	100%
Employés	31%	6%	31%	13%	14%	5%	100%
Ouvriers	27%	7%	32%	10%	17%	7%	100%
Retraités	28%	9%	29%	12%	14%	9%	100%
Sans profession	24%	8%	28%	18%	16%	7%	100%
<i>Population totale</i>	<i>27%</i>	<i>9%</i>	<i>29%</i>	<i>13%</i>	<i>15%</i>	<i>7%</i>	<i>100%</i>

- Des professions les plus « ouvertes » aux professions les plus « fermées » : tri selon le critère sur l'identité et la responsabilité.



- Des professions les plus « ouvertes » aux professions les plus « fermées » : tri selon le critère sur la mondialisation.



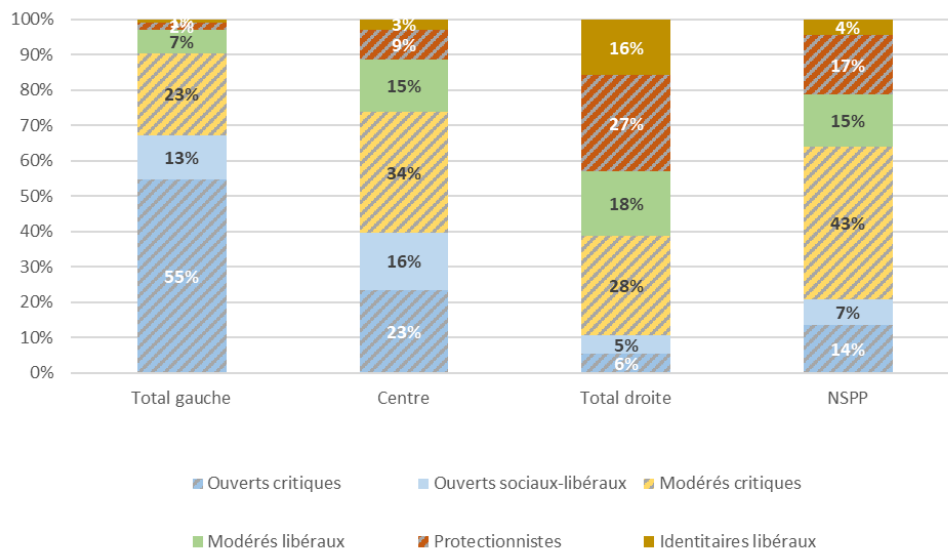
Les professions les plus « ouvertes » sont :

- Selon le critère sur l'identité et la responsabilité : les enseignants, les professionnels du secteur médico-social, les cadres de la fonction publique, et les plus « fermés » sont les agriculteurs, les chefs d'entreprise et les commerçants ;
- Selon le critère de la mondialisation : les chefs d'entreprise, les agriculteurs et les professions libérales, et les plus « fermés » sont les professionnels du secteur médico-social, les enseignants et les cadres de la fonction publique.

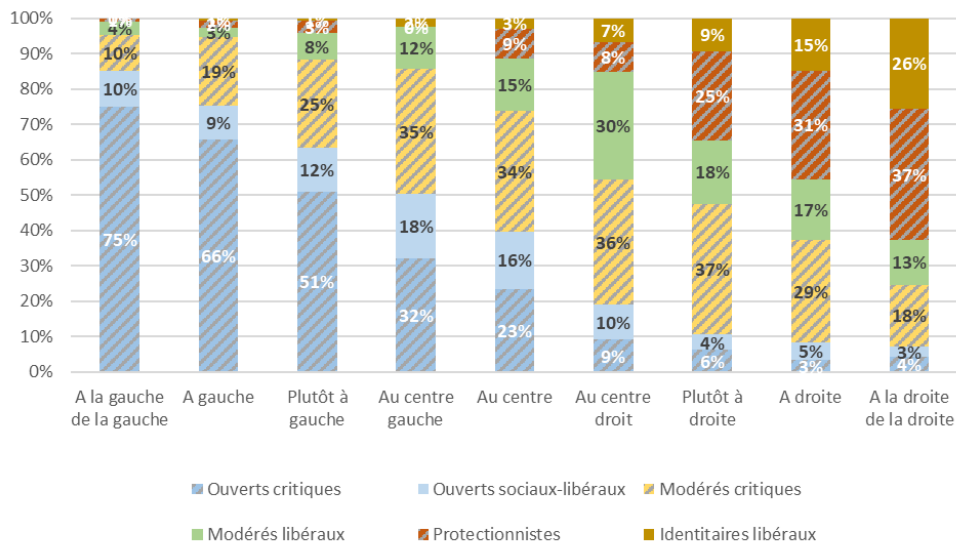
On peut donc être à la fois ouvert sur les questions d'identité et fermé lorsqu'il s'agit de mondialisation, et inversement.

5. « Ouverts » et « fermés » selon les tendances politiques

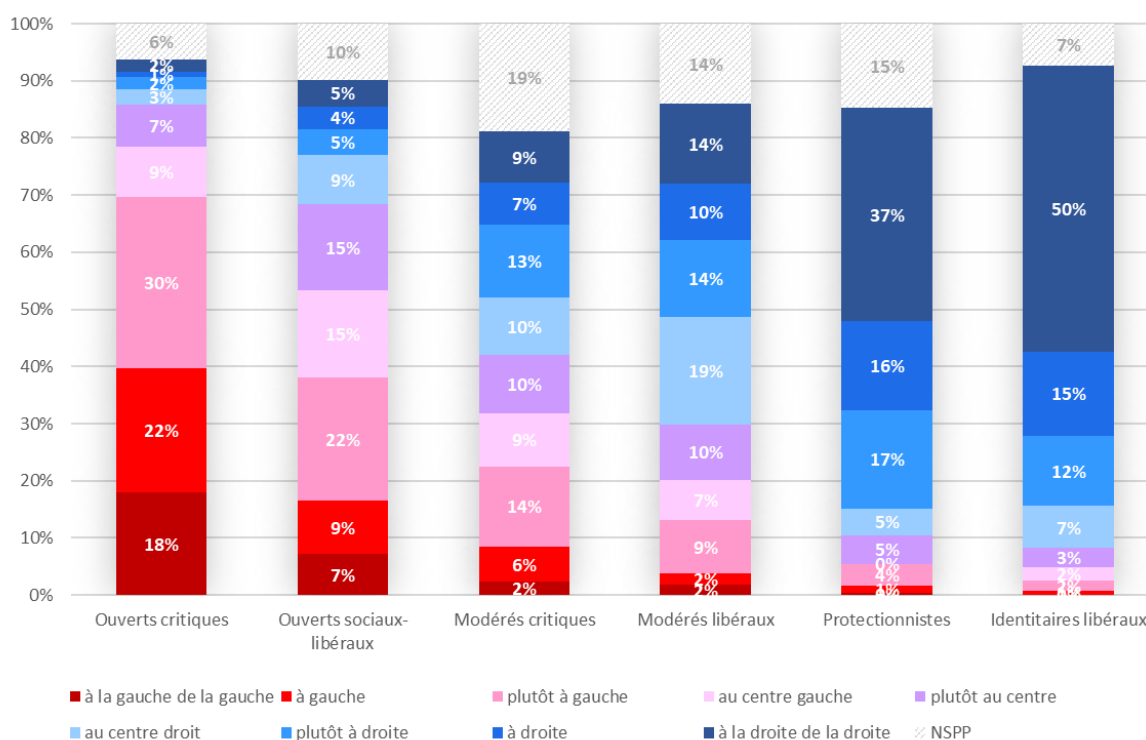
Répartition selon les tendances gauche - droite :



Dans le détail :



Répartition au sein des différentes catégories :



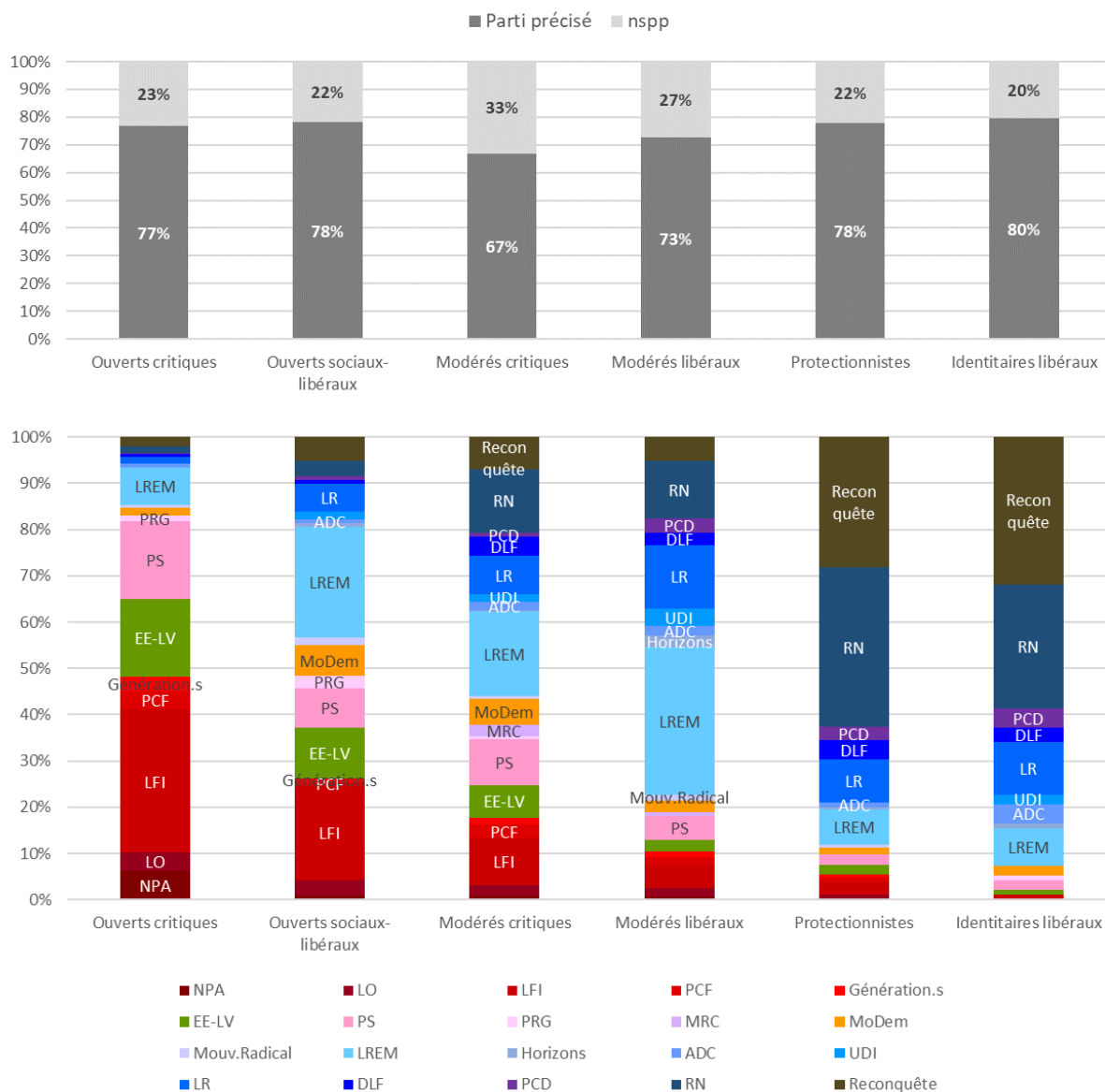
Plus les personnes se déclarent « à gauche », plus elles sont « ouverts critiques », et plus elles se déclarent « à droite », plus elles sont « protectionnistes » et « identitaires libéraux ».

Les personnes qui se déclarent à gauche sont majoritairement composées d'« ouverts critiques » (55%) ; ce sont ensuite des « modérés critiques » à 23%, et des « ouverts sociaux-libéraux » à 13%. C'est au centre et au centre-gauche que les « ouverts sociaux-libéraux » sont les plus représentés

Les personnes qui se déclarent à droite se répartissent entre « modérés critiques » (28%), « protectionnistes » (27%), puis « modérés libéraux » (18%) et « identitaires libéraux » (16%). C'est au centre et à droite que les « modérés libéraux » sont les plus représentés. Les « protectionnistes » et les « identitaires libéraux » se situent quasi-exclusivement à droite.

Les « modérés critiques » sont très présents d'un bout à l'autre du spectre (de la gauche jusqu'à la droite de la droite).

Répartition selon la proximité avec les partis politiques au sein des différentes catégories (données tirées de l'échantillon représentatif de 1648 personnes) :



	Ouverts critiques	Ouverts sociaux-libéraux	Modérés critiques	Modérés libéraux	Protectionnistes	Identitaires libéraux
NPA	6%	1%	1%	1%	0%	0%
LO	4%	3%	2%	2%	1%	0%
LFI	31%	20%	10%	5%	3%	1%
PCF	4%	1%	3%	1%	1%	0%
Génération.s	3%	1%	2%	1%	1%	0%
EE-LV	17%	11%	7%	3%	2%	1%
PS	17%	8%	10%	5%	2%	2%
PRG	1%	3%	1%	0%	0%	1%
MRC	0%	0%	3%	1%	0%	0%
Mouv.Radical	1%	2%	1%	1%	1%	0%
MoDem	2%	7%	6%	3%	2%	2%
LREM	8%	24%	18%	32%	8%	8%
Horizons	0%	1%	0%	3%	1%	1%
ADC	1%	1%	2%	2%	1%	4%
UDI	0%	2%	2%	4%	0%	2%
LR	1%	6%	8%	14%	9%	11%
DLF	1%	1%	4%	3%	4%	3%
PCD	0%	1%	1%	3%	3%	4%
RN	1%	3%	14%	12%	35%	27%
Reconquête	2%	5%	7%	5%	28%	32%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

	Ouverts critiques	Ouverts sociaux-libéraux	Modérés critiques	Modérés libéraux	Protectionnistes	Identitaires libéraux
Total gauche*	83%	48%	38%	19%	10%	5%
Total centre et droite modérée**	13%	42%	37%	58%	21%	29%
Total droite de la droite***	4%	10%	26%	23%	70%	66%

* Du NPA au MRC ** Du Mouvement Radical à LR *** De DLF à Reconquête

On trouve les « ouverts critiques » essentiellement dans les partis de gauche, et en premier lieu à LFI. On trouve des « ouverts sociaux-libéraux » aussi bien à gauche (LFI, EE-LV, PS) qu'au centre ou à droite (LREM, MoDem, mais aussi LR et même à Reconquête).

Les « modérés critiques » se retrouvent autant dans les partis de gauche que dans ceux du centre ou de droite, et sont aussi présents au RN et à Reconquête. Les « modérés libéraux » se trouvent majoritairement dans les partis du centre ou de la droite. LREM est, de tous les partis, celui qui réunit à la fois le plus d'« ouverts sociaux-libéraux », le plus de « modérés critiques », et le plus de « modérés libéraux ».

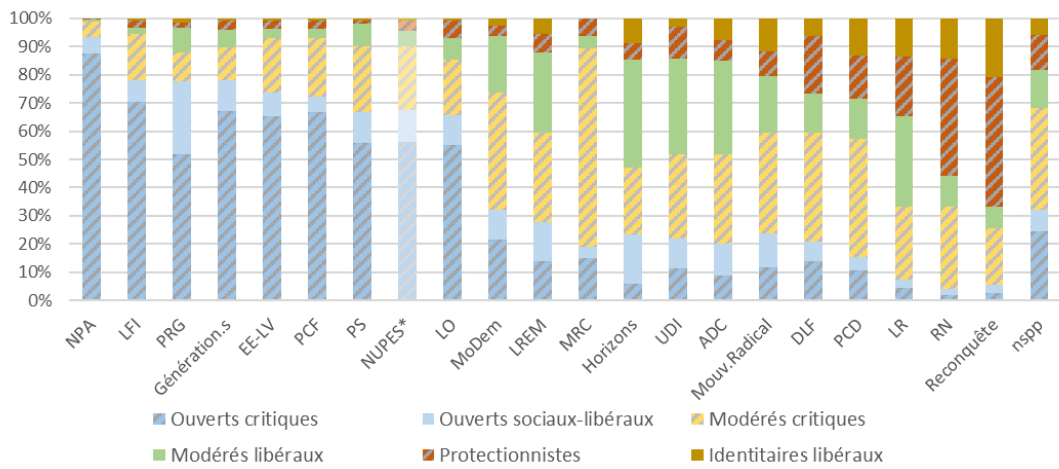
Les « protectionnistes » et les « identitaires libéraux » se retrouvent majoritairement au RN et à Reconquête (pour 60% d'entre eux), mais aussi à LR (10%) et à LREM (8%).

Répartition entre les différentes catégories au sein des partis politiques :
(Données tirées de l'échantillon élargi de 6349 personnes)

	Ouverts critiques	Ouverts sociaux-libéraux	Modérés critiques	Modérés libéraux	Protectionnistes	Identitaires libéraux	Total
NPA	88%	6%	6%	1%	0%	0%	100%
LO	55%	11%	20%	8%	6%	1%	100%
LFI	71%	7%	16%	2%	2%	1%	100%
PCF	67%	6%	21%	3%	3%	1%	100%
Génération.s	67%	11%	12%	6%	3%	1%	100%
EE-LV	65%	8%	19%	3%	3%	1%	100%
PS	56%	11%	23%	8%	1%	1%	100%
<i>NUPES*</i>	56%	11%	23%	5%	4%	1%	100%
PRG	52%	26%	10%	9%	2%	2%	100%
MRC	15%	4%	70%	4%	6%	0%	100%
Mouv.Radical	12%	12%	36%	20%	8%	12%	100%
MoDem	22%	10%	42%	20%	4%	3%	100%
LREM	14%	14%	31%	29%	7%	6%	100%
Horizons	6%	18%	24%	38%	6%	9%	100%
ADC	9%	11%	32%	33%	8%	8%	100%
UDI	12%	11%	30%	34%	12%	3%	100%
LR	4%	3%	26%	32%	21%	13%	100%
DLF	14%	7%	39%	14%	20%	6%	100%
PCD	11%	5%	42%	14%	15%	13%	100%
RN	2%	2%	29%	11%	42%	14%	100%
Reconquête	3%	3%	20%	7%	46%	21%	100%

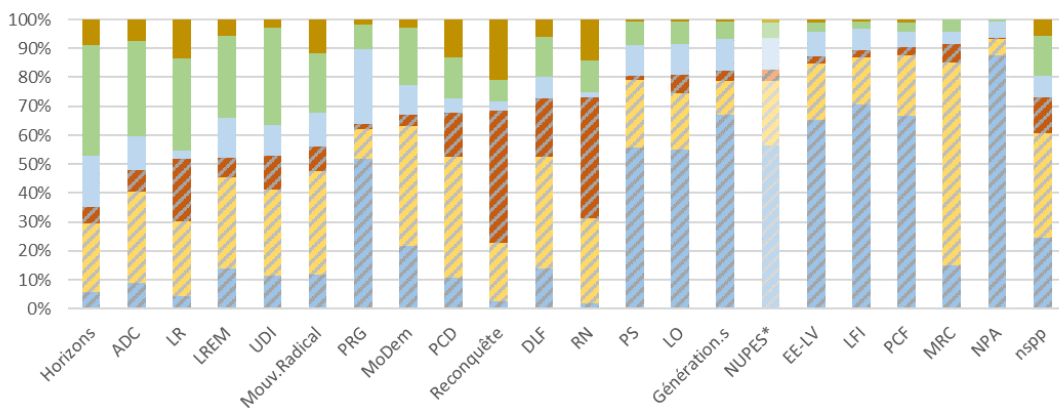
* Ensemble des sympathisants LFI, PCF, Génération.s., EE-LV et PS selon l'échantillon représentatif de 1648 personnes

- Des partis les plus « ouverts » aux partis les plus « fermés » : tri selon le critère sur l'identité et la responsabilité.



* NUPES : selon échantillon représentatif de 1648 personnes

- Des partis les plus « ouverts » aux partis les plus « fermés » : tri selon le critère sur la mondialisation.



Selon le critère retenu, les partis les plus « ouverts » sont soit les partis de gauche (critère de l'identité et de la responsabilité), soit les partis du centre et de la droite (critère de la mondialisation).

A la gauche de la gauche, le NPA apparaît comme le parti le plus « ouvert », selon le critère sur l'identité, de l'ensemble des partis politiques, avec 94% d'« Ouverts », dont 88% d'« ouverts critiques ».

Au sein de la gauche moins radicale, les sympathisants de LFI, de Génération.s, du PCF et de EE-LV, soit l'ensemble constitutif de la NUPES, sont très proches : entre 65% et 71% d'« ouverts critiques », entre 12% et 20% de « modérés critiques », entre 6% et 11% d'« ouverts sociaux-libéraux ». Le PS se distingue par une proportion inférieure d'« ouverts critiques » (56%) et supérieure de « modérés critiques » (23%). Mais c'est le parti dont la composition se rapproche le plus de celle des sympathisants de la NUPES.

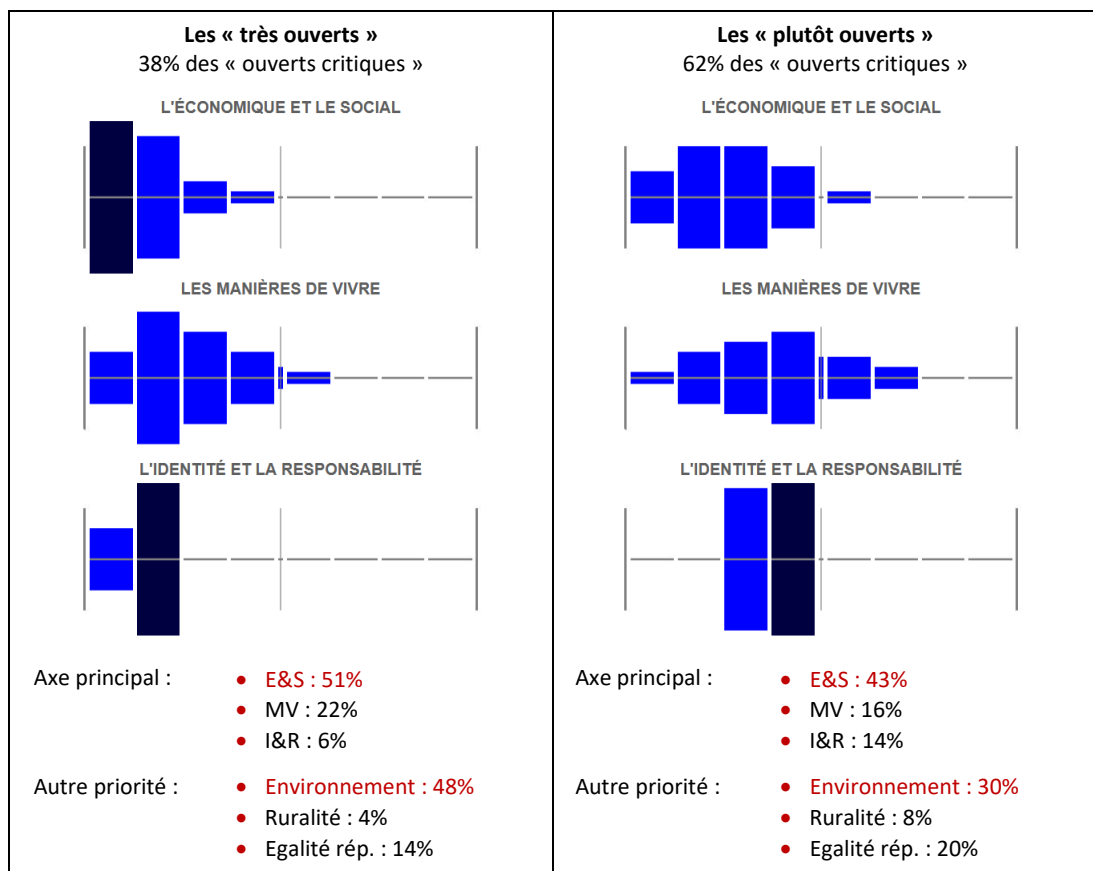
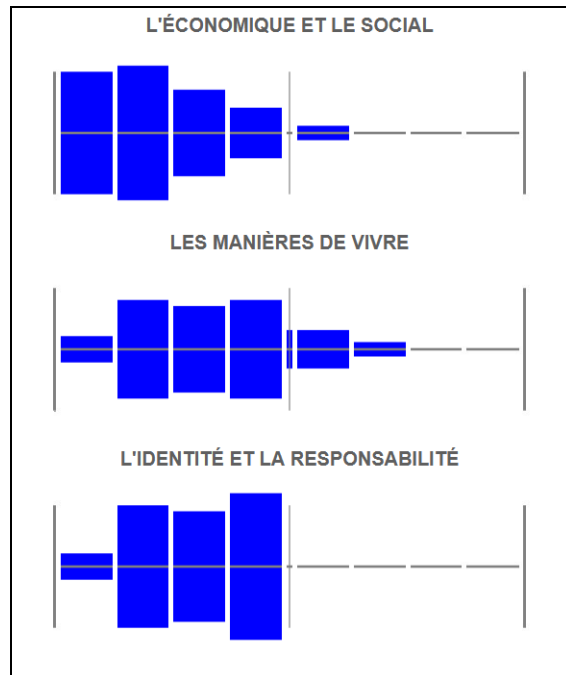
Au centre et au centre-droit, les sympathisants du MoDem, de LREM, d'Horizons, d'ADC et de l'UDI sont constitués à hauteur de 60% à 65% de « modérés libéraux » et de « modérés critiques ». Il y a plus de « modérés critiques » au MoDem (42%), plus de « modérés libéraux » à Horizons (38%).

A droite, LR se distingue par une proportion importante de « modérés libéraux » (32%), comparable à celle des partis du centre et du centre-droit, et une faible proportion de « protectionnistes » : 21%, contre 42% au RN et 46% à Reconquête. Mais si la proportion d'« identitaires libéraux » (13%) est inférieure à celle qu'on trouve à Reconquête (21%), elle est comparable à celle qu'on trouve au RN (14%). Un quart des sympathisants LR sont des « modérés critiques », contre 29% au RN et 31% à LREM. Au total, les « fermés » selon le critère de la mondialisation sont 52% à LR, comme à LREM, contre 69% à Reconquête et 73% au RN.

Au RN et à Reconquête, les « protectionnistes » et « identitaires libéraux » représentent ainsi respectivement 56% et 67%, alors qu'ils sont 35% à LR, 29% au PCD et 27% à DLF. RN et Reconquête apparaissent ainsi comme les partis les plus « fermés », selon le critère sur l'identité, du spectre politique. Et il y a moins de « modérés critiques » à Reconquête (20%) qu'au RN (29%) ou à DLF et au PCD (39% et 42%). Au total, il y a 27% de modérés (sur l'identité) à Reconquête, 40% au RN, 52% à DLF et 56% au PCD.

6. Zoom sur les deux principales catégories : les « Ouverts critiques » et les « Modérés critiques »

Les « Ouverts critiques » : ouverts sur l'identité et critiques de la mondialisation.



92% des « très ouverts critiques » déclarent se situer à gauche, contre 70% des « plutôt ouverts critiques » (22% se déclarant au centre ou à droite).

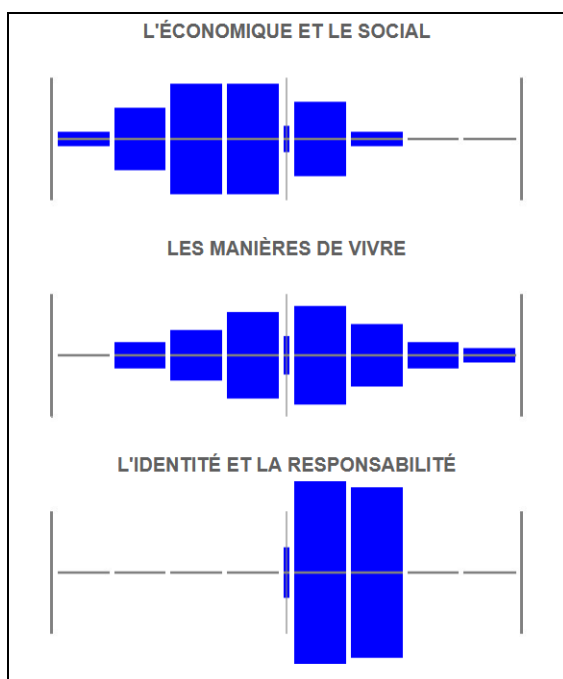
Les « très ouverts critiques » sont plus souvent « très interventionnistes » et ils sont plus « laisser-faire » que les « plutôt ouverts critiques ». Et « très ouverts » et « plutôt ouverts » ont donc des sensibilités différentes sur l'identité et la responsabilité : si tous considèrent que « le contexte » est ce qui est prépondérant sur les questions d'identité et de responsabilité, ils n'accordent pas la même importance à la responsabilité individuelle.

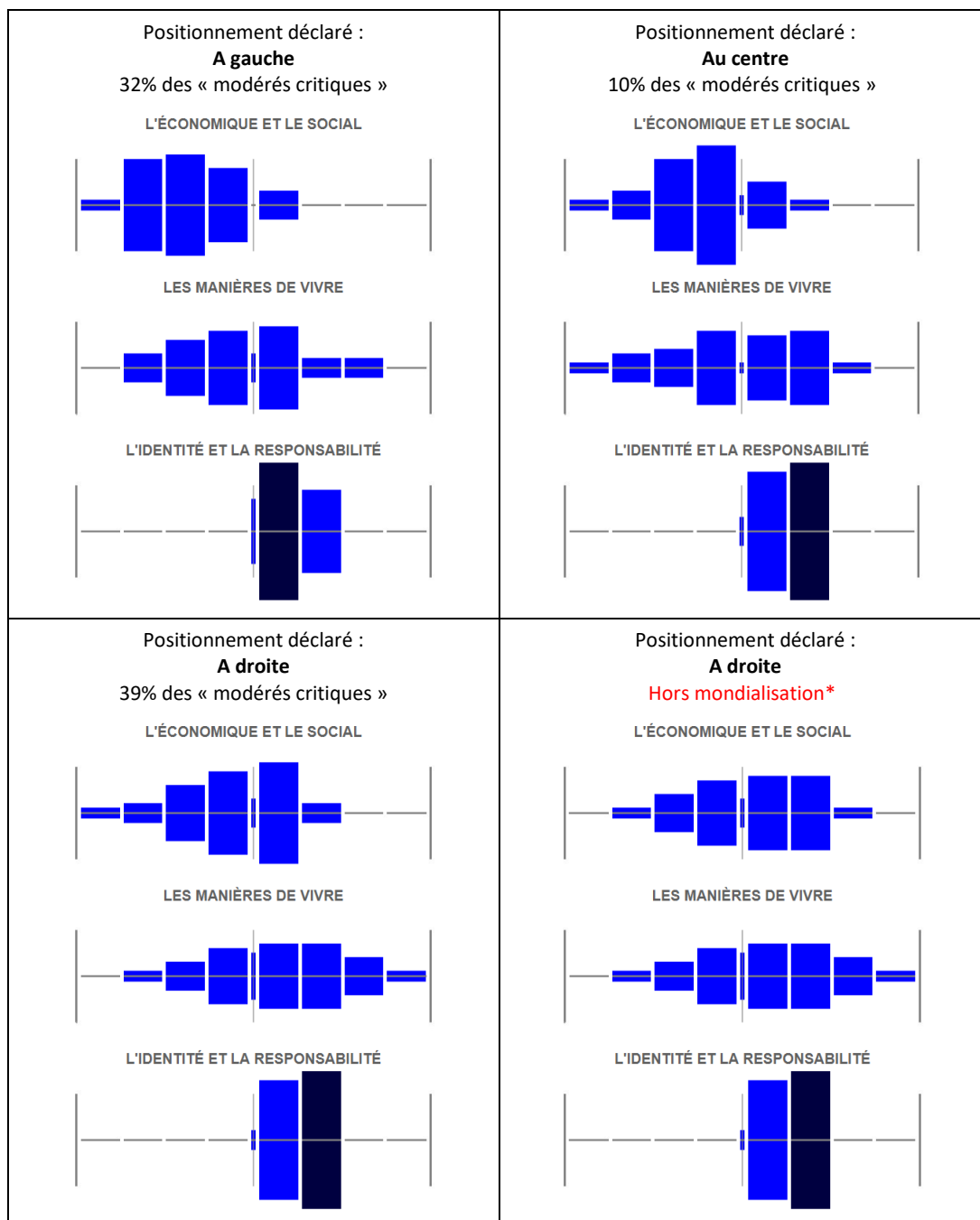
Cela peut par exemple se traduire par des dissensions sur les politiques de sécurité : là où certains mettront en cause le comportement des individus, d'autres incrimineront celui des forces de l'ordre.

Combiné aux positionnements sur les manières de vivre (les « très ouverts » étant plus « laisser-faire »), ces différences sur l'identité et la responsabilité peuvent aussi se traduire par des désaccords sur le communautarisme lorsqu'il est question du comportement des personnes issues de l'immigration. Certains verront dans toute affirmation identitaire une atteinte aux principes de la république (qui ne reconnaît qu'une communauté nationale), quand d'autres y verront à la fois l'expression d'une liberté (chacun doit pouvoir vivre sa vie comme bon lui semble) et une réaction au rejet dont ces personnes se sentent victimes.

Autre différence : « La défense de l'environnement, notamment par l'arrêt du nucléaire » est considérée comme une priorité par 48% des « très ouverts critiques » et par 30% des « plutôt ouverts critiques ».

Les « Modérés critiques » : modérés sur l'identité et critiques de la mondialisation.





* Sans la position sur la mondialisation dans le calcul du positionnement sur l'économique et le social.

Alors que les « modérés critiques » qui se situent à gauche et au centre sont « interventionnistes » sur l'économique et le social, ceux qui se situent à droite sont majoritairement « libéraux » dès lors qu'il n'est plus question de mondialisation. Et si les « modérés critiques » de gauche sont majoritairement « laissez-faire » sur les manières de vivre, ceux du centre ou de droite sont plus « conservateurs ».

« Ouverts » et « Fermés » peuvent ainsi faire l'objet d'une caractérisation à partir de deux critères :

- La position sur la mondialisation :

Sont considérées comme « fermées » les personnes ayant choisi une des deux positions « interventionnistes » à la question sur la mondialisation :

- *La mondialisation de l'économie aggrave l'exploitation et la pollution des pays pauvres, et détruit des emplois dans les pays riches : il faut que des institutions internationales réellement démocratiques protègent les droits des populations, et non plus ceux des multinationales.*
- *La mondialisation engendre une concurrence qui doit être encadrée : il faut que les Etats imposent des règles pour mieux protéger les droits des salariés, l'environnement, et les secteurs sensibles des économies de chaque pays.*

A l'inverse, sont considérées comme « ouvertes » les personnes ayant choisi une des trois autres positions :

- *La mondialisation peut être une chance : elle permet aux entreprises de trouver de nouveaux marchés, et les emplois délocalisés sont en général compensés par d'autres qui sont plus qualifiés, et qui font progresser le niveau de vie ; mais il faut aussi que les gouvernements aident leurs populations lorsqu'elles ne trouvent pas leur place dans la mondialisation.*
- *La mondialisation est une chance, car l'ouverture des frontières donne accès à des marchés nouveaux, ce qui crée des emplois : il faut donc faire tomber les "barrières" qui empêchent les produits et les services de circuler librement ; mais pour que les entreprises en profitent, il faut les libérer le plus possible des contraintes réglementaires qui les désavantagent par rapport à leurs concurrentes étrangères.*
- *Il faut supprimer toutes les barrières douanières, en même temps que les subventions ou les réglementations nationales qui faussent la concurrence, pour que la concurrence entre les entreprises du monde entier puisse se faire sans entrave : c'est de cette façon qu'on obtiendra le plus d'efficacité économique et de croissance.*

- Le positionnement sur les questions liées à l'identité et à la responsabilité : les valeurs que font ressortir les questions sur cette thématique déterminent le rapport à l'étranger et les critères d'appartenance à la conception que chacun a de la communauté nationale.

70% des répondants privilégient une position interventionniste sur la mondialisation et peuvent donc être considérés comme « fermés » selon ce critère. Selon le critère de l'identité et de la responsabilité, les « fermés » représentent 58% de la population.

Six catégories sont ainsi distinguées selon ces deux critères :

- Les « Ouverts critiques » : ouverts sur les questions d'identité et de responsabilité (favorables à 75% au droit de vote des immigrés, par exemple), et critiques de la mondialisation, dont les effets néfastes nécessitent selon eux davantage de régulation de la part des Etats. Les personnes de cette catégorie sont majoritairement très interventionnistes sur les questions économiques et sociales en général. Ces « Ouverts critiques », qui sont plus souvent issus des professions intermédiaires (enseignants par exemple) représentent 27% de la population en âge de voter ;
- Les « Ouverts sociaux-libéraux » : ouverts sur les questions d'identité et de responsabilité, et considérant que la mondialisation peut être une chance si on

permet aux populations et aux entreprises d'y trouver leur place. Ils représentent 9% de la population. Les cadres y sont sur-représentés ;

- Les « Modérés critiques » : au centre ou à droite sur les questions d'identité et de responsabilité (même positionnement que les personnes qui se déclarent « au centre-droit »), et demandeurs de davantage de protection face aux conséquences de la mondialisation sur certains secteurs de l'économie et sur l'emploi. Même s'ils sont majoritairement « interventionnistes », ils peuvent aussi être « libéraux » lorsqu'il n'est pas question de mondialisation. Ils sont plus souvent employés ou ouvriers, et représentant 29% de la population ;
- Les « Modérés libéraux » : au centre ou à droite (à l'image des personnes « de centre-droit ») sur les questions d'identité et de responsabilité, mais considérant que la mondialisation peut être une chance. Ils sont plus souvent chefs d'entreprises, cadres ou professions libérales, et représentent 13% de la population ;
- Les « Protectionnistes » : très fermés sur les questions d'identité (opposés à une certaine immigration), et critiques de la mondialisation. Plus souvent employés ou ouvriers, ils représentant 15% de la population ;
- Les « Identitaires libéraux » : très fermés sur les questions d'identité, et considérant que la mondialisation peut être une chance. Plus souvent retraités, cadres, chefs d'entreprises, ou agriculteurs, ils sont majoritairement âgés de plus de 65 ans, et représentent 7% de la population en âge de voter.

On peut donc être à la fois ouvert sur l'identité et fermé sur la mondialisation, et inversement.

Plus on est « à gauche », ou proche de partis de gauche, plus on est « ouvert critique », et plus on est « à droite », ou proche de partis de droite, plus on est « protectionniste » ou « identitaire libéral ». Les « Ouverts sociaux-libéraux » sont les plus représentés au centre et au centre-gauche, les « Modérés libéraux » au centre et à droite. Les « identitaires libéraux » se situent quasi-exclusivement à droite. Une catégorie est assez fortement présente de la gauche jusqu'à la droite de la droite : les « Modérés critiques ».

Les deux catégories les plus importantes, les « Ouverts critiques » et les « Modérés critiques » (respectivement 27% et 29% de la population), ne sont pas monolithiques.

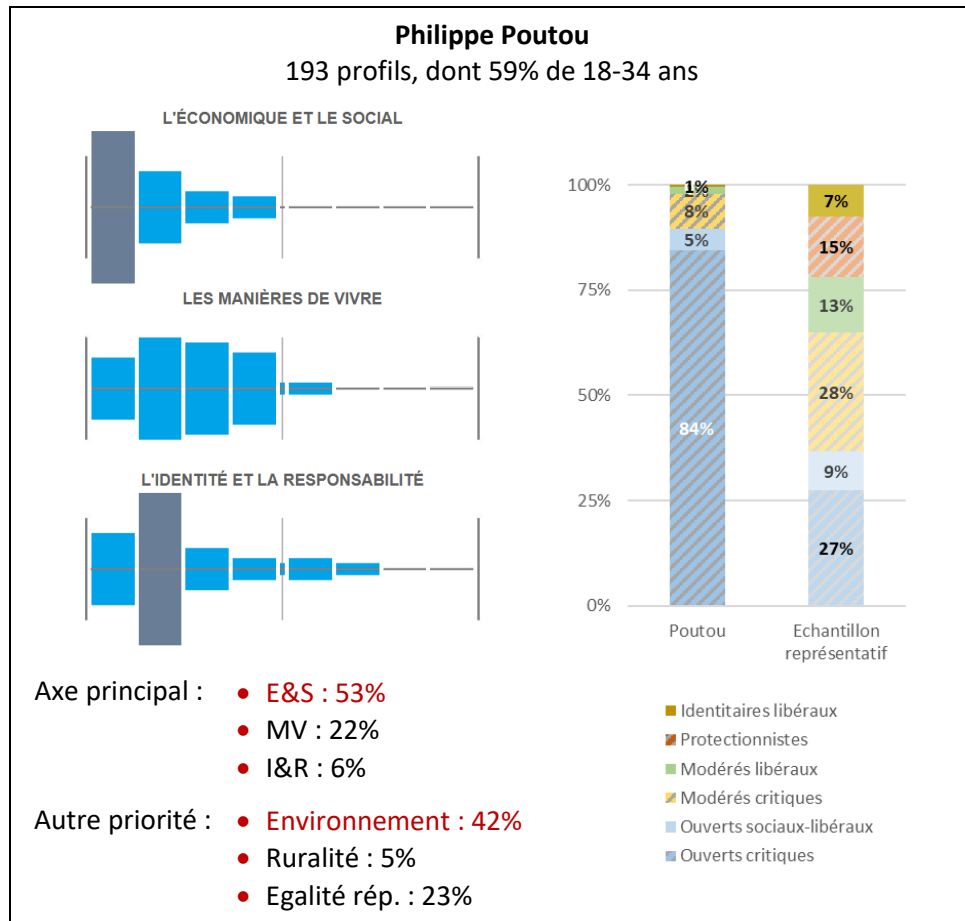
Au sein des « Ouverts critiques », qui sont tous « interventionnistes », et le plus souvent « très interventionnistes » sur l'économie et le social, et « ouverts » sur les questions d'identité, coexistent différentes sensibilités qui peuvent par exemple se traduire par des dissensions sur le communautarisme ou les politiques de sécurité. Et tous n'accordent pas la même importance à « la défense de l'environnement, *notamment par l'arrêt du nucléaire* ».

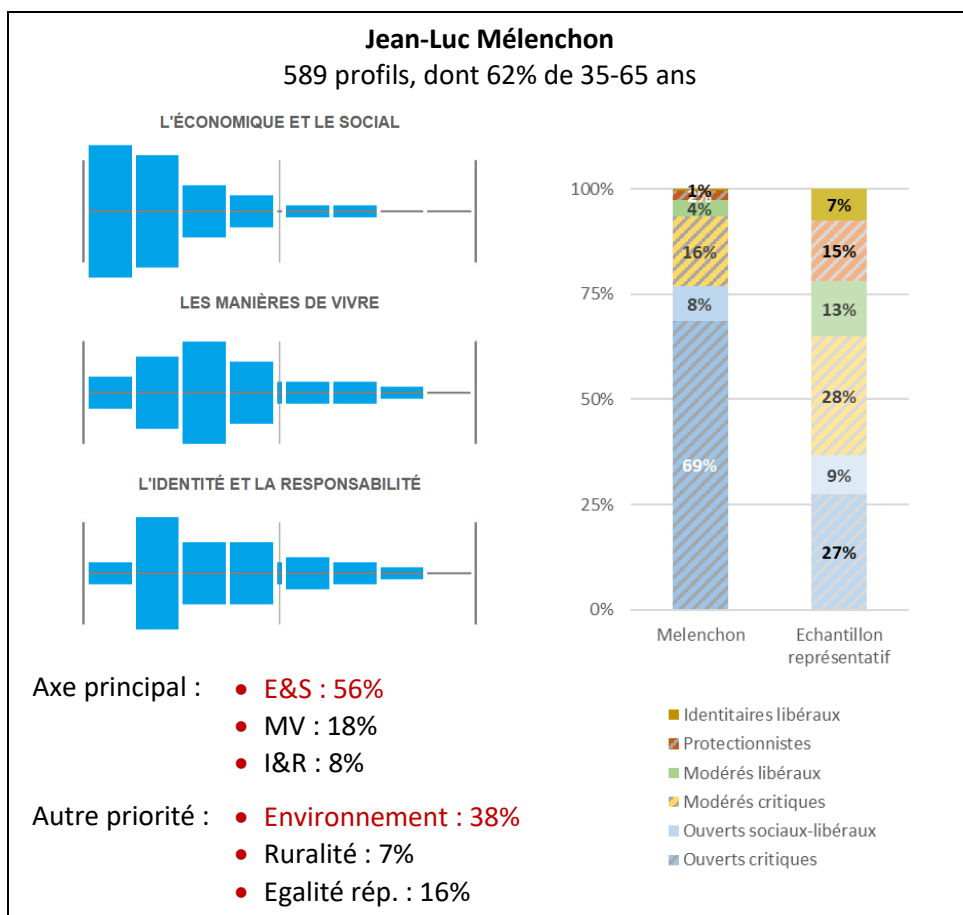
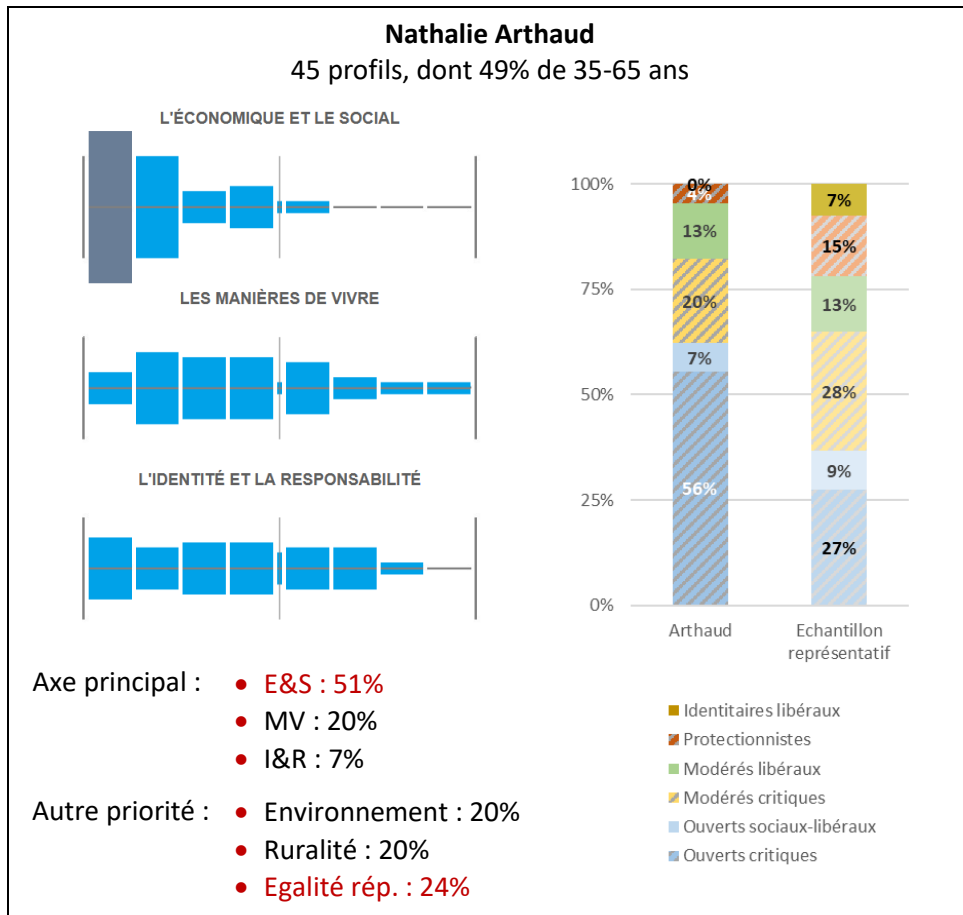
Quant aux « Modérés critiques », si tous se situent au centre ou à droite sur l'identité et la responsabilité, et sont critiques de la mondialisation, il y a parmi eux à la fois des « interventionnistes » plutôt « laisser-faire » sur les manières de vivre et des « libéraux » plutôt « conservateurs ».

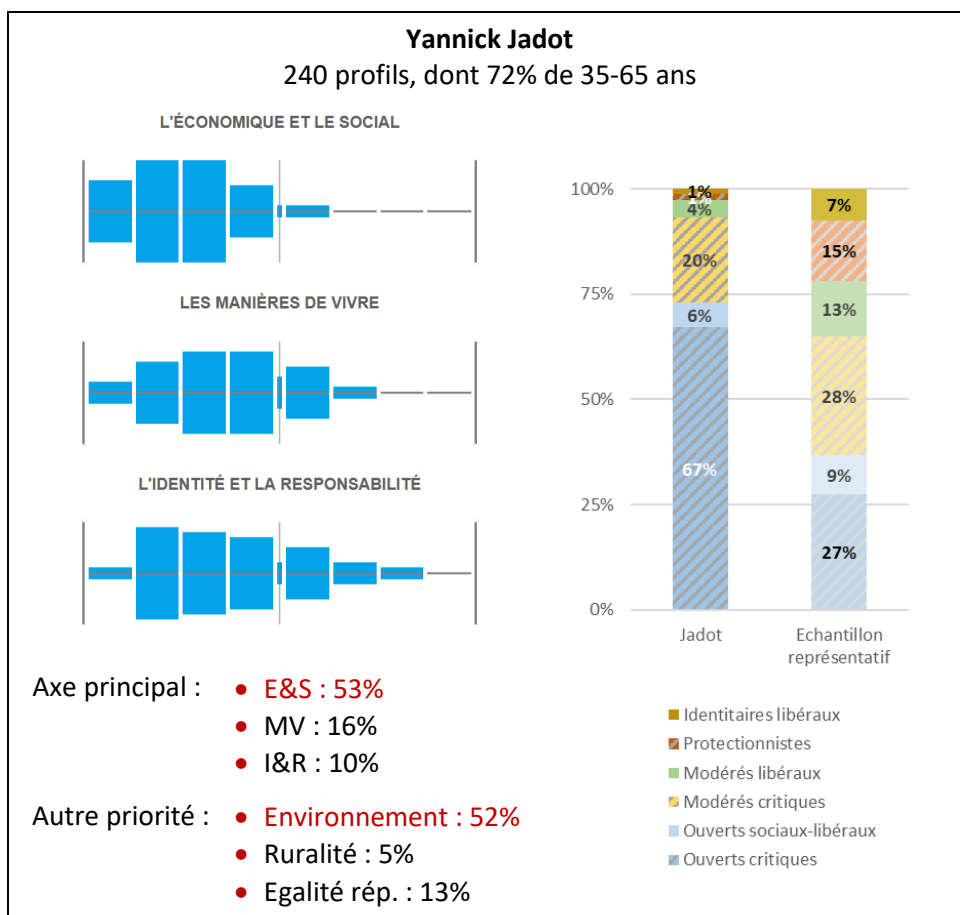
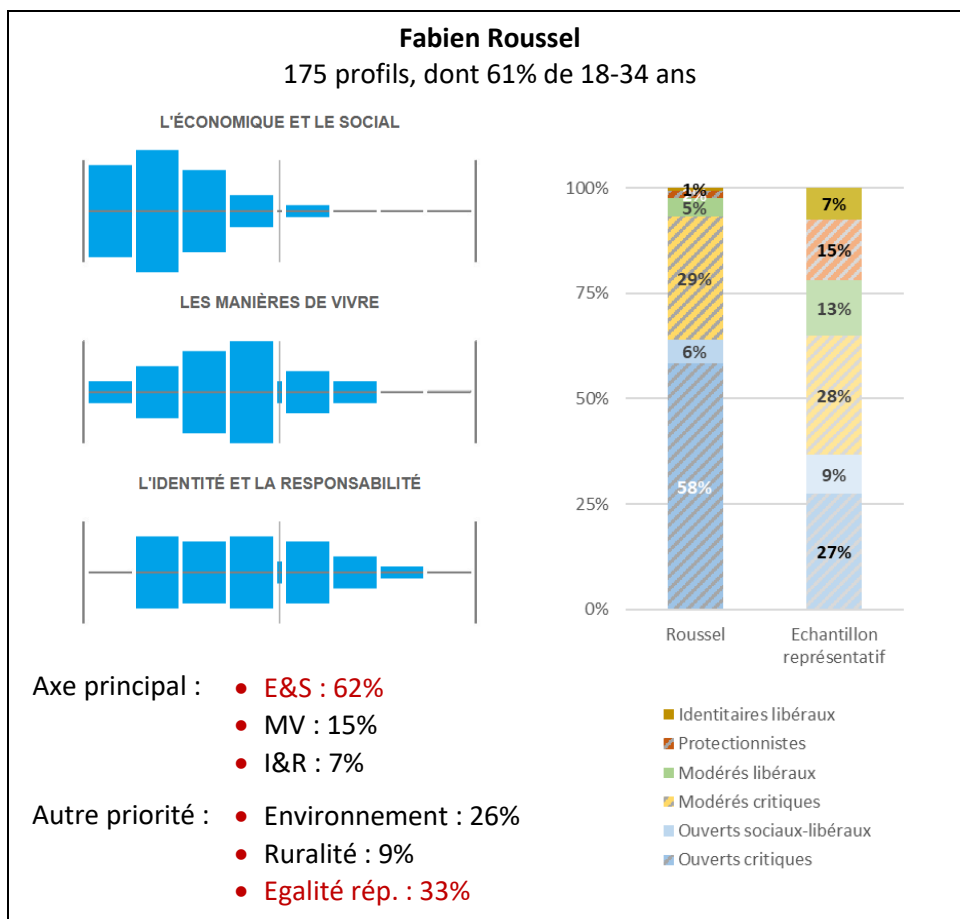
Les profils au premier tour de l'élection présidentielle.

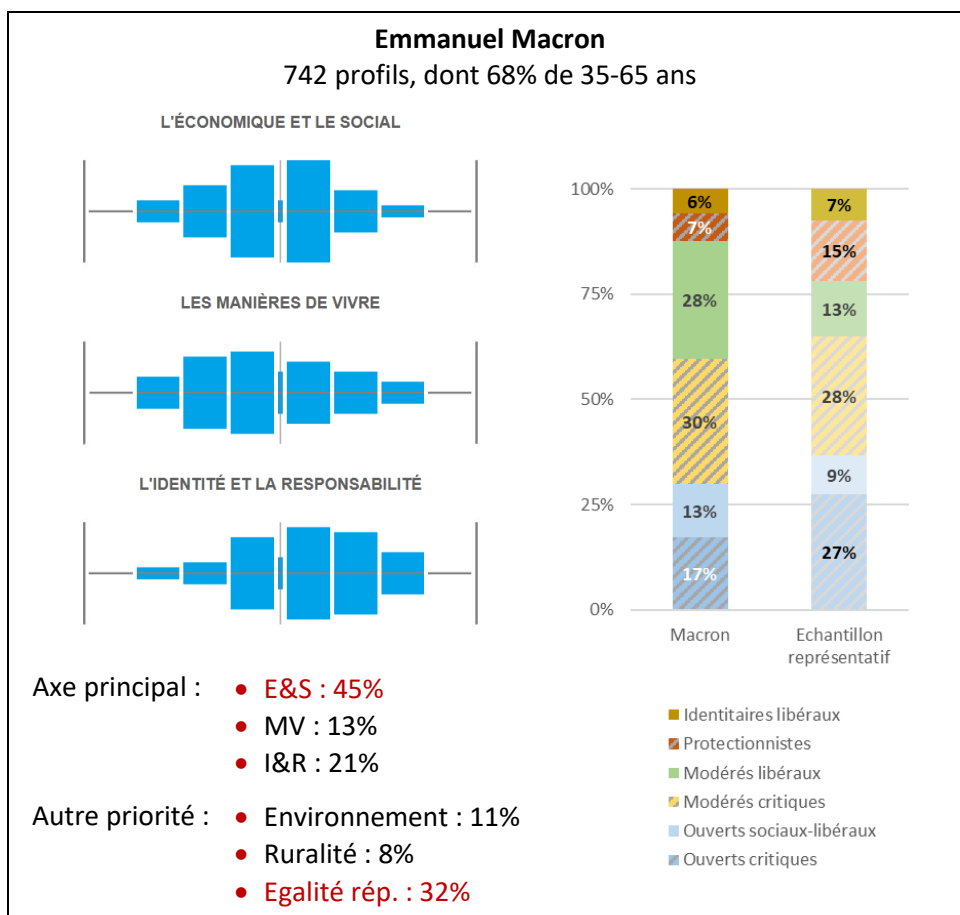
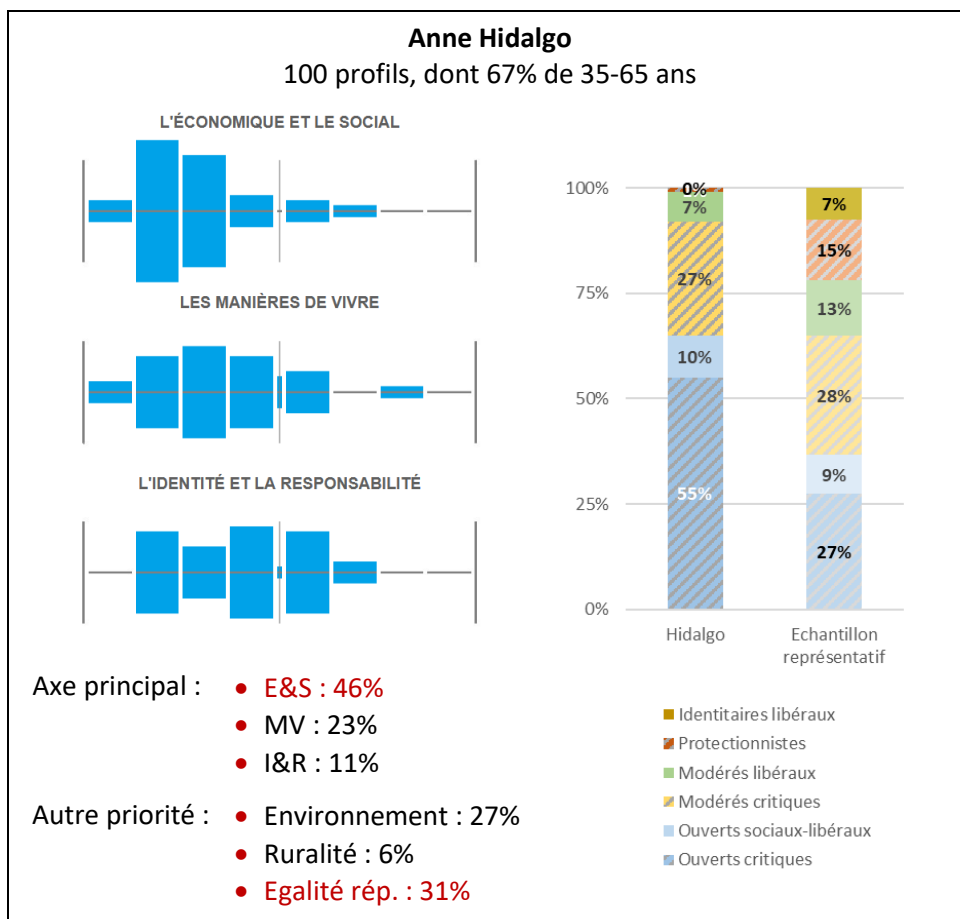
1. Profils selon les préférences

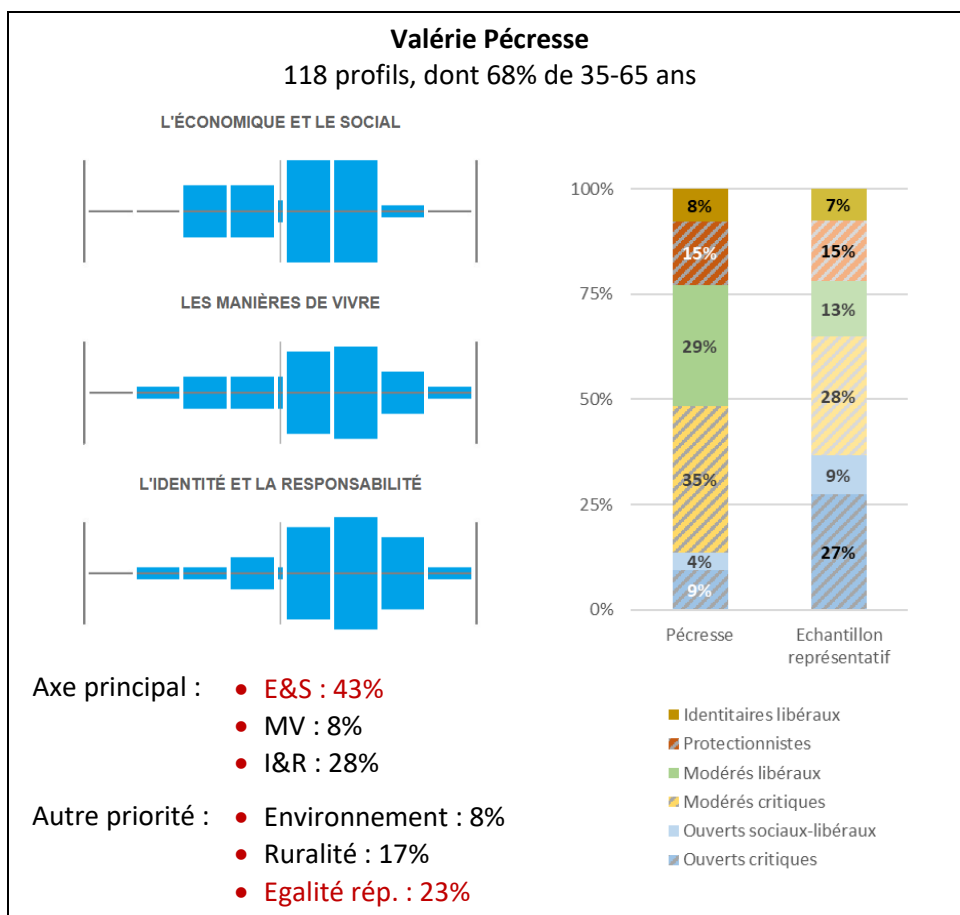
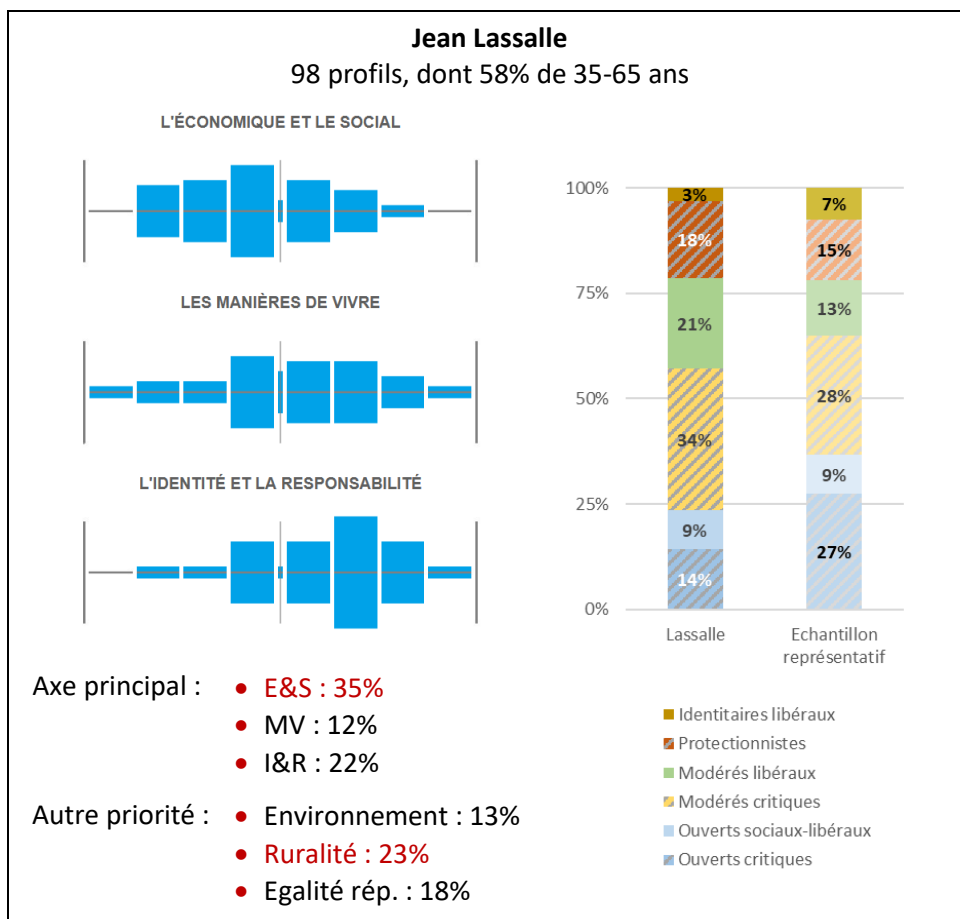
Données tirées de l'échantillon élargi de 6349 personnes, réponses antérieures au 11 avril 2022.

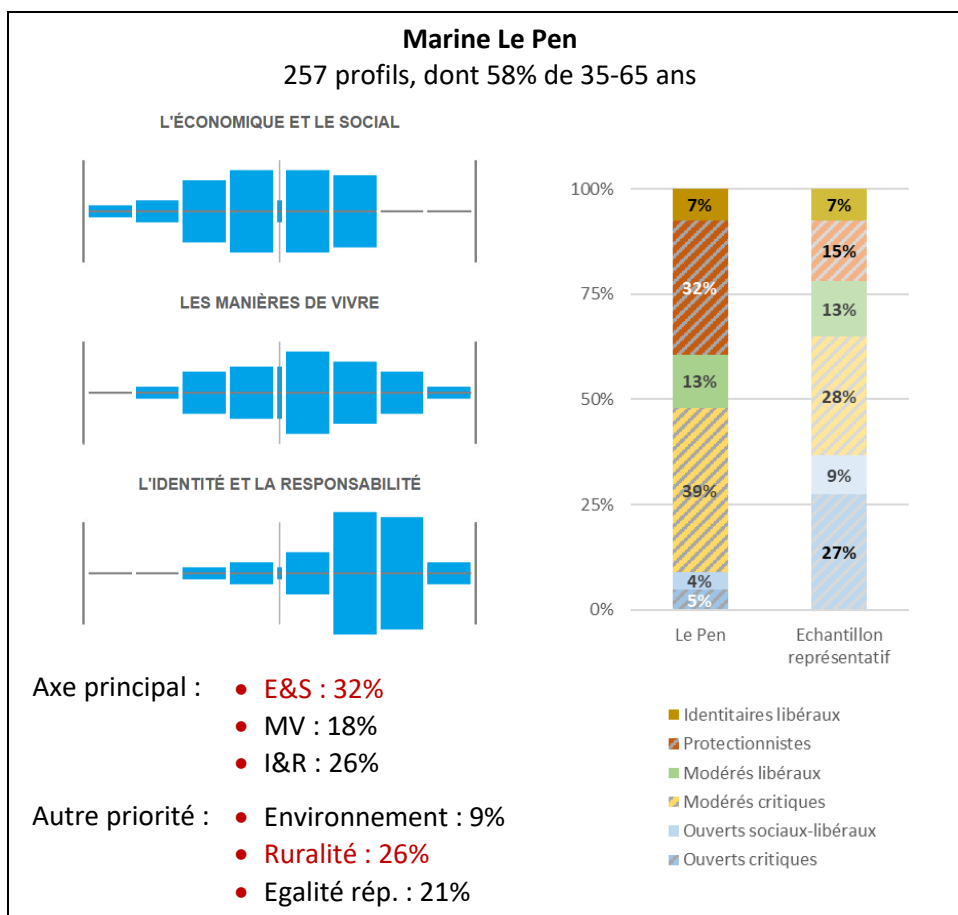
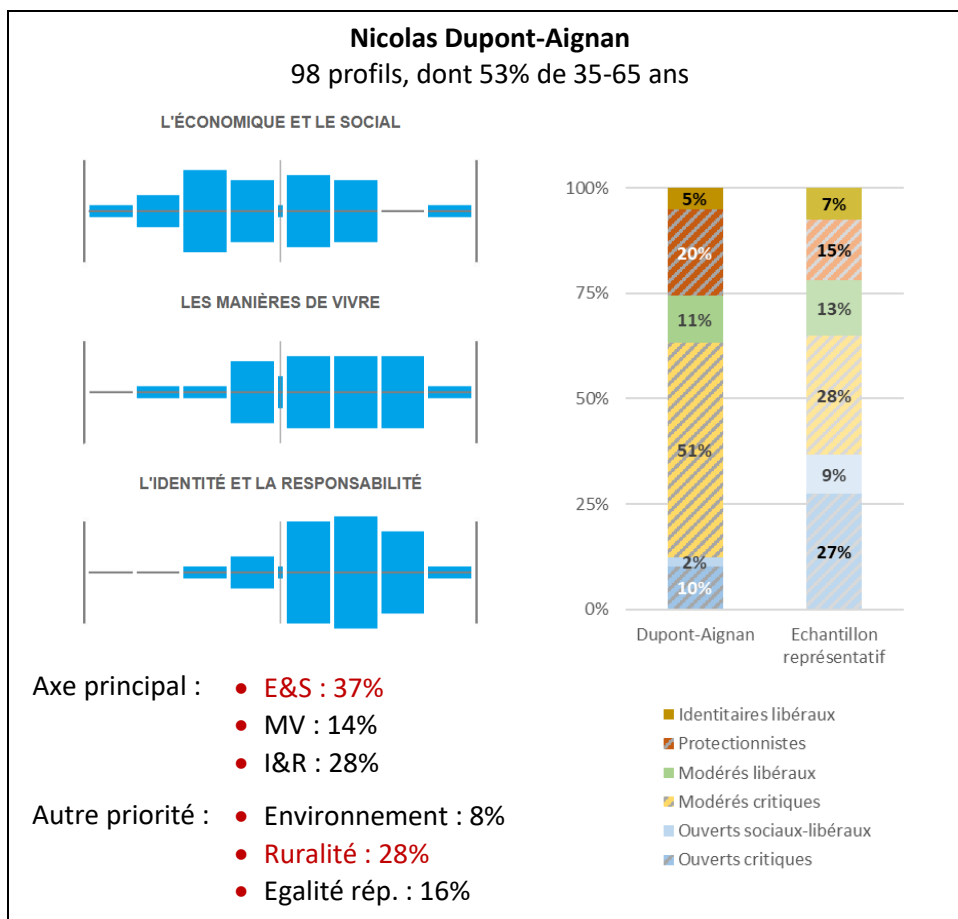


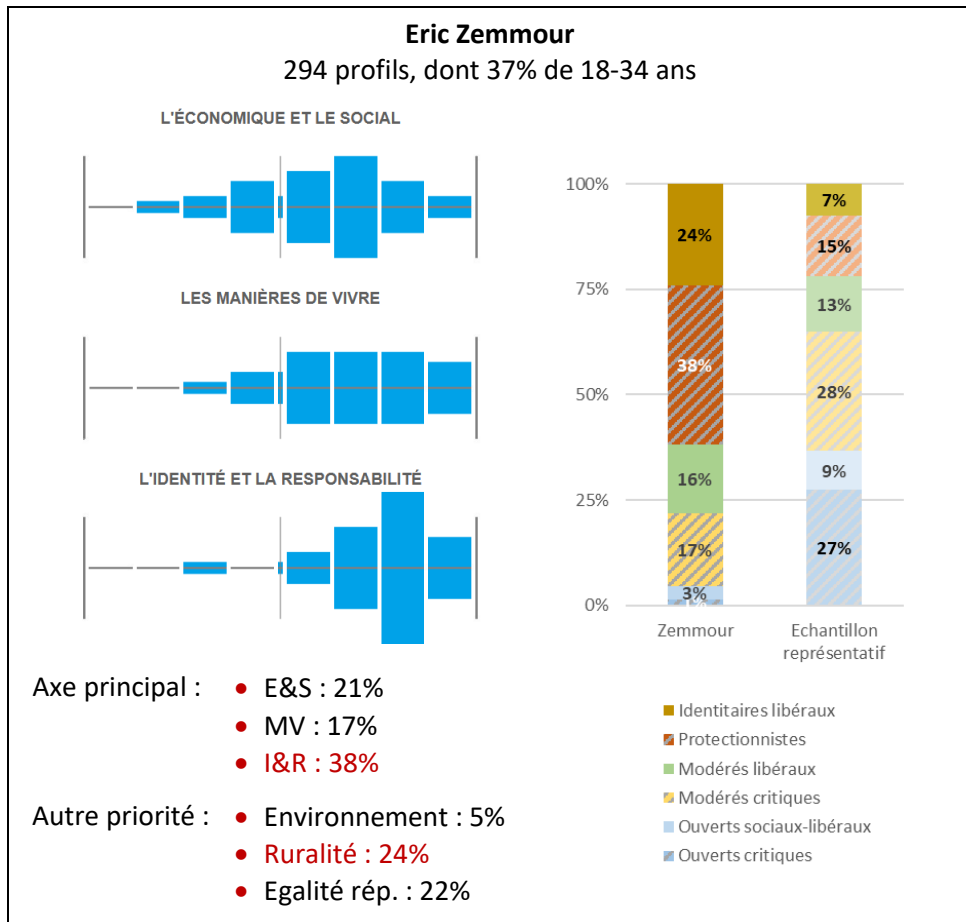




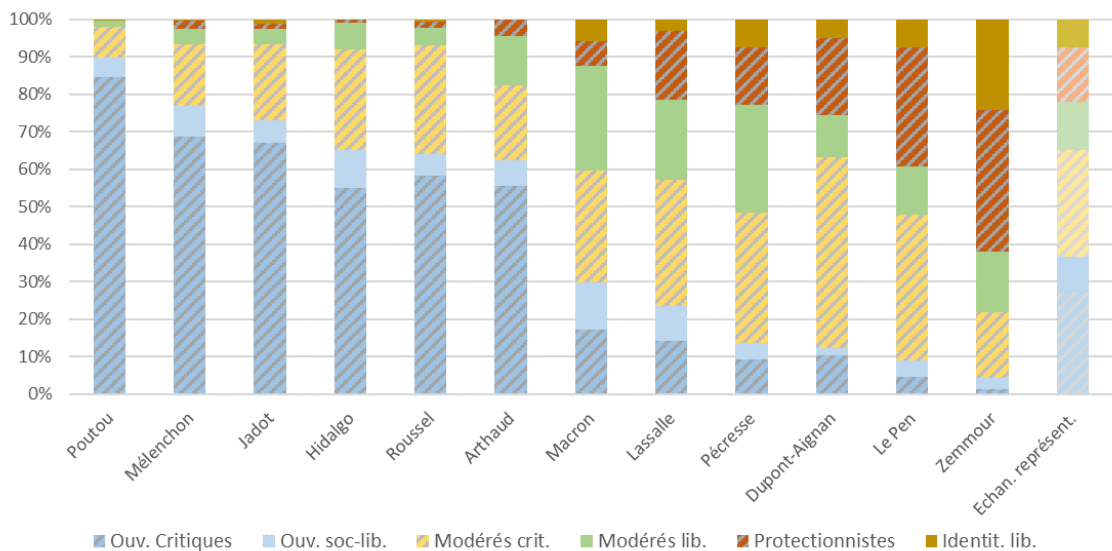




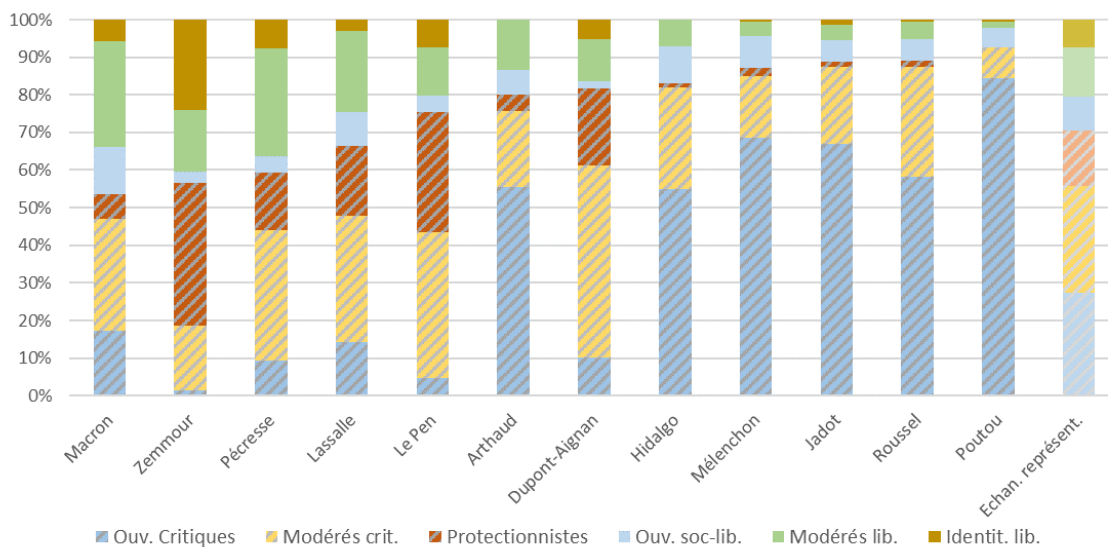




- Des électorats les plus « ouverts » aux électorats les plus « fermés » : tri selon le critère sur l'identité et la responsabilité.

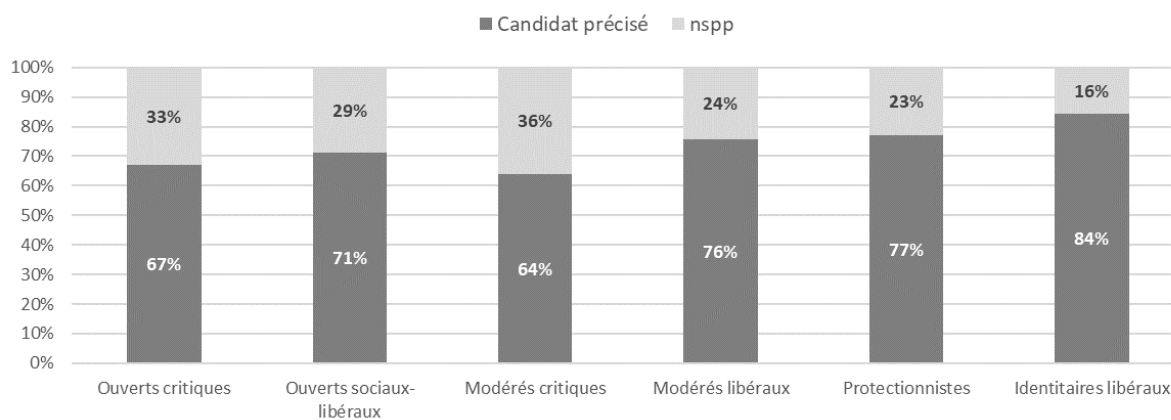


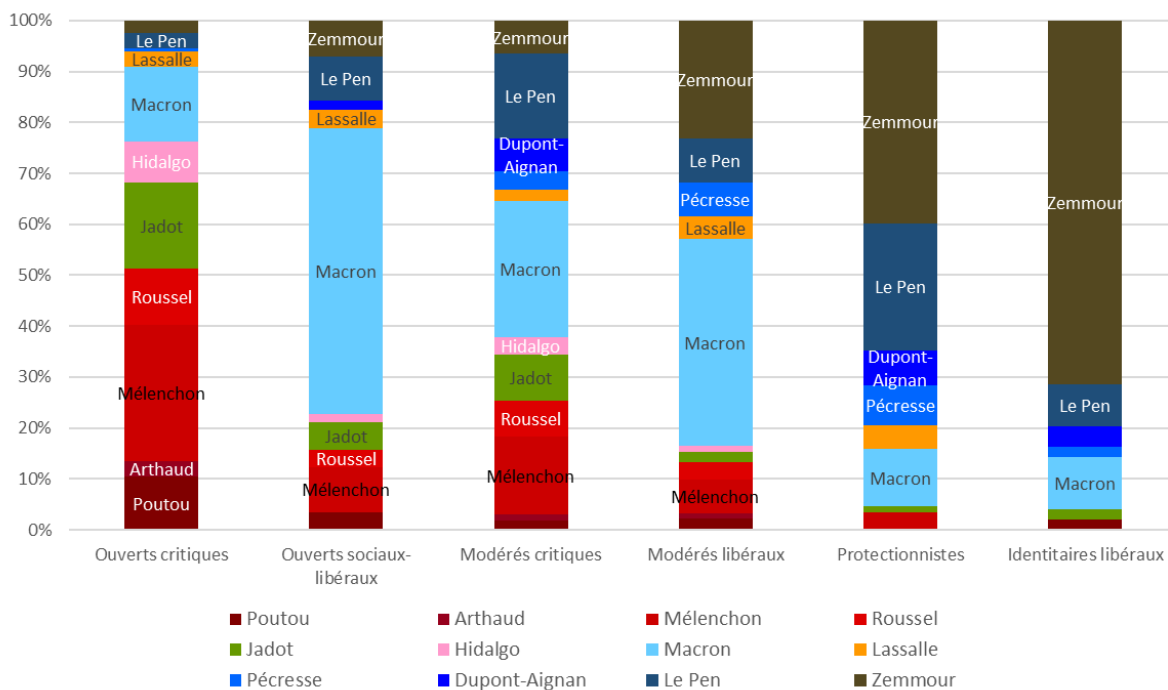
- Des électorats les plus « ouverts » aux électorats les plus « fermés » : tri selon le critère sur la mondialisation.



- Préférences au sein des catégories :

Données tirées de l'échantillon représentatif de 1648 personnes, réponses antérieures au 11 avril 2022.

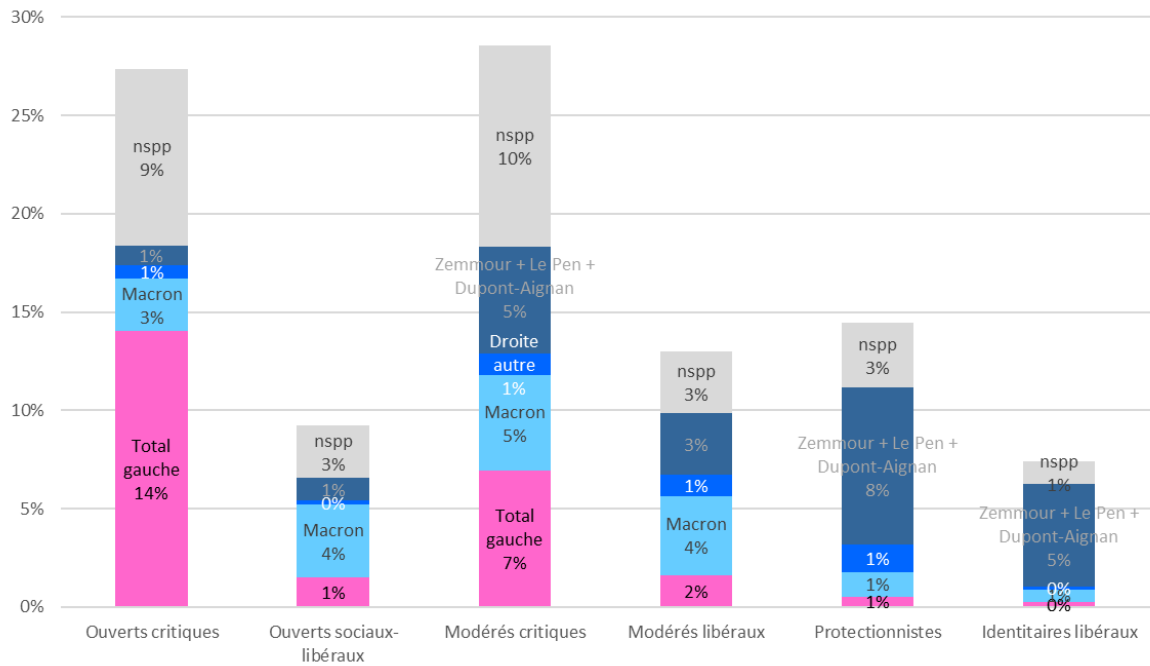




<i>Hors NSPP</i>	Ouverts critiques	Ouverts sociaux-libéraux	Modérés critiques	Modérés libéraux	Protectionnistes	Identitaires libéraux
Poutou	10%	4%	2%	2%	0%	2%
Arthaud	3%	0%	1%	1%	0%	0%
Mélenchon	27%	9%	15%	7%	3%	0%
Roussel	11%	4%	7%	3%	0%	0%
Jadot	17%	5%	9%	2%	1%	2%
Hidalgo	8%	2%	4%	1%	0%	0%
Macron	15%	56%	27%	41%	11%	10%
Lassalle	3%	4%	2%	4%	5%	0%
Pécresse	1%	0%	4%	7%	8%	2%
Dupont-Aignan	0%	2%	7%	0%	7%	4%
Le Pen	3%	9%	17%	9%	25%	8%
Zemmour	2%	7%	7%	23%	40%	71%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Total gauche	76%	23%	38%	16%	5%	4%
<i>Dont total Poutou + Arthaud + Roussel + Mélenchon</i>	51%	16%	25%	13%	3%	2%
Macron	15%	56%	27%	41%	11%	10%
Droite hors Macron	9%	21%	36%	43%	84%	86%
<i>Dont total Zemmour + Le Pen + Dupont-Aignan</i>	5%	18%	30%	32%	72%	84%

Répartition au sein des catégories « Ouverts / fermés » ramenées à leur poids dans l'échantillon total (le total des histogrammes fait 100%) :



Le potentiel électoral des candidats de gauche se situe d'abord parmi les « ouverts critiques » : ce sont les électeurs de cette catégorie qu'ils ou elles doivent en priorité convaincre. Vient ensuite la catégorie des « modérés critiques », qui est très partagée, entre la gauche, le camp macroniste et la droite de la droite. Quant aux « ouverts sociaux-libéraux », qui sont majoritairement de gauche, ils sont davantage attirés par E. Macron. Les candidats de gauche doivent donc mettre en avant leurs valeurs interventionnistes sur l'économie et le social, et être crédibles sur leur volonté de mieux réguler la mondialisation. Mais leur principale difficulté réside dans l'affichage de leur positionnement sur l'identité et la responsabilité (sur la délinquance ou l'immigration), qui est un marqueur pour une majorité des « ouverts critiques », mais qui peut être un repoussoir pour les « modérés critiques » qui auront tendance à considérer ces positions comme « laxistes ».

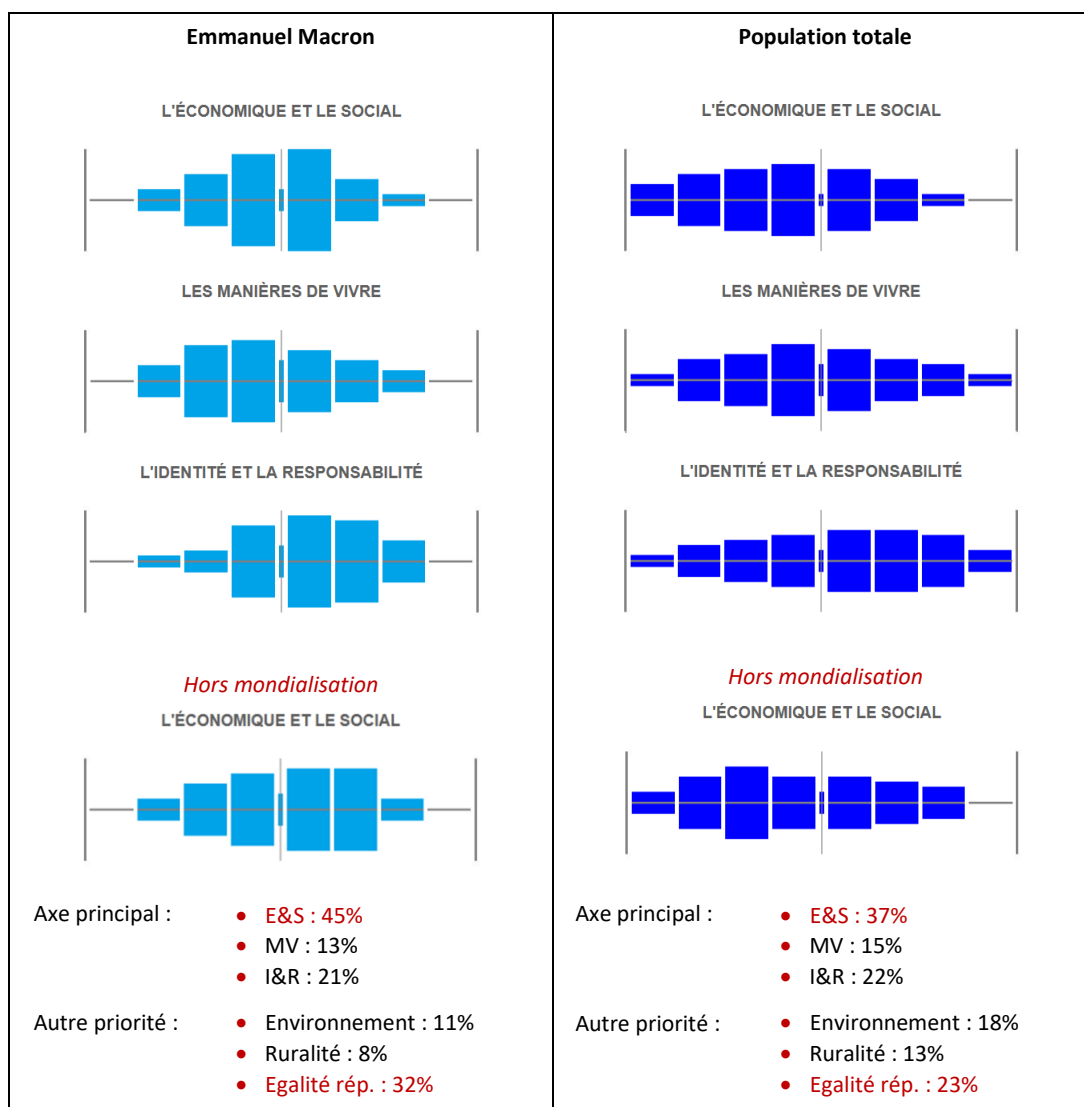
Du côté d'E. Macron, s'il peut compter sur une majorité des « sociaux-libéraux », il attire également parmi les « modérés libéraux » (qui se partagent essentiellement entre lui et les candidats de droite), et parmi les « ouverts critiques » (même si ceux-ci lui préfèrent généralement les candidats de gauche). Mais sa principale réserve de voix se trouve parmi les « modérés critiques », qui sont tiraillés entre gauche, centre et droite de la droite. Sa problématique à lui est donc de réunir à la fois des « ouverts » et des « modérés » libéraux, et une partie des « ouverts » ou des « modérés » qui réclament une économie mieux régulée. Il n'a pas en revanche à rechercher les voix des « protectionnistes » ou des « identitaires libéraux », qui sont acquises à la droite ou à la droite de la droite, et qui représentent un repoussoir pour les « ouverts critiques » qui hésiteraient entre E. Macron et la gauche.

Au vu de l'espace occupé par E. Macron, le potentiel électoral des candidats de droite se situe donc d'abord parmi les « protectionnistes » et les « identitaires libéraux », qui leur sont très majoritairement acquis. Mais pour réunir une majorité, les électeurs de ces catégories doivent être complétés par des « modérés critiques » ou des « modérés libéraux », les « modérés critiques » constituant un réservoir de voix beaucoup plus important que les « modérés libéraux ». La droite doit donc mettre en avant son libéralisme économique sur le plan intérieur pour rassembler son électorat de base, tout en affichant une volonté de mieux réguler la mondialisation sur le plan extérieur de manière à attirer à elle les « modérés critiques ».

Ces « modérés critiques », critiques de la mondialisation et au centre-droit sur les questions d'identité et de responsabilité, représentent 29% de la population. C'est parmi eux qu'on trouve une grande partie des indécis, et ils sont susceptibles de voter autant pour E. Macron, que pour un candidat de la gauche de la gauche ou un candidat de la droite de la droite. Ce sont eux qui constituent le principal potentiel électoral susceptible de faire la différence.

2. Positionnement des sympathisants d'Emmanuel Macron

- Sympathisants d'E. Macron au premier tour par rapport à l'ensemble de la population :



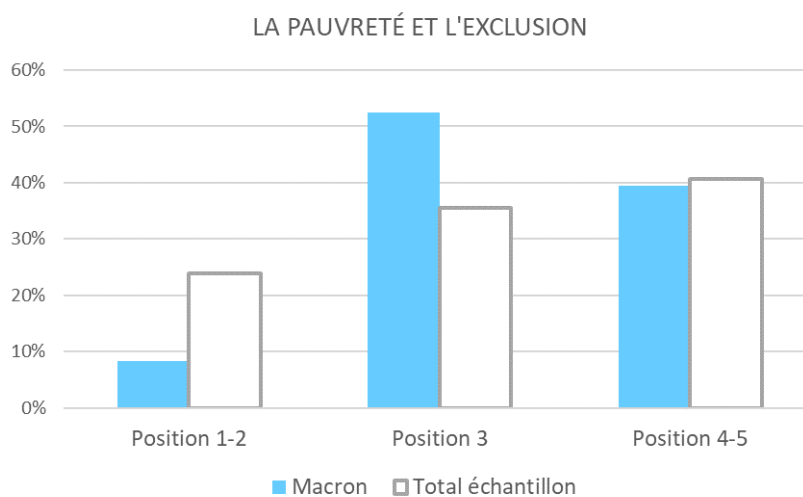
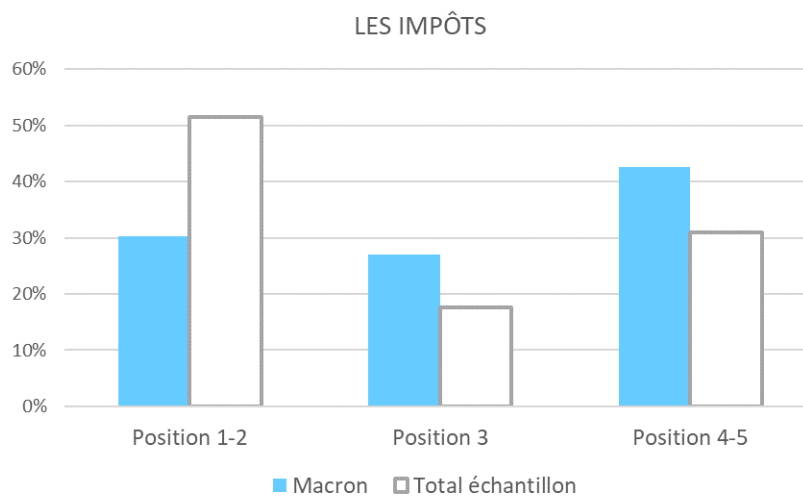
Le cœur de l'électorat d'E. Macron au premier tour est assez représentatif de la majorité de la population pour ce qui est des positionnements sur les manières de vivre et sur l'identité et la responsabilité :

- majoritairement « plutôt laisser-faire » ;
- majoritairement « plutôt naissance ».

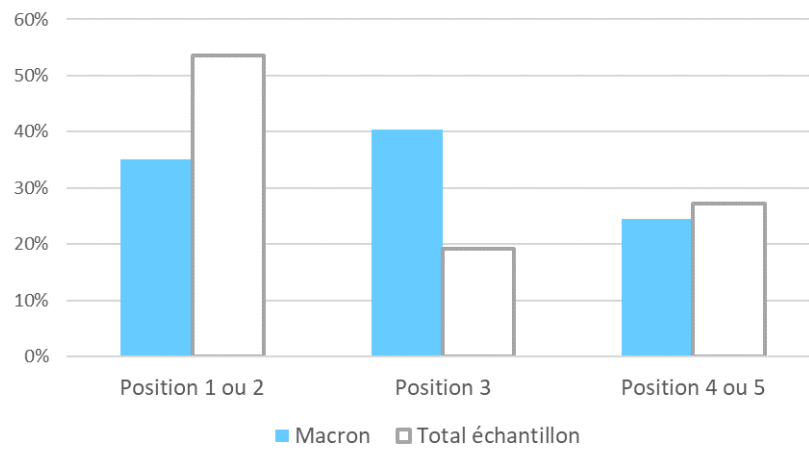
En revanche, sur les questions économiques et sociales, l'électorat d'E. Macron est « mi-interventionniste - mi-libéral », ou « plutôt libéral » si on fait abstraction de la mondialisation, tandis que l'ensemble de la population est majoritairement interventionniste : à 55% hors mondialisation, à 63% avec, contre respectivement 39% et 46% pour l'électorat d'E. Macron.

Ce décalage est constaté sur l'ensemble des thématiques économiques et sociales abordées dans le questionnaire :

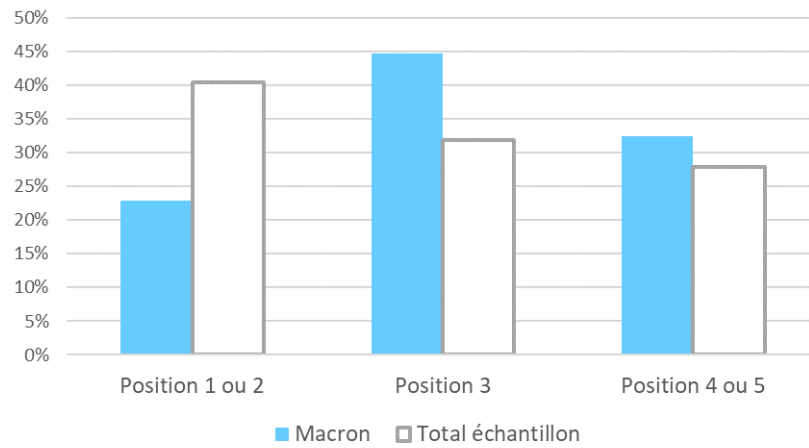
Répartition des réponses sur la ou les positions interventionnistes d'un côté (position 1-2 ou positions 1 et 2), la position mi-interventionniste – mi-libérale (position 3) et la ou les positions libérales (position 4-5 ou positions 4 et 5) :



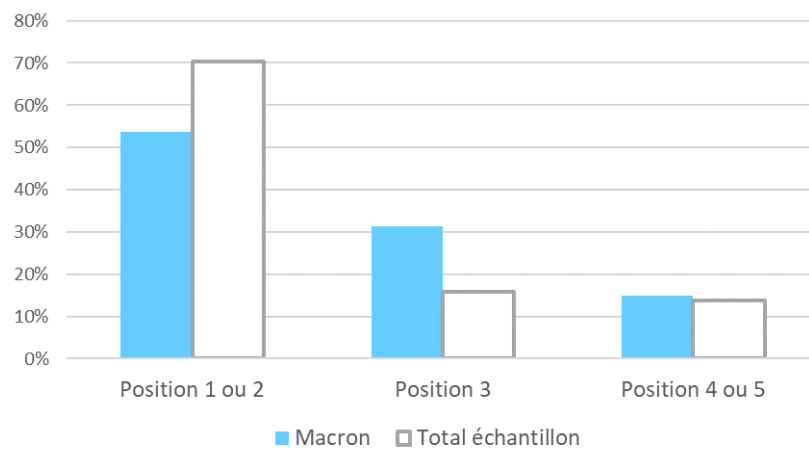
LES SERVICES PUBLICS ET LA PLACE DE L'ÉTAT



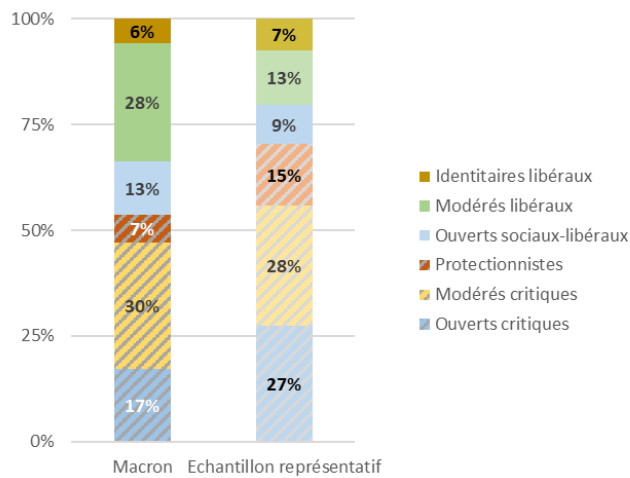
LES ENTREPRISES



LA MONDIALISATION

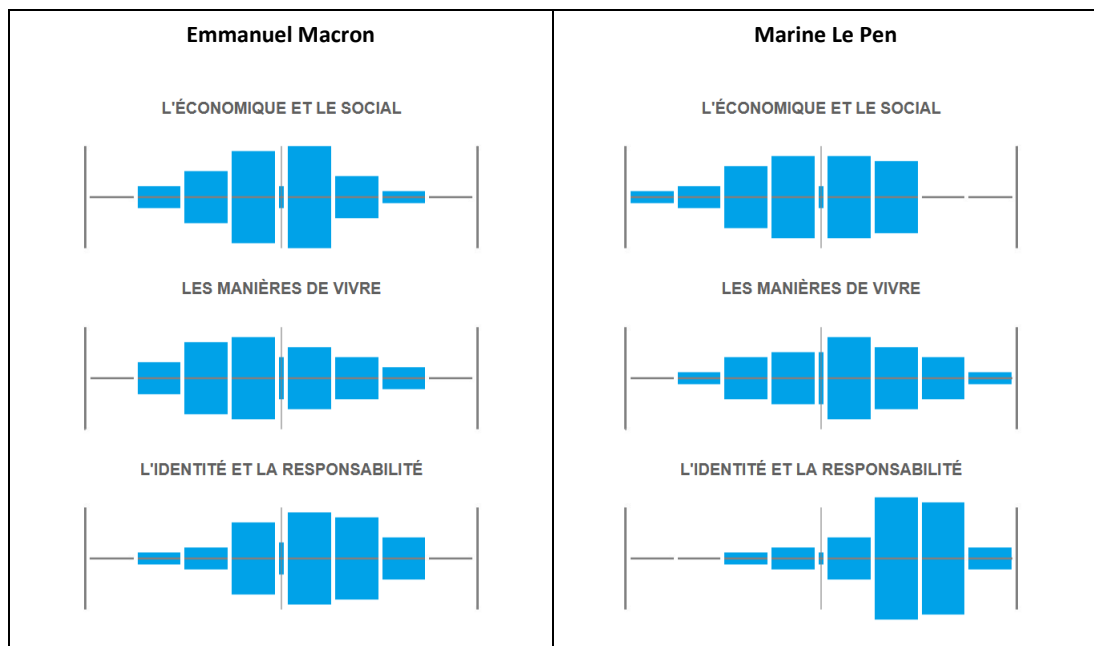


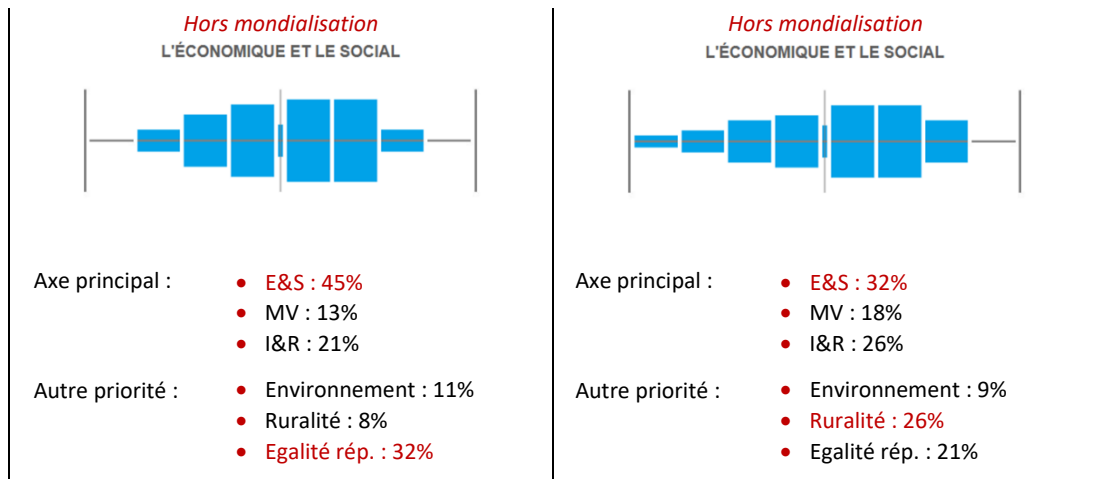
Comparaison selon les catégories « ouverts/fermés » (tri selon le critère sur la mondialisation) :



Les catégories « ouverts/fermés » illustrent le décalage entre le cœur de l'électorat d'E. Macron et l'ensemble de l'a population sur la mondialisation : les catégories « fermées » selon ce critère représentent 70% de l'ensemble de la population, contre 54% pour l'électorat d'E. Macron, électorat du premier tour le plus « ouvert » selon ce critère.

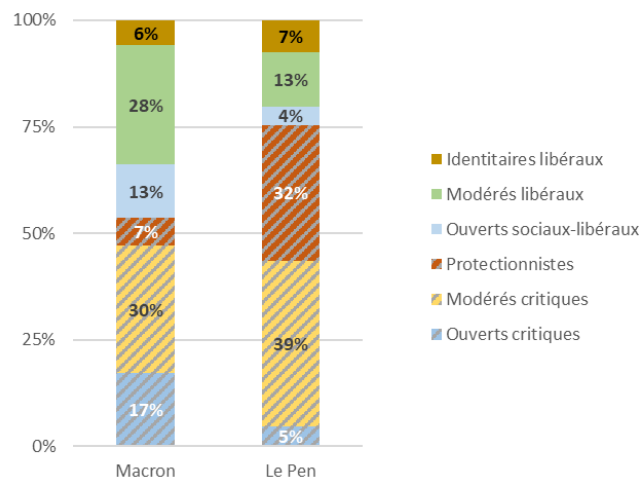
- Préférences pour E. Macron / préférences pour M. Le Pen (au premier tour) :





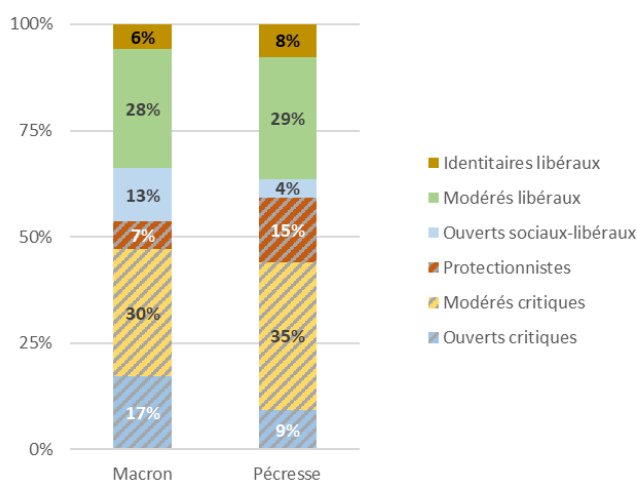
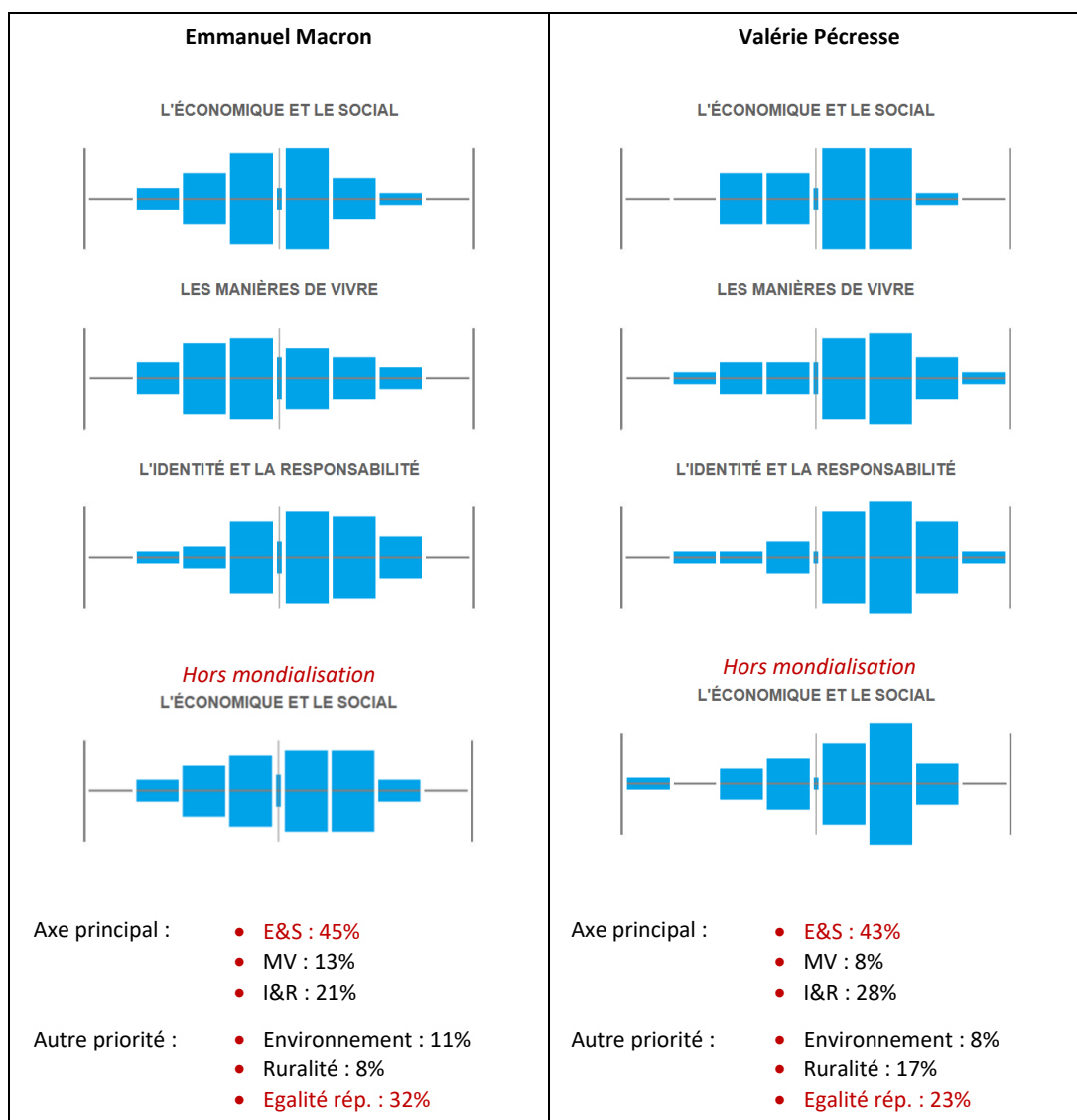
L'électorat d'E. Macron est « plutôt laisser-faire » alors que celui de M. Le Pen est « plutôt conservateur » sur les manières de vivre, et il accorde moins d'importance à la « naissance » sur l'identité et la responsabilité. Mais sur l'économique et le social, lorsqu'il n'est pas question de mondialisation, les profils des deux électeurs sont assez proches, tous deux étant majoritairement « plutôt libéraux ».

L'électorat de M. Le Pen accorde plus d'importance à la défense de la ruralité, celui d'E. Macron à l'égalité républicaine.



En termes de catégories « ouverts/fermés », l'électorat d'E. Macron est beaucoup plus « ouvert » sur le critère de la mondialisation (46% contre 25%). Il est majoritairement constitué de « modérés critiques » et de « modérés libéraux », celui de M. Le Pen de « modérés critiques » et de « protectionnistes ».

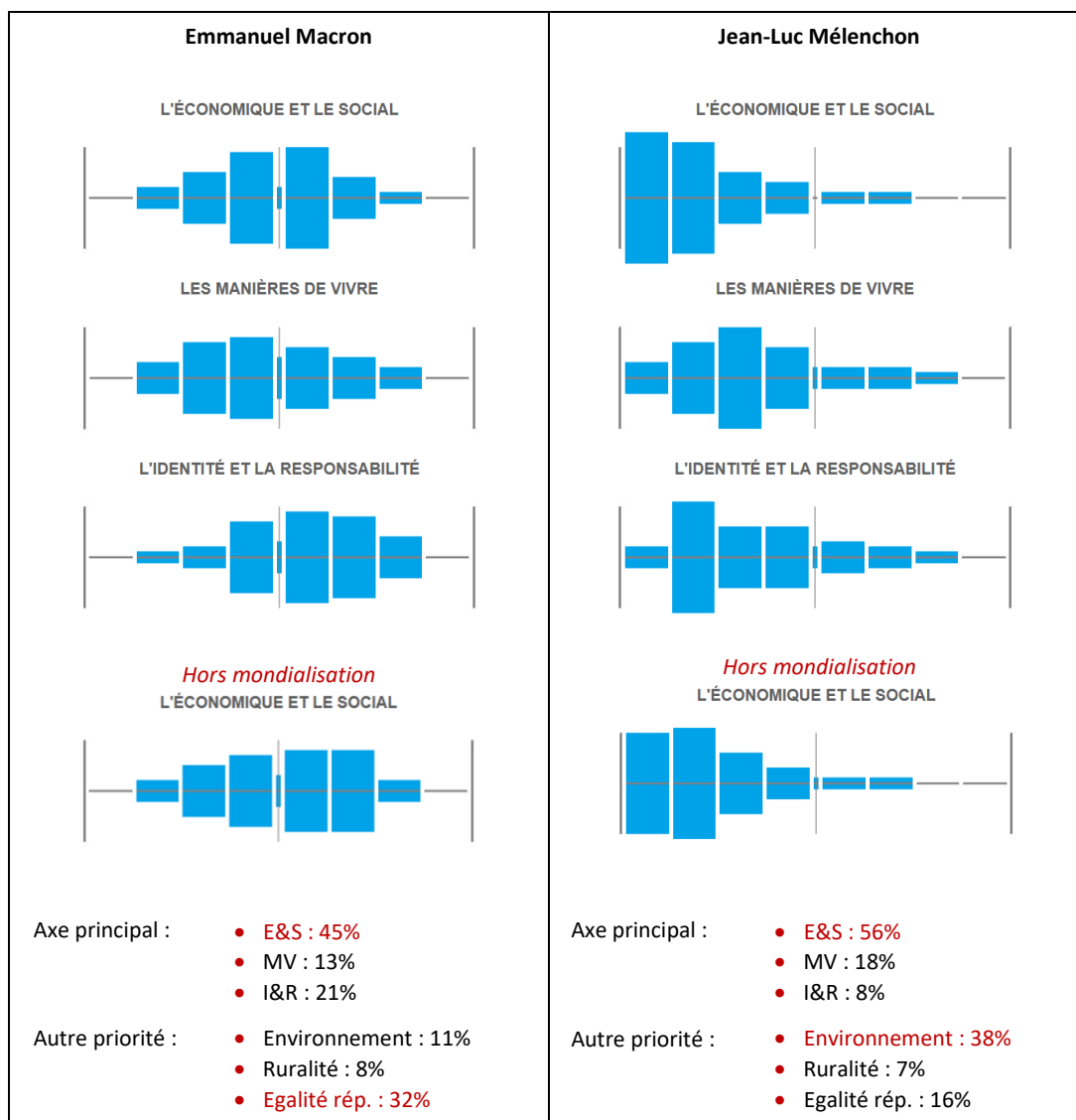
- Préférences pour E. Macron / préférences pour V. Pécresse :



L'électorat de V. Pécresse est un peu plus « libéral », accorde un peu plus d'importance à « la naissance », et est nettement plus « conservateur ». En termes de catégories « ouverts/fermés », il y a plus d'« ouverts critiques » et d'« ouverts sociaux-libéraux » du

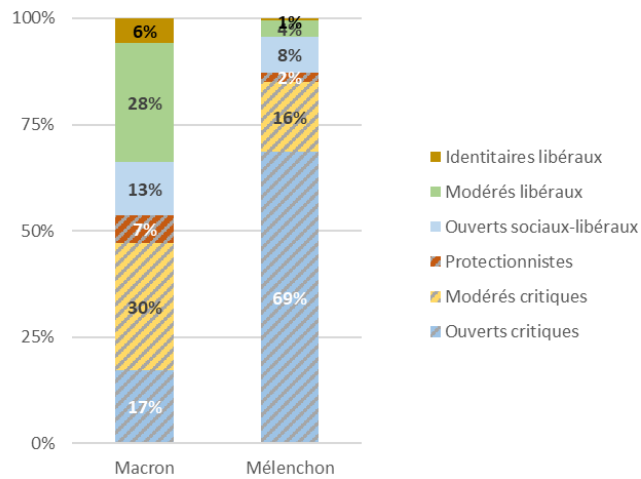
côté d'E. Macron, et plus de « modérés critiques » et de « protectionnistes » chez V. Pécresse.

- Préférences pour E. Macron / préférences pour J.-L. Mélenchon :



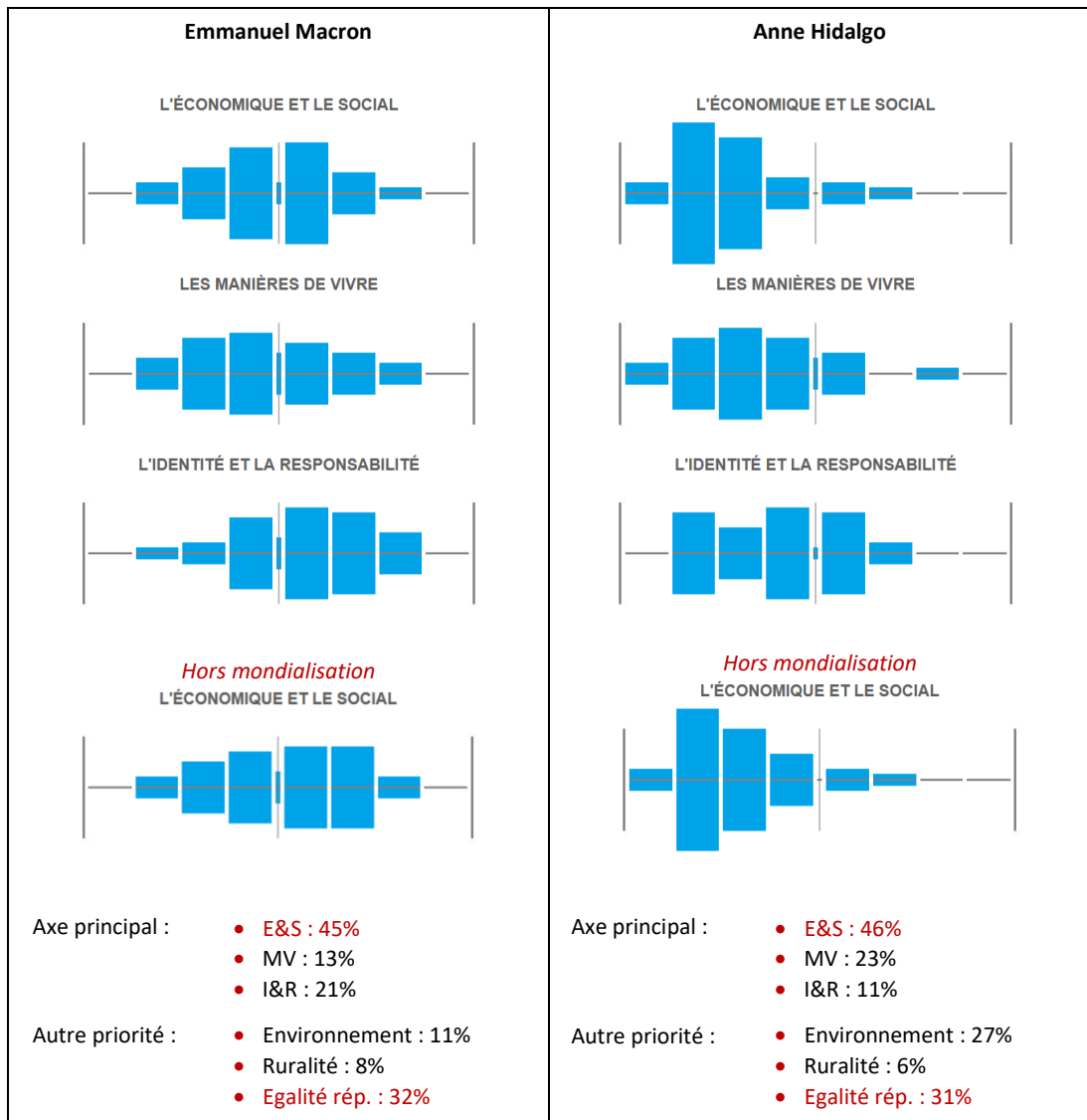
Si le cœur de l'électorat d'E. Macron sur l'économie et le social est « mi-interventionniste - mi-libéral », celui de J.-L. Mélenchon est majoritairement « très interventionniste ». Si du côté d'E. Macron on est majoritairement « plutôt naissance » sur l'identité et la responsabilité, chez J.-L. Mélenchon on est majoritairement « contexte », et même souvent « très contexte ». En revanche, sur les manières de vivre les deux électeurs se rejoignent, tous deux étant majoritairement « plutôt laisser-faire ».

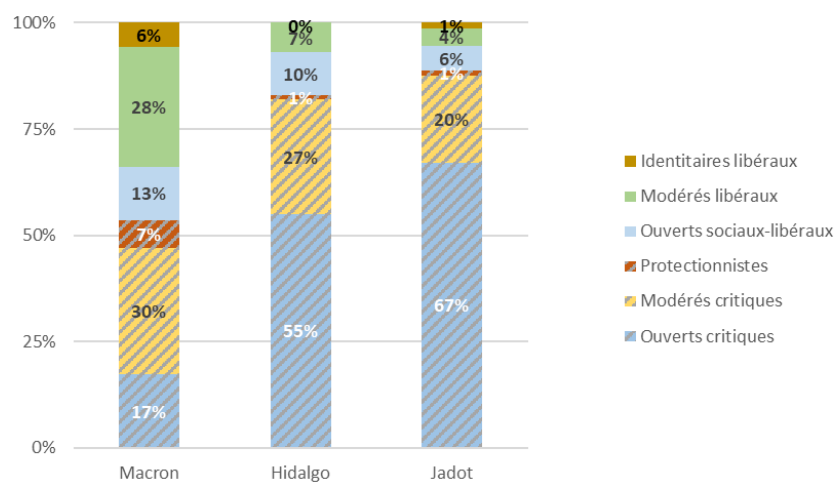
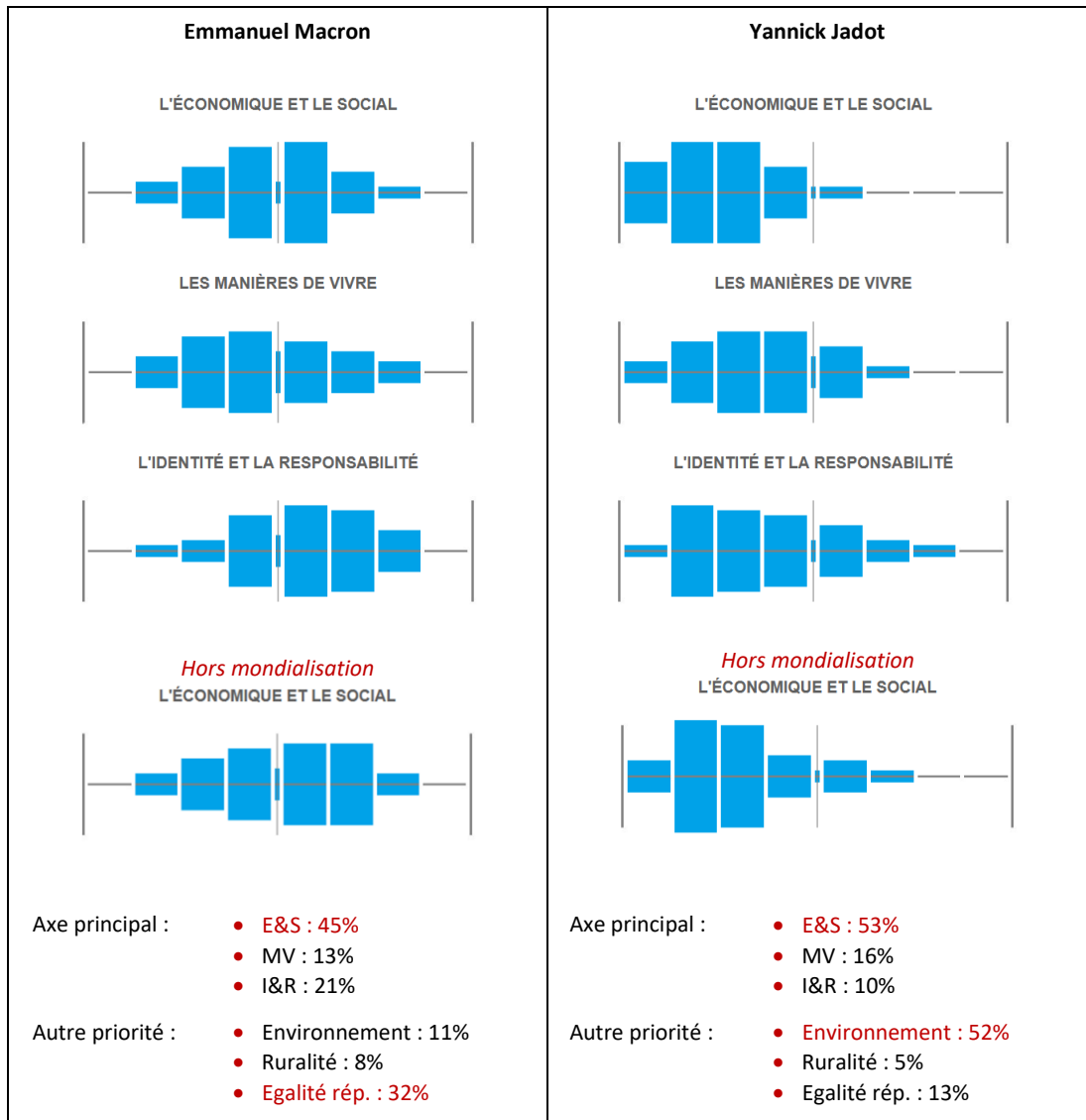
Celui de J.-L. Mélenchon accorde plus d'importance à la défense de l'environnement sans le nucléaire, et moins à l'égalité républicaine.



En termes de catégories « ouverts/fermés », le cœur de l'électorat de J.-L. Mélenchon est très majoritairement constitué d'« ouverts critiques », quand celui d'E. Macron est majoritairement constitué de « modérés critiques » et de « modérés libéraux ».

- Préférences pour E. Macron / préférences pour A. Hidalgo et Y. Jadot :



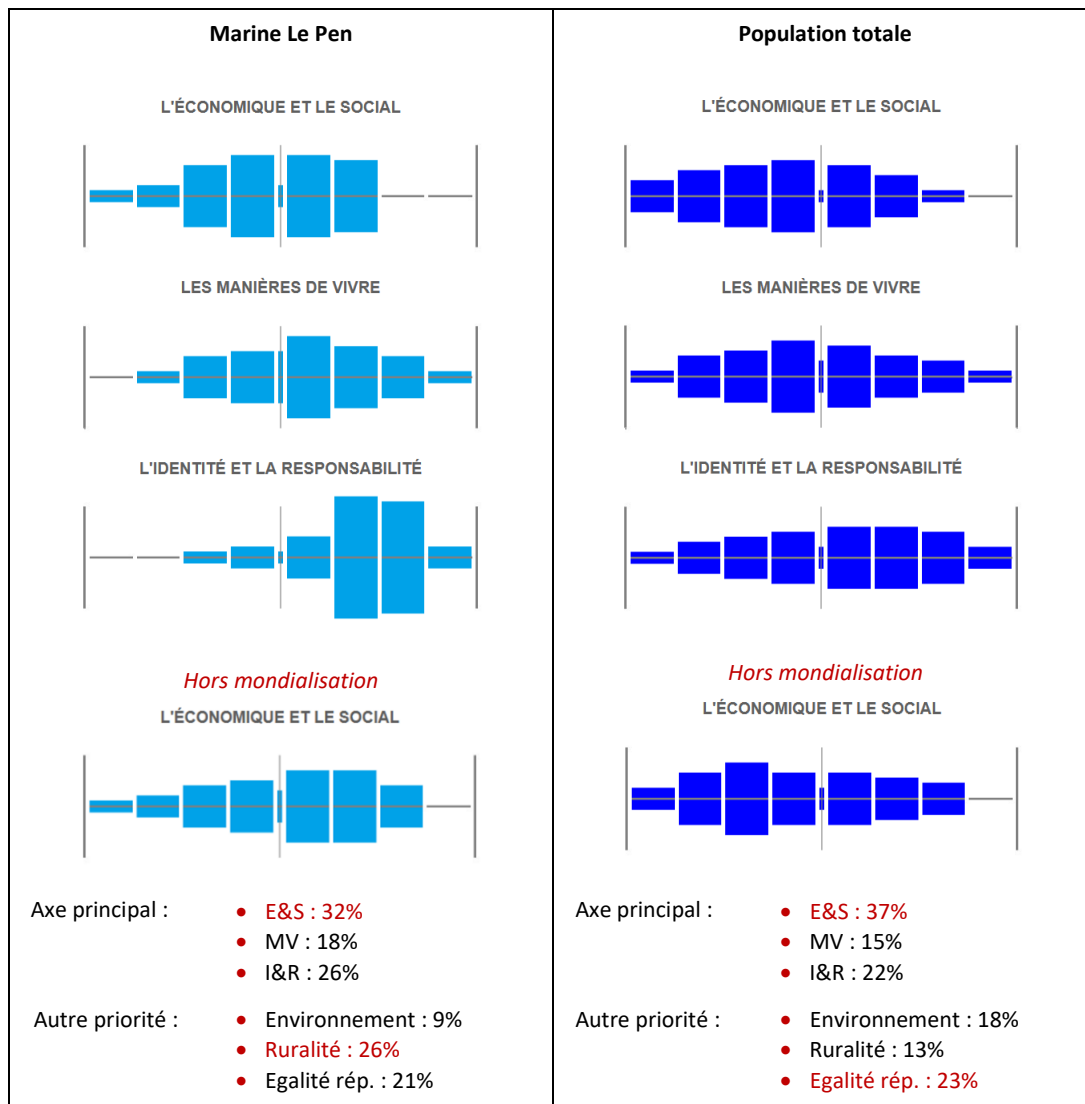


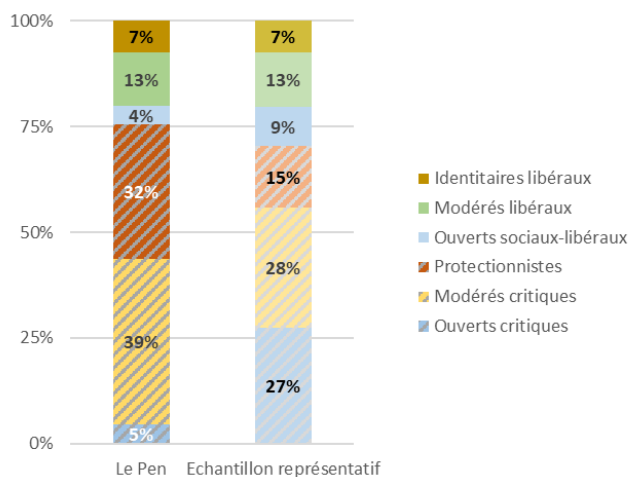
Les différences entre l'électorat d'E. Macron et ceux d'A. Hidalgo et de Y. Jadot sont assez comparables à celles qu'il peut y avoir entre l'électorat d'E. Macron et celui de J.-L. Mélenchon, hormis sur l'identité et la responsabilité pour celui d'A. Hidalgo, où il y a moins d'écart, l'électorat d'A. Hidalgo étant moins « contexte » que celui de J.-L. Mélenchon. Cela

contribue à ce que l'électorat d'E. Macron et celui d'A. Hidalgo aient en commun d'être constitués d'une part importante de « modérés critiques ».

3. Positionnement des sympathisants de Marine Le Pen

- Sympathisants de M. Le Pen au premier tour par rapport à la totalité de l'ensemble de la population :

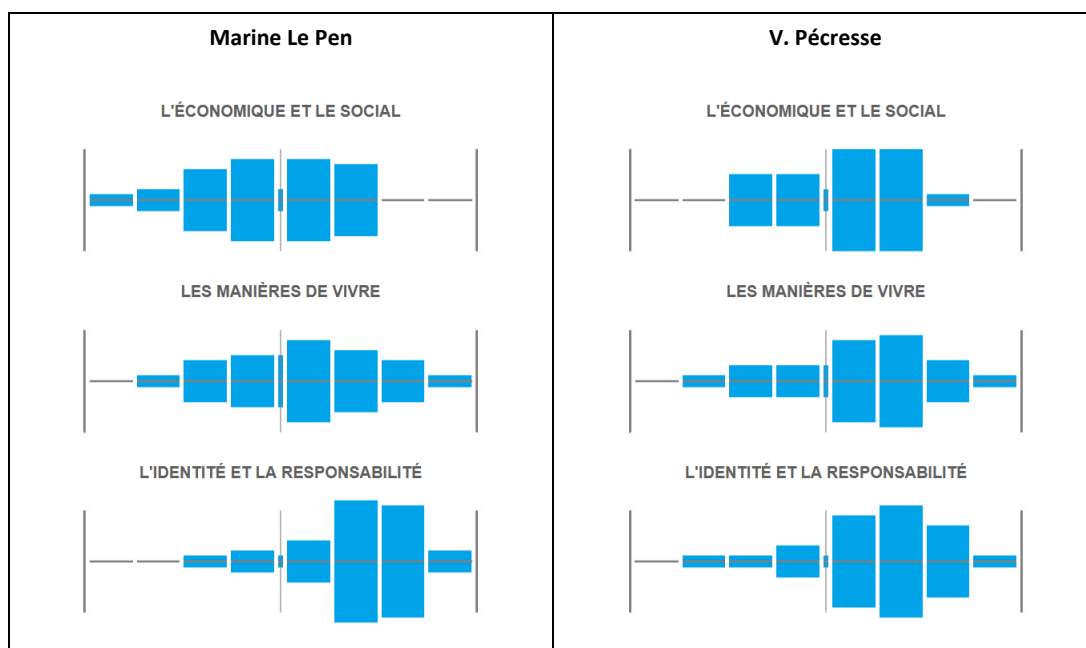


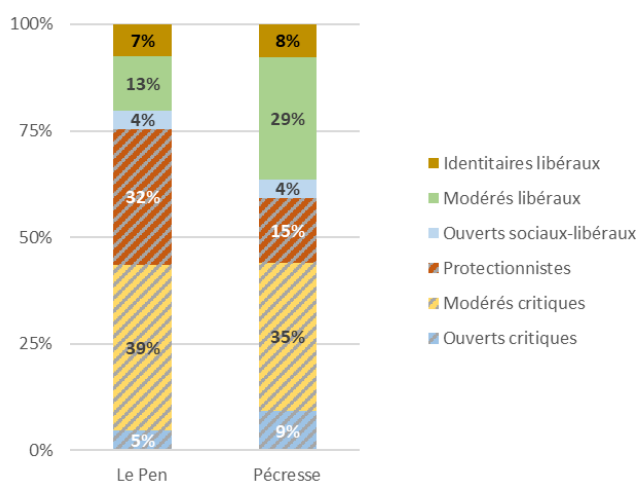
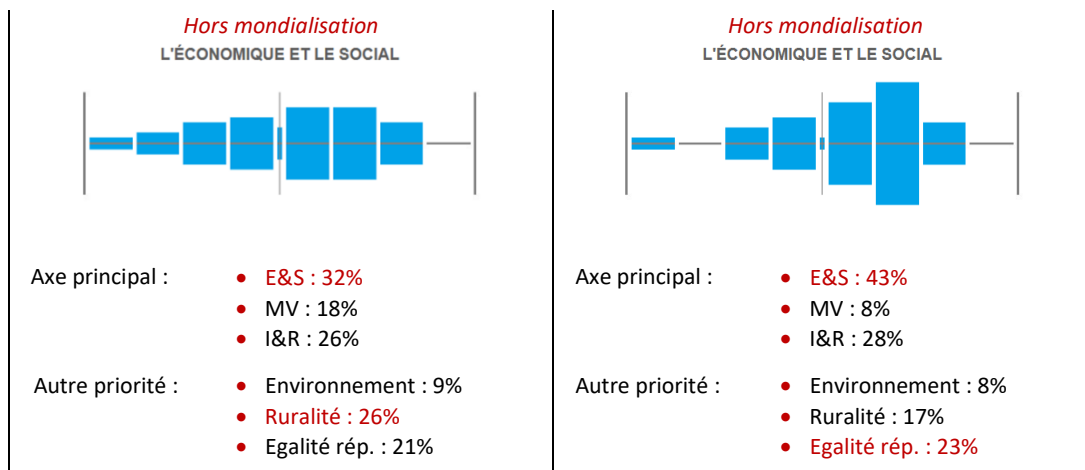


Le cœur de l'électorat de M. Le Pen au premier tour est plus conservateur et plus « naissance » que l'ensemble de la population selon l'échantillon représentatif (avec une part importante de « très naissance »). Hors mondialisation, il est plutôt libéral quand l'ensemble de la population est majoritairement interventionniste. Il accorde davantage d'importance à la ruralité.

En termes de catégories « Ouverts/fermés », si le total des « fermés » selon le critère de la mondialisation est du même ordre chez M. Le Pen (75%) et dans l'ensemble de la population (70%), chez M. Le Pen il est davantage constitué de « modérés critiques » et de « protectionnistes », et moins d'« ouverts critiques ».

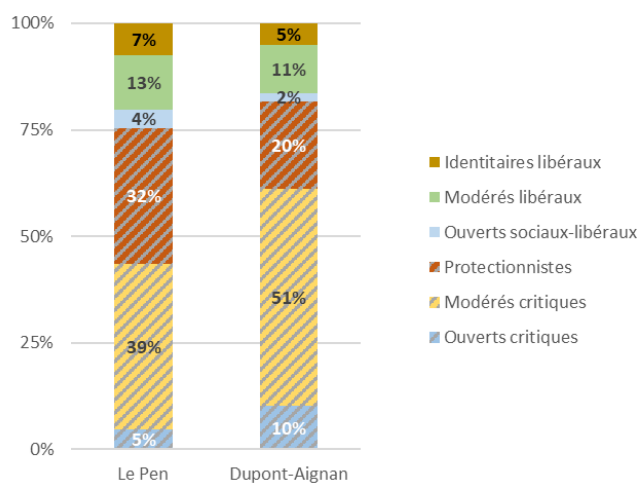
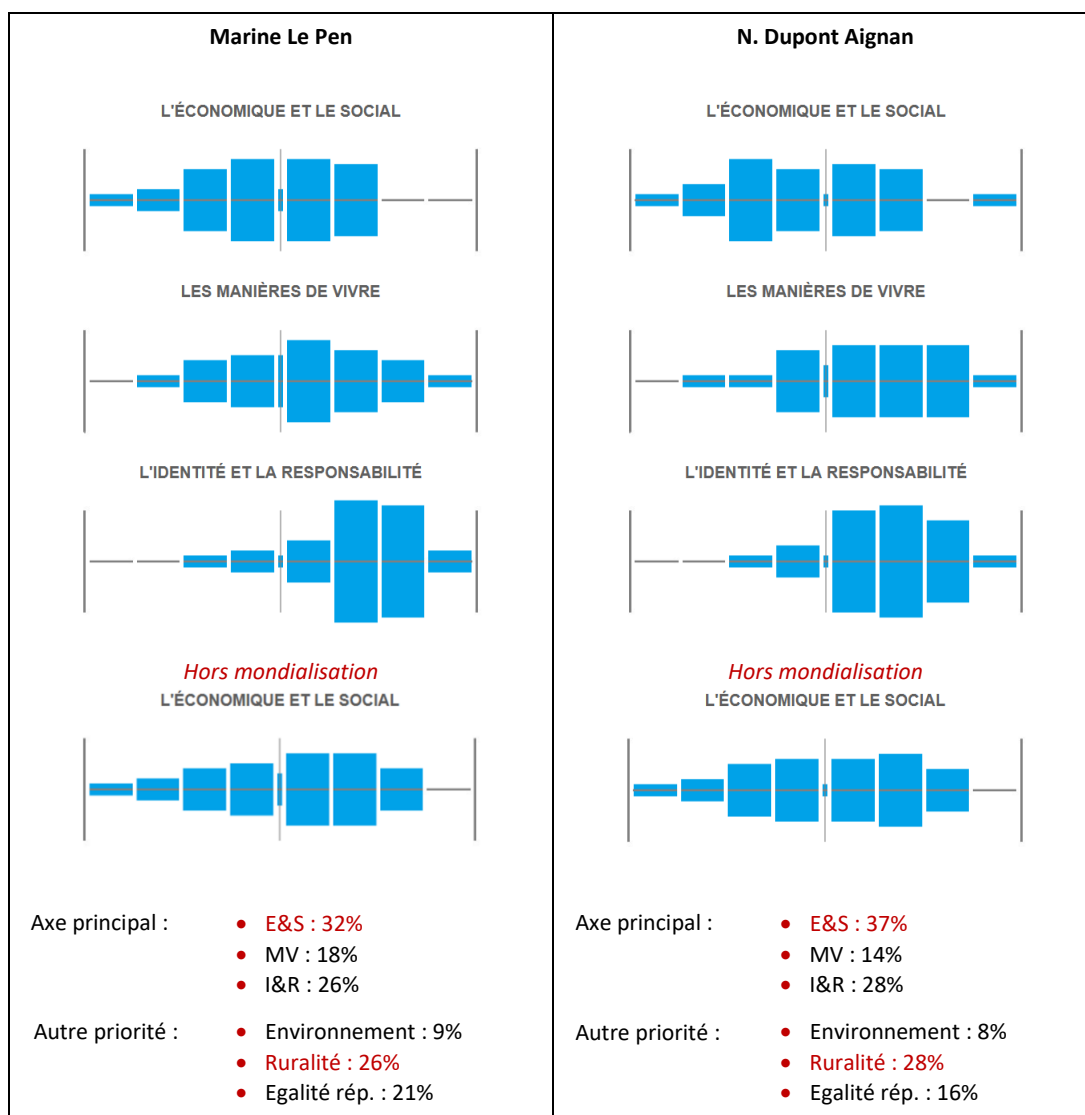
- Préférences pour M. Le Pen (au premier tour) / préférences pour V. Péresse :





Hors mondialisation, les deux électorats sont assez proches : « plutôt libéraux » sur l'économique et le social, « plutôt conservateurs » sur les manières de vivre, mais un peu plus « naissance » chez M. Le Pen. Et l'électorat de M. Le Pen accorde plus d'importance à la ruralité. En termes de catégories « ouverts / fermés », il y a deux fois plus de « protectionnistes » chez M. Le Pen, et deux fois plus de « modérés libéraux » chez V. Pécresse.

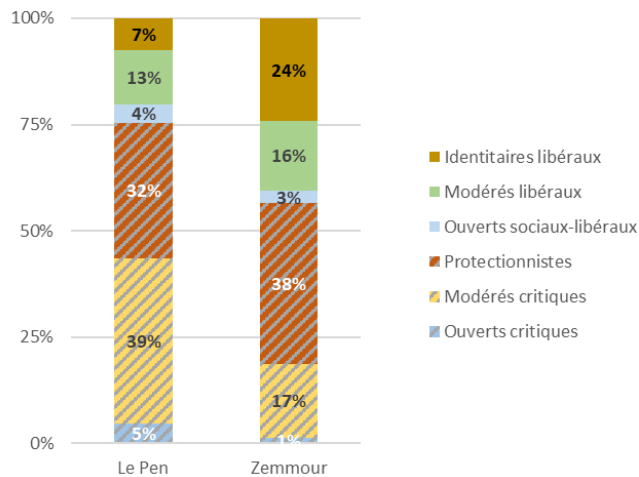
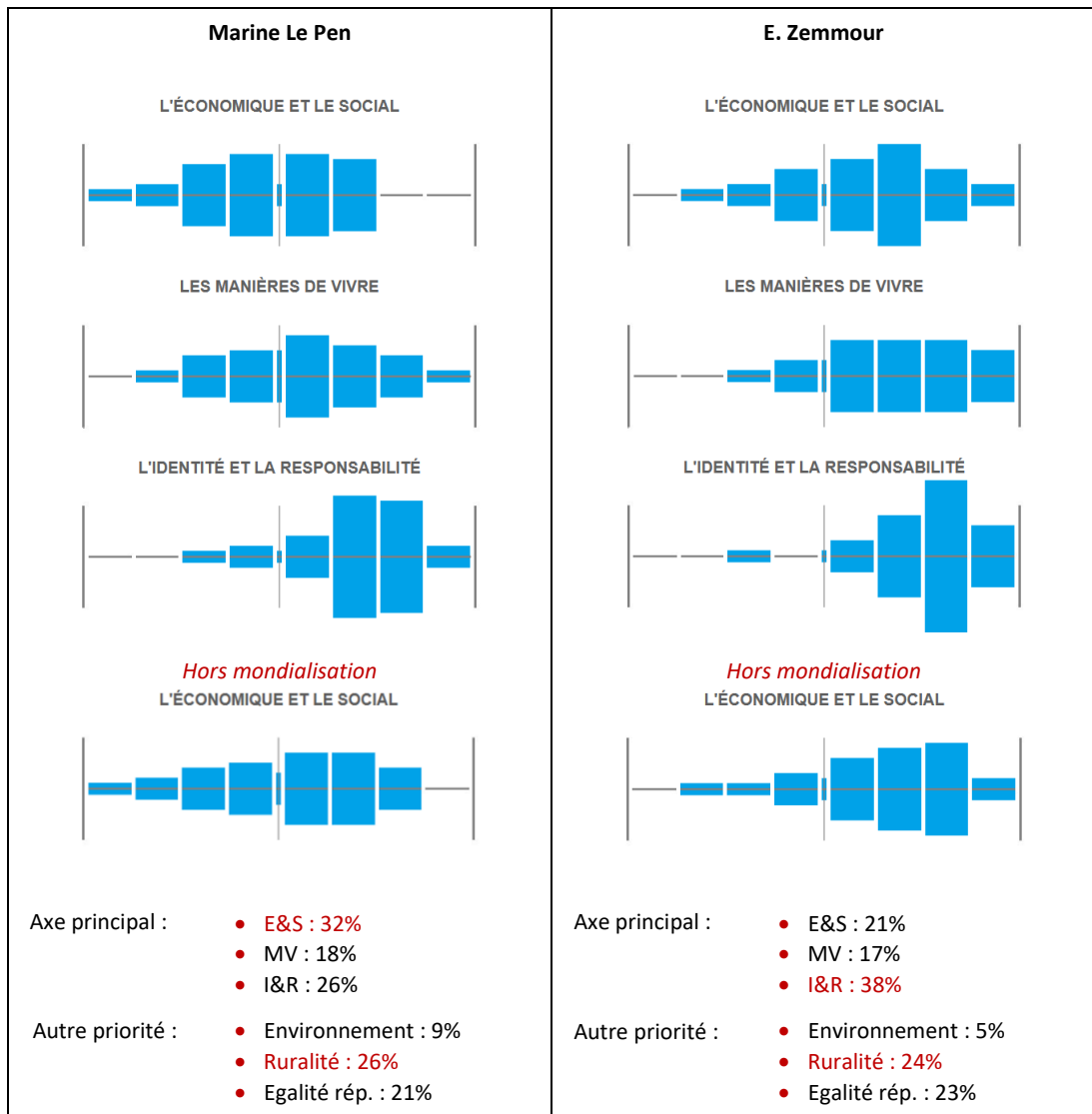
- Préférences pour M. Le Pen (au premier tour) / préférences pour N. Dupont Aignan :



L'électorat de N. Dupont-Aignan est à la fois plus « conservateur » et moins « naissance » que celui de M. Le Pen, mais les deux ont en commun une part importante d'« interventionnistes » (autour de 50%).

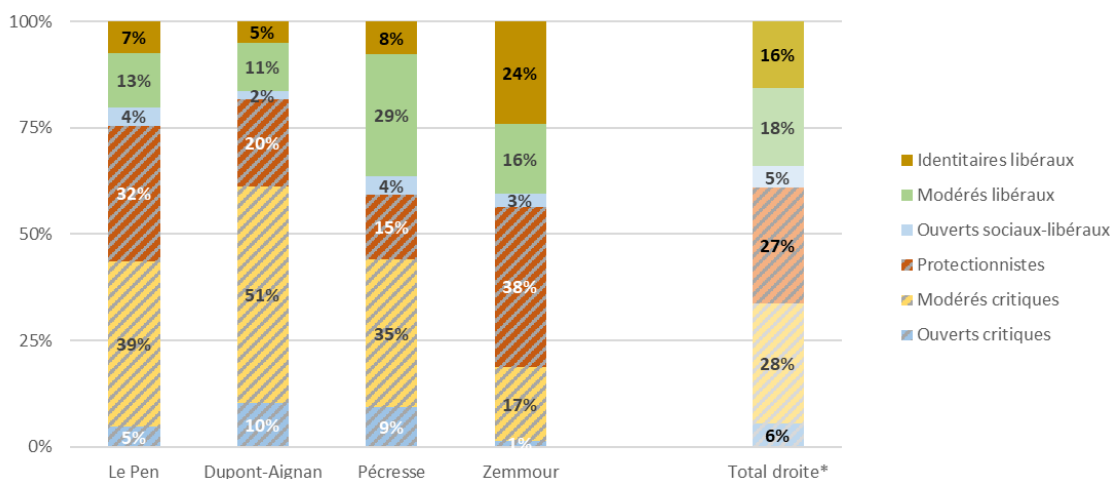
L'électorat de N. Dupond-Aignan est constitué de plus de « modérés critiques » et de moins de « protectionnistes ».

- Préférences pour M. Le Pen (au premier tour) / préférences pour E. Zemmour :



L'électorat d'E. Zemmour est plus libéral, plus conservateur, et accorde davantage d'importance à « la naissance » que celui de M. Le Pen. Il y a trois fois plus d'« identitaires libéraux » du côté d'E. Zemmour, et deux fois moins de « modérés critiques ». La proportion de « fermés » sur le critère de la mondialisation chez E. Zemmour est l'une des plus faibles des électors du premier tour, tandis que celle des « fermés », selon l'identité, y est la plus importante.

- Comparaison des répartitions « Ouverts/Fermés » des sympathisants des quatre candidats :



* Selon l'échantillon représentatif de 1648 personnes

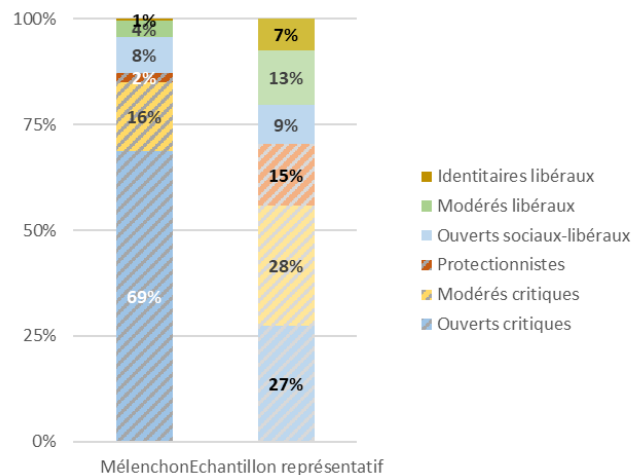
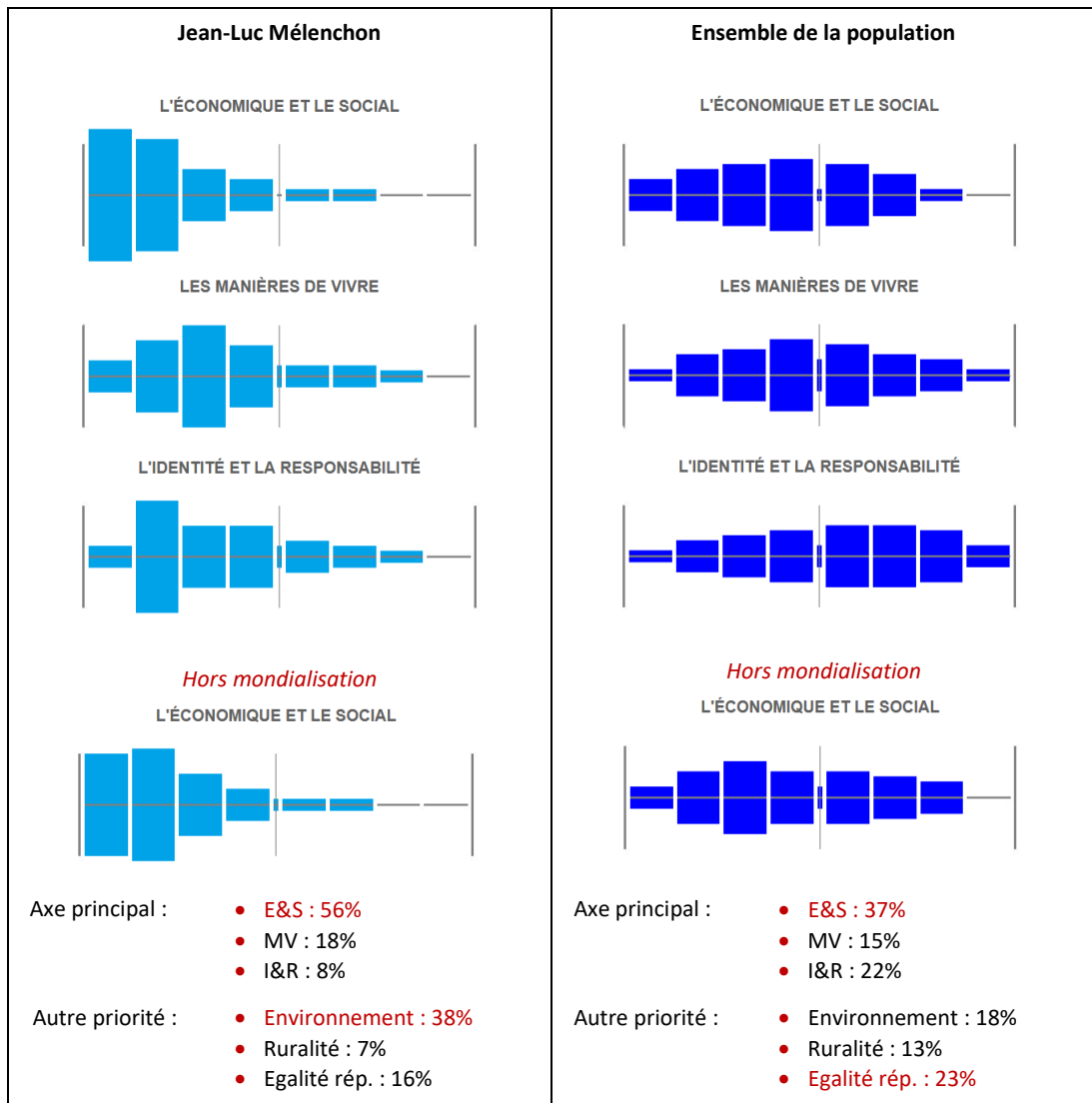
Les proportions de « Fermés » selon la mondialisation distinguent d'un côté les électors de M. Le Pen et de N. Dupond-Aignan (75% et 82%), et de l'autre ceux de V. Pécresse et d'E. Zemmour, bien moins élevées (59% et 56%). En cela les électors de V. Pécresse et d'E. Zemmour sont plus représentatifs des électeurs de droite, quand ceux de M. Le Pen et de N. Dupond-Aignan sont plus représentatifs de l'ensemble de la population.

En revanche la proportion des seuls « protectionnistes » est du même ordre chez M. Le Pen et E. Zemmour (32% et 38%), quand elle est de 15%-20% chez Pécresse et Dupond-Aignan, tandis que celle de « modérés critiques » rapproche les électors de M. Le Pen et de V. Pécresse (39% et 35%). Cette catégorie est particulièrement présente chez N. Dupond-Aignan (51%), et particulièrement peu représentée chez E. Zemmour (seulement 17%).

C'est du côté d'E. Zemmour qu'on trouve la plus forte proportion à la fois de « protectionnistes » et d'« identitaires libéraux » (les « très naissance », ou « très fermés »), qui représentent au total 62% de son électorat, contre 39% chez M. Le Pen, 25% chez N. Dupond-Aignan, et 23% chez V. Pécresse.

4. Positionnement des sympathisants de J.-L. Mélenchon et des autres candidats de gauche

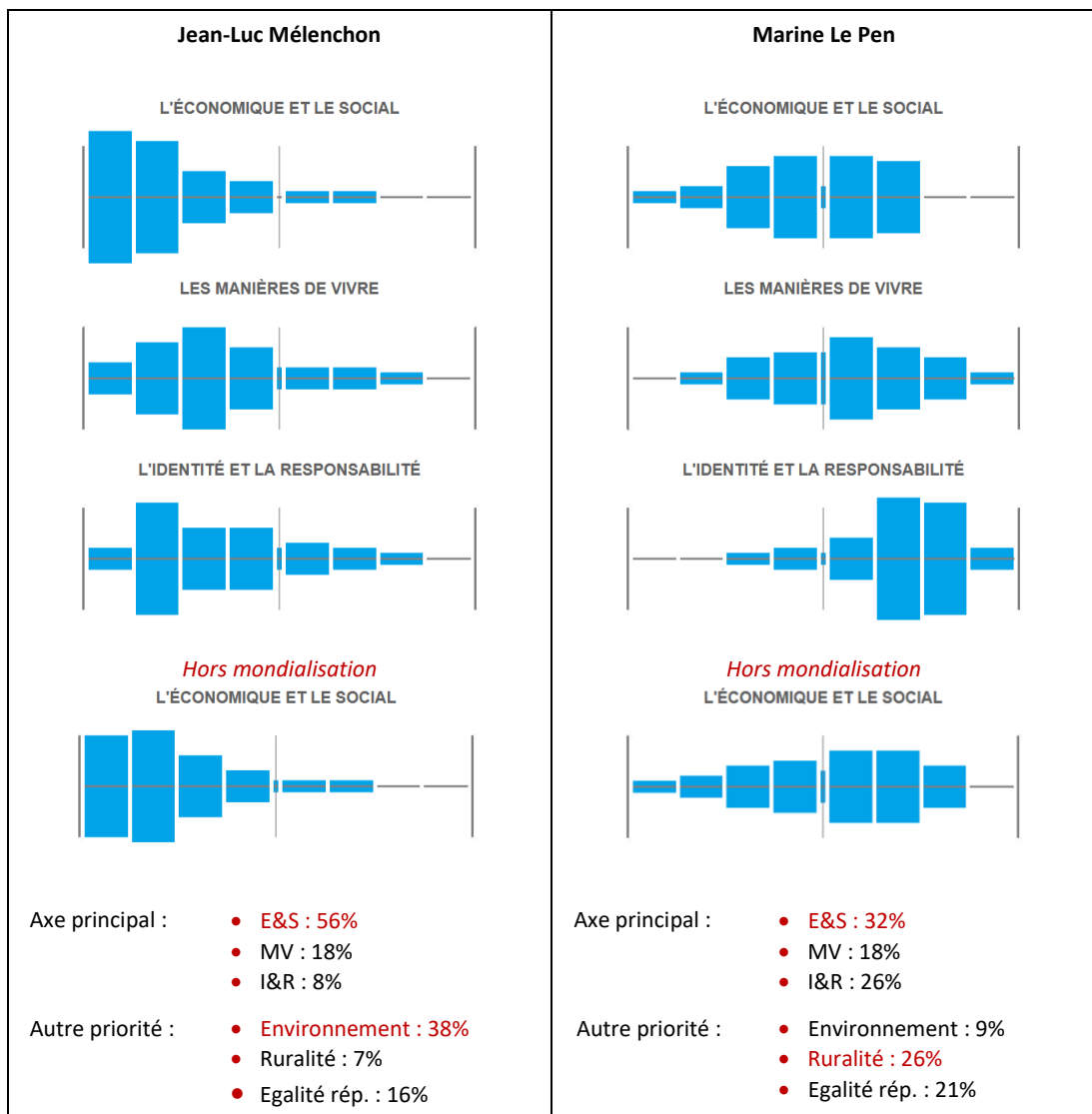
- Sympathisants de Jean-Luc Mélenchon au premier tour par rapport à l'ensemble de la population :

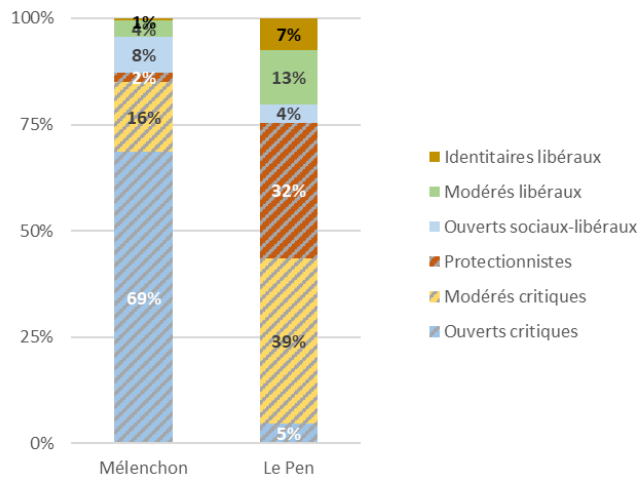


Le cœur de l'électorat de J.-L. Mélenchon est beaucoup plus « interventionniste » sur l'économique et le social et « laisser-faire » sur les manières de vivre que l'ensemble de la population, et il privilégie majoritairement « le contexte » sur l'identité et la responsabilité quand l'ensemble de l'ensemble de la population privilégie majoritairement « la naissance ». Il accorde beaucoup plus d'importance à la défense de l'environnement sans le nucléaire, et moins à la défense de la ruralité et à l'égalité républicaine.

En termes de catégories « Ouverts/fermés », la proportion de « Fermés » selon le critère de la mondialisation est plus importante chez J.-L. Mélenchon (87% contre 70%), dont l'électorat est très majoritairement constitué d'« ouverts critiques ».

- Préférences pour J.-L. Mélenchon / préférences pour M. Le Pen (au premier tour) :

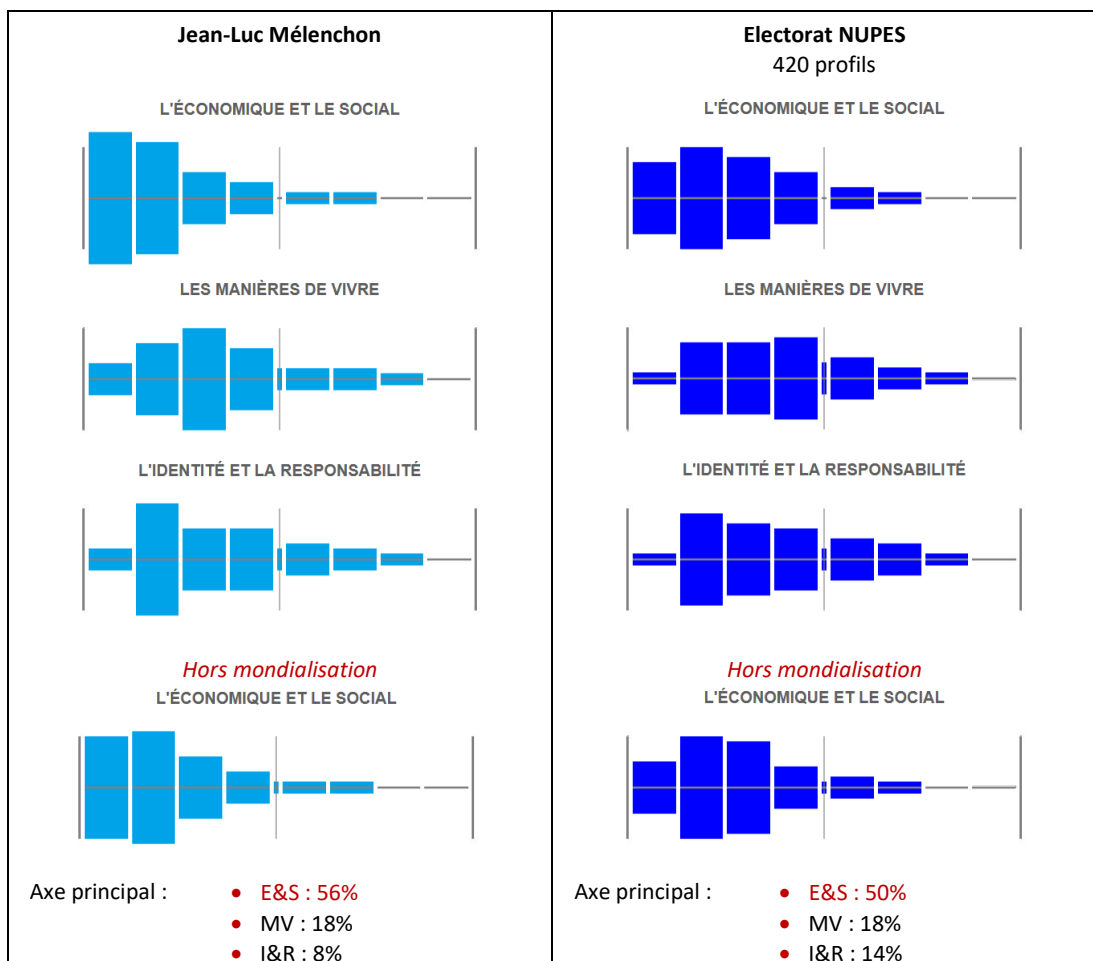




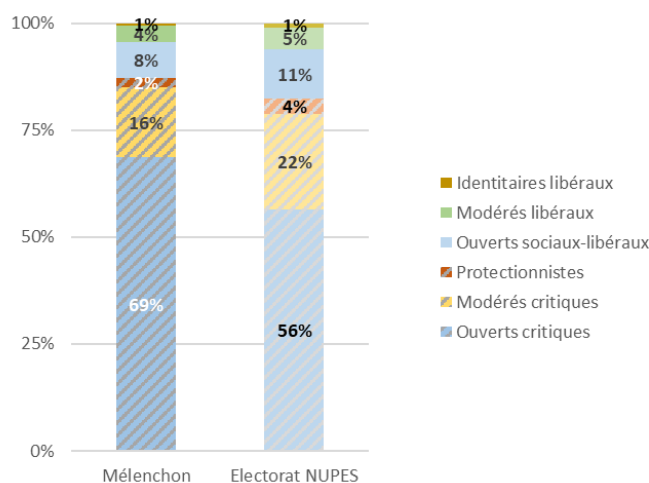
Deux électorats très éloignés qui ne se rejoignent que sur la mondialisation économique, massivement rejetée des deux côtés, même si elle l'est un peu moins du côté de M. Le Pen : 75% de « fermés » selon ce critère chez M. Le Pen, 87% chez J.-L. Mélenchon.

- Préférences pour J.-L. Mélenchon / électorat de la NUPES :

Profil politique des électeurs de l'ensemble des partis constitutifs de la NUPES établi à partir de l'échantillon représentatif de 1648 personnes (personnes se déclarant proches de LFI, de EE-LV, du PCF, du PS ou de Génération.s).



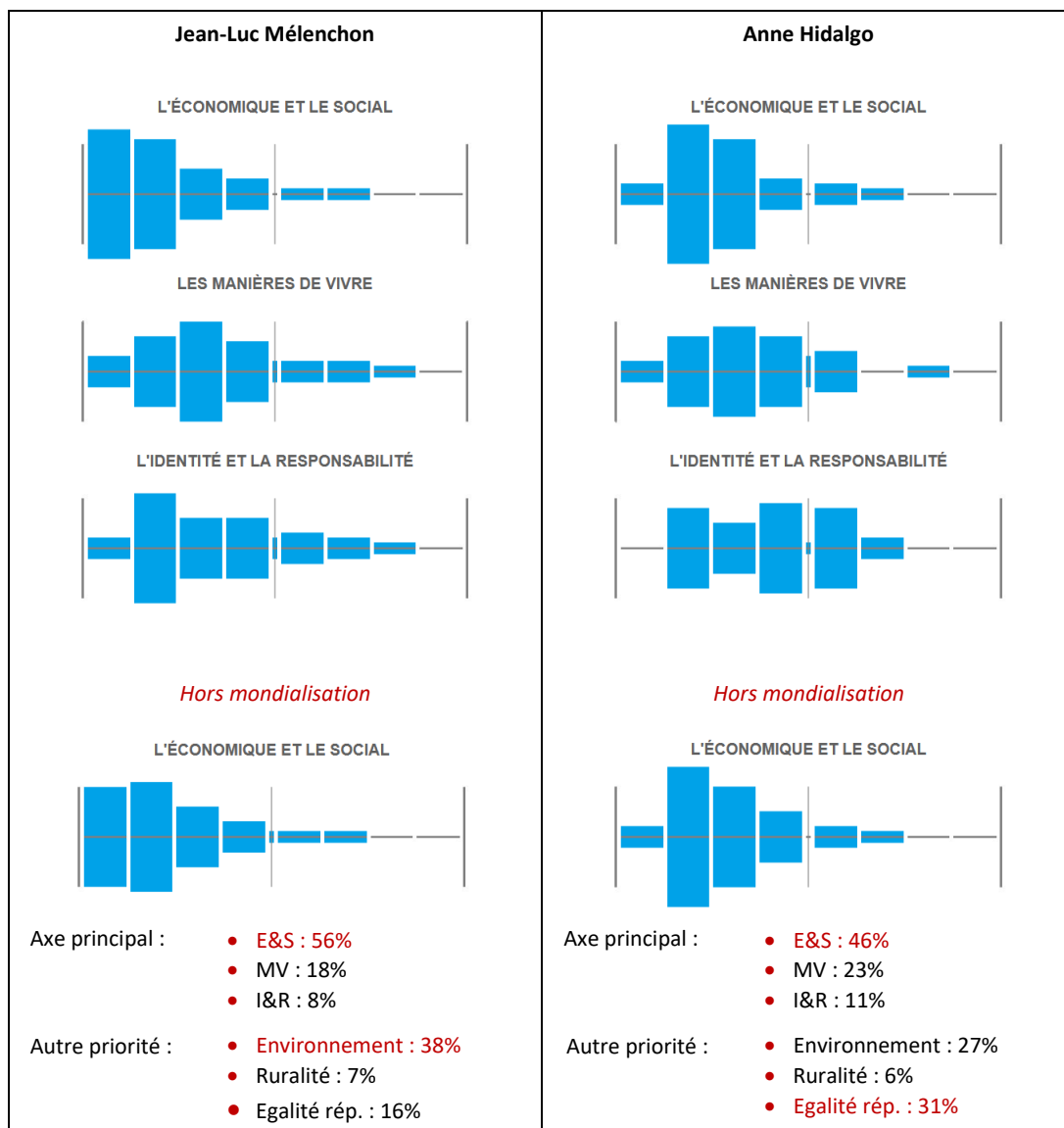
Autre priorité :	<ul style="list-style-type: none"> • Environnement : 38% • Ruralité : 7% • Egalité rép. : 16% 	Autre priorité :	<ul style="list-style-type: none"> • Environnement : 34% • Ruralité : 6% • Egalité rép. : 26%
------------------	--	------------------	--

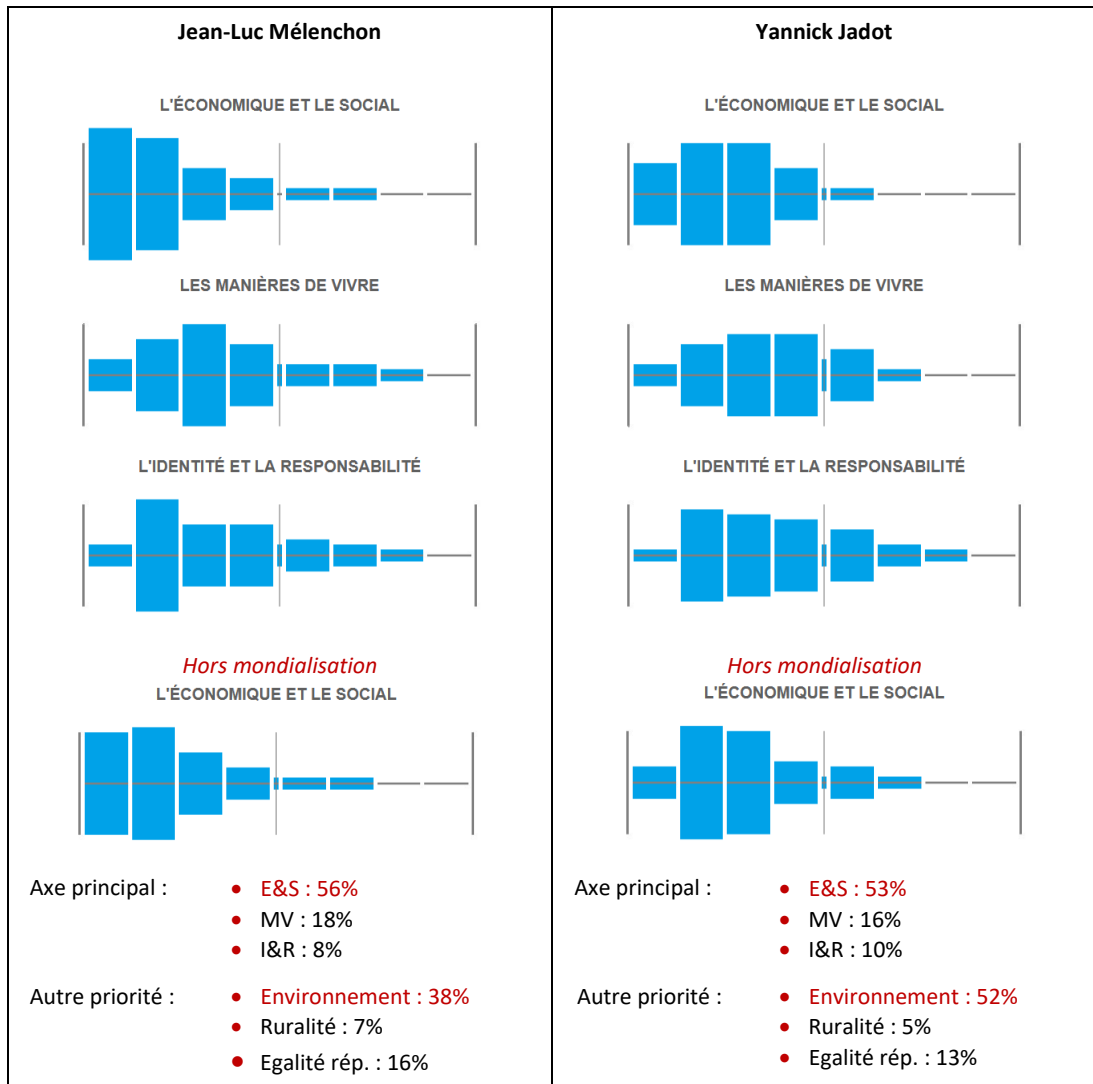


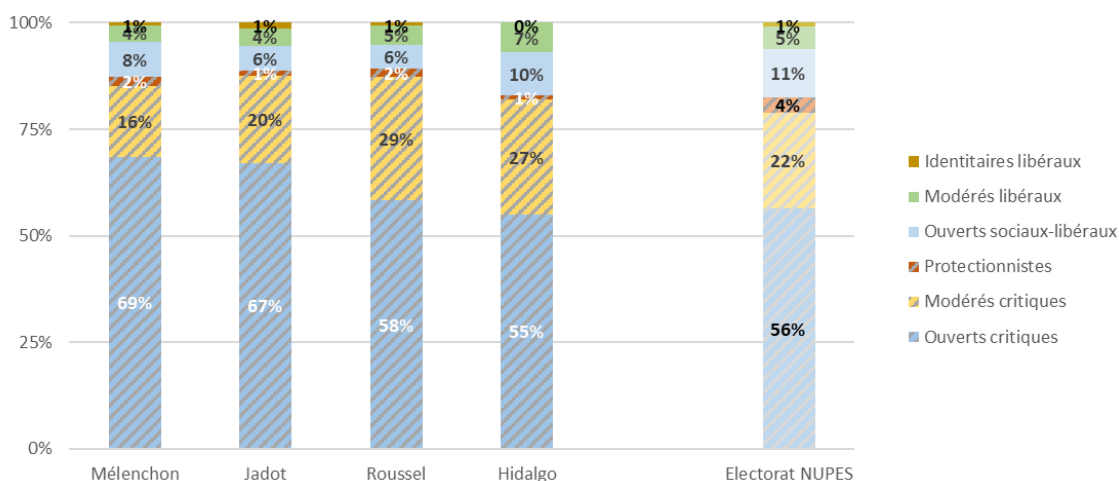
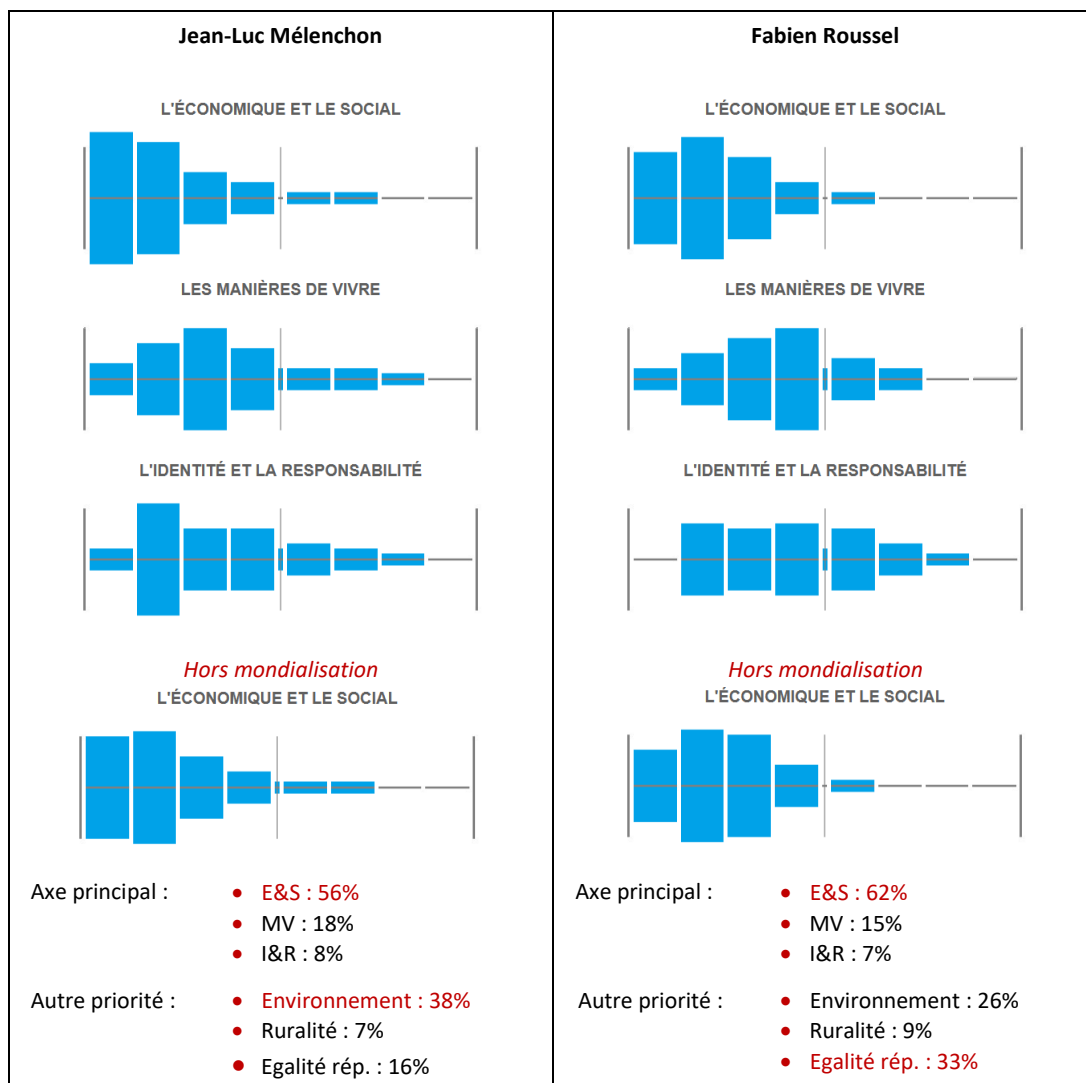
Le cœur de l'électorat de J.-L. Mélenchon et celui de l'ensemble des partis composant la NUPES sont assez proches : majoritairement « très interventionnistes » sur l'économie et le social, « plutôt laisser-faire » sur les manières de vivre, privilégiant le contexte sur l'identité et la responsabilité, et mettant l'accent sur la défense de l'environnement sans le nucléaire. Mais l'électorat de J.-L. Mélenchon est à la fois plus « interventionniste », plus « laisser-faire » et plus « contexte » : 70% de « très interventionnistes » contre 52% pour la NUPES, 78% de « laisser-faire » contre 71% pour la NUPES, 77% qui privilégient « le contexte » contre 68% pour la NUPES.

En termes de catégories « Ouverts/fermés », il y a du côté de J.-L. Mélenchon plus d'« ouverts critiques », et moins de « modérés critiques ». A noter que la part d'« ouverts sociaux-libéraux » est faible dans les deux électors : 8% chez J.-L. Mélenchon, et 11% pour l'ensemble de la NUPES.

- Préférences pour J.-L. Mélenchon / préférences pour Y. Jadot, F. Roussel et A. Hidalgo :







Quatre électorats aux profils assez proches : majoritairement « très interventionnistes » sur l'économique et le social, « plutôt laisser-faire » sur les manières de vivre, et privilégiant « le contexte » sur l'identité et la responsabilité.

Celui de J.-L. Mélenchon, avec 70% de « très interventionnistes », est le plus interventionniste sur l'économique et le social, avec celui de F. Roussel (62%), ceux d'A. Hidalgo et de Y. Jadot l'étant à un niveau moindre, avec respectivement 48% et 46% de « très interventionnistes ».

Sur les manières de vivre, si tous sont très majoritairement « plutôt laisser-faire », c'est chez F. Roussel que la part de « conservateurs » est la plus importante : 22% contre 16 à 17% chez les trois autres.

Et sur l'identité et la responsabilité, si l'électorat de J.-L. Mélenchon est majoritairement « très contexte » (à 40%), ce n'est pas le cas des trois autres : 30% du côté de Jadot, 23% chez Hidalgo et Roussel, qui sont davantage « plutôt contexte » (respectivement 44% et 41%). La proportion de personnes privilégiant « la naissance » est d'environ 30% dans les électorats de Roussel et Hidalgo, contre environ 20% chez Jadot et Mélenchon.

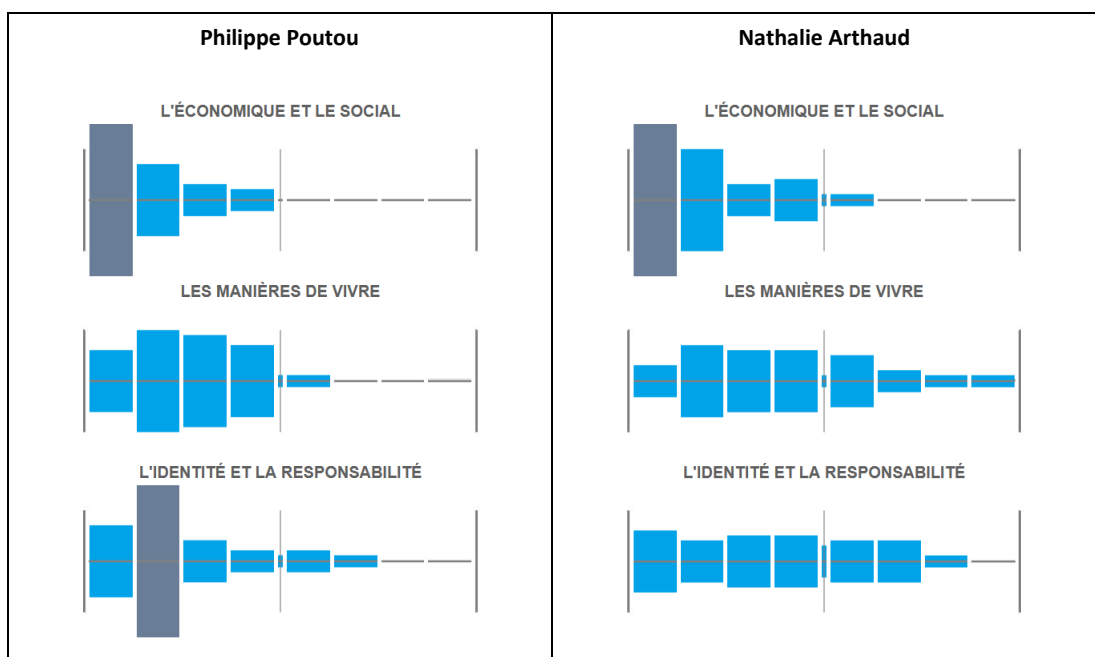
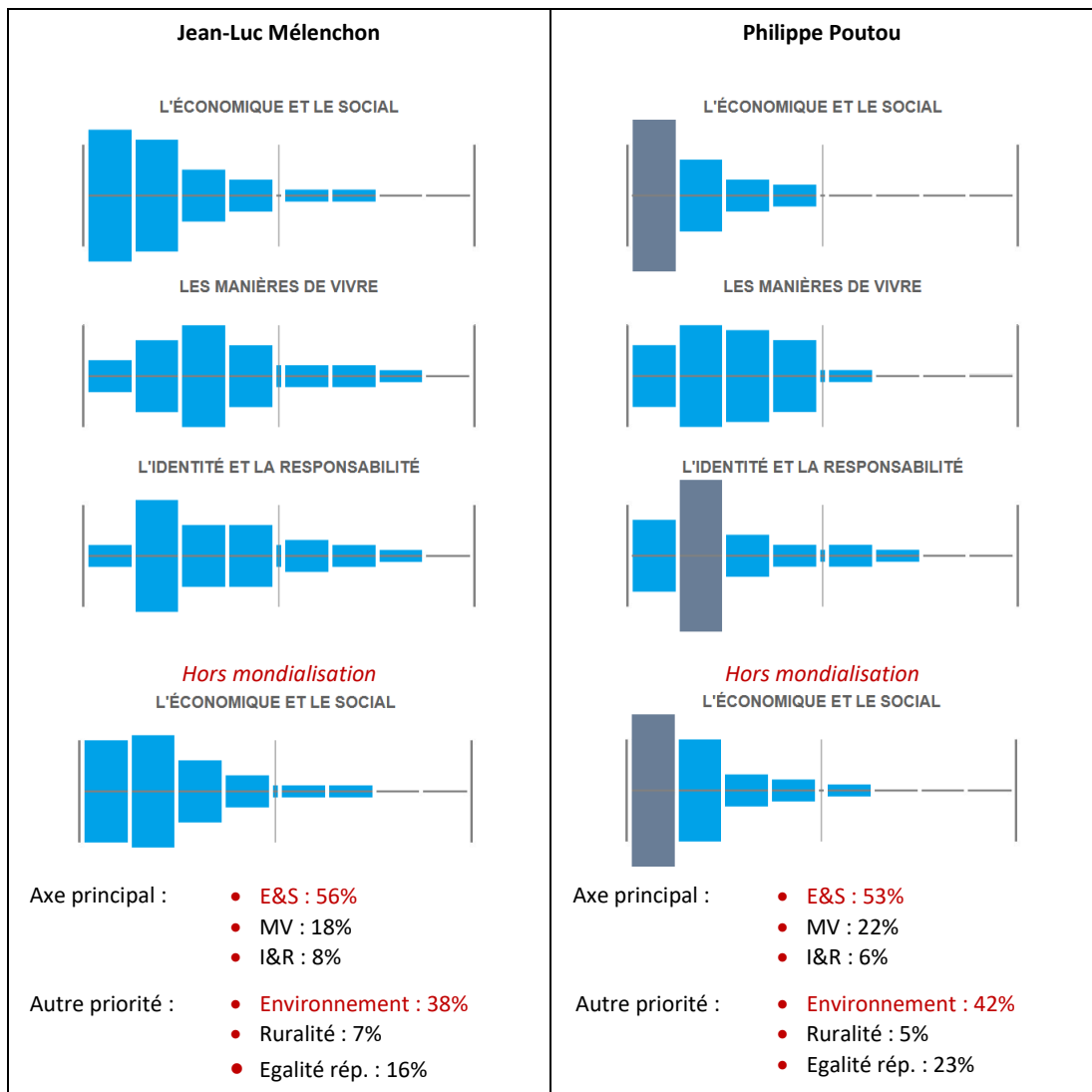
Dans les catégories « Ouverts / fermés », cela se traduit par des répartitions différentes entre « ouverts critiques » et « modérés critiques » avec d'un côté Mélenchon et Jadot (proportion d'« ouverts critiques » de 67-69%) et de l'autre Hidalgo et Roussel (55-58%).

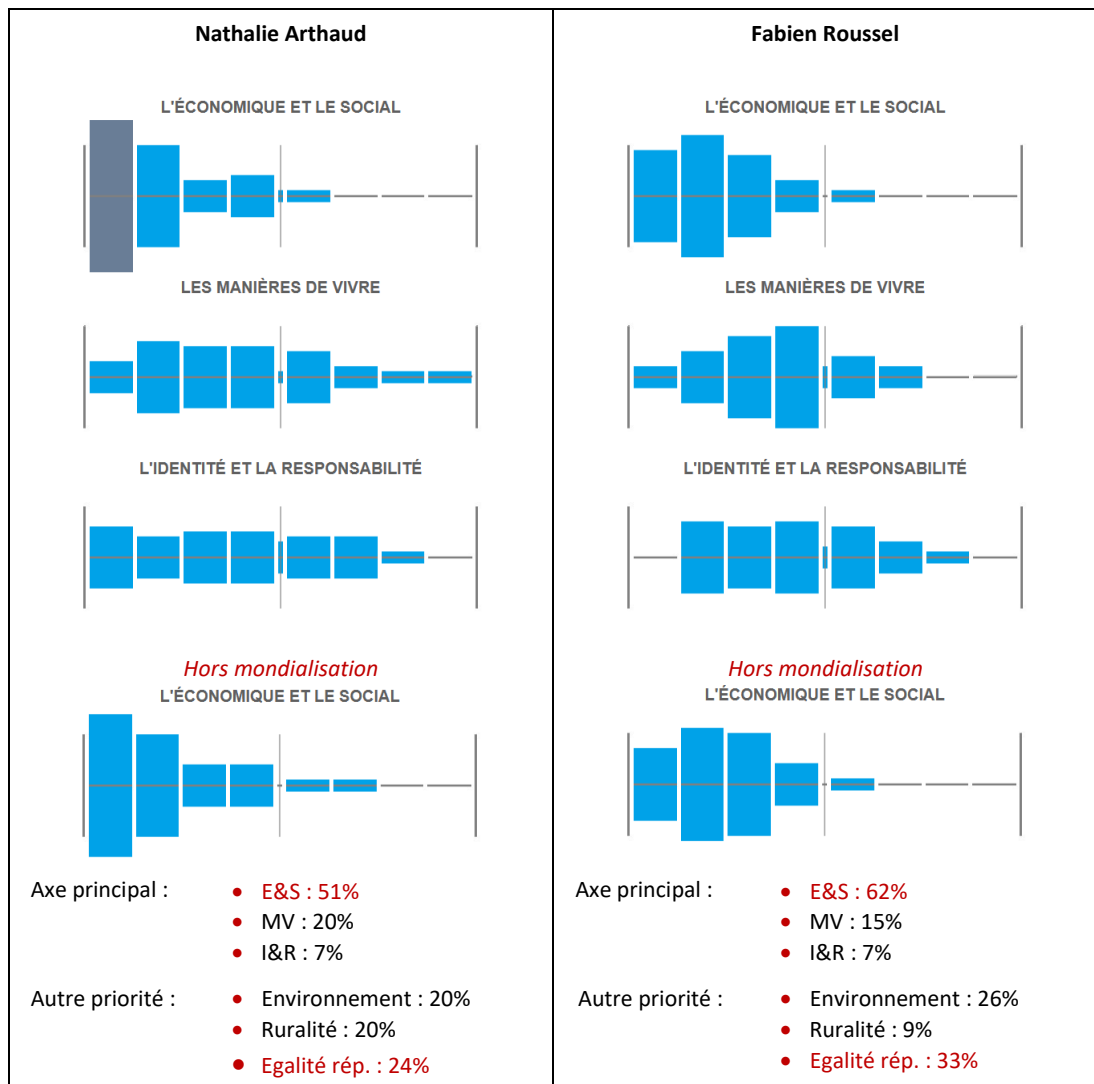
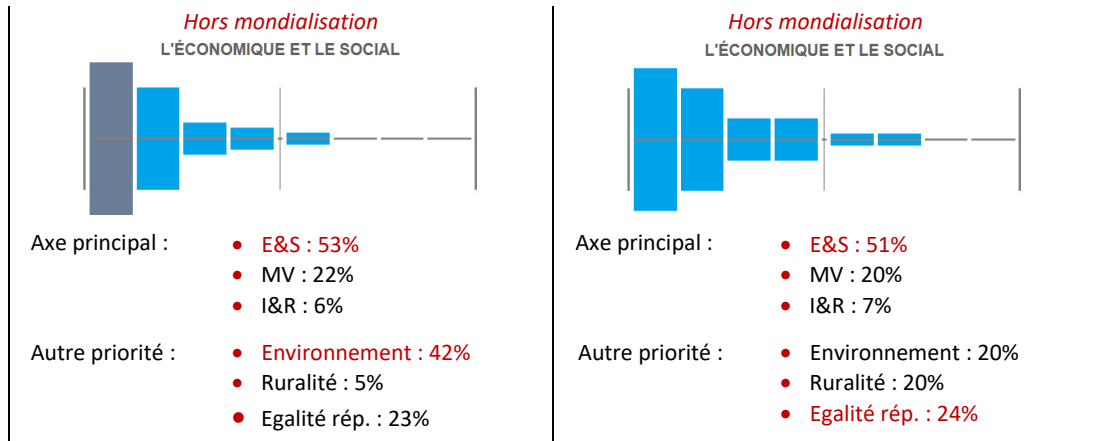
Le total des « fermés » selon le critère de la mondialisation est de 87-89% chez Mélenchon, Jadot et Roussel, et de 83% chez Hidalgo. Mais c'est aussi chez Mélenchon et Jadot que le total des « ouverts », selon le critère de l'identité cette fois (« ouverts critiques » et « ouverts sociaux-libéraux »), est le plus élevé : respectivement 77% et 73%, contre 64% et 65% chez Roussel et Hidalgo. A noter que la part d'« ouverts sociaux-libéraux » est faible aussi bien dans les électorats des différents candidats que dans celui de la NUPES en général : de 6 à 11% seulement.

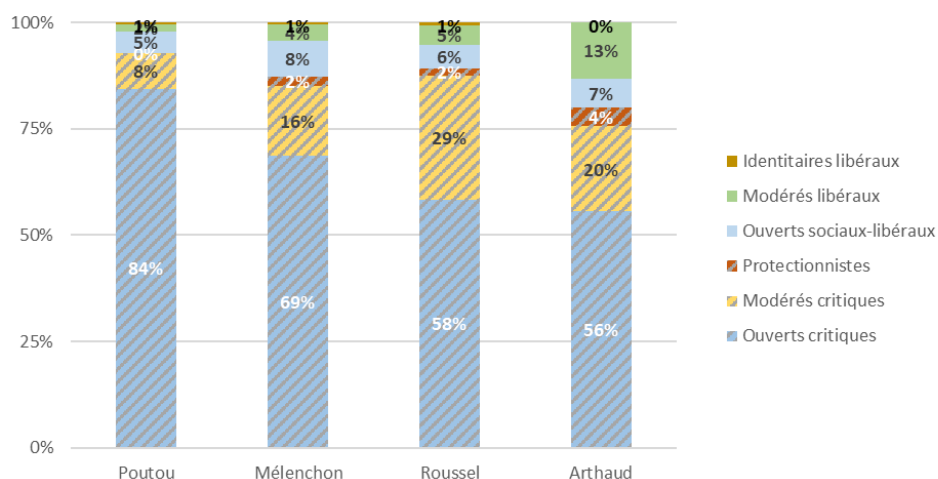
C'est cependant l'électorat d'A. Hidalgo qui se rapproche le plus de celui de la NUPES en termes de catégories « ouverts / fermés ».

Les électorats de Mélenchon et de Jadot sont ceux qui accordent le plus d'importance à la défense de l'environnement sans le nucléaire.

▪ Electorats à la gauche de la gauche : J.-L. Mélenchon / F. Roussel / Ph. Poutou / N. Arthaud







L'électorat de Ph. Poutou est le plus radical des quatre :

- 84% de « très interventionnistes » contre 76% pour N. Arthaud, 70% pour J.-L. Mélenchon et 62% pour F. Roussel ;
- 47% de « très laisser-faire » contre 29 et 30% chez Arthaud et Mélenchon et 19% chez F. Roussel, qui sont davantage « plutôt laisser-faire » ;
- 72% de « très contexte », contre 41% chez Mélenchon, 31% chez Arthaud et 29% chez Roussel.

En termes de catégories « ouverts / fermés », là encore c'est du côté de Ph. Poutou qu'il y a le plus de critiques de la mondialisation (total des « ouverts critiques », « modérés critiques » et « protectionnistes ») : 93% contre 89 et 87% chez Roussel et Mélenchon, et 80% chez Arthaud. Mais c'est aussi chez Ph. Poutou qu'il y a le plus d'« ouverts » selon le critère sur l'identité (total des « ouverts critiques » et des « ouverts sociaux-libéraux ») : 90% contre 77% chez Mélenchon, 64% chez Roussel et 62% chez Arthaud.

Les électors de Mélenchon et Poutou accordent davantage d'importance à l'environnement sans le nucléaire. Celui de N. Arthaud se distingue par l'importance qu'il accorde à la défense de la ruralité.

Le cœur de l'électorat d'E. Macron au premier tour est assez représentatif de la majorité de la population pour ce qui est des positionnements sur les manières de vivre (majoritairement « plutôt laisser-faire ») et sur l'identité et la responsabilité (majoritairement « plutôt naissance »). En revanche, sur les questions économiques et sociales, l'électorat d'E. Macron est bien plus « libéral » que l'ensemble de la population.

En comparaison avec le cœur de l'électorat d'E. Macron, celui de M. Le Pen est « conservateur » quand celui d'E. Macron est « laisser-faire », et il accorde plus d'importance à « la naissance ». Si l'électorat d'E. Macron est beaucoup plus « ouvert » sur le critère de la mondialisation, lorsqu'il n'est pas question de mondialisation, les positionnements des deux électeurs sur l'économie et le social sont assez proches, tous deux étant majoritairement « plutôt libéraux ». A droite, c'est également le cas de l'électorat de V. Péresse, assez proche de celui de M. Le Pen tant qu'il n'est pas question de la mondialisation.

Les électeurs de M. Le Pen, V. Péresse, N. Dupond-Aignan et E. Zemmour présentent des similitudes qui les rendent souvent perméables entre eux. Tous privilégient « la naissance » et sont majoritairement « conservateurs ». Il y a un même rejet de la mondialisation et une même proportion d'« interventionnistes » chez M. Le Pen et N. Dupond-Aignan, un même libéralisme chez V. Péresse et E. Zemmour. Mais c'est chez E. Zemmour que la proportion de « fermés » sur l'identité est la plus importante des quatre, et chez V. Péresse qu'elle y est la plus faible.

Les électeurs de M. Le Pen et de J.-L. Mélenchon n'ont rien de commun, si ce n'est leur rejet de la mondialisation : chez M. Le Pen, on est « plutôt libéral » dès qu'il n'est pas question de mondialisation, on est « conservateur », et on privilégie « la naissance » en étant souvent « très naissance » ; alors que du côté de J.-L. Mélenchon, on est « très interventionniste », « plutôt laisser-faire », et on privilégie « le contexte ».

Dans le périmètre de la NUPES, l'électorat de J.-L. Mélenchon et ceux de Y. Jadot, d'A. Hidalgo et de F. Roussel partagent des valeurs communes sur les trois axes, et en particulier sur l'économie et le social où tous sont constitués d'une part importante de « très interventionnistes ». Cependant ceux d'A. Hidalgo et F. Roussel se distinguent sur l'identité et la responsabilité, où ils sont parfois proches de l'électorat d'E. Macron. Et tous, côté NUPES comme côté Macron, se rejoignent sur les manières de vivre (« plutôt laisser-faire »).

C'est l'électorat d'A. Hidalgo qui se rapproche le plus, dans sa composition, de celui de l'ensemble de la NUPES, avec 55-56% d'« ouverts critiques », environ un quart de « modérés critiques » et autour de 10% d'« ouverts sociaux-libéraux ».

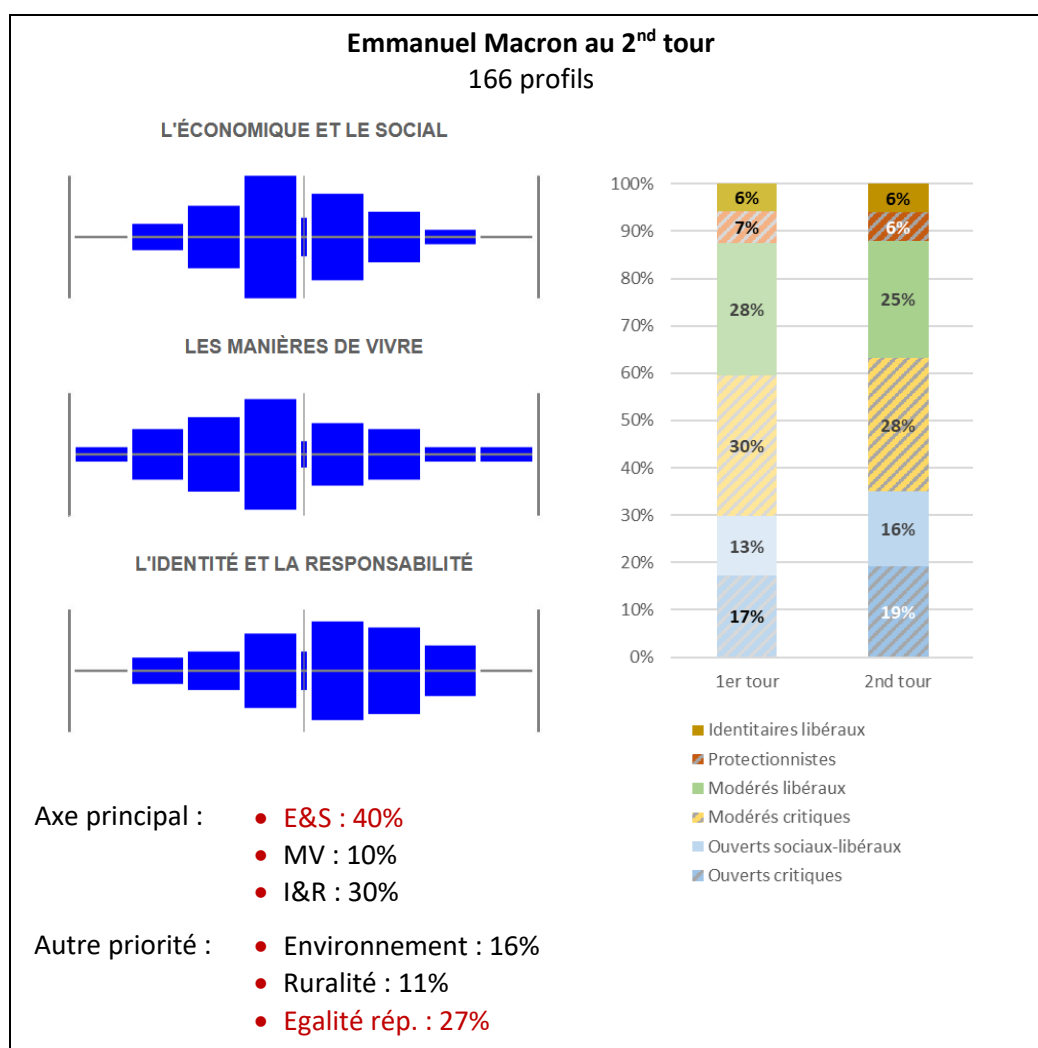
A la gauche de la gauche, l'électorat de Ph. Poutou se distingue par sa radicalité, tant sur l'économie et le social que sur les manières de vivre ou l'identité et la responsabilité. Ph. Poutou représente ainsi bien mieux l'extrême-gauche que J.-L. Mélenchon.

Les profils au second tour.

1. Profils selon les préférences ou les rejets

Données tirées de l'échantillon représentatif de 1648 personnes, réponses postérieures au 10 avril 2022.

Préférence pour Emmanuel Macron :



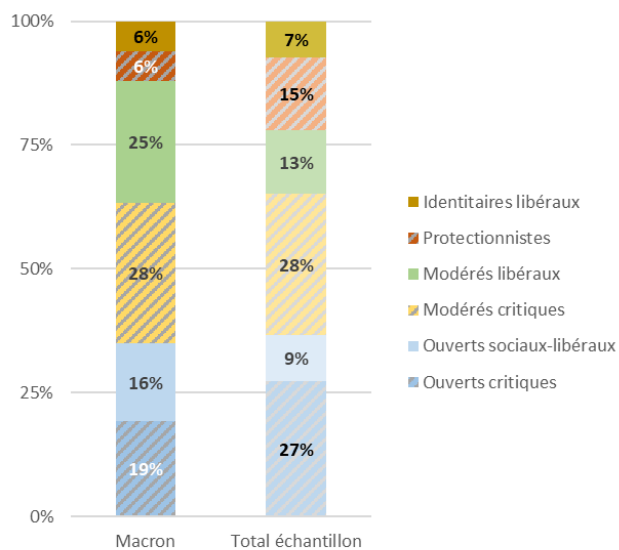
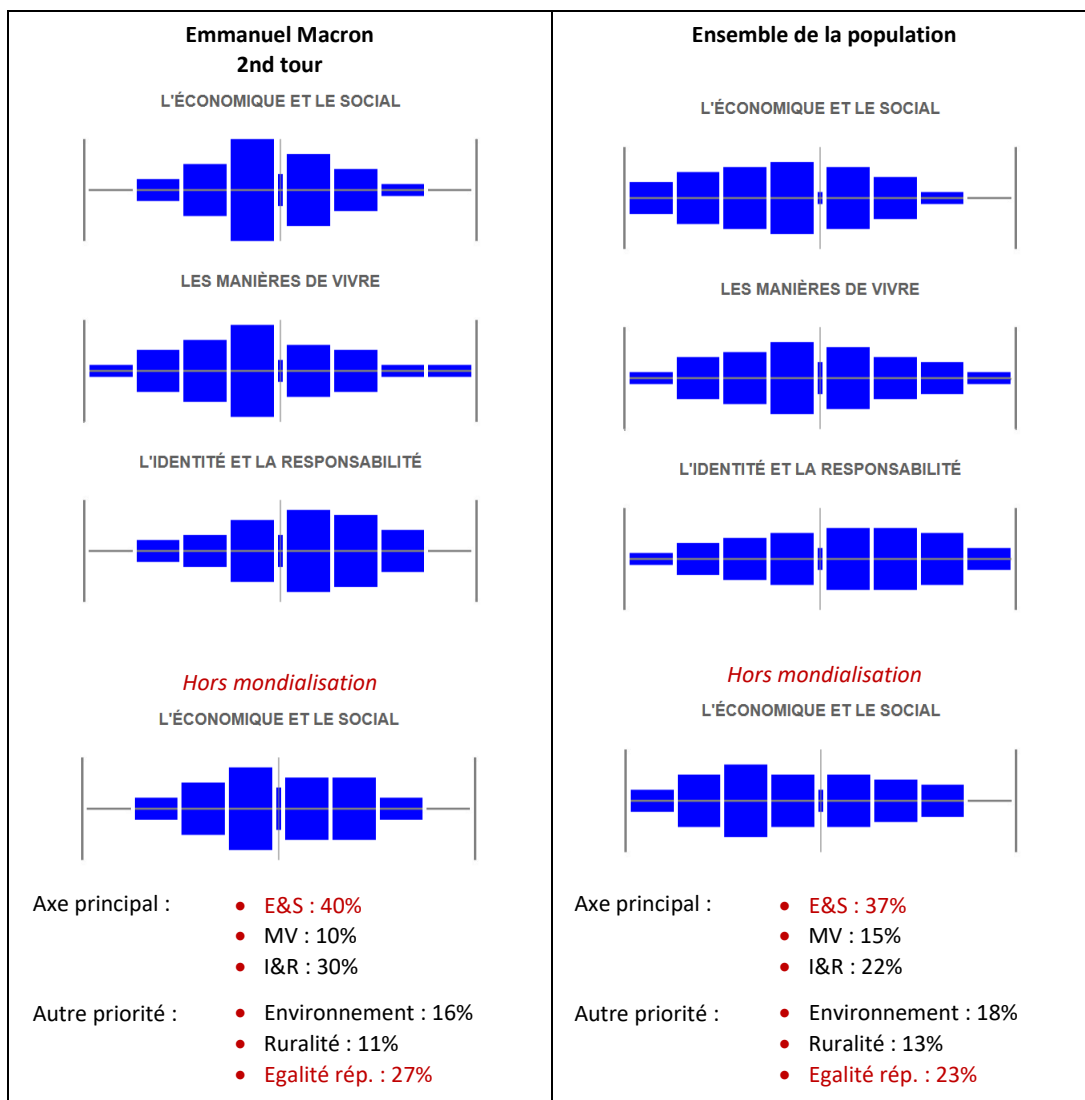
46% sont « plutôt interventionnistes » dans le domaine économique et social, 35% sont « plutôt libéraux ».

44% sont « plutôt laisser-faire » sur les manières de vivre, 29% sont « plutôt conservateurs ».

45% sont « plutôt naissance » sur l'identité et la responsabilité, 29% sont « plutôt contexte ».

La répartition entre catégories « Ouverts/Fermés » reste très proche de celle des personnes qui ont choisi Emmanuel Macron pour le premier tour.

Emmanuel Macron au 2nd tour par rapport à l'ensemble de la population :

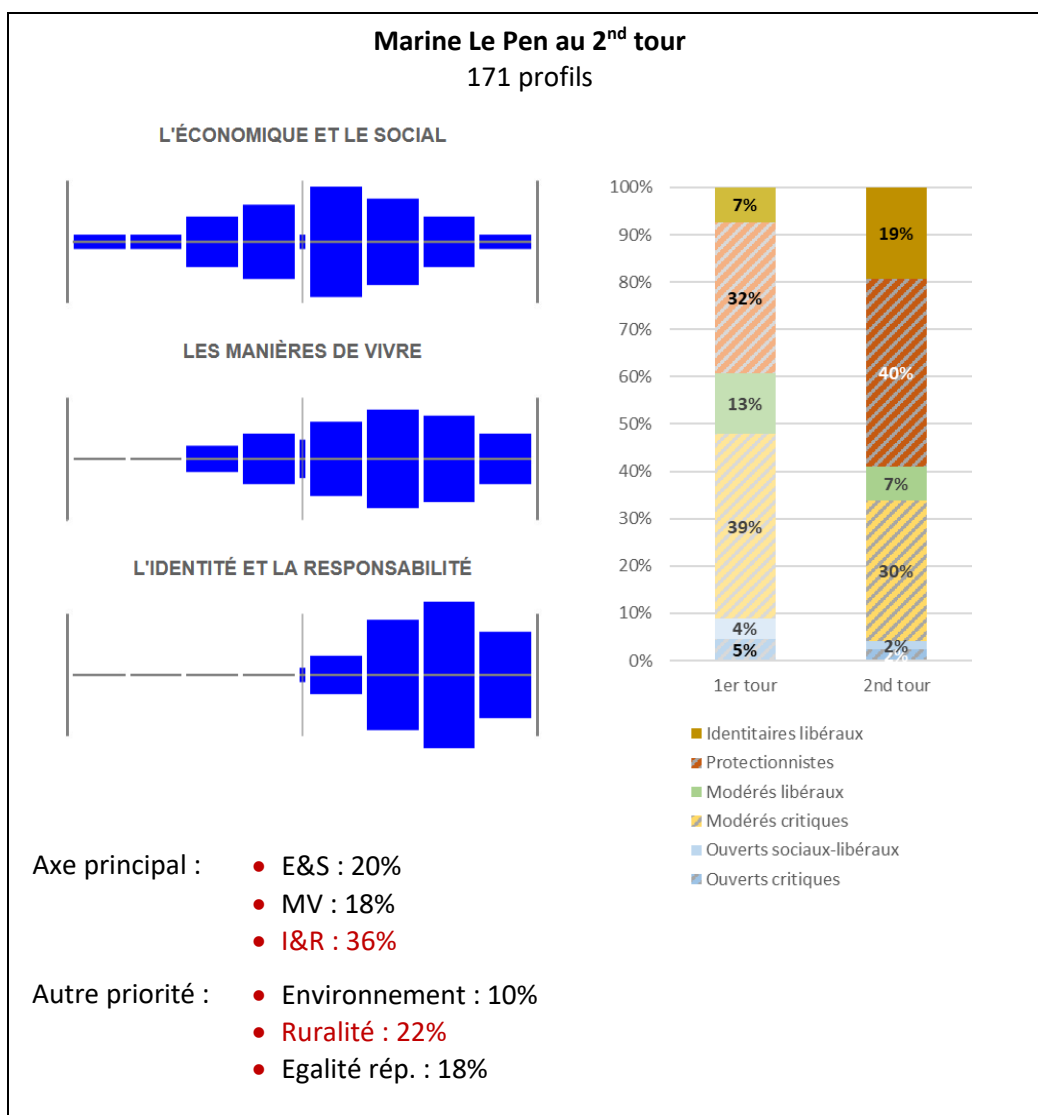


L'électorat de base d'E. Macron au second tour est encore plus proche qu'au premier tour de celui de la majorité de la population :

- majoritairement « plutôt interventionniste » sur l'économique et le social ;
- majoritairement « plutôt laisser-faire » sur les manières de vivre ;
- majoritairement « plutôt naissance » sur l'identité et la responsabilité.

Cependant, hors mondialisation, seules 46% des personnes s'étant prononcées pour E. Macron au 2nd tour sont « interventionnistes », contre 55% sur l'ensemble de la population (et 42% sont libérales, contre 39% pour l'ensemble de la population).

Préférence pour Marine Le Pen :



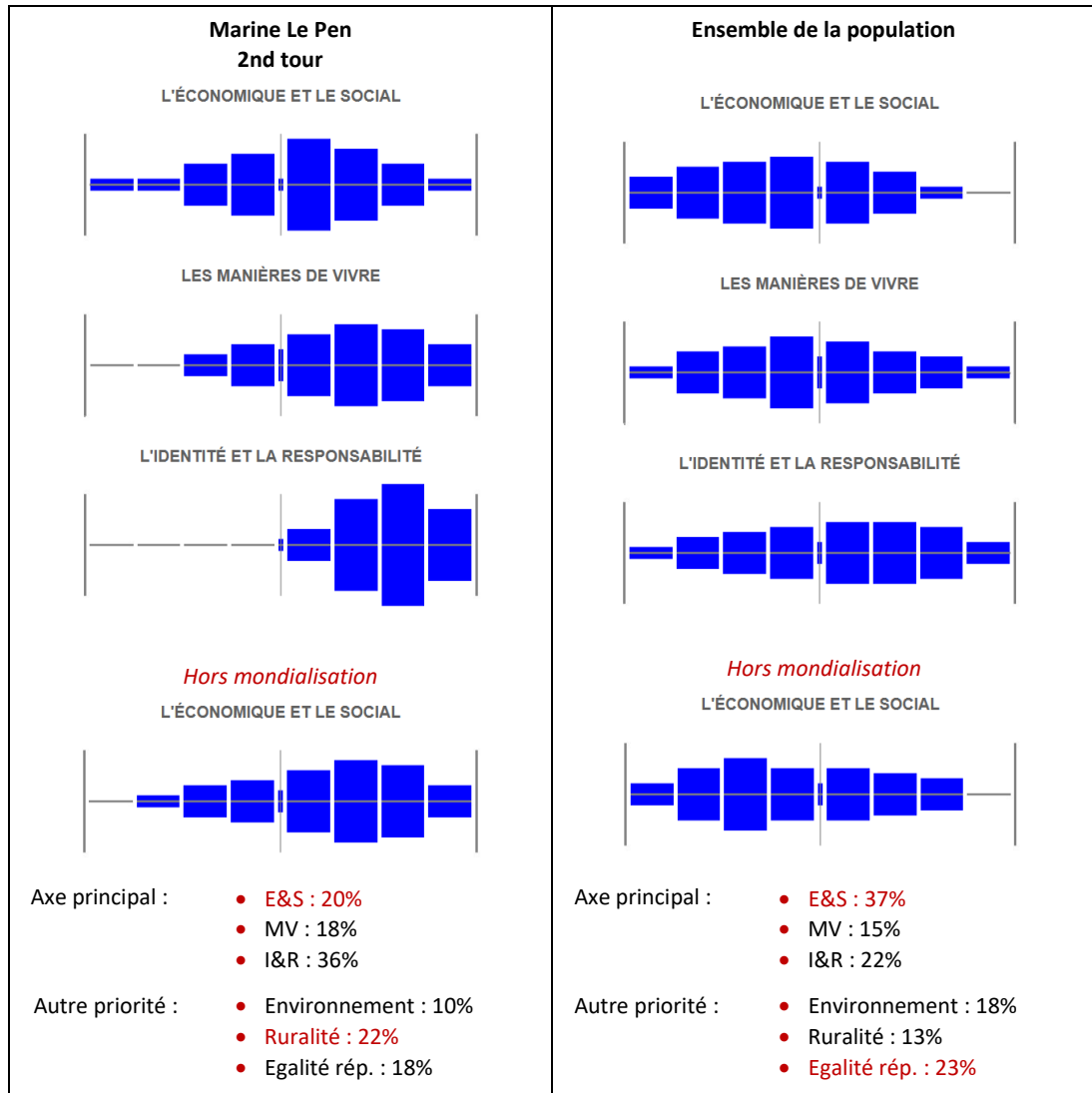
48% sont « plutôt libéraux » dans le domaine économique et social, 29% sont « plutôt interventionnistes ».

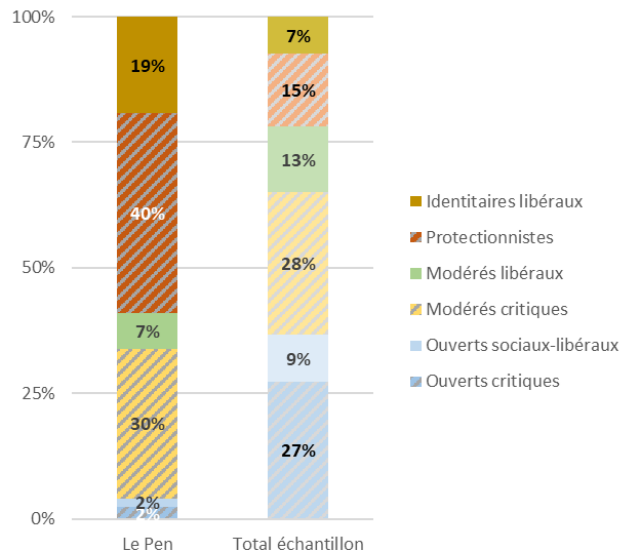
40% sont « plutôt conservateurs » sur les manières de vivre et 33% sont « très conservateurs ».

59% sont « très naissance » sur l'identité et la responsabilité et 35% sont « plutôt naissance ».

Par rapport aux personnes qui affichent une préférence pour Marine Le Pen pour le premier tour, la répartition entre catégories « Ouverts/Fermés » pour le second tour évolue, avec une proportion plus grande d'identitaires libéraux et de protectionnistes.

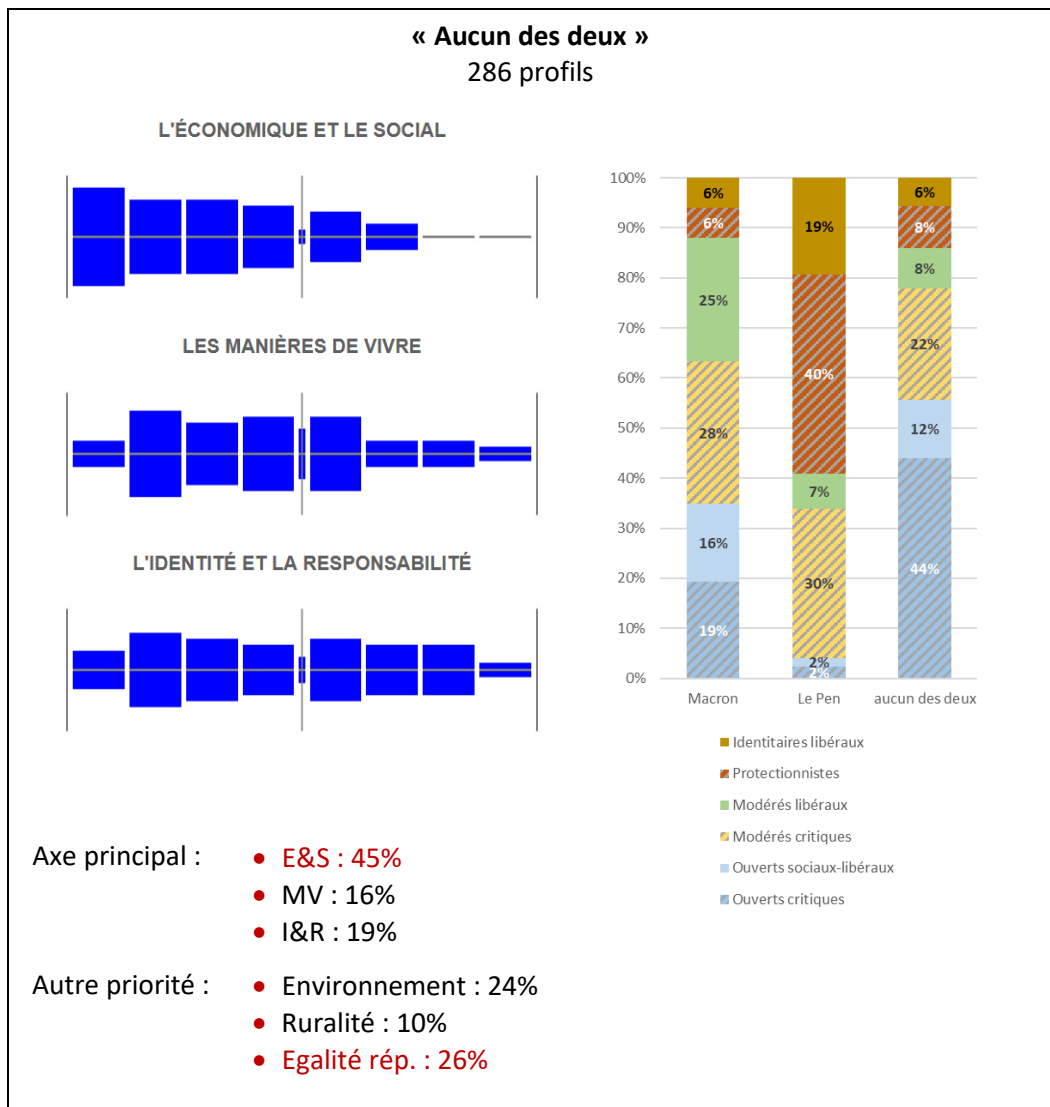
Marine Le Pen au 2nd tour par rapport à l'ensemble de la population :

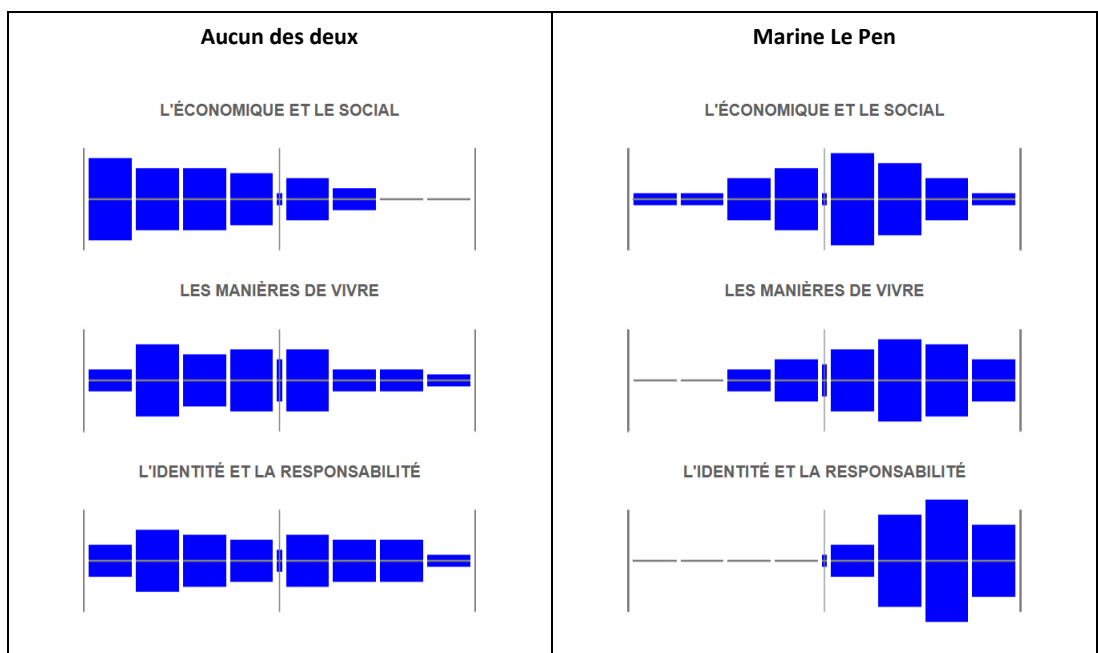
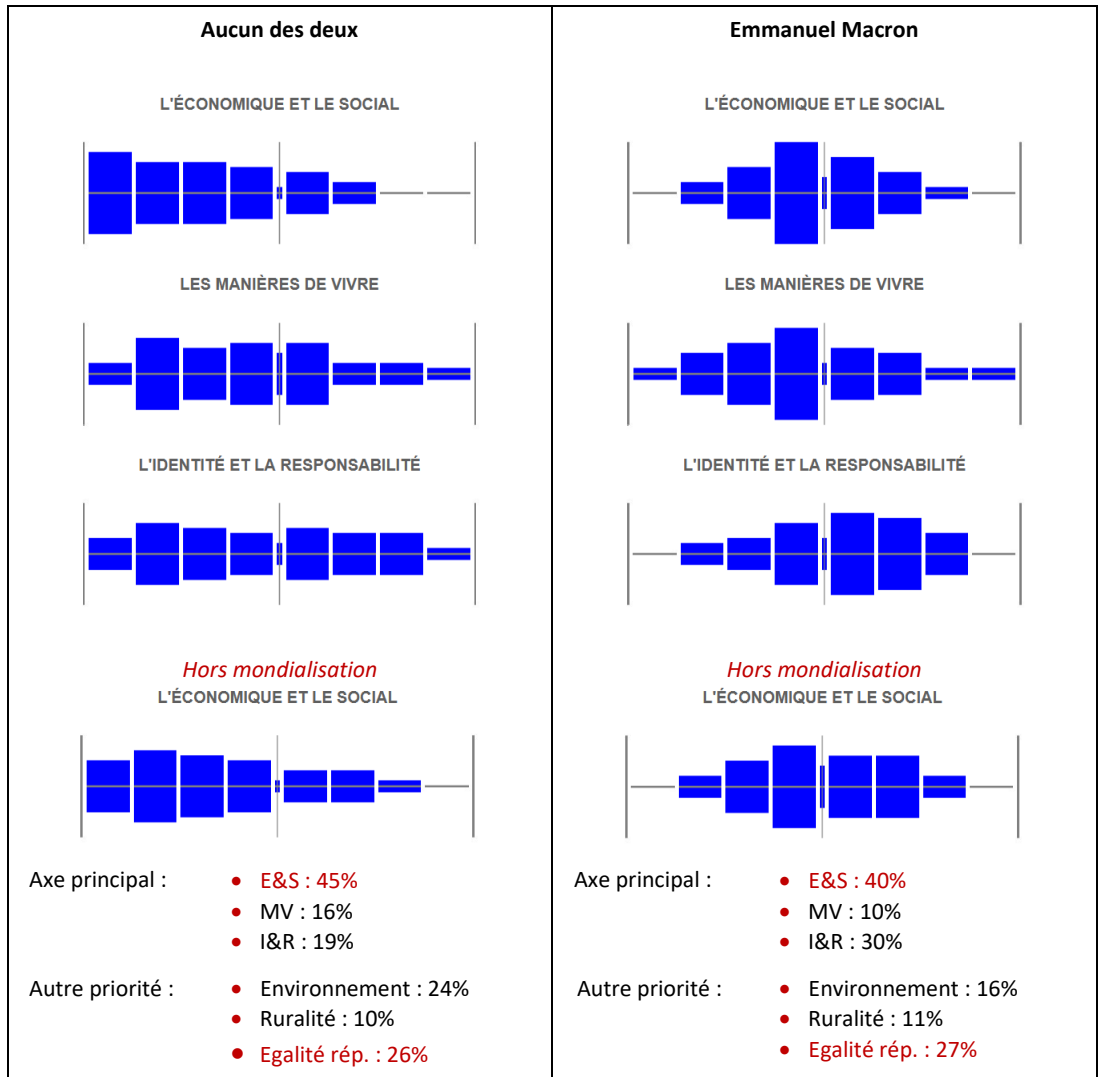


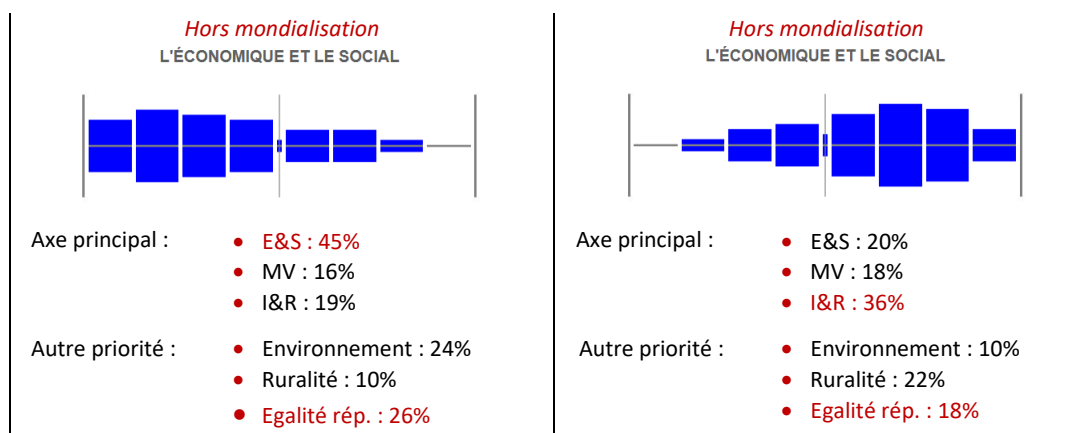


Les personnes ayant déclaré leur préférence pour M. Le Pen pour le second tour restent plus conservatrices et plus « naissance » que l'ensemble de la population selon l'échantillon représentatif. Hors mondialisation, elles sont « libérales » quand l'ensemble de la population est « interventionniste ». Elles accordent toujours davantage d'importance à la ruralité que l'ensemble de l'échantillon.

Préférence pour « aucun des deux » :







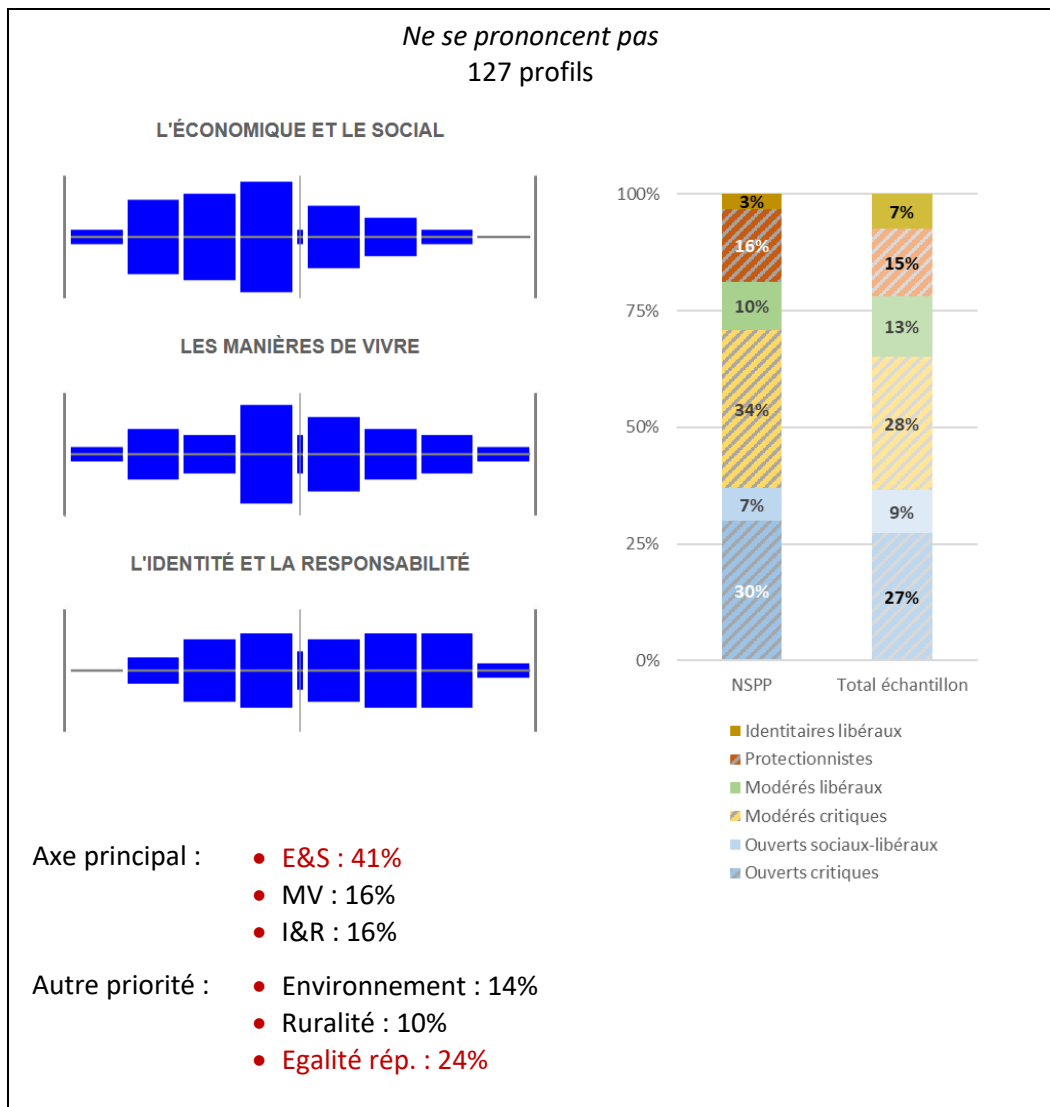
76% de personnes favorables à « aucun des deux » sont interventionnistes dans le domaine économique et social, contre 54% chez Macron et 33% chez Le Pen (et 42% sont « très interventionnistes », contre 8% chez Macron et 4% chez Le Pen) ; et 22% sont libéraux, contre 39% chez Macron et 63% chez Le Pen (20% sont « plutôt libéraux », contre respectivement 35% et 48% chez Macron et Le Pen).

57% sont « laisser-faire » sur les manières de vivre, contre 60% chez Macron et 18% chez Le Pen, et 31% sont « conservateurs », contre 33% (Macron) et 74% (Le Pen).

56% privilégient « le contexte » sur l'identité et la responsabilité (35% chez Macron, 4% chez Le Pen), et 40% privilégient « la naissance » (contre 57% et 94%).

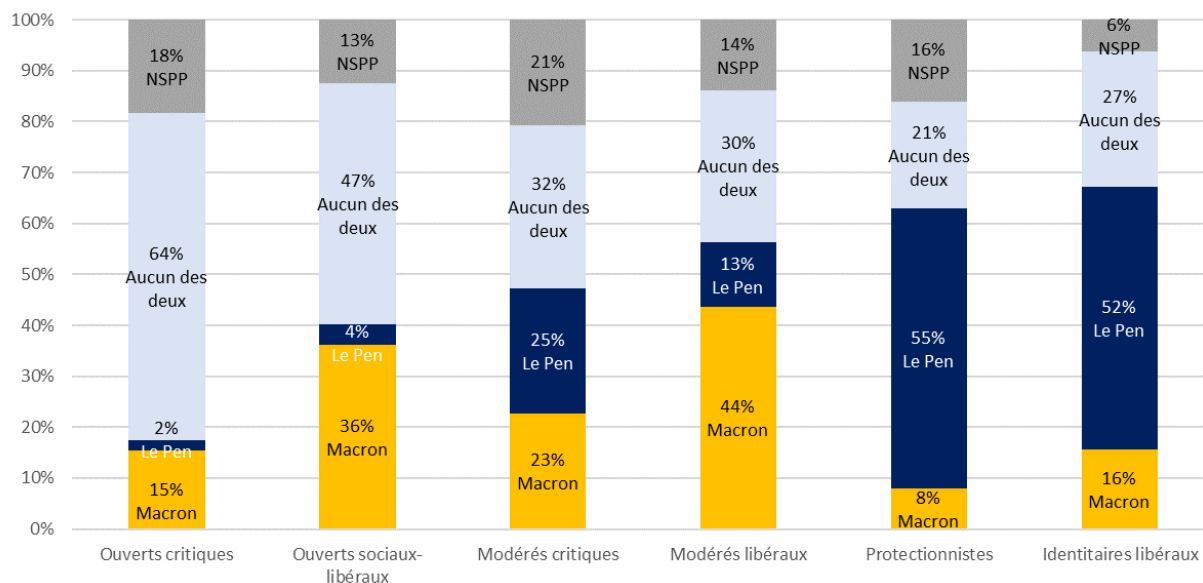
En termes de catégories « Ouverts / Fermés », ils sont plus « ouverts critiques » que Macron (et beaucoup plus que Le Pen), moins « modérés libéraux » que Macron, et beaucoup moins « protectionnistes » et « identitaires libéraux » que Le Pen.

Pas de préférence déclarée :



Le profil des personnes qui ne se prononcent pas est très proche de celui de l'ensemble de la population.

2. Répartition au sein des catégories « Ouverts / Fermés »



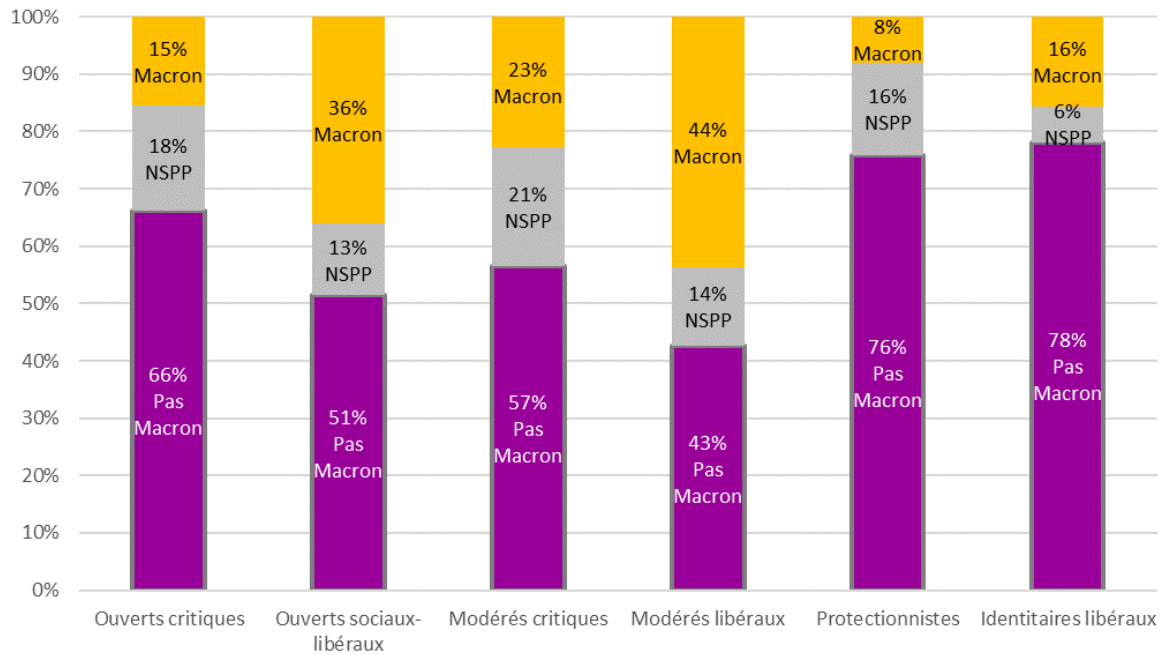
C'est au sein des « modérés libéraux » et des « ouverts sociaux-libéraux » que les personnes favorables à E. Macron sont les mieux représentées, et au sein des « protectionnistes » et des « identitaires libéraux » qu'on trouve les plus fortes proportions de personnes favorables à M. Le Pen.

Et c'est parmi les « ouverts critiques » que les personnes qui ne sont favorables à aucun des deux candidats sont les plus représentées, de même que celles qui n'ont pas exprimé de préférence.

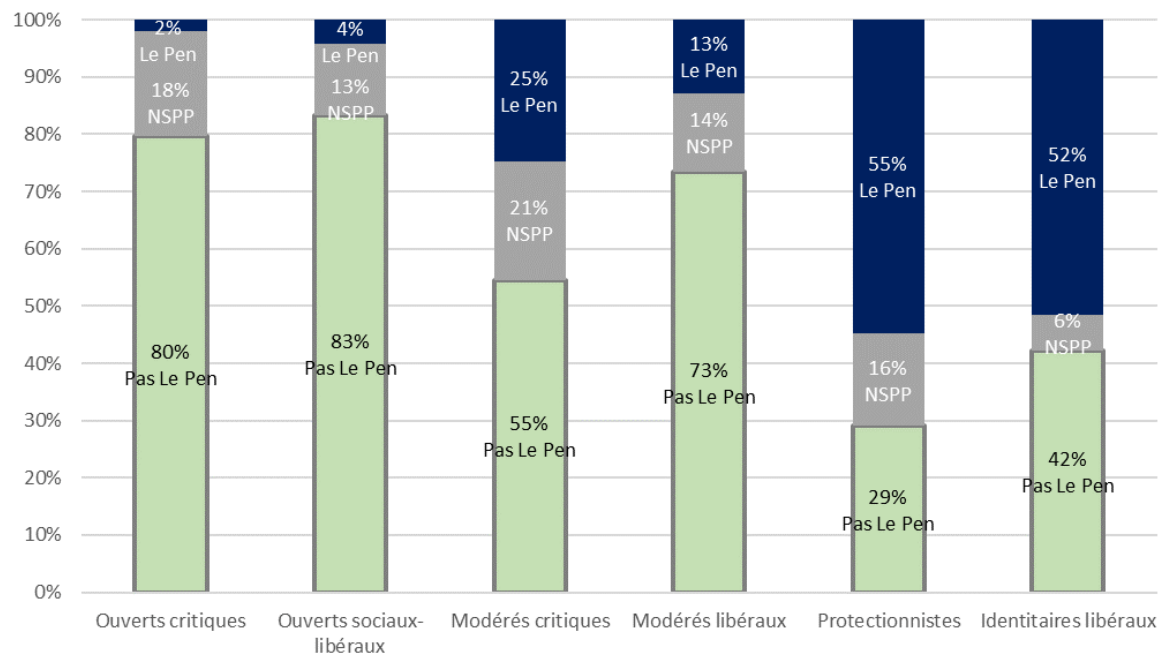
Il n'y a quasiment pas de pro-Le Pen parmi les « ouverts critiques », et très peu parmi les « ouverts sociaux-libéraux ». Il y a très peu de pro-Macron chez les « protectionnistes ».

Enfin, c'est au sein des « modérés critiques » que la répartition entre pro-Macron, pro-Le Pen, anti-Macron-Le Pen et sans opinion est la plus homogène.

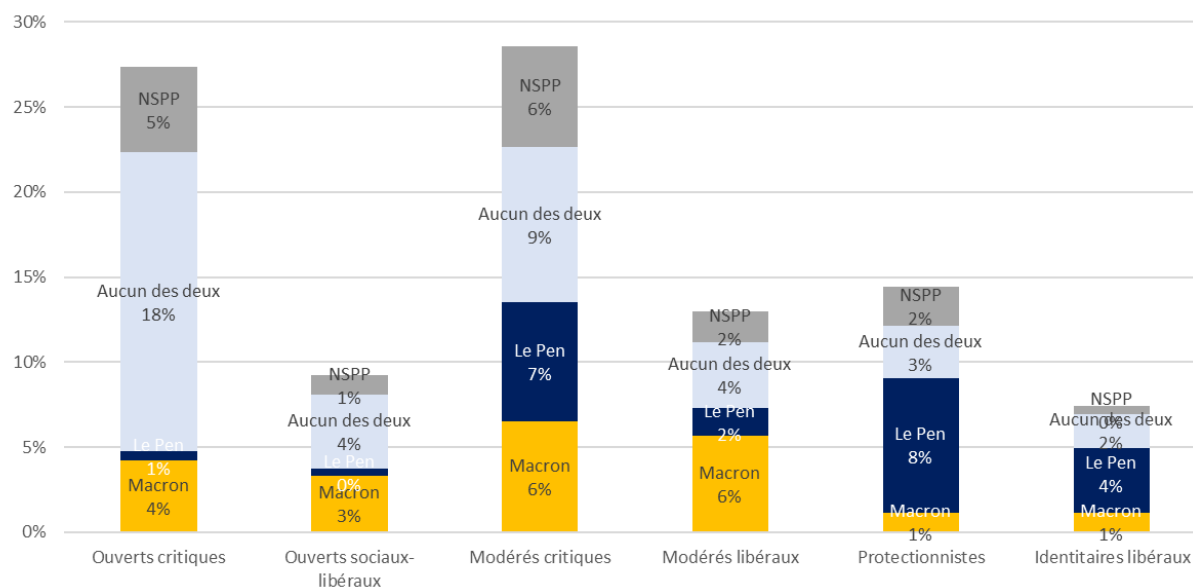
Les « anti-Macron » (favorables à M. Le Pen ou à « aucun des deux ») au sein des catégories « ouverts / fermés » :



Les « anti-Le Pen » au sein des catégories « ouverts / fermés » (favorables à E. Macron ou à « aucun des deux ») :



Répartition au sein des catégories « Ouverts / fermés » ramenées à leur poids dans l'échantillon total (le total des histogrammes fait 100%) :



Les catégories les plus favorables à E. Macron sont les « modérés libéraux » et les « ouverts sociaux-libéraux », mais elles ne regroupent que 22% de la population. Pour élargir son électorat, E. Macron doit donc séduire au sein des autres catégories qui lui sont le moins défavorables : les « modérés critiques » et les « ouverts critiques ». « Protectionnistes » et « identitaires libéraux » sont à la fois trop hostiles à E. Macron et trop peu nombreux pour représenter un complément suffisant pour atteindre (ou conserver) une majorité.

Les catégories les plus favorables à Marine Le Pen sont les « protectionnistes » et les « identitaires libéraux », catégories qui ne regroupent que 22% de la population. Pour élargir son électorat, Marine Le Pen peut compter sur une partie des « modérés critiques », catégorie au sein de laquelle ses partisans sont bien représentés, mais en revanche pas (ou très peu) sur les autres catégories.

Ce sont donc les « ouverts critiques » et les « modérés critiques » qui sont le plus susceptibles de faire la différence entre E. Macron et M. Le Pen.

3. Estimation de la composition des votes au second tour

Les préférences affichées pour le second tour se répartissent de la manière suivante :

E. Macron	22%
M. Le Pen	22%
Aucun des deux	40%
NSPP	17%

Rappel des répartitions au sein des catégories « Ouverts / Fermés » :

	Ouverts critiques	Ouverts sociaux-libéraux	Modérés critiques	Modérés libéraux	Protectionnistes	Identitaires libéraux
Macron	15%	36%	23%	44%	8%	16%
Le Pen	2%	4%	25%	13%	55%	52%
Aucun des deux	64%	47%	32%	30%	21%	27%
NSPP	18%	13%	21%	14%	16%	6%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Répartition selon le poids réel de chaque catégorie :

	Ouverts critiques	Ouverts sociaux-libéraux	Modérés critiques	Modérés libéraux	Protectionnistes	Identitaires libéraux	Total
Macron	4%	3%	6%	6%	1%	1%	22%
Le Pen	1%	0%	7%	2%	8%	4%	21%
Aucun des deux	18%	4%	9%	4%	3%	2%	40%
NSPP	5%	1%	6%	2%	2%	0%	17%
Total	27%	9%	29%	13%	14%	7%	100%

Pour estimer la répartition des votes au second tour, application des hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un « taux d'abstention » global de 34%, correspondant au total des abstentions, blancs et nuls constatés au 2nd tour (abstention 28%, blancs 4,6%, nuls 1,6%) ;
- Application différenciée de ce taux d'abstention selon les catégories : pondération selon la proportion de « Aucun des deux » et NSPP de chaque catégorie ;
- Les personnes qui ont déclaré une préférence pour E. Macron ou M. Le Pen sont considérées comme votant à 100% ; les « NSPP » sont considérés comme abstentionnistes à hauteur du taux d'abstention calculé pour leur catégorie ; le reste des abstentionnistes est considéré comme provenant des personnes n'ayant déclaré de préférence pour « aucun des deux ».
- Les personnes qui votent parmi les « aucun des deux » ou « NSPP » (une fois déduits les abstentionnistes) se répartissent entre E. Macron et M. Le Pen comme les personnes de leur catégorie qui ont affiché une préférence pour l'un des deux candidats.

	Ouverts critiques	Ouverts sociaux-libéraux	Modérés critiques	Modérés libéraux	Protectionnistes	Identitaires libéraux	Total
% abstention, blancs et nuls estimé	50%	36%	32%	26%	22%	20%	34%
Préférence pour Macron	6,4%	5,0%	9,8%	8,6%	1,8%	1,8%	33,4%
"Aucun des deux" sur Macron	8,8%	2,0%	1,4%	1,1%	0,1%	0,2%	13,5%
NSPP sur Macron	3,4%	1,0%	2,9%	1,6%	0,4%	0,1%	9,4%
Total Macron	18,6%	8,0%	14,2%	11,2%	2,2%	2,1%	56,3%
Préférence pour Le Pen	0,8%	0,6%	10,7%	2,5%	12,0%	5,8%	32,3%
"Aucun des deux" sur Le Pen	1,1%	0,2%	1,5%	0,3%	0,4%	0,7%	4,3%
NSPP sur Le Pen	0,4%	0,1%	3,2%	0,5%	2,4%	0,4%	7,0%
Total Le Pen	2,3%	0,9%	15,4%	3,3%	14,8%	6,9%	43,7%
Total Macron + Le Pen	20,9%	9,0%	29,6%	14,5%	17,0%	9,0%	100,0%
« Abstention »	13,6%	3,3%	9,0%	3,4%	3,2%	1,5%	34,0%
Macron dans la catégorie	89%	90%	48%	77%	13%	23%	56,3%
Le Pen dans la catégorie	11%	10%	52%	23%	87%	77%	43,7%

Cette simulation donne un résultat proche du résultat de l'élection présidentielle, compte-tenu de la marge d'erreur inhérente à la taille de l'échantillon (768 personnes pour les préférences au second tour) :

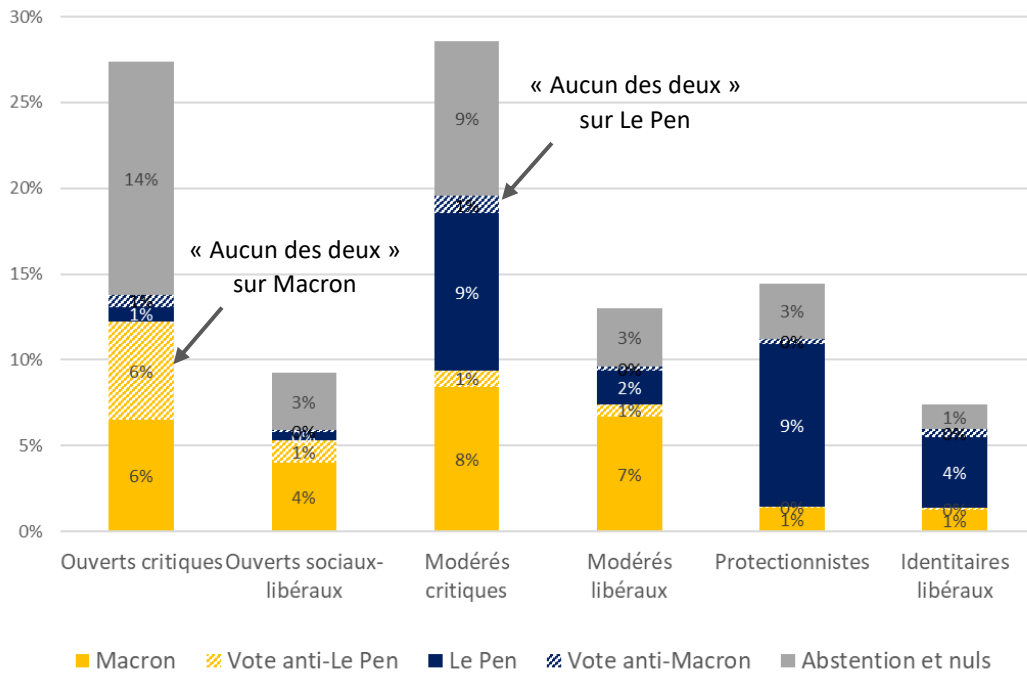
	Simulation	Réel 2nd tour	Ecart
Macron	56,3%	58,6%	-2,2%
Le Pen	43,7%	41,5%	+2,2%

Répartition des personnes ayant une préférence pour « aucun des deux » :

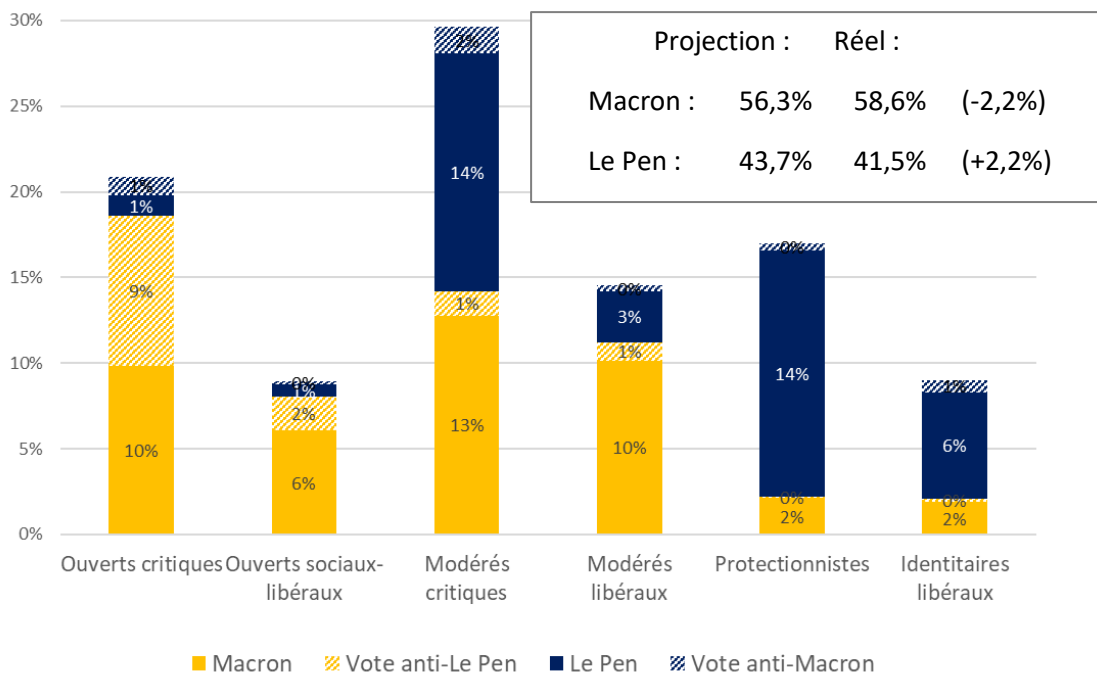
	Ouverts critiques	Ouverts sociaux-libéraux	Modérés critiques	Modérés libéraux	Protectionnistes	Identitaires libéraux	Total
Sur Macron	33%	30%	10%	19%	1%	7%	22%
Sur Le Pen	4%	3%	11%	5%	9%	23%	7%
Abstention	63%	66%	79%	76%	89%	70%	70%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Selon la projection, ces personnes s'abstiennent à 70% ; sur les 30% restant, les trois quarts (22%) optent pour E. Macron. Ces 22% (parmi les 40% n'ayant de préférence pour « aucune des deux ») qui selon la projection choisissent E. Macron, représentent donc le vote anti-Le Pen. Les 8% (des 40%) dont les votes iraient à M. Le Pen représentent le vote anti-Macron.

Projection selon les préférences et les rejets par catégories :



Hors abstention, blancs et nuls :

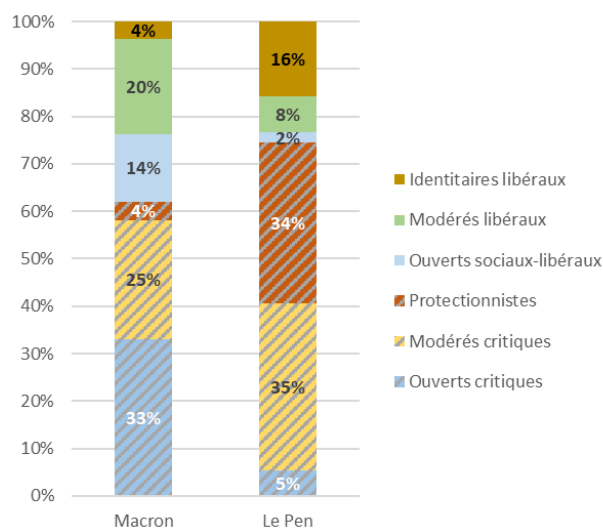


	Ouverts critiques	Ouverts sociaux-libéraux	Modérés critiques	Modérés libéraux	Protectionnistes	Identitaires libéraux	Total
Macron	10%	6%	13%	10%	2%	2%	43%
Vote anti-Le Pen	9%	2%	1%	1%	0%	0%	14%
Le Pen	1%	1%	14%	3%	14%	6%	39%
Vote anti-Macron	1%	0%	2%	0%	0%	1%	4%

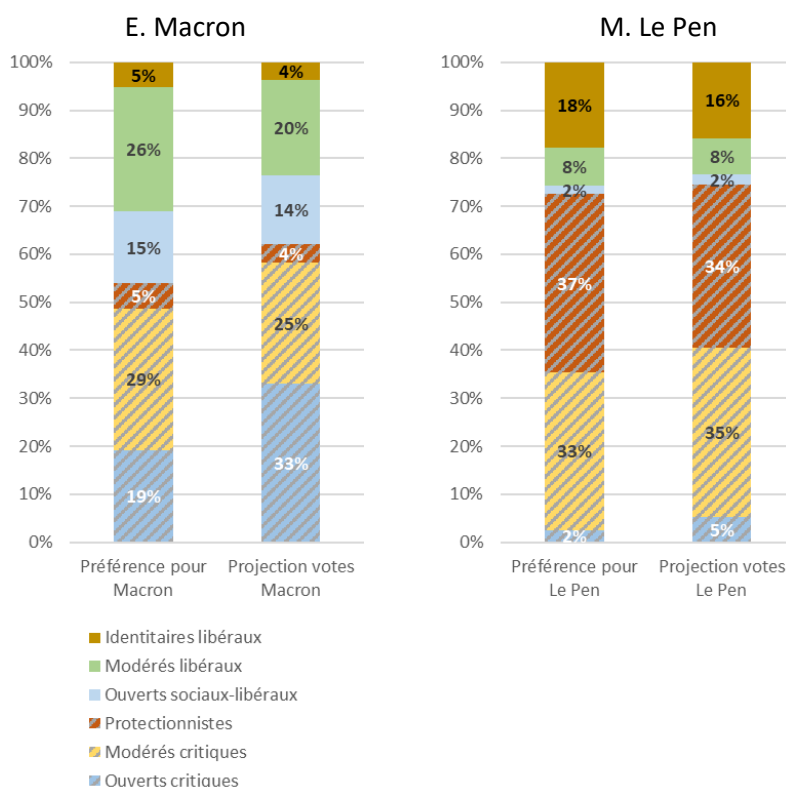
Les « ni Le Pen ni Macron » dont les suffrages se sont finalement portés sur E. Macron représenteraient ainsi de l'ordre de 14% sur le total de 59% réalisé par E. Macron. Sur ces 14%, 9% viendraient des « ouverts critiques ».

Les « ni Le Pen ni Macron » ayant finalement opté pour M. Le Pen ne représenteraient en revanche que 4% sur le total de 41% de M. Le Pen.

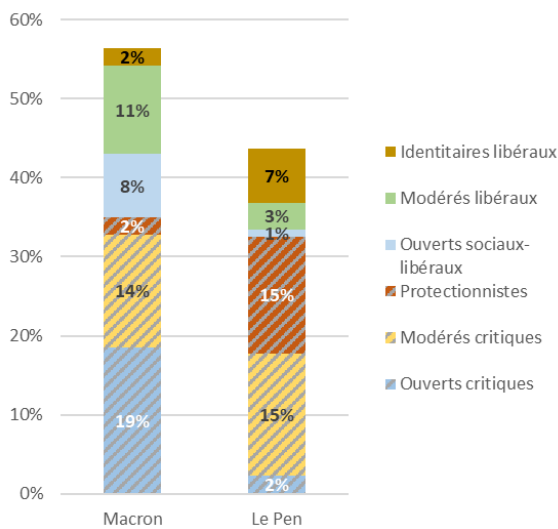
Répartition des électorats par catégories selon les projections :



Comparaison avec les préférences exprimées :



Répartition de 100% des votes selon la projection :



L'électorat d'E. Macron au 2nd tour est donc composé d'abord d'« ouverts critiques », puis de « modérés critiques », de « modérés libéraux » et d'« ouverts sociaux-libéraux », tandis que celui de M. Le Pen est composé de « modérés critiques » puis de « protectionnistes » et d'« identitaires libéraux ».

Les catégories « ouverts / fermés » permettent, à partir des préférences et des rejets exprimés, d'approcher le résultat de l'élection présidentielle.

Selon ces projections, ce sont les « ouverts critiques » qui s'abstiennent le plus (50%), et les « protectionnistes » et « identitaires libéraux » qui s'abstiennent le moins (22% et 20%).

Les personnes ayant une préférence pour « aucun des deux » s'abstiennent à 70% ; sur les 30% restant, les trois quarts optent pour E. Macron.

Sur les 59% de voix qui se sont portées sur E. Macron, un peu moins de 10% proviendraient des indécis, et environ 14% de personnes qui avaient une préférence pour « aucun des deux ». Il est donc très probable qu'E. Macron ait été réélu grâce aux voix de ses opposants qui voulaient faire barrage à M. Le Pen. Les deux tiers de ces « anti-Macron/Le Pen » sont des « ouverts critiques » (gauche interventionniste) : sans ces « ouverts critiques » finalement plus anti-Le Pen qu'anti-Macron (9%), l'élection aurait été beaucoup plus incertaine.

Du côté de M. Le Pen, les personnes ayant une préférence pour « aucun des deux » mais qui ont finalement voté pour la candidate représenteraient moins de 5% des voix, et elles sont d'abord issues des « modérés critiques ». Les plus à gauche (les « ouverts critiques ») dont les voix se seraient portées sur M. Le Pen ne représenteraient que 1% des votants.

Toujours selon ces projections, les voix des « modérés critiques » se répartissent à peu près à parts égales entre E. Macron et M. Le Pen.

On a ainsi :

- A gauche, des « ouverts critiques » (27%) qui votent quasi-systématiquement à gauche, ou bien pour E. Macron, le plus souvent pour faire barrage à M. Le Pen ;
- Des « ouverts sociaux-libéraux » (9%) acquis à E. Macron ;
- Des « modérés critiques » (29%) très partagés, susceptibles de voter Macron aussi bien que Le Pen ;
- Des « modérés libéraux » (13%), qui votent très majoritairement pour E. Macron ;
- Des « protectionnistes » (15%), acquis à M. Le Pen ;
- Des « identitaires libéraux » (7%), très majoritairement pro-Le Pen.

L'élection d'E. Macron tient donc à sa capacité à réunir à la fois les voix des « ouverts critiques » et celle des « modérés critiques », quand la marge de progrès de M. Le Pen repose sur les seuls « modérés critiques ».

Conclusions

Le profil politique dressé à partir des trois axes « l'économique et le social », « les manières de vivre », et « l'identité et la responsabilité » permet de distinguer les différentes tendances politiques, ce qui les rapproche, et ce qui les différencie. Appliqué à l'ensemble de l'échantillon représentatif, il permet de savoir quelles politiques réclament, globalement, les Français. Appliqué en fonction des préférences indiquées pour l'élection présidentielle, il permet de savoir ce que les Français attendent des candidats.

Le profil politique de Français insatisfaits.

Les Français sont en demande de politiques économiques et sociales « de gauche » : près des deux-tiers sont « interventionnistes » (favorables à l'intervention de l'Etat) contre un tiers qui sont « libéraux » (favorables au désengagement de l'Etat). Mais ils sont encore plus nombreux à demander davantage d'interventionnisme pour les protéger des effets de la mondialisation économique, 30% seulement estimant qu'elle peut être une opportunité. Ils sont plutôt à gauche sur les manières de vivre (près de la moitié sont « laisser-faire », contre un peu plus de 40% de « conservateurs »). Et ils sont en revanche plutôt au centre-droit sur les questions d'identité et de responsabilité, près de 60% privilégiant « la naissance », mais avec seulement un peu plus de 20% d'« identitaires » (très à droite).

Comme priorité, ils sont plus nombreux à choisir « la façon d'envisager les problèmes économiques et sociaux », que « l'idée qu'on se fait de la France, ou de l'Europe, ou du monde », ou « les questions de société, l'évolution des mœurs ».

Si, comme le disent les études d'opinion, les Français ont la nostalgie d'une France révolue, ce qu'ils semblent regretter c'est donc moins sa grandeur sur le plan international, ses immigrés plus discrets ou l'évolution de ses mœurs, que son système de santé qui faisait leur fierté, ses trains qui desservaient les petites villes, et ses services publics qui étaient présents sur tout le territoire.

Le macronisme souvent en phase avec ce que souhaitent les Français, mais pas sur l'économique et le social.

Les sympathisants LREM, comme les personnes qui ont exprimé une préférence pour E. Macron au 1^{er} tour, sont majoritairement au centre-droit sur l'identité et la responsabilité, et le plus souvent au centre-gauche sur les manières de vivre et au centre – centre-droit sur l'économique et le social. Comme une majorité de Français, donc, sauf sur l'économique et le social, où les Français sont majoritairement plus à gauche.

Si la politique du gouvernement reflète les aspirations de sa base électorale, alors elle est en phase avec ce que réclament une majorité de Français, tant qu'il n'est pas question de politique économique et sociale.

Une gauche sans attrait quand elle ne peut pas promettre une politique économique « de gauche ».

Le profil des Français (plutôt à droite sur l'identitaire, à gauche sur l'économique et le social et les manières de vivre) peut expliquer la prépondérance de la droite au niveau local, là où les politiques économiques ou sociétales comptent moins que le sentiment de proximité avec les élus (le partage des mêmes valeurs sur les questions d'identité).

Le profil des Français pourrait aussi expliquer que la gauche n'ait accédé au pouvoir que lorsqu'elle laissait entrevoir la possibilité d'une politique économique clairement « de gauche ». Car sans la promesse d'une politique « de gauche », il n'y a pas d'intérêt pour les Français à choisir la gauche plutôt que la droite : grâce à l'influence du centre-droit, moins « conservateur », la droite n'apparaît pas en décalage avec une population pourtant plutôt « laisser-faire » sur les manières de vivre ; de ce fait, à politiques économiques à peu près équivalentes, la préférence des Français va à ceux avec lesquels ils sont le plus en phase sur les questions d'identité et de responsabilité : les candidats de droite. Cela expliquerait les défaites de 1986 après le tournant de la rigueur, de 1993 après la politique « du franc fort », de 2002 après « L'Etat ne peut pas tout » de L. Jospin, ou de 2017 après le quinquennat de F. Hollande et sa « politique de l'offre » ; et à l'inverse, cela expliquerait les victoires de F. Mitterrand en 1981, de la « gauche plurielle » en 1997, et de F. Hollande et sa taxe à 75% en 2012.

Un abstentionnisme nourri par l'absence de réponse sur l'économique et le social.

Ces vingt dernières années, que ce soient la gauche ou la droite qui aient gouverné, la politique économique qui a été menée a oscillé entre centre-gauche et centre-droit, sans que jamais ne soit remise en question la nécessité de s'insérer dans la compétition internationale. Pour des Français majoritairement « interventionnistes », et encore plus souvent critiques d'une mondialisation dont ils souhaitent être protégés des effets néfastes, il est probable que cette absence de réponse à leurs attentes de la part des partis « de gouvernement » ait été la cause de leur désintérêt pour les élections.

Une partie des électeurs tentés aussi bien par le centre que par la gauche ou la droite de la droite.

Lorsqu'on analyse les positionnements d'une part sur la mondialisation, et d'autre part sur les questions d'identité et de responsabilité, des catégories émergent, plus ou moins « ouvertes » ou « fermées » selon les critères retenus (mondialisation ou identité).

Ces catégories sont le plus souvent relativement homogènes en termes de tendances politiques, sauf une : celles des personnes qui se situent au centre ou à droite (droite non radicale) sur les questions d'identité et de responsabilité, et qui sont critiques de la mondialisation et de ses effets sur l'emploi et certains secteurs de l'économie. Majoritairement favorables à des politiques économiques de gauche, même si certains sont « libéraux » (sauf sur la mondialisation), ces « modérés critiques » sont susceptibles de voter aussi bien pour la gauche, que pour la droite de la droite, ou pour le centre-droit selon ce qu'ils finissent par juger prioritaire : à gauche s'ils souhaitent d'abord une politique plus « interventionniste » ; à la droite de la droite s'ils veulent simplement être mieux protégés de la mondialisation ; au centre-droit s'ils restent indécis, se contentant de privilégier la proximité avec leurs valeurs sur l'identitaire.

Si des électeurs hésitent jusqu'au dernier moment avant de voter, c'est donc probablement parmi ces « modérés critiques » qu'ils se trouvent.

Trois gauches « irréconciliables » ?

90% des personnes se positionnant à gauche sont « interventionnistes » (et le plus souvent « très interventionnistes ») dans le domaine économique et social, les trois-quarts sont « laisser-faire » pour ce qui est des manières de vivre, et les deux-tiers privilégient « le contexte » pour l'identité et la responsabilité.

On trouve ainsi à gauche :

- des critiques de la mondialisation à la fois très à gauche sur l'économique et le social et sur l'identité et la responsabilité ;
- des critiques de la mondialisation à gauche sur l'économique et le social et au centre-gauche ou à droite (droite modérée) sur l'identité et la responsabilité ;
- des personnes pour qui la mondialisation peut être une chance, plus au centre sur l'économique et le social et sur l'identité et la responsabilité.

Les premiers ne s'entendront pas avec les deuxièmes sur les questions liées au communautarisme ou aux politiques de sécurité ; les deuxièmes ne s'entendront pas avec les troisièmes sur la politique économique, et en particulier sur la nécessité de mieux se protéger des effets de la mondialisation ; les premiers et les troisièmes ne seront d'accord sur rien, mis à part sur les questions sociétales (PMA pour toutes, droit à l'avortement, lutte contre l'homophobie...).

Il n'y aurait donc pas « deux gauches irréconciliables », mais *trois*.

La NUPES : plus de similitudes que de différences parmi les sympathisants.

A gauche, au vu du profil des sympathisants des partis qui composent la NUPES, le principe d'une union apparaît cependant justifié par le fait qu'ils partagent tout de même beaucoup plus de valeurs qu'ils n'ont de désaccords. Parmi ces valeurs communes, il y a en premier lieu l'interventionnisme en matière économique et sociale. Les « ouverts sociaux-libéraux » et « modérés libéraux » ne représentent en effet que 16% des électeurs de la NUPES, à peu près autant que parmi les sympathisants du PS (19%), en décalage avec l'image que peuvent en donner les anciens soutiens de F. Hollande. Les sympathisants des partis constitutifs de la NUPES sont également très majoritairement « laisser-faire » sur les manières de vivre, et privilégient en majorité « le contexte » pour l'identité et la responsabilité.

Pour limiter les dissensions au sein de cette union, elle n'a pas d'autre choix que d'ignorer les « ouverts sociaux-libéraux » et les « modérés libéraux », très minoritaires et qui ont trop désaccords avec le reste des sympathisants. La NUPES n'aura plus ainsi qu'à gérer ses contradictions sur le communautarisme, les politiques de sécurité ou le nucléaire. Le mieux pour elle étant d'évoquer ces sujets le moins possible pour ne pas repousser des « modérés critiques » qui, sur l'économique et le social, seraient prêts à la rejoindre.

A droite : pour LR pris en tenaille entre Renaissance et le RN, le salut passera-t-il par un retour aux sources ?

LR apparaît comme central à droite : libéral, conservateur, et privilégiant « la naissance ». Mais une partie de ses sympathisants partagent les valeurs de partis centristes comme Horizons et LREM (sur l'identité et la responsabilité, sur l'économique et le social), quand d'autres partagent celles du RN ou Reconquête (tant sur l'identité et la responsabilité que sur les manières de vivre). LREM attire

d'avantage les « modérés » ; le RN attire davantage les « protectionnistes » et les « identitaires libéraux » ; Reconquête (plus conservateur, plus « naissance ») représente mieux les valeurs de la droite « identitaire ».

Au vu de la concurrence à droite, le seul positionnement qui permettrait à LR de se distinguer est celui d'une droite « modérée critique » conservatrice : une droite gaulliste, en somme.

A la droite de la droite, Reconquête limité par sa radicalité, le RN porté par sa critique de la mondialisation

Les sympathisants de Reconquête sont très à droite sur les questions d'identité, mais aussi souvent très conservateurs. Les « modérés » y sont peu nombreux, contrairement au RN, où ils représentent 40% des sympathisants (pour la plupart « modérés critiques »). Si Reconquête conserve un positionnement radical sans mettre l'accent sur la protection contre les effets de la mondialisation, il pourra difficilement étendre son influence à droite.

Le RN, au contraire, par l'affichage d'une politique volontariste pour contrer les effets de la mondialisation, et la mise au second plan de sa radicalité sur les questions d'identité, apparaît en mesure d'attirer des modérés. Reste que, au vu du profil de ses sympathisants, c'est un parti « libéral » sur l'économie dès lors qu'il n'est pas question de mondialisation, ce qui n'est pas un handicap à droite, mais pourrait constituer un frein à son attractivité auprès des indécis si cela devenait plus visible.

Comment les ouvriers ont-ils pu passer du PCF au RN ?

« Modérés critiques » et « protectionnistes » sont des catégories dans lesquelles les ouvriers (et aussi les employés) sont sur-représentés.

A l'époque où le PCF était majoritaire chez les ouvriers, c'étaient ses positions anticapitalistes qui fédéraient les sympathisants. Si les intellectuels proches du PCF, qui dénonçaient par exemple les exactions de l'armée française pendant la guerre d'Algérie, pouvaient être considérés comme des « ouverts critiques », les ouvriers, moins impliqués dans ces combats, étaient souvent probablement plus proches des « modérés critiques » ou des « protectionnistes » d'aujourd'hui, avec donc des valeurs de droite sur les questions d'identité et de responsabilité.

Quand l'Union Soviétique s'est effondrée, les ouvriers qui votaient communistes se sont retrouvés orphelins : plus aucun parti à gauche vers lequel se tourner, avec un PCF démonétisé, une extrême-gauche trop éloignée de leurs valeurs sur l'identité, et un PS menant alors des politiques plus sociales-libérales que socialistes.

Or à cette époque le FN se présentait comme le chantre de l'anti-mondialisation, dénonçant le « libre-échange » à l'origine des délocalisations et de la destruction des emplois industriels. Pour des « modérés critiques », et a fortiori pour des « protectionnistes », la proposition était tentante : assez peu de concessions à faire sur les valeurs identitaires, et le sentiment d'être entendu sur la défense des emplois mis à mal par la concurrence internationale.

Le positionnement d'un Fabien Roussel, moins marqué à gauche sur les questions d'identité et de responsabilité, serait donc de nature à faire revenir les ouvriers vers la gauche.

Même s'il y a des passerelles entre eux, les extrêmes ne se « rejoignent » pas.

Les profils à la gauche de la gauche et à la droite de la droite montrent que les extrêmes, loin de se rejoindre, sont aux antipodes l'un de l'autre : leurs valeurs sont diamétralement opposées. Et à la gauche de la gauche, on vote à gauche (ou on ne vote pas), et à la droite de la droite, on vote à droite.

S'il y a des passerelles entre eux, elles ne sont le fait que de « modérés critiques » (critiques de la mondialisation et au centre ou à droite sur les questions identitaires) qui seraient tentés par la radicalité. Eux sont susceptibles de voter autant pour E. Macron, que pour un candidat de la gauche de la gauche ou un candidat de la droite de la droite.

Un développement du populisme sans lien avec l'immigration ou l'insécurité.

Depuis le péronisme argentin jusqu'à Viktor Orbán en Hongrie, les « populismes » sont souvent l'alliance de politiques économiques « de gauche » (interventionnistes) et d'un positionnement « de droite » (privilégiant « la naissance ») sur les questions identitaires.

Si le populisme de gauche allie un positionnement très à gauche sur l'économique et le social, et plutôt à droite sur les questions d'identité, alors il n'a pas sa traduction dans le paysage politique français : seul le PCF, avec un F. Roussel vantant « la bonne bouffe » (identité) et la « valeur travail » (responsabilité), pourrait s'en rapprocher, mais ses positions « ouvertes » sur l'immigration l'empêchent de rentrer complètement dans cette catégorie.

Si le populisme de droite allie un positionnement très à droite sur les questions d'identité, et plutôt à gauche sur l'économique et le social, et en particulier sur la mondialisation, alors le RN, tel qu'il se présente, peut en revanche rentrer dans cette catégorie.

Les plus susceptibles de porter leurs voix sur l'un comme sur l'autre de ces « populismes » sont les « modérés critiques » : critiques de la mondialisation et de ses effets sur l'emploi et certains secteurs de l'économie, et au centre ou à droite (droite non radicale) sur les questions d'identité et de responsabilité (rejet de l'assistanat, des devoirs avant des droits, des immigrés qui doivent respecter les valeurs du pays d'accueil). Mais faute de réponse crédible à gauche, c'est aujourd'hui vers le RN qu'ils sont tentés de se tourner. Ce sont eux qui viennent grossir les rangs des électeurs de M. Le Pen. Sans ces « modérés critiques », la candidate RN n'attirerait quasiment que des « protectionnistes » ou des « identitaires libéraux », qui représentent à peine plus de 20% des électeurs.

Le risque populiste vient donc de l'absence de réponse politique aux aspirations de ces « modérés critiques », dont les valeurs sur l'identité et la responsabilité sont celles du centre-droit, incarnées, pour l'essentiel, dans le pouvoir actuel. Ce n'est donc pas par des surenchères sur l'immigration ou la sécurité qu'on les retiendra d'aller vers le RN, mais plutôt par des actions concrètes pour les protéger contre le risque de voir leurs emplois disparaître du fait de la concurrence extérieure, ou pour leur assurer un accès à des services publics de qualité.

« Le protectionnisme, c'est la guerre ».

Les populations réclament du protectionnisme lorsqu'elles estiment que c'est la solution qui leur permettra d'être protégé d'une concurrence extérieure qui les met en danger. Si ceux qu'elles portent au pouvoir pour mettre en œuvre ce protectionnisme sont, par ailleurs, porteurs de valeurs identitaires

fortes, alors le risque est grand d'une confrontation des nationalismes : le protectionnisme peut ainsi mener à la guerre.

Mais un protectionnisme économique mis en œuvre par des gouvernements « ouverts » ou « modérés » sur les questions d'identité présenterait-il les mêmes risques ? Car c'est l'absence de réponse de la part des « ouverts » ou des « modérés » à cette demande de protection vis-à-vis de la concurrence extérieure qui pousse les électeurs « ouverts » à s'abstenir, et les « modérés » à voter pour la droite identitaire contemptrice du libre-échange.

Ce n'est donc peut-être pas tant le protectionnisme qui mène à la guerre, que l'impression de passivité des gouvernements « ouverts » ou « modérés » devant les conséquences de la concurrence extérieure sur une partie de la population.

Emmanuel Macron réélu grâce aux anti-Macron ?

A la question « Quel est votre candidat(e) préféré(e) » pour le second tour, seuls 22% répondent « Emmanuel Macron » (comme 22% qui répondent « Marine Le Pen »). 34% des électeurs s'étant abstenu ou ayant voté blanc ou nul, ces 22% correspondent à 33% des votes exprimés. D'où viennent alors les 26% qui ont permis à E. Macron d'attendre son score de 59% ?

Selon les projections qui peuvent être faites à partir des préférences exprimées selon les types de profils, plus de la moitié des voix manquantes proviendraient de personnes qui ont répondu « aucun des deux » à la question du ou de la candidat(e) préféré(e). Et parmi elles, les « ouverts critiques » contribueraient à près de 10%.

E. Macron a donc très probablement été réélu grâce aux voix d'anti-Macron encore plus anti-Le Pen, dont une majorité proviendraient de la gauche. Si c'est le cas, il est difficile pour lui d'affirmer qu'il a été élu pour appliquer le programme qu'il a annoncé pendant sa campagne.

Les perspectives pour la prochaine élection présidentielle.

Si la gauche ne se défait pas de ses « libéraux » et continue à afficher des positions trop à gauche sur l'identité et la responsabilité, et si la droite s'enferme dans une vaine compétition avec l'extrême-droite, la prochaine élection présidentielle risque de voir s'affronter, une fois encore, le camp macroniste et M. Le Pen.

Or aujourd'hui on a :

- A gauche, des « ouverts critiques » (27%) qui votent quasi-systématiquement à gauche, ou bien pour E. Macron, le plus souvent pour faire barrage à M. Le Pen ;
- Des « ouverts sociaux-libéraux » (9%) acquis à E. Macron ;
- Des « modérés critiques » (29%) très partagés, susceptibles de voter Macron aussi bien que Le Pen ;
- Des « modérés libéraux » (13%), qui votent très majoritairement pour E. Macron ;
- Des « protectionnistes » (15%), acquis à M. Le Pen ;
- Des « identitaires libéraux » (7%), très majoritairement pro-Le Pen.

Pour la majorité actuelle, si une politique économique beaucoup plus interventionniste (hausse des impôts des plus riches et des grandes entreprises...), capable de retenir les « ouverts critiques », est exclue, du moins la protection contre les effets négatifs de la mondialisation doit-elle devenir un

objectif prioritaire, sous peine de voir les « modérés critiques » préférer massivement M. Le Pen aux prochaines élections.

Conclusion :

Tant que la droite LR ne sera pas clairement critique des effets de la mondialisation sur la situation économique et sociale, elle sera distancée par le RN.

Tant que la gauche ne sera pas à la fois clairement interventionniste sur l'économique et le social, et plus modérée sur l'identitaire, elle aura du mal à accéder au second tour ; et si elle y parvient, elle aura très peu de chance de s'imposer.

Tant que la majorité actuelle mènera une politique sociale-libérale, elle fera grossir les rangs des abstentionnistes à gauche ; tant qu'elle donnera une image d'impuissance face aux effets de la mondialisation sur la situation économique et sociale, elle perdra des électeurs du centre et de la droite.

Tant que ses adversaires ne changeront pas de logiciel, le RN augmentera ses chances de parvenir au pouvoir. Et cela n'aura aucun lien ni avec l'immigration ni avec l'insécurité.

L'auteur

Laurent Cald est né en 1971. Il est diplômé d'école de commerce et de Sciences Po Paris. Après avoir exercé dans l'industrie, il est aujourd'hui cadre financier dans la fonction publique.

Il a créé le site politest.fr en 2005.

Il a publié en 2011 « Etes-vous de droite ou de gauche ? » (éd. Max Milo et J'Ai Lu).

laurent.cald@politest.fr